

L'art contemporain au Grand Palais, p. 19 à 23

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13901 - 4,50 F

SAMEDI 7 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le Nobel contre Pékin

AU moins autant que le couronnement de trois décennies de lutte non violente, l'attribution du prix Nobel de la paix au dalaï-lama constitue un camouflet pour le régime chinois. Quatre mois après l'écrasement du printemps de Pékin et trente ans après le soulèvement tibétain, M. Deng Xiaoping se retrouve en position d'accusé, tout comme l'avait été Brejnev lors de l'attribution de la même distinction, en 1975, au dissident Sakharov.

Les attentes du jury d'Oslo sont simples : le chef spirituel tibétain s'est systématiquement opposé au recours à la violence, prônant au contraire des solutions pacifiques (...) afin de préserver l'héritage historique et culturel de son peuple. Le président du comité Nobel a, d'autre part, évoqué « les événements en Chine (qui) ont rendu sa candidature plus actuelle qu'au sommet ». Si j'étais un étudiant chinois, je soutiendrais totalement ce choix.

C'EST donc l'attitude du régime de Pékin à l'égard des droits de l'homme et même sa politique générale depuis les événements de juin qui se trouvent ainsi mis au pillori. Tant qu'il poursuivait ses réformes économiques et son ouverture vers le monde extérieur, faisant rêver l'Occident de démocratisation et de bénéfices à venir, le régime qui se jouait sur le toit du monde paraissait marginal. Il avait fallu que, depuis deux ans, les Tibétains redescendent dans la rue pour que l'on repense de leurs problèmes. Aujourd'hui, alors qu'on se rend compte que la gérontocratie chinoise ne traite pas mieux ses opposants que les Tibétains, que la répression sur la place Tiananmen n'a rien à envier à celle des rues de Lhassa, le miroir est brisé. Le tabou tibétain - sujet abordé avec extrême prudence pour ne pas déplaire au marché chinois - a volé en éclats. Après l'opinion internationale, certains gouvernements occidentaux avec leurs sanctions symboliques, c'est au tour du Nobel d'honorer les victimes du régime de Pékin.

La position des dirigeants chinois serait moins inconfortable s'ils avaient accepté le rattachement de l'île de Taïwan à plusieurs reprises par le dalaï-lama. Loin d'être le bouc émissaire, voire le « criminel » dénoncé par les Chinois, le « Dieu vivant » a proposé un compromis des plus raisonnables. Il a même mécontenté certains de ses partisans en suggérant que le Tibet bénéficie du même statut que celui promis à Hongkong en vertu du principe d'un « pays, deux systèmes ». Mais les réformistes ne sont plus au pouvoir à Pékin et la vieille garde ne veut pas relâcher son emprise sur les marches de l'empire.

Longtemps indifférents à la cause tibétaine, une partie de la population chinoise semble en train de changer d'attitude. Ce n'est pas une coïncidence si les dissidents rassemblés dans la Fédération pour la démocratie en Chine se sont félicités de l'honneur accordé au dalaï-lama. Les brutalités et les impairs de Pékin auront essentiellement réussi à souder les victimes et les déçus du régime, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine.

Lire nos informations page 6



Le quarantième anniversaire du régime est-allemand

M. Gorbatchev est en RDA pour réaffirmer son attachement au « statu quo » en Europe

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé vendredi 6 octobre en fin de matinée à Berlin-Est pour prendre part aux cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la fondation de la RDA et réaffirmer son attachement au « statu quo » en Europe.

BERLIN-EST
de notre envoyé spécial

Malgré les bannières et les drapeaux flottant un peu partout en ville, Berlin-Est n'a rien de la capitale en liesse d'un pays à l'avenir dessiné. Après la fermeture, mardi 3 octobre, de la frontière avec la Tchécoslovaquie, la dernière où les allées et venues étaient à peu près librement tolérées, les autorités ont instauré pour ces jours-ci un filtrage des passages entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Ainsi les garde-frontières n'accrochent plus de visas de tourisme d'un jour comme il est d'usage et les abords de la frontière sont remplis de visiteurs en attente. Deux cent cinquante personnes ont ainsi été empêchées de passer, jeudi, ce qui a suscité d'énergiques protestations des trois puissances occidentales garantes du statut de la ville (Etats-Unis,

Grande-Bretagne, France) ainsi que de la RFA.

A grand renfort de trains spéciaux, les autorités est-allemandes sont parvenues à vider à temps les ambassades ouest-allemandes de Prague et de Varsovie des milliers de jeunes qui s'y étaient entassés dans une fuite éperdue. Les derniers trains bourrés de réfugiés sont partis jeudi vers l'Allemagne fédérale via le territoire est-allemand. Il s'en est fallu de peu pour que cet exode coïncide fâcheusement avec l'arrivée à Berlin-Est des nombreuses délégations des pays frères attendues pour les festivités.

Les images de la manifestation de lundi à Leipzig, où quinze mille personnes ont défilé pour réclamer des réformes, celles surtout des violences qui ont éclaté à Dresde dans la nuit de mercredi à jeudi au passage des trains de réfugiés, n'en mar-

queront pas moins l'atmosphère des cérémonies. Pour la première fois depuis 1953, les manifestants de Dresde ont littéralement affronté la police, qui tentait d'empêcher plusieurs milliers de candidats à l'exil d'envahir le quai de la gare.

Les mesures de sécurité prévues dans le centre de Berlin-Est devaient permettre d'assurer un déroulement calme des cérémonies prévues en cette fin de semaine. Les arrivées des délégations gouvernementales s'échelonnaient vendredi matin 6 octobre dans la capitale est-allemande. Outre Mikhaïl Gorbatchev, on attendait avec curiosité les Polonais et les Hongrois. De Varsovie était annoncé le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, le chef du Parti communiste, M. Rakowski, mais aussi le ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, membre de Solidarité.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 3

Les écoles françaises face à l'islam

L'affaire des « voiles » du collège de Creil illustre la confrontation délicate de la laïcité et du respect des pratiques religieuses
page 13 - section B

Le relèvement des taux en Europe

Le dollar n'a pas baissé malgré les efforts des banques centrales
page 33 - section C

La grève des fonctionnaires des impôts

Après le succès des manifestations, M. Bérégovoy reçoit les syndicats
page 34 - section C

Le comité directeur du PS

« Pour le meilleur et pour le pire », un point de vue de Jean-Pierre Cot et Gérard Lindeperg
pages 10 et 11

Le financement de la vie politique

Les députés ont baissé de 800 000 à 500 000 francs le plafond des dépenses pour leurs campagnes électorales
page 12

M. Mitterrand en Italie

Un appel en faveur de l'Europe des universités
page 5

Alimentation et salmonelle

Dix-sept intoxications mortelles ces derniers mois
page 14 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

Le rock aux œufs d'or

Le succès des groupes alternatifs français attire les multinationales du disque

Jusqu'aux années 80, le rock avait du mal à pousser en France. Et puis est venue une génération de rockers, musiciens, techniciens, fans, qui face à l'indifférence du show-business traditionnel, a décidé de faire sa musique autrement : des labels de disques se sont créés, des réseaux de distribution se sont mis en place, des lieux se sont ouverts pour accueillir des concerts organisés par des associations formées dans ce but.

Inspirée de l'exemple britannique, cette scène alternative a permis aux groupes de se forger une identité, de trouver un son, un public. Aujourd'hui, ils sont plusieurs à vendre des dizaines de milliers de disques. Il y a encore peu de temps, personne ne le savait... à part les acheteurs.

Mais on commence à entendre à la radio, à voir à la télévision, des groupes aux noms jusqu'ici superbement ignorés de la quasi-totalité des programmeurs : Bérurier Noir ou Mano Negra, Négresses Vertes ou Satellites.

Lire page 17 l'espérite de THOMAS SOTINEL

La droite sceptique sur sa « fusion »

L'étendard de l'union brandi par M. Giscard d'Estaing suscite des réactions polies des états-majors et ironiques de la base

Sur le chemin tortueux de l'union, M. Giscard d'Estaing décidément ne dételle pas. S'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là ! Pourtant, les premières réactions suscitées par ses nouvelles propositions pour une union-fusion des partis de droite laissent spontanément et unanimement sceptiques ses partenaires. Polies à l'Hotel de Ville de Paris, elles le sont moins dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Si bien que cette nouvelle initiative pourrait fort bien connaître le sort des précédentes : l'oubli.

Economisant à dessein ses interventions politiques, l'ancien chef de l'Etat avait quitté la scène avant l'été en profitant de son relatif succès aux élections européennes du 18 juin, pour lancer trois jours plus tard un pavé dans la mare de l'opposition consistant à proposer la réunion, avant la fin de l'année, du RPR et de l'UDF en une seule formation. Déjà, le RPR n'avait pas apprécié : dénonçant la décomposition permanente de l'UDF, le mouvement chiraquien jugea aussitôt ce genre de proposition totalement irréaliste. Ces remous s'étaient dissipés dans la chaleur estivale. Paraissant sourd à toutes les critiques de ceux qui continuent de voir en lui un incorrigible rêveur éveillé,



DANIEL CARTON
Lire la suite page 9

M. Giscard d'Estaing rentre plus décidé que jamais, revient à la charge, étendard de l'union au vent, sur le même terrain.



Lire Kazan.
Lire une vie.

A Apostrophes
le 6 octobre.

GRASSET

SANS VISA

Chercheurs d'oiseaux
en Amazonie

Avec cinq Anglais
au cœur
de la forêt tropicale
du Pérou

- Escapes
- Gastronomie
- Jeux

pages 25 à 29

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dh ; Tunisie, 600 ms ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 S.

DÉBATS

Enseignement

« Niveau bac » et niveau de démagogie

par Laurent Véron

UNE lecture, même hâtive, de n'importe quel quotidien d'information montre que le système éducatif français est entré dans une période d'intenses turbulences. Quelques signes révélateurs en sont la surcharge des effectifs des classes de première et de terminale, les invraisemblables cohortes auxquelles donnent lieu les premières inscriptions en université ou les naturelles protestations des parents d'élèves quand ils s'aperçoivent qu'une classe n'a pas tous les enseignants requis pour son bon fonctionnement.

Dans les facultés des sciences les secteurs se livrent à une chasse effrénée aux étudiants pour recruter les maîtres auxiliaires, payés au SMIC ou presque, qui remplacent ces enseignants qualifiés qui soudainement nous font tant défaut : des affiches en ce sens fleurissent sur nos murs, semblables à celles de la légion étrangère que l'on trouve placardées dans les gares ; seul le type d'aventure promis diffère.

Plus graves, à tous les niveaux de la hiérarchie académique, des pressions de plus en plus ouvertes se produisent : pressions sur les jurys de baccalauréat pour faire passer de 40 % à 65 % le nombre d'étudiants reçus à la fin de la première année, et enfin, au sommet de l'appareil, pressions directes et médiatisées du ministre de l'Éducation nationale sur les jurys de recrutement des concours du CAPES et de l'agrégation pour recevoir un nombre plus important de candidats alors que de moins en moins d'étudiants de valeur sont tentés par la carrière offerte.

Si trop d'universitaires persistent à imposer leurs cruelles conceptions élitistes du métier d'enseignant, sans doute décideront-ils une transformation qui, au bout du compte, n'ira pas dans le

sens d'une plus grande exigence scientifique.

Depuis le début de l'été, les recteurs imposent aux présidents d'université d'accueillir beaucoup plus de nouveaux bacheliers, très au-delà des normes de fonctionnement et même de sécurité. Qu'importe si les cours ont lieu dans des classes désaffectées, si quatre étudiants se pressent autour d'une paillasse prévue pour deux ou que les enseignants ne soient plus délivrés que par des vacataires tout juste munis d'une maîtrise. M. le ministre sera content, et avec lui ses experts ; il pourra proclamer que la rentrée s'est bien déroulée et que, dans un avenir plus proche que prévu — élections obligent — la France aura deux millions d'étudiants. Tant pis si l'autonomie des universités est bafouée, si les universitaires se sentent violés et, plus grave, si les étudiants sont floués.

Du sable plus épais dans le sablier

Ce qui est étonnant, c'est que personne, dans les grands partis politiques n'ose mettre en cause le bien-fondé de cet étrange et très démagogique slogan : 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat avant l'an 2000. L'origine de cette idée est louable : augmenter de façon sensible le niveau culturel et scientifique moyen de la nation pour lui permettre de résister à la concurrence de l'Europe ou même à celle des pays de l'Asie du Sud-Est ; mais là où le bât blesse, c'est sur les moyens d'arriver à cette augmentation de niveau. C'est un peu comme si, pour améliorer le niveau sportif d'un pays, on décidait de ne plus faire courir le 110 mètres haies que sur une distance de 60 mètres, en réduisant la hauteur des obstacles... et, pourquoi pas, en

mettant du sable plus épais dans le sablier, et tout cela, sans changer la dénomination de l'épreuve.

On tend à éliminer de la majeure partie du système éducatif français tout ce qui peut avoir, d'une façon ou d'une autre, un rôle sélectif : vingt ans après avoir expulsé le grec et le latin dont la seule, mais non négligeable, vertu était de former l'intelligence, on a réduit les mathématiques à un triste ensemble de recettes émyennes. Si l'on ramène le baccalauréat au niveau du BEPC d'antan on permet à beaucoup plus de jeunes de le décrocher ; si l'on réduit la licence à un super (?) baccalauréat, il est sûr qu'elle s'ouvrira à un nombre d'étudiants bien supérieur à ce qu'il est maintenant. Mais quelle sera alors la valeur du diplôme ? Quelle foule immense de mal-diplômés sous-employés se prépare à séduire l'enseignement supérieur français, suivant dans cette voie l'exemple de trop de pays du tiers-monde où le rôle de l'université est avant tout de servir de vase d'expansion au chômage et de tampon entre la société et la réalité économique ? Combien d'algèbres en perspective qui, munis d'une licence, pourront seulement accéder au concours de préposé ou à celui de gardien de la paix.

Un trait sur les élitistes

Quelles seront alors les filières de formation de l'élite scientifique et intellectuelle du pays ? Les grandes écoles ? Mais alors, cela signifiera que l'on aura décidé de tirer un trait sur le formidable potentiel de recherche encore concentré dans les universités : les enseignants chercheurs y seront, il est vrai, trop occupés à faire du tuteurat ou du gardiennage.

Bibliographie

« Le monde en face » vu par Maurice Couve de Murville

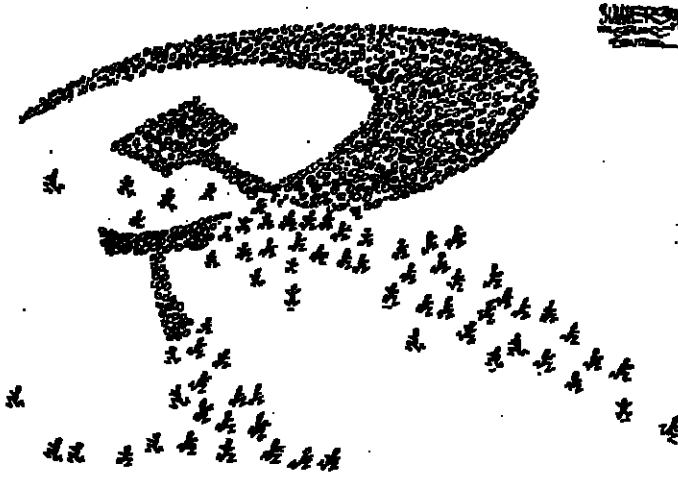
Le dialogue entre celui qui fut pendant dix ans, jusqu'en 1968, le seul ministre des affaires étrangères du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville, et le journaliste spécialiste dans cette même politique étrangère au Monde pendant plus longtemps encore, Maurice Delarue, offre un panorama tout à fait complet et pourrît-on dire distancié de l'état de l'univers et du rôle de la France.

Pour l'ancien ministre, tout naturellement, la France n'a retrouvé depuis la guerre une place mondiale que par l'action du général de Gaulle. Sous la IV^e République,

seuls Robert Schuman et Pierre Mendès France trouvent grâce à ses yeux, mais c'est, depuis 1958, la politique du général qui a comblé à la France sa véritable puissance internationale. Sans cette nécessaire évolution toute réforme ne sera qu'imposture.

► Laurent Véron est professeur à l'université de Tours, directeur du laboratoire de mathématiques, membre de l'Académie de la science française.

TRAIT LIBRE



International Herald Tribune du 5 octobre.

Social

Patienter encore un peu

par Jean-Marcel Jeanneney

NOMBREUX sont les Français qui s'étonnent, ou même s'indignent, de voir qu'à des problèmes économiques profonds de toutes parts correspondent des améliorations de salaires chèrement consenties par les entreprises et par l'État.

Il est vrai que l'inflation s'est depuis trois ans stabilisée à un niveau assez satisfaisant, que la croissance du PNB, languissante naguère, est aujourd'hui plus forte qu'elle n'a été depuis 1979, que l'investissement, après s'être établi à 24 % du PNB de 1986 à 1974, puis être tombé à 19 %, est remonté à 20 % en 1988. Des prix assés, une croissance retrouvée et des investissements partiellement restaurés ne doivent-ils point permettre d'envisager maintenant un relèvement substantiel du niveau de vie des ménages français, particulièrement celui des plus modestes ?

Malheureusement le moment n'est pas encore venu. Notre commerce extérieur demeure gravement déficitaire en biens manufacturés, le nombre des chômeurs n'a encore que trop peu diminué. Cela signifie que notre appareil productif ne pourrait répondre à des achats supplémentaires importants, des ménages, qui aggravent le déficit commercial, et qu'il ne peut mettre au travail des hommes et des femmes qui désirent un emploi.

Les causes de cette double faiblesse ne remontent pas à 1974 à 1985 : insuffisance des investissements de modernisation et de capacité ; attente par les chefs d'entreprises de dévaluations qui rétabliraient sans grands efforts leur compétitivité ; hausses excessives des salaires réels, qui, en pénalisant les entreprises dans le partage des valeurs ajoutées, au lieu de les accablant à la fin, au mieux, entravaient leur essor ; resserrement de l'éventail des salaires des ouvriers, qui les décourageait de se qualifier.

Que depuis deux ou trois ans, les investissements aient repris, qu'une politique, résolument affichée, de change fixe du franc en mark incite enfin les entreprises à attendre leur prospérité que de la maîtrise de leurs coûts, de la qualité de leurs produits et de la bonne adaptation de ceux-ci à

la demande intérieure et à la demande extérieure, que la modération des salaires ait restauré les profits, qu'un ralentissement des hausses du SMIC ait permis de meilleures différences entre rémunérations, tout cela ne pourra rendre à l'économie française qu'après d'assez longs délais toute la force nécessaire à une prospérité durable.

Car, aux investissements qui ont à assurer le renouvellement et la modernisation du capital productif, doivent s'en ajouter d'autres pour rattraper le retard pris. Car, lorsqu'on a découragé certains ouvriers d'acquiescer de meilleures aptitudes professionnelles et que des chômeurs ont perdu celles qu'ils pouvaient avoir, long est alors le temps nécessaire pour que la main-d'œuvre soit capable de bien répondre aux besoins de l'industrie. Handicaps d'autant plus graves que la révolution technologique des dernières années a fait de machines très coûteuses et d'ouvriers très qualifiés les fers de lance d'une compétition mondiale qui ira s'exacerbant.

Convalescence

La convalescence de notre économie est certes commencée, mais plusieurs années seront encore nécessaires pour la mener à bien. Il ne suffit pas qu'actuellement la croissance française égale presque l'allemande pour que le niveau de vie puisse dès demain être de ce côté de la frontière ce qu'il est de l'autre. Le croire serait de l'aveuglement, le prétendre, une tromperie.

A vouloir mener, au nom de bons sentiments, une politique qui fasse appel à de vieilles recettes dont la nocivité a été démontrée par l'expérience — hausses de revenus supérieures aux progrès de la productivité, endettement systématique des entreprises et de l'État, dévaluations successives — on condamnerait à nouveau la France à l'appauvrissement.

Notre économie est enfin remise sur la bonne voie. Gardons-nous d'en dévier. Donnons leur juste part à tous les acteurs de la croissance, mais raisonnablement, sans hypothéquer l'avenir.

► Jean-Marcel Jeanneney a été ministre des affaires sociales du général de Gaulle.

Témoignage

Des maîtres

QUI de nous, faisant un retour sur son passé, ne retrouve avec émotion le visage et le nom d'un homme ou d'une femme qui, dans l'enfance ou dans l'adolescence, l'a marqué pour la vie ?

Ce fut peut-être cet instituteur en blouse grise ou cette institutrice attentive qui, avec les premiers éléments de la lecture et de l'écriture, nous a initiés au respect des vertus morales et civiques qu'il, ou elle, traduisait chaque matin par une courte phrase au tableau noir.

Ce fut peut-être ce professeur de mathématiques ou de sciences, exigeant, qui a canalisé notre fougue juvénile en la pliant au carcan de l'indispensable rigueur.

A moins que ce ne soit ce professeur de lettres ou de philosophie avec qui nous avons découvert, éblouis, la grandeur d'âme des héros de Corneille, les tourments des personnages raciniens, les spéculations du siècle des Lumières, puis les grands courants philosophiques, les théories et les penseurs qui jalonnent l'histoire de l'humanité.

A ces contacts, notre esprit s'est construit et notre âme s'est formée. Et parce qu'un jour, pendant un cours, ou seul dans un couloir ou dans un bureau, un enseignant nous a dit le mot qu'il fallait au moment où nous étions réceptifs, notre vie en a été bouleversée.

A moins que ce ne soit plus tard, à l'université, qu'ait eu lieu la rencontre avec « le Maître », celui dont on se dit encore, dans une situation difficile : « Que ferait-il, lui, à ma place ? »

Il est des enseignants merveilleux, qui font le plus beau des métiers : façonner l'âme humaine, en l'aidant à se découvrir et à s'épanouir.

□ Rectificatif. — M. Jean-Yves Le Gallon, auteur de l'article intitulé « Contre les bâtisseurs de moqueries » (Le Monde du 5 octobre) est président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France (et pas au conseil général, comme une coquille nous l'a fait écrire).

Nous manquons de plus en plus d'enseignants.

Il y a, nous dit-on, comme ailleurs, un « malaise des enseignants », et certains d'entre eux, il est vrai, nous déçoivent par leur comportement. Mais qu'ils recouvrent, s'ils l'ont perdue, la foi en ce qu'ils font, et qu'ils joignent, s'ils le méritent, de la considération et de la reconnaissance matérielle à laquelle leur haute mission leur donne droit.

Alors, enfants et jeunes d'aujourd'hui pourront encore le reconnaître : le Maître !

D' GEORGES LE BOURLLOT (Quimper).

La guerre d'Algérie

Dossier et témoignages réunis et présentés par Patrick Evéno et Jean Planchais

Reprenant des articles publiés depuis trente ans dans *Le Monde*, complétés par des entretiens inédits réalisés récemment avec des acteurs français et algériens de la guerre d'Algérie, cet ouvrage constitue une remarquable fresque de cette guerre, remise en perspective par le rappel de l'histoire antérieure du mouvement nationaliste, et l'évocation des séquelles de la guerre en France comme en Algérie.

La Découverte

LA DÉCOUVERTE Le Monde

► « Le monde en face », par Maurice Couve de Murville, entretiens avec Maurice Delarue. Pion. 322 p. 130 F.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conseiller en chef : Claude Saut

Administrateur général : Bernard Weerts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télex MONDOPAR 680672 F. Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ÉTRANGER

L'exode des réfugiés est-allemands et le quarantième anniversaire de la RDA

Les six cent trente-trois réfugiés est-allemands qui se trouvaient depuis quelques jours à l'ambassade de RFA à Varsovie sont arrivés vendredi matin 6 octobre en République fédérale, à bord d'un train spécial de cinq wagons de la compagnie de chemin de fer de la RDA, Deutsche Reichsbahn, et de deux wagons polonais. Avant le départ, nombre d'entre eux ont salué leur « évasion » en sablant le champagne — soviétique à défaut d'autre — ou en trinquant à la bière. La veille, sept mille six cents réfugiés de l'ambassade ouest-allemande à Prague, selon un décompte officiel, avaient été accueillis en Bavière. Vendredi matin, il restait une dizaine de candidats au départ dans l'enceinte de la mission diplomatique. L'ambassade a indiqué qu'elle ne refusait naturellement pas d'accueillir les citoyens qui frappaient encore à sa porte. Certains des réfugiés qui ont réussi à franchir la frontière entre la RDA et la Tchécoslovaquie, après la fermeture de celle-ci, ont déclaré avoir essuyé des coups de feu des gardes-frontières, mais la plupart n'ont aperçu que des hélicoptères patrouillant dans le ciel. Trois d'entre eux, plus audacieux, ont traversé un champ de pommes de terre avec leur Trabant avant de gagner Prague.

A la veille des célébrations du quarantième anniversaire de la RDA, les dirigeants de Berlin-Est continuent à tirer à boulets rouges sur les autorités de Bonn. Dans un article publié, jeudi

5 octobre, dans les Ivestis, l'organe du gouvernement soviétique, le premier ministre est-allemand, M. Willy Stoph, fustige « la prétention de l'Allemagne de l'Ouest d'être la patrie de tous les Allemands » et souligne que « la coopération avec l'Union soviétique a été, est et restera le principe le plus important » pour son pays. Il fait valoir que son gouvernement comprend « la grande signification de la perestroïka et du renouvellement de la société soviétique pour le renforcement du socialisme » en URSS. Par ailleurs, M. Stoph estime que « la stabilité politique et le dynamisme économique de la RDA ne plaissent pas à tout le monde en RFA, ce qui explique la persécution, les calomnies, les tentatives constantes d'ingérence et toutes sortes de provocations » contre la RDA.

A Washington, le président George Bush s'est déclaré « ému » par la volonté de liberté des réfugiés est-allemands et il a fait l'éloge de la RFA, qui a su relever « l'énorme défi » que constituait l'accueil de ces milliers de personnes. M. Bush, qui commentait pour la première fois l'exode de ces derniers semaines, a indiqué qu'il attendait le jour où « les Allemands n'auront pas besoin de passer par-dessus des grilles, d'avoir froid dans des cours d'ambassade ou d'acquiescer les baïes pour jouir des fruits d'une société libre ». Le président américain s'exprimait devant une délégation du Bundestag en visite à Washington.

M. Gorbatchev est en RDA pour affirmer son attachement au « statu quo » en Europe

Suite de la première page

La Hongrie, dont les relations avec la RDA ne sont guère au beau fixe ces temps-ci, s'est seulement fait représenter par le président du conseil présidentiel, M. Bruno Straub, et pour le parti communiste par M. Géza Kötvi, chef du département pour les relations avec les autres partis. Autres dirigeants attendus avec intérêt : M. Milos Jakub, chef du PC tchécoslovaque, mais aussi, bien sûr, le « Comrade », le chef de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, dont Berlin-Est est l'un des derniers soutiens sur le plan international.

Les dépôts de gerbes ne seront pas épargnés aux délégations étrangères dont le programme comporte principalement la cérémonie solennelle au palais de la République, vendredi en fin d'après-midi, suivie d'un défilé des jeunes socialistes et des pionniers. Le lendemain, samedi, elles devraient également assister à une grande parade militaire. La population est invitée pour sa part à participer samedi à des fêtes « populaires » au centre ville et dans chaque district de Berlin-Est. C'est à ce moment qu'il y aura peut-être risque d'incidents. La date du 7 octobre coïncide en effet avec les rassemblements que les opposants ont tenté de réunir le 7 de chaque mois depuis les élections municipales du 7 mai dernier pour dénoncer les fraudes pratiquées, selon eux, par le régime. Dans l'opposition, cependant, les appels au calme se sont multipliés. Ainsi, les dirigeants du groupe Nouveau Forum ont appelé leurs sympathisants à s'abstenir de toute

initiative qui puisse donner lieu à des « provocations ».

L'attachement de Moscou

Deux grands thèmes dominent les célébrations du quarantième anniversaire : le rappel de la tradition antifasciste — qui reste pour les créateurs de la République démocratique l'un des fondements de l'existence de leur Etat — mais aussi l'amitié avec l'Union soviétique. La présence de M. Gorbatchev est l'élément central du décor. Bien que la politique de réforme du chef de l'Etat soviétique ait souvent provoqué depuis deux ans des grincements de dents à Berlin-Est, il n'est question aujourd'hui que de réaffirmer la solidarité de la RDA et de l'URSS.

Le numéro un soviétique s'entre-tenait samedi avec M. Honecker et recevait également les membres du bureau politique. On s'attendait qu'il réaffirmerait dans son discours de vendredi soir l'attachement de Moscou à l'existence de la RDA. Quel qu'il puisse penser lui-même des tensions apparues ces dernières semaines en Allemagne de l'Est et de l'apparente incapacité des dirigeants du pays à suivre le train des changements en cours à l'Est, il paraissait peu probable que le chef du Kremlin se risquerait à donner des leçons à ses hôtes. L'organe du PC est-allemand, Neues Deutschland, consacrait vendredi toute une page à une longue interview donnée par M. Honecker à la Pravda. Dans ce texte, le numéro un est-allemand soulignait le « caractère exemplaire » des relations entre les deux pays. Dénonçant la « campagne de haine » déclenchée en RFA contre la République démocratique, il réaffirmait : « L'existence de notre Etat socialiste est une garantie de ce que plus jamais une guerre ne puisse éclater à partir du sol allemand ».

Une fin de non recevoir

Le thème des réformes politiques reste absolument prosaïque de ces célébrations. Chargé d'informer la presse internationale sur les perspectives de la RDA, le directeur de l'Académie des sciences sociales auprès du comité central, le professeur Otto Reinhold, l'un des principaux idéologues du régime, n'a laissé entrevoir aucune possibilité de laisser un débat politique se développer en dehors du PC. Qualifiant la nécessité de « réforme » comme quelque chose



Extrait de « Dagbladet » (Oslo)

de nature, il a opposé une fin de non-recevoir à l'offre de dialogue des mouvements d'opposition apparus récemment — et encore embryonnaires — comme Nouveau Forum.

Invité à dire s'il serait prêt à réintégrer les jeunes qui voudraient rentrer en RDA, M. Reinhold a sèchement répondu que ces gens ne l'intéressaient plus. Conscients de l'impact provoqué par les événements de ces derniers jours sur l'image de marque de la RDA à l'extérieur, les dirigeants du régime, y compris les plus modérés, font, pour le moment, bloc pour défendre la « République en danger », accusant les médias ouest-allemands d'avoir suscité eux-mêmes une véritable « psychose » parmi les jeunes.

Il faudra sans doute attendre plusieurs semaines, une fois l'anniversaire passé, pour que l'on puisse apprécier davantage les conséquences que ces événements auront sur le débat en cours à l'intérieur du parti.

HENRI DE BRESSON

HONGRIE

Le congrès du PC mettra aux prises réformateurs radicaux et centristes

Sous le slogan « Démocratie, Etat de droit, socialisme », le quatorzième congrès — extraordinaire — du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), le PC hongrois, a formellement ouvert ses travaux, vendredi 6 octobre, à Budapest après une première réunion à huis clos jeudi soir, consacrée aux questions de procédure. Ce congrès mettra aux prises réformateurs, radicaux et centristes.

Un sondage publié par le grand quotidien hongrois Magyar Nemzet, et réalisé par une coopé-

ration locale d'étude d'opinion sur les élections législatives du printemps prochain accorde 52 % des intentions de vote au principal mouvement d'opposition, le Forum démocratique hongrois, 25 % à la formation radicale Alliance des démocrates libres, et 9 % seulement au PSOH. A l'élection présidentielle cependant (prévue pour le 25 novembre), M. Pozsgay remporterait 34 % des suffrages et le candidat présenté par le petit Parti social-démocrate, M. Zoltan Kiraly, 25 %.

Une élection partielle révélatrice...

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

En Hongrie aussi, il arrive que la province soit en avance sur la capitale. Alors qu'à Budapest on en est encore à planter des pétunias en cercle sur les ronds-points après avoir consciencieusement arraché le sempiternel parterre d'œillets rouges en forme d'étoile, à 300 kilomètres de là, en allant vers la frontière yougoslave, la petite ville de Zalagerseg a déjà depuis trois semaines son député d'opposition démocratique, élu à la faveur d'une élection partielle. Et si l'on en croit les protagonistes, Zalagerseg s'occupe maintenant à panser ses blessures, tant le combat a été rude. La démocratie, visiblement, cela peut faire très mal quand on ne s'en est pas servi pendant longtemps.

« Si vous saviez ce que j'ai entendu pendant cette campagne ! soupire en secouant la tête Istvan Györfy, candidat malheureux du (PSOH), avec 30,8 % des voix, l'air sincèrement meurtri : « Moi, qui n'ai que trente-sept ans, on m'a accusé de tous les maux de quarante années de communisme ».

Pourtant Istvan Györfy est un de ces réformateurs radicaux dont les thèmes se rapprochent étonnamment de celles de l'opposition modérée. Deux dirigeants du parti, connus pour leur engagement réformateur, Imre Pozsgay et Gyula Horn (le ministre des affaires étrangères), sont venus le soutenir sur le terrain. Et lorsque, ce jeudi 5 octobre, il prend la route de Budapest pour participer au congrès du PSOH auquel il a été élu député, il sait parfaitement ce qu'il va chercher à y obtenir : une transformation radicale du parti, susceptible d'aboutir non pas à un changement de modèle, mais carrément à « un changement de régime ».

Le candidat du petit Parti social-démocrate, lui, a « tenu le coup » pendant la campagne, « mais après », dit Istvan Schein, j'ai senti une immense lassitude, du dégoût, de l'échec ». Transfuge du Parti communiste, qu'il a quitté, comme quelque quatre-vingt mille autres membres au cours des dix derniers mois, ce juriste de trente-six ans a fait campagne sur le thème de l'intégration de la Hongrie dans l'Europe, mais n'a obtenu que 8,2 % des voix. « On

a donné et reçu beaucoup de coups, car les gens ont perdu l'habitude de s'exprimer politiquement. Cette élection a été pour eux l'occasion de se défouler », conclut Gyula Marx, un médecin de cinquante-neuf ans et candidat du Forum démocratique hongrois (MDF), soutenu par deux formations radicales d'opposition, l'Alliance des démocrates libres et le FIDESZ, qui reconnaît que le public « n'a pas fait preuve d'une grande maturité politique » pendant la campagne. Mais lui l'a emporté avec 59 % des voix. Un peu plus tôt pendant l'été, trois autres élections partielles en province se sont soldées par la victoire du candidat du MDF.

« Collaborateur »

D'après les deux candidats d'opposition à Zalagerseg, l'explication semble surtout résider dans la chute du prestige du PSOH. Et si, ici, le candidat communiste a réussi à réunir 30 % des voix, c'est grâce à son image personnelle. « A l'heure actuelle, même avec le meilleur programme du monde, il est impossible de remporter une élection sous la bannière du PSOH », affirme Istvan Schein. Même les réformateurs sont discrédités. « Tout le monde, ajoute-t-il, sait que, dans les années à venir, il va falloir gouverner avec les communistes et leur infrastructure ; mais si on a le courage d'en parler devant les électeurs, on se fait aussitôt traiter de vendu aux communistes et de collaborateur ».

Pour les communistes locaux, la bataille a véritablement commencé le week-end des 29 et 30 juillet, qui restera dans leurs annales comme « la nuit des longs couteaux ». Ce samedi-là, la conférence départementale du parti avait été convoquée « avec un an de retard », fait observer Istvan Györfy, car la conférence nationale du parti qui avait chassé Kadar du pouvoir remontait à mai 1988. Les réformateurs ont lancé l'offensive, et le combat s'est poursuivi toute la nuit devant les caméras de la télévision locale. Au petit matin, les réformateurs l'ont emporté in extremis, faisant adopter leur plate-forme avec 343 voix sur 641.

Une réserve a quand même été émise sur cette plate-forme. La conférence départementale a refusé de fixer la date au cours de laquelle seraient rendues publiques les « violations de la légalité » par

le parti. C'était l'un des thèmes d'Istvan Györfy, qui voulait que le parti rompe ouvertement avec l'héritage « des violations de la légalité comme dans la foulée du soulèvement de 1956 ».

Dans l'opposition ?

Pour un dirigeant national comme Janos Berez, qui passe pour un réformateur reconverti dans la réforme modérée, « le spectacle anarchique et désordonné » des communistes s'entre-déchirant devant tout le monde explique l'échec du PSOH à l'élection partielle de Zalagerseg. Pour Istvan Györfy, au contraire, l'échec est celui du PSOH tout entier qui a laissé en place les forces conservatrices à l'échelon départemental. « C'est parce qu'on avait pris tant de retard que l'explosion a été si forte ici », dit-il. La confiance a été gaspillée, l'opposition s'est renforcée. La population souhaitait un changement très profond, un parti qui n'est pas capable de comprendre cela est perdu ».

Aujourd'hui Györfy ne voit pas d'un mauvais œil l'opposition où le Parti communiste ou le parti qui va lui succéder, ce week-end, se retrouverait dans l'opposition. « Cela nous ferait du bien, ce serait bon pour l'autorité », dit-il. Et puis j'aimerais assez être un journaliste d'opposition », plaisante-t-il, installé dans son bureau de rédacteur en chef adjoint du quotidien local Zalai Hírlap. Lui qui considère qu'on trouve « sans doute plus de socialisme concret en Autriche, en Suède ou en France qu'ici », estime qu'il faut aller à la recherche « des valeurs socialistes qui ont fait leurs preuves en Occident ».

Depuis son adhésion au parti en 1972, Istvan Györfy a douté plus d'une fois. « J'ai commencé à ouvrir les yeux, à chercher où se trouvait le bonheur des gens, et je me suis trouvé confronté à l'appareil du parti et du pouvoir. Arrivé là, on peut soit quitter le parti, soit tenter de le changer de l'intérieur ».

Istvan Györfy a décidé de tenter la seconde solution. Mais, au congrès, il va être intraitable : « Il faut désigner les responsables, surtout ceux des erreurs des quinze dernières années. C'est très important. Et on va essayer au congrès. Le problème c'est qu'aucun des dirigeants ne veut partir ».

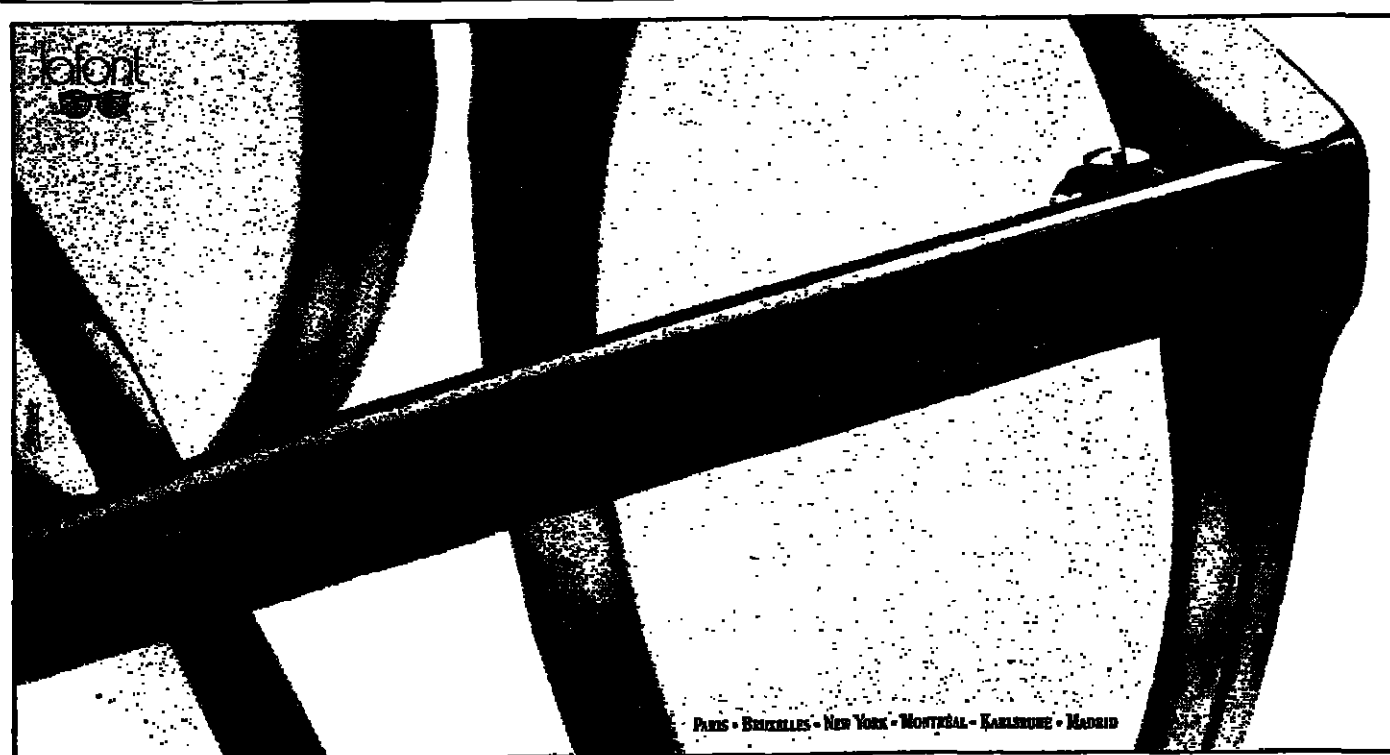
S YLVIE KAUFFMANN

YUGOSLAVIE

Attentat antislovène à Sarajevo

Un coup de feu a été tiré dans la nuit de lundi 2 au mardi 3 octobre à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) contre les vitrines de la compagnie aérienne slovène Adria Airways.

Cet attentat, qui n'a pas fait de victimes, a été revendiqué le lendemain matin par une organisation jusqu'ici inconnue, Jugoslavija (Yougoslavie). Dans un communiqué adressé à la presse, elle annonce également sa décision de « condamner à mort Milan Kucan », numéro un du Parti communiste de Slovaquie, et d'autres dirigeants de cette République. L'attentat intervient après l'adoption par le Parlement de Ljubljana d'une révision de sa Constitution élargissant l'autonomie de la Slovaquie par rapport au pouvoir central et proclamant notamment le droit de sécession. — (AFP).



PARIS • BRUXELLES • NEW YORK • MONTREAL • KARLSRUHE • HAMBURG

Patienter encore un peu

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

de notre envoyée spéciale

EUROPE

URSS

La Lettonie et l'Azerbaïdjan affirment leur volonté de «souveraineté»

Une redéfinition profonde des relations entre les Républiques soviétiques et le pouvoir central est actuellement en cours. Si la volonté de «souveraineté» s'exprime avec force, notamment dans les pays baltes et en Azerbaïdjan, elle n'implique pas nécessairement, toutefois, l'idée de sécession.

MOSCOU

de notre correspondant

Est-ce que cela va vite, ou déjà trop vite ? Seulement mal ou déjà très mal ? On ne le saura qu'en printemps, lorsque après un hiver de tempêtes sociales et nationales, l'URSS et la perestroïka décomptent leurs votes d'eau mais d'ores et déjà le navire tangue.

Ce week-end par exemple, le Front populaire de Lettonie réunit à Riga son deuxième congrès annuel. L'événement est tout ce qu'il y a de plus officiel. Les postes soviétiques ont acheminé jusqu'aux bureaux des grands journaux étrangers représentés à Moscou les projets de résolution, et rien ne dit que la presse centrale ne rendra pas compte des débats — ne serait-ce que pour sonner le tocsin.

Or que s'apprenait à faire les délégués lettons ? A déclarer que «l'objectif principal» de leur organisation est de «restaurer la République de Lettonie autrefois indépendante (CAR)» c'est-à-dire «une Lettonie indépendante et démocratique qui peuvent être surmontées la crise économique et socio-politique, résoudre les questions nationales et assurer l'égalité de tous les groupes nationaux».

Le Front, dit encore le nouveau programme qui sera adopté dimanche soir, se prononce pour la «démilitarisation immédiate de la Lettonie, rejette le système du parti unique, ne reconnaît pas le monopole idéologique du Parti communiste et considère que le pluralisme et l'égalité peuvent être garantis dans la démocratie». Très logiquement, le Front demande en conséquence au Soviet

suprême de l'Union soviétique de «reconnaître l'illégalité des élections parlementaires lettones des 14 et 15 juillet 1990 dans la mesure où elles ont été organisées sous supervision d'une armée étrangère (c) de déclarer nuls (jeux) résultats dans la mesure où ils ont au bout du compte conduit à l'annexion illégale de la Lettonie par l'URSS».

On ne saurait être plus clair mais après tout, dira-t-on, si influent soit-il, ce Front n'est qu'une organisation politique sans pouvoir de décision institutionnel. Vrai, mais outre que les prochaines élections locales le feront entrer en force au Parlement letton, le grand journal télévisé du soir, *Vremia*, a informé toute l'Union soviétique, jeudi 5 octobre, des détails de la nouvelle loi sur la «souveraineté de la République» que publient vendredi matin tous les journaux d'Azerbaïdjan. Adoptée la semaine dernière par le Parlement local, cette loi stipule que l'Azerbaïdjan bénéficie du «droit à faire librement sécession de l'URSS sur la base d'un référendum de l'ensemble de la population de la République».

Irlandisation du Caucase

L'azerbaïdjanais est naturellement déclaré «langue d'Etat» mais la loi affirme également que l'Azerbaïdjan est habilité à «établir des liens directs avec d'autres Etats, à conclure des traités et échanger des représentants diplomatiques et consulaires avec eux et à participer à l'activité des organisations internationales». La loi réaffirme enfin que cette souveraineté de l'Azerbaïdjan s'applique à «l'intégralité de son territoire» — et notamment (c'est spécifié) au Nakhitchevan (enclave azerbaïdjanaise en territoire arménien) et au Haut-Karabakh, la région autonome de la République dont la population à majorité arménienne veut faire sécession.

C'est tout aussi clair que le programme letton, cela signifie que Bakou ne reconnaît à personne, et

notamment pas à Moscou, le droit d'imposer une solution à la crise du Haut-Karabakh et cela veut dire surtout que du sud au nord les cochères montent.

Irreparablement ? Pas à coup sûr en fait, car si la Grande-Bretagne peut parfaitement survivre à l'abandon irlandais, l'URSS peut vivre avec l'irlandisation du Caucase et si Bakou procède son droit à échanger des consuls avec qui bon lui semble, ce droit vient en fait d'être reconnu par le Comité central. La résolution sur la question nationale adoptée par le dernier plénum en fait, en effet — c'est écrit noir sur blanc — un «attribut inaliénable de la souveraineté des Républiques». Et de même, si l'on regarde d'un peu près le futur programme du Front letton, on y lit que ses membres «espèrent parvenir à l'indépendance et à la stabilité par des moyens parlementaires pacifiques» et demandent à l'URSS de reconnaître à la Lettonie «un statut économique et politique spécial». Or qui dit «statut spécial» dit aussi appartenance à l'URSS.

Il y a trois mois encore, beaucoup de gens en URSS et dans le monde considéraient qu'il était «impossible», «toutement inacceptable pour le système», que l'Archipel du Goulag soit publié en URSS. C'est aujourd'hui chose faite. Des photos de Soljenitsyne commencent à apparaître dans des journaux de grande diffusion et si les *Levstik* en sont à écrire, dans un long article décrivant «la fièvre de l'or» suscitée par la perte de confiance dans le rouble, que «le navire tangue et nous tous avec», l'URSS n'a pas encore coulé.

Conseils d'officiers

C'est qu'il faut plus de temps aux pays, et plus encore aux empires, pour faire naufrage et que rien n'est joué dans cette partie qui n'est qu'à ses débuts. Irreparablement, on s'achemine vers un changement radical de la nature des liens entre les républiques soviétiques et ce changement n'est pas plus imaginable que la redé-

inition totale — et déjà acquise — des relations entre l'URSS et ses anciens satellites européens.

De même, l'URSS marche fatalement vers la création d'un système d'économie mixte et c'est dès aujourd'hui qu'elle vit dans un plus-que-à-faire. S'il s'avère que cela va seulement mal en ce début d'année politique, elle parviendra, dans les tempêtes, à tenir le cap du changement. S'il se vérifiait que cela va très mal, il y aura des avaries sévères, des pauses obligées et peut-être longues, mais on ne reviendra pour autant pas à la case départ car on ne peut pas revenir à quelque chose qui n'existe plus.

BERNARD GUETTA

BELGIQUE

Les assassins de M. Wybran pourraient être les mêmes que ceux de l'imam de la communauté musulmane

Les «Soldats du droit», l'organisation extrémiste basée à Beyrouth qui a revendiqué, jeudi 5 octobre, l'assassinat mardi à Bruxelles (nos dernières éditions du 5 octobre) du président du Comité des organisations juives de Belgique, le docteur Joseph Wybran, s'étaient déjà signalés en mars dernier par la revendication d'un double meurtre : celui du chef de la communauté musulmane de Belgique, l'imam Abdallah Abbal, et de son bibliothécaire. Le médecin juif et l'imam étaient tous deux considérés comme des modérés au sein de leurs communautés respectives. L'imam avait ainsi rejeté la condamnation à mort de Salama Rashed, alors que le responsable juif avait récemment déclaré :

«Nous devons admettre qu'un certain réalisme politique propulse l'OLP vers des négociations».

Les «Soldats du droit» précisent, dans le communiqué rédigé en arabe qu'ils ont déposé au siège d'une agence de presse occidentale dans la capitale libanaise, «avoir exécuté la sentence de mort» contre le docteur Wybran — accusé d'être un agent du Mossad — dans la conviction d'accomplir un «devoir islamique en pourchassant les ennemis de Dieu qu'ils soient», mais aussi «en réponse aux appels suspects à la coexistence et à la normalisation des relations avec l'entité sioniste».

L'organisation extrémiste avait aussi revendiqué, en décembre 1988, l'enlèvement, sept mois plus tôt, au Liban du Sud, d'un médecin belge, M. Jan Coels. Ce dernier avait été libéré, le 15 juin, grâce à la «participation» du Fatah-Conseil révolutionnaire (Fatah CR) d'Abou Nidal.

A Bruxelles, où les funérailles du docteur Wybran se déroulent ce 6 octobre, les enquêteurs estiment «potentiellement crédible» la revendication des «Soldats du droit», sans exclure catégoriquement d'autres pistes, dont celle de l'extrême droite.

J.-A. F.

La diffusion de la presse en baisse

Moscou. — La gisante aurait-elle cessé de faire recette ? L'an dernier encore, à l'heure où la volonté de transparence commençait à donner un visage nouveau à toute une série de publications soviétiques, les lecteurs s'arrachaient journaux et périodiques, se plaignant que certains titres soient limités dans leur diffusion — officiellement par manque de papier. Il va de soi que dans ce contexte seuls les abonnés avaient quelques chances d'être satisfaits.

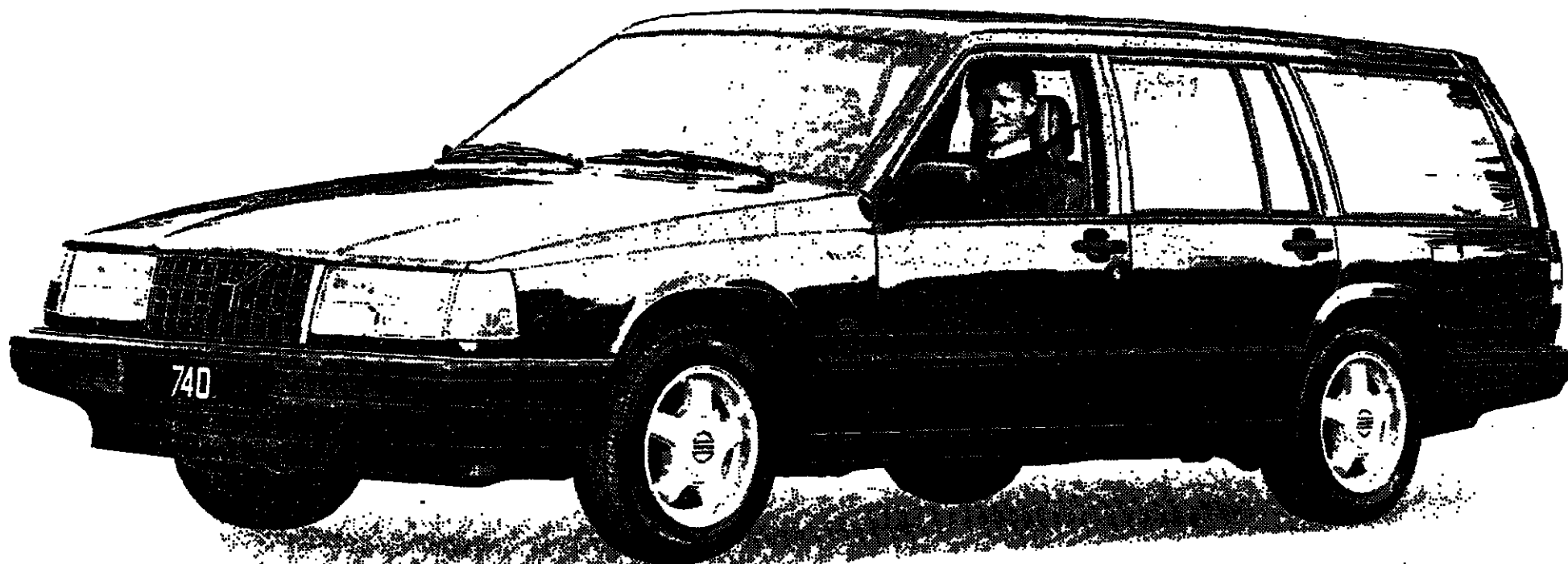
Il semble que ces temps soient bien passés, si l'on en juge par les résultats des réabonnements enregistrés au 20 septembre dernier et publiés mercredi 4 octobre par le *Moskovskije Pravda*. Le journal le plus touché, ce qui n'est pas surprenant, est la *Pravda*, organe du PC soviétique connu pour ses positions conservatrices, qui n'enregistre que 36,4 % de réabonnements. Mais une publication comme *Ogoniok*, l'une des locomotives de la perestroïka et de la désinfection, ne voit guère que la

moitié des abonnés lui rester fidèles, chiffre comparable à celui obtenu par un autre journal «progressiste», le *Komunisticheskaja Pravda*. Entre les deux, le quotidien du gouvernement, les *Izvestia*, annonce 61 % de réabonnements, et *Troud*, l'organe très officiel des syndicats et le plus gros tirage d'URSS, un peu moins de 55 %.

Les observateurs voient dans ces chiffres sans précédent le signe d'une lassitude croissante dans la population devant des promesses de changement inégalement répandues mais demeurant pour l'essentiel sans effet. Il n'en est pas moins surprenant de constater le désintérêt des lecteurs pour le goût tout neuf de la vérité dont faisaient preuve un nombre croissant de journalistes soviétiques — qu'il s'agisse du présent ou du passé historique.

A toutes fins utiles, la clôture des abonnements pour l'année 1990 a été repoussée d'un mois, du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre. — (AFP.)

ON PEUT CHANGER DE TRAITS,



NOUVELLE 740.

La nouvelle 740 ne change pas, elle évolue. Comme son dernier moteur 16 soupapes, ou son pot catalytique, sa nouvelle ligne va dans le sens de l'histoire, du progrès. Sa calandre inédite plus fine, plus mordante, lui prodigue une fluidité exem-

plaire. Son nouveau pare-chocs se fond avec un spoiler tout en courbes qui optimise sa pénétration dans l'air. A propos d'air, la nouvelle 740 est plus dynamique, plus incisive tout en restant familière. Tout ce qui a contribué à sa légende est intact.

Son élégance rare, avec sa ligne originale

profilée pour améliorer à la fois l'aérodynamisme, la stabilité au vent et le silence. Son confort, avec 5 vraies larges places habillées de tissus exclusifs ou de cuir, avec un système de ventilation réglable séparément pour chacun. Son espace, avec un volume intérieur qui accueille cinq adultes et 1110 litres de bagages pour un encombre-

هناك من الأصل

A Bologna

M. Mitterrand a lancé un appel en faveur de l'Europe des universités

Recevant le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Bologne, jeudi 5 octobre, après le dixième sommet franco-italien qui s'est déroulé à Venise, le président Mitterrand a posé les jalons de ce que pourrait être une Europe des universités.

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

De l'avis unanime, ce fut une belle cérémonie. Il faut dire que Bologne l'universitaire, Bologne la communiste néanmoins bourgeoise commence à avoir l'habitude. Depuis qu'à l'occasion du neuf-centième anniversaire de l'université — la plus ancienne d'Europe — le recteur a rétabli le rite médiéval, les grands de ce monde se succèdent dans la nef de Santa-Lucia, église baroque devenue *Aula Magna* : le roi Juan

Carlos, Raul Alfonsin, Andreï Sakharov, le prince Charles et Alexandre Dubcek — entre autres — ont été faits docteurs *honoris causa* de cette université au cours des deux dernières années.

Lançant un plaidoyer en faveur de l'Europe de la culture, et donc des universités, le président de la République a fait quelques propositions : « améliorer les moyens nécessaires pour qu'on donne des seize mille étudiants d'Erasmus [programme d'échanges inter-universitaires], nous nous fixions l'objectif de cinquante mille étudiants au moins en 1992 » ; créer, dans au moins une grande ville par pays, une « cité universitaire de l'Europe » ; « confier à un professeur, dans une université, la responsabilité de la culture et de la responsabilité d'un cours retransmis par satellite, et dont le contenu serait mis à la disposition d'étudiants de toutes nationalités appartenant

dans leurs universités respectives à la même discipline » et étendre l'exemple du Collège de France qui inaugurera bientôt une chaire européenne dont, chaque année, le titulaire sera un enseignant d'un pays européen différent.

A Venise aucun usage, ni sur la cité des Doges ni sur les relations bilatérales ; un cadre parfait, la fondation Cini, ancien monastère bénédictin, sur l'île San-Giorgio ; une identité de vues sur l'ensemble des questions extérieures et communautaires. Dans ce décor harmonieux, le sommet qui s'était déroulé dans la matinée fut l'un de ceux au cours desquels, puisque l'on est d'accord sur (presque) tout, on essaie de faire avancer les choses ensemble.

Ainsi de l'Union économique et monétaire. Italiens et Français sont sur la même longueur d'onde : si les travaux préparatoires sont suffisamment avancés lors du conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre pro-

chains, pour permettre la convocation de la conférence intergouvernementale prévue par les Douze, pourquoi ne pas convoquer cette conférence au cours du second semestre de l'année prochaine, quand l'Italie assumera la présidence de la Communauté ?

Ainsi de la lutte contre la drogue, M. Andreotti a approuvé la proposition de M. Mitterrand de créer un groupe *ad hoc*, constitué d'un représentant par Etat-membre, afin d'éviter les réunions de coordination pléthoriques, la lutte contre la drogue concernant quatre à cinq ministères par gouvernement. Si les Douze l'approuvent, l'idée pourrait être concrétisée dès le Conseil de Strasbourg.

Enfin, le président de la République a annoncé la visite officielle, du 29 au 31 janvier 1990, de son homologue italien, M. Francesco Cossiga.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Un discours de M. Jacques Delors à Bonn

L'unité allemande se fera par la Communauté

estime le président de la Commission européenne

Le salut, la réunification par la Communauté. C'est le thème inédit d'un discours prononcé, le jeudi 5 octobre, par M. Jacques Delors à Bonn devant un parterre de personnalités du monde économique et politique. Le président de la Commission européenne avait résolu d'aborder sans détour la question allemande.

Européens à l'autodétermination?

Le premier objectif pour le président de la Commission est donc de renforcer sans tarder la Communauté.

« Sans doute la mise en œuvre définitive du projet d'union économique et monétaire constitue-t-elle sur ce chemin l'épreuve la plus difficile et la plus importante, et si elle l'est, elle n'est pas la seule. Elle implique, en effet, de douter une contribution spécifique et essentielle de la République fédérale d'Allemagne (...). Les partenaires de l'Allemagne attendent d'elle non seulement qu'elle continue de montrer la voie de la stabilité monétaire et de la rigueur, mais aussi qu'elle accepte une gestion commune de la discipline ainsi consentie. »

Le président de la Commission, sans se départir de la prudence tactique qu'il affectionne sur ce terrain, n'a pas oublié la politique sociale, s'exclamant : « Quel retentissement à Prague, à Varsovie, à Budapest, à Berlin-Est et à Leipzig lorsque la Communauté européenne exprimera solennellement, au moyen d'une charte symbolique, qu'elle n'entend jamais subordonner les droits fondamentaux du travail à l'efficacité économique ? »

Le marché proposé aux « amis allemands » est pesé avec réalisme : « L'Europe et son unité ne se dissolvent pas de la vôtre. Le mouvement qui y conduit peut aboutir par la Communauté (...) ». Ce mouvement ne peut aboutir que par elle. N'est-elle pas ce lieu irremplaçable où peut s'accroître le capital de confiance entre l'Allemagne fédérale et les grandes nations européennes qui doivent l'aider à surmonter définitivement la division ? »

PHILIPPE LEMAITRE

La coopération franco-italienne en matière d'armement va bon train

La coopération franco-italienne en matière d'armement va bon train, même si elle est récente ; elle devrait recevoir, avant la fin de ce mois, une nouvelle impulsion. La France et l'Italie ont, en effet, décidé de lancer ensemble trois programmes majeurs d'armement. Les deux premiers sont déjà sur les rails. Le troisième le sera dans quelques jours, avec un vote du Parlement italien sur les crédits que cette nouvelle opération nécessite.

Premier programme : le satellite Helios d'observation militaire, qui sera opérationnel à partir de 1994 et qui engage un financement de 6,7 milliards de francs. L'Italie y participe à raison de 14,1 %, grâce à sa firme Selenia et elle recevra ses informations de l'espace dans ses bases africaines proches d'Ostie et de Lecce.

Deuxième programme : un missile lance-torilles, baptisé *Milas*, qui est un système d'armes contre les sous-marins nucléaires et qui requiert un financement évalué à 2,5 milliards de francs. Il s'agit d'une entreprise industrielle menée par les deux pays à égalité.

Le troisième programme est encore plus ambitieux que les précédents, puisqu'il vise, dans le cadre du projet dénommé *Eurosam*, à édifier une famille de missiles sol-air à moyenne portée. Ce programme représente un investissement de 13,3 milliards de francs à partager entre les deux pays, pour une mise en service en 1998. L'accord intergouvernemental a été conclu et un amendement, soumis à l'approbation du Parlement italien, sera signé en octobre.

۱۱

• ONU

Le haut commissaire aux réfugiés contesté pour sa gestion

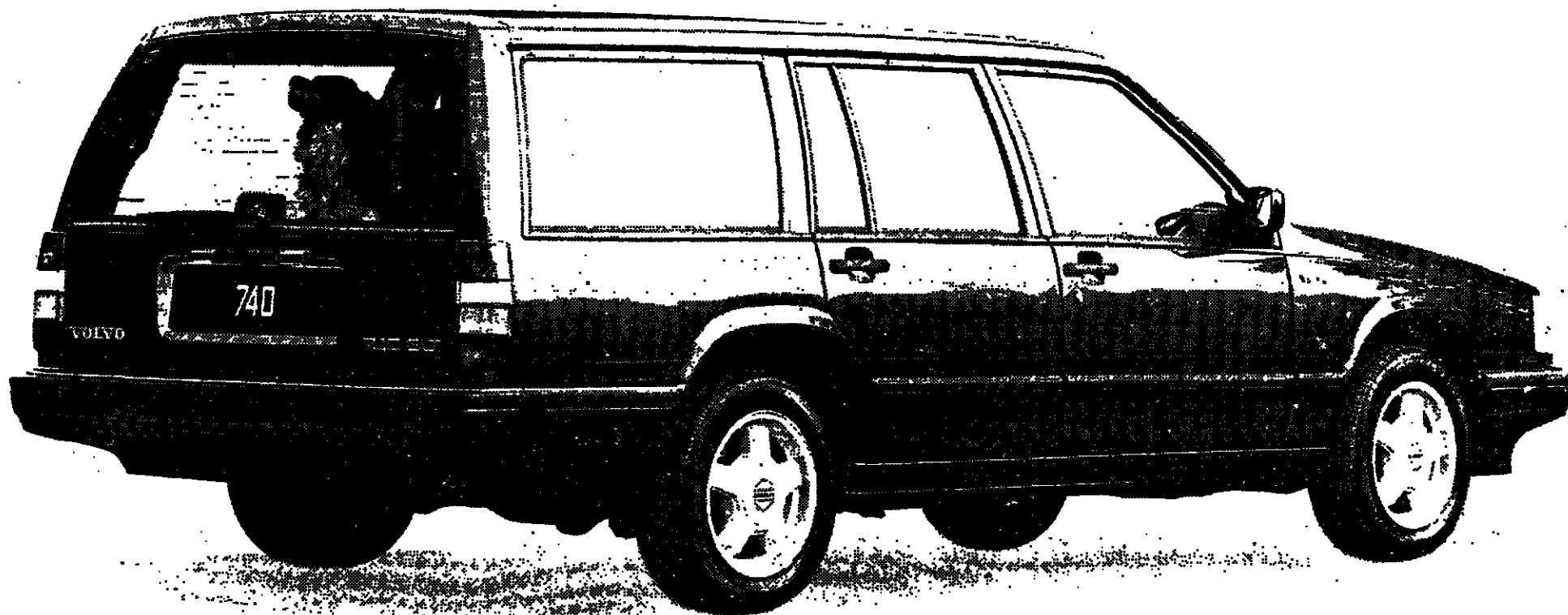
Genève (Nations unies) (AFP). — Le comité exécutif du Haut-Commissariat aux réfugiés s'est ouvert, jeudi 5 octobre, à Genève, sur fond de crise financière. Il dispose de 20 millions de dollars pour boucher le trou 1989, qui devrait atteindre 429 millions de dollars. La France, parlant au nom de la Communauté européenne, a avancé l'idée que les pays de l'Est et les pays pétroliers contribuent davantage aux finances de l'Organisation. Les plus gros contributeurs sont dans l'ordre, les États-Unis, le Japon et la CEE.

Le haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, a rappelé que 350 000 réfugiés avaient pu rentrer chez eux sous les auspices du HCR en 1989 ; la plus grosse opération a

été celle du retour de 41 000 réfugiés namibiens, pour laquelle M. Hocké a d'ailleurs été critiqué, certains ayant jugé que le moyen choisi (l'organisation d'un pont aérien) a été trop coûteux.

Le haut commissaire a été également critiqué, jeudi, pour l'ensemble de sa gestion par le représentant danois au comité exécutif. La semaine dernière, un document a circulé, à Genève, qui faisait apparaître que M. Hocké avait puisé dans un fonds spécial pour l'éducation des réfugiés pour voyager en première classe; à quoi le haut commissaire a répondu qu'il passait 60 à 70 % de son temps en voyage. Cet épisode paraît révéler la volonté des détracteurs de M. Hocké de passer à l'offensive.

SANS CHANGER DE CARACTERE.



ment rigoureusement identique à celui de la berline. Sa sécurité, avec un habitacle protégé par une armature rigide d'acier, des zones avant-arrière déformables, des renforts de portières ou une colonne de direction directionnelle en cas de collision. Sa robustesse et sa longévité, avec une carrosserie garantie anti-corrosion 8 ans, une durée

de vie moyenne de 20,7 années et une valeur de revente supérieure à celle de la plupart de ses concurrentes.

C'est que la 740 millésime 90 est avant tout une Volvo. Comme quoi, on peut changer de traits sans changer de caractère. Nouvelle Volvo 740, 5 portes : à partir de 140 700 F.

*Modèle présenté: 740 GLT 16S. Tarif au 08.09.89: 179 800 F.
Peinture métallisée en option. Garantie anti-corrosion 8 ans.

270 concessionnaires et agents

VOLVO
Volvo France S.A. - 49 avenue d'Iéna - 75116 Paris
TEL 47.23.72.62

ASIE

CHINE

MM. Jiang Zemin et Li Peng, successeurs désignés de M. Deng Xiaoping

PÉKIN

de notre correspondant

En apparence, M. Deng Xiaoping a désigné ses successeurs : MM. Jiang Zemin, secrétaire général du PCC, et Li Peng, premier ministre, conjointement. « Ce sont eux qui gèrent les affaires militaires », a-t-il déclaré, jeudi 5 octobre, à M. Yasser Arafat, qui effectuait une visite éclair à Pékin.

M. Deng a voulu expliquer à son interlocuteur, à la fin d'une rencontre qui n'a duré que vingt minutes, qu'il faisait une exception pour lui, en raison de leur vieille amitié, en le recevant alors qu'il n'a plus l'intention de présider activement à la conduite des affaires. « S'il y a quelque sujet dont vous souhaitez parler, adressez-vous à eux », a précisé M. Deng en parlant des deux hommes avec qui le dirigeant

palestinien a eu aussi des entretiens. Mais cette direction bicipale ne change rien. M. Jiang a laissé entendre récemment que le « combat de gérontes » pour savoir qui succéderait à M. Deng à la présidence de la commission militaire du parti n'avait pas pris fin.

Les retrouvailles télévisées entre M. Deng et M. Arafat, qui était reçu pour la première fois à Pékin en tant que chef de l'Etat, ne sont pas dénuées de sous-entendus. La presse chinoise a prêté au dirigeant palestinien des propos dans lesquels il se réjouissait de « l'écrasement de l'ennemi autogouvernemental » de juin. A l'inverse, un haut responsable palestinien a démenti que le chef de l'OLP ait fait la moindre allusion à cette affaire.

F. D.

(Publicité)

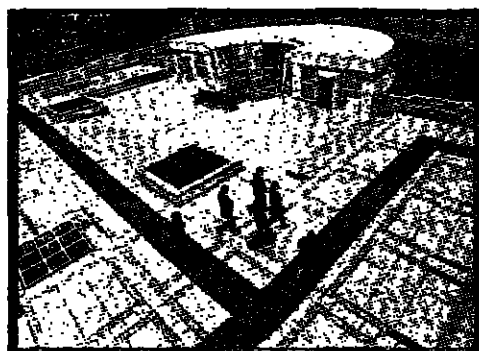
DÈS JANVIER ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida, soit pour un stage linguistique, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Cours, hébergement, repas, un semestre de l'ordre de 5.500 \$.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.

USA-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47-22-94-94

Every year 2,500 executives from 90 countries pass through IMD to sharpen their perception of tomorrow's realities.



International business is increasingly complex. Executives today face ever-changing issues of a global nature. Managing change is a career-long process, requiring continuous learning and development.

IMD combines the strengths of IMI and IME, two of Europe's most prestigious management schools. Drawing on 70 years of experience, IMD offers a comprehensive portfolio of 40 programs and seminars for board members, general managers and functional experts, as well as an intensive and

highly-regarded one-year MBA course.

IMD also develops industry consortia and special programs for individual companies - a partnership with industry that reflects our practice-oriented approach to learning.

Over 90 companies from around the world are members of our Business Associate network. They are stakeholders in the management of tomorrow. No wonder more international executives pass through IMD than any other management institute in Europe today.

IMD

A New School of Thought

Ask for our brochure by calling or writing to Marie-Dominique Calciò, room 215, International Institute for Management Development (IMD), 23, chemin de Bellerive, 1001 Lausanne, Switzerland. Tel.: ++41 21 267 112 or 277 121 (From Nov. 9, 1989: 618 0111). Fax: ++41 21 266 725 (From Nov. 9, 1989: 617 7154). Telex: 455 871.

Le dalaï-lama prix Nobel de la paix

Le silence de Pékin...

Le dalaï-lama a accueilli avec sérénité l'attribution du prix Nobel de la paix 1989. Lors d'une conférence de presse à Los Angeles jeudi 5 octobre, le « dieu vivant » a déclaré : « Je suis un simple moine bouddhiste, ni plus ni moins (...). J'apprécie beaucoup ce type de reconnaissance portant sur mes croyances. En fait, j'ai toujours cru en l'amour, la compassion et au sentiment du respect universel. » Il a

ajouté que « les Tibétains font face aujourd'hui à une réelle possibilité d'élimination en tant que peuple et en tant que nation ».

En dehors du silence de Pékin, une seule voix s'est élevée, dans le concert de félicitations, pour regretter le choix du jury d'Oslo, celui de Georges Marchais. Le chef

du PCF, qui a fait part de son « indignation » devant cette décision « ahurissante » et « indécente » honorant l'un des dirigeants de la révolte des seigneurs féodaux contre les réformes agraires au Tibet, avait fait campagne en faveur de M. Nelson Mandela, le dirigeant noir sud-africain emprisonné depuis de nombreuses années.

PÉKIN

de notre correspondant

Les services compétents chinois se sont abstenus d'interrompre la réception, vendredi 6 octobre au matin, dans les hôtels et résidences d'hommes d'affaires étrangers, d'une interview donnée par le dalaï-lama à la chaîne de télévision américaine CNN reçue par satellite à Pékin. Le chef spirituel tibétain y déclarait que le prix Nobel de la paix aurait dû être décerné aux victimes de la répression militaire de juin dans la capitale chinoise. Les Chinois ont après la nouvelle par les radios étrangères. La presse officielle de Pékin en chinois, elle, est restée muette, dans l'attente d'une réaction officielle.

Seul le China Daily, lu par les étrangers, rapportait le commentaire initial de l'ambassade de Chine à Oslo : « Ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, qui blesse les sentiments du peuple chinois ». Certains sourires entendus permettaient de comprendre que tous ne partageaient pas ce sentiment.

La Chine est maintenant placée devant l'interdiction diplomatique de la crise tibétaine qu'elle redoutait. Le raidissement politique des derniers mois à Pékin s'était fait sentir à Lhassa, placée depuis le 8 mars dernier sous la loi martiale à la suite des incidents répétés qui se produisent depuis deux ans. La radio de la capitale

tibétaine a fait état de l'arrestation fin août de deux hommes identifiés comme des « agents du dalaï-lama » infiltrés dans le but de « prendre contact avec des organisations contre-révolutionnaires, répandre des rumeurs, préparer des assassinats, fomenter des émeutes et comploter des sabotages ». La police de Lhassa précisait que l'un des deux hommes avait avoué travailler pour le dalaï-lama depuis 1985. Deux membres de l'Association bouddhiste du Tibet, dont un moine âgé de soixante ans, déjà incarcéré pour avoir pris part à la révolte de 1959, puis amnistié, ont été exclus fin septembre de cet organisme inféodé à Pékin pour s'être livrés à une « propagande contre-révolutionnaire ».

Mais, dans le même temps, le chef du PCC pour la région, M. Hu Jintao, un libéral proche du secrétaire général déchu du PCC, M. Zhao Ziyang, a réaffirmé récemment la politique de conciliation qu'il s'efforçait de mettre en place avant la crise pékinoise du printemps. M. Hu a promis, le 19 septembre, que le régime « continuera à s'efforcer de résoudre les problèmes historiques affectant certains temples du Tibet » - une phrase codée signifiant que les autorités poursuivraient les travaux de reconstruction, des monastères rasés pendant les années noires de la répression.

L'attribution du prix Nobel de la paix au dalaï-lama va nécessairement aviver les antagonismes entre ce qu'il reste de modérés à la direction chinoise et le clan des durs encouragés par des coteries hostiles à toute libéralisation, à commencer par celle qui pourrait affaiblir l'empire dans ses marches. Déjà, en août, le ministre de la sécurité publique, M. Wang Fang, avait imputé aux Etats-Unis et à « d'autres pays » non précisés le projet saugrenu de vouloir « faire éclater la Chine ». Plus récemment, le chef d'état-major général de l'armée, le général Chi Haotian, orthodoxe bon teint, avait mis les

troupes en garde contre les intentions qu'il prêtait à « l'impérialisme de vouloir assujettir à nouveau le pays ». On n'avait pas vu de haut responsable chinois tenir des propos aussi belliqueux depuis la révolution culturelle.

Le fait que la Fédération pour la démocratie en Chine, regroupant des opposants ayant récemment fui la répression, se soit chaleureusement félicitée du choix du chef religieux tibétain renforcera la tendance dure dans la certitude qu'il existe un vaste courant international dirigé contre le régime.

FRANCIS DERON

■ **AFGHANISTAN** : nouvel ambassadeur soviétique à Kaboul. - M. Boris Pastoukhov a été nommé ambassadeur d'URSS à Kaboul, en remplacement de M. Vorontsov, a annoncé, mercredi 4 octobre, l'agence Tass. M. Pastoukhov était jusqu'à présent ambassadeur au Danemark. - (UPL)

[Né en 1933, M. Pastoukhov a fait carrière dans le Komsomol, dont il a été premier secrétaire (1977-1982), avant d'entrer au comité central du PCUS (1978-1986). Président du Comité d'Etat pour l'édition (1982-1986), il avait été envoyé comme ambassadeur à Copenhague en 1986.]

Chaque année depuis 1967, nous célébrons

80 à 90 % de succès dans les classes préparatoires

MEDECINE PHARMACIE

• Une année de préparation scientifique intensive d'octobre à juin pour les bacheliers D et C

• L'enseignement progressif et spécifique de la médecine et de la pharmacie pour bacheliers littéraires

CEPES

La première préparation de France depuis 1967

57, rue Charles-Lafitte
92200 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

(Publicité)

TRADUCTION DU TEXTE CI-CONTRE

Chaque année, 2500 cadres en provenance de 90 pays viennent à l'IMD pour aiguïser leur perception des réalités de demain.

Gérer une entreprise internationale devient de plus en plus complexe. Les cadres d'aujourd'hui sont confrontés à des changements d'une nature globale. Conduire ce changement demande une formation qui se complète et se renforce tout au long d'une carrière professionnelle.

L'IMD s'appuie sur les forces combinées de l'IMI et l'IME, deux instituts de gestion parmi les plus prestigieux d'Europe, qui cumulent à eux deux plus de 70 ans d'expérience. L'IMD offre une gamme complète de 40 programmes et séminaires pour les membres des conseils d'administration, les directeurs généraux et les chefs de département, ainsi qu'un programme MBA d'un an pour jeunes cadres expérimentés, intenses et très respectés.

De plus, l'institut développe des programmes spécifiques à certains secteurs industriels et même à certaines compagnies multinationales. Ces programmes uniques ainsi que l'adoption d'une approche résolument pratique de l'enseignement illustrent avec force la volonté de l'IMD d'être toujours davantage aux prises avec la réalité du secteur industriel.

Plus de 90 sociétés multinationales forment notre réseau de « Business Associates ». Elles sont, chacune, détentrices des enjeux du management de demain. Dans ces conditions, ce n'est guère surprenant si la plupart des cadres internationaux aujourd'hui préfèrent l'IMD aux autres instituts de gestion d'entreprise en Europe.

IMD

Une nouvelle école de pensée

Pour une copie de notre brochure, vous pouvez téléphoner ou écrire à Marie-Dominique Calciò, IMD (International Institute for Management Development).

مكتبة امية الأصل

ASIE

INDE : Gouvernement et opposition s'affrontent à coups de scandales et d'invectives

Violente confrontation préélectorale à New-Delhi

A trois mois des élections, la classe politique s'enfoncé dans les affres d'une campagne électorale de plus en plus violente. Complots et scandales se succèdent, mais l'affaire Bofors (1), qui empoisonne la vie politique et ternit l'image du premier ministre depuis deux ans et demi, est plus que jamais au centre des polémiques.

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'actualité « digère » rapidement les dernières « révélations » mettant en cause l'intégrité des différents protagonistes, et cette débauche d'accusations devient presque un jeu d'enfant : les vrais coupables sont de facto absous, puisque chacun sait qu'une bonne moitié de ces « révélations » n'a d'autre fondement que la volonté de nuire à l'adversaire.

La démocratie indienne est devenue celle des « petits papiers » ou plutôt des photocopies, qui apparaissent dans les journaux pour tenter de prouver la malhonnêteté des uns et des autres. La presse tend à s'interroger pour savoir si elle doit se prêter à ce jeu contestable. Mais, tout en réfléchissant à cette importante question, « scoop » oblige, elle publie...

Le « débat » se nourrit donc d'un échange d'insultes, et de procès d'intention. A quelles extrémités se demandent les rares éditeurs dévoués à la démocratie, allongés sur leurs chaises, à l'heure où Pratap Singh, chef de file de l'opposition, envisage un scénario ultime : « Ils pourraient avoir recours à toutes sortes de mesures autoritaires, y compris l'élimination physique d'opposants, pour rester au pouvoir ».

Vision sans doute exagérée, mais il est vrai que la confrontation musclée a remplacé depuis longtemps, dans la culture politique indienne, le précepte de non-violence du mahatma Gandhi.

Les deux camps en présence — le Parti du Congrès de M. Gandhi et les formations de l'opposition qui tentent de réaliser leur unité — ont tendance à vouloir faire la preuve de leur popularité dans des rassemblements de masse qui ont toutes les chances de tourner mal. La grève générale nationale du 30 août dernier avait été précédée de rafles massives et s'est soldée par douze morts.

La démonstration est restée imparfaite : la mobilisation a été forte dans les seuls Etats non dirigés par le Congrès. Outre les crises qui entretiennent des foyers de tension dans divers Etats du pays (Pendjab, Cachemire, Ladakh et Assam notamment), la campagne électorale risque de se nourrir de la réurgence des « vieux démons » de la démocratie indienne, comme le « communisme ». On vient de le voir à l'occasion des affrontements entre hindous et musulmans qui se sont produits le 28 septembre dans l'Uttar-Pradesh.

A l'origine de cette éruption de violence, la décision du gouvernement local d'introduire l'ourdou comme seconde langue officielle, une langue que la minorité musulmane (16 % de la population de l'Etat) et dont ne veulent à aucun prix les organisations hindouistes de droite. Cette question ainsi que celle de la Babri Masjid, à Ayodhya (2), constituent deux thèmes majeurs de la campagne électorale.

Mais la violence est d'abord verbale ; dans ce registre, le premier ministre ne semble pas avoir besoin de leçons de la part de ses adversaires. Le 15 août, à l'occasion du quarante-troisième anniversaire de l'indépendance, M. Gandhi, tout en rappelant avec insistance une filiation et une légitimité historiques (le nom de Gandhi a été cité trente et une fois, celui de Nehru vingt-quatre, celui de sa mère, Indira Gandhi, vingt-trois fois), a dénoncé les « traitres » et les « meurtriers » (de sa mère), les « forces sécessionnistes », « déstabilisatrices » et « communistes ». Bref, l'oppo-

sition. Message simple : les ennemis du Congrès sont les ennemis du pays.

L'opposition n'est pas en reste, qui qualifie le premier ministre d'« escroc » et de « menteur ». A l'origine de cette dernière accusation, les récentes révélations au magazine *India so Day* du général Krishnaswami Sundarji, ancien chef d'état-major, qui jeta un voile essentiel dans l'affaire Bofors. Parmi bon nombre de détails croissants sur la manière dont le choix en faveur du canon suédois fut opéré, une accusation grave : au plus fort du scandale, le premier ministre s'est personnellement opposé à une dénonciation du contrat pour obliger la firme suédoise à révéler les noms des bénéficiaires des pots-de-vin.

Villes

contre campagnes

Scandale pour scandale, M. V. P. Singh n'est pas épargné depuis quelque temps. La cible fut d'abord l'un de ses principaux lieutenants, Arun Nehru (par ailleurs cousin de M. Gandhi), accusé, « photocopies à l'appui », d'avoir dépensé une fortune à l'occasion de vacances à Hawaï. Une lettre de remerciements attribuée à M. V. P. Singh adressée au « parrain » bien connu d'une mafia criminelle fut publiée.

Le dernier scandale en date concerne le fils de M. Singh, Ajaya, accusé d'être l'heureux possesseur d'un compte bancaire secret aux Caraïbes.

Scandales. Ceux, liés à des affaires de corruption, d'affaires et de séquestration, qui touchent de près quelques chefs ministres comme M.M. Rama Rao en Andhra-Pradesh et Jyoti Basu au Bengale. Puis ce fut le tour du ministre de l'Intérieur, M. Buta Singh, et celui du directeur du Bureau central d'enquêtes (CBI) dont l'indépendance et la probité ne sont pas au-dessus de tout soupçon. Scandale aussi cette affaire d'écoutes téléphoniques qui oblige

l'un des témoins de l'opposition, M. R. K. K. Hedge, à abandonner ses fonctions de chef ministre du Karnataka... La liste n'est pas limitative. Chaque camp entretient ses « munitions » et hâte soigneusement ses photocopies en prévision des trois mois de campagne électorale. Tout cela passionne la classe politique et les milieux urbains mais ne provoque guère d'échos dans « l'Inde des six cent mille villages ». Une récente enquête du *Times of India* confirme la profonde dichotomie entre les préoccupations du « microcosme » et celles des paysans du Gujarat, du Madhya-Pradesh ou du Rajasthan.

Bofors ? La querelle de la Babri Masjid ? La loi de décentralisation sur les panchayats (*le Monde* du 27 juillet) ? Les réponses sont sans ambiguïté : ignorance ou désintérêt. Les préoccupations quotidiennes sont plus élémentaires : la corruption généralisée de l'administration locale et la criminalisation de la vie politique. Sur ce thème, le Congrès et l'opposition sont renvoyés dos à dos. Dans les prochains mois, les parrains des différents camps vont « donner un coup de main » aux candidats des deux camps, sans que cela provoque le moindre « scandale ». Au Bihar, une quarantaine de parlementaires locaux sont poursuivis pour meurtre ou complicité de meurtre et... jouissent toujours du respect de leurs concitoyens.

LAURENT ZECCHINI

(1) Firms d'armement suédoises choisies en 1986 par le gouvernement indien pour la fourniture de canons de 155 mm. En 1987, la radio suédoise annonça que des commissions avaient été versées à des membres de l'entourage de M. Gandhi.

(2) Ayodhya est une des villes sacrées de l'hindouisme. Le mosquée de Babri y a été érigée par l'empereur mogol Babur sur les lieux mêmes où est né le dieu Rama. Un tribunal a autorisé l'accès de l'enceinte de cette mosquée aux hindous, provoquant la fureur des musulmans.

JAPON : gommant certains crimes de la dernière guerre

La justice autorise la censure des manuels scolaires d'histoire

Le tribunal de Tokyo a jugé, le 3 octobre, que l'intervention du ministère de l'éducation dans la rédaction des manuels scolaires n'était pas inconstitutionnelle. Les juges ont ainsi rejeté le recours du professeur Saburo Ienaga, qui combat depuis des années une « censure » gouvernementale visant à édulcorer la vision de l'histoire présentée aux lycéens.

TOKYO

de notre correspondant

Il s'agit du troisième procès du professeur Ienaga contre l'Etat. Cette censure consiste selon lui une violation de la liberté d'expression, prévue dans la Constitution. Le jugement du tribunal de Tokyo a provoqué des réactions indignées en Corée du Sud.

Le tribunal a reconnu que le ministre avait abusé de son autorité dans un seul cas, celui de l'intervention de l'armée de volontaires favorables à l'empereur lutant contre les shoguns Tokugawa au siècle dernier. Les juges ont en revanche estimé que le ministre était dans son droit lorsque l'exigeait la modification des passages ayant trait au massacre de Nankin par l'armée japonaise en 1937. M. Ienaga avait écrit dans un manuel de 1980 que « l'armée impériale tua de nombreux soldats et civils chinois juste après avoir occupé la ville ». Selon le ministre, il fallait écrire : « Beaucoup de soldats et de civils périrent dans le chaos ».

Abordant un autre sujet délicat, le professeur Ienaga avait écrit, à propos de l'« année 731 » qui marqua en Chine des expériences de guerre bactériologique : « Etablie par l'armée impériale dans les faubourgs de Harbin, elle utilisa plusieurs milliers de Chinois comme cobayes pour des expériences sur le corps humain ». Le ministre exigea que ce passage soit entièrement supprimé, faisant valoir qu'il n'y avait pas suffisamment d'études académiques sur ce sujet.

Le tribunal de Tokyo a refusé de se prononcer sur le bien-fondé historique des corrections exigées par le ministre. Son argumentation n'en est pas moins révélatrice d'un

état d'esprit : « Les manuels scolaires étant destinés aux enfants, une certaine norme doit être respectée assurant la neutralité du contenu. Le principe de liberté de la pensée académique ne s'applique pas dans leur cas ». Même lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec les interprétations de M. Ienaga, beaucoup d'intellectuels sont choqués par cette intervention de la justice dans le débat universitaire.

Il ne s'agit pas de « pinallages » d'historiens, mais bel et bien d'une réécriture de l'histoire et d'une présentation déformée d'événements souvent dramatiques. En 1982, par exemple, la censure des manuels scolaires nippons avait soulevé des tollés en Chine et en Corée : le ministre avait alors exigé que l'intervention militaire japonaise en Chine soit qualifiée de « avancée » et non d'« invasion ». Sous de fortes pressions, il dut admettre que l'utilisation de l'un ou de l'autre mot était possible.

Les massacres de civils à Okinawa

Malgré la courageuse opposition d'historiens comme M. Saburo Ienaga, le ministère de l'éducation impose progressivement son « orthodoxie » historique. Peu d'éditeurs de manuels scolaires prennent le risque de se voir refuser leur texte. Sur dix-neuf manuels publiés en 1989, un seul évoque l'affaire de Nankin, mais il veille à n'utiliser aucune expression permettant de penser que l'armée japonaise fut responsable du massacre. De même, dix manuels seulement mentionnent prudemment le fait qu'à Okinawa des civils japonais furent tués par l'armée (160000 civils se suicidèrent ou furent massacrés par les soldats) lors de la bataille avec les forces américaines à la fin de la guerre du Pacifique.

C'est à partir du milieu des années 50 que le gouvernement commença à intervenir dans la rédaction des manuels scolaires, qui véhiculaient à ses yeux une vision « gauchiste » de l'histoire nationale. Dans certains cas, cette critique pouvait être justifiée. Mais, depuis, le pendule est largement allé en sens inverse.

Ph. P.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauvillier, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et textes du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDUPUB 286 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Impression
du Monde
L. M. C. G. G. G.
S. G. S. T. V. T.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 880 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou provisionnels : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Pékin...

Le 3 octobre, le tribunal de Tokyo a jugé que l'intervention du ministère de l'éducation dans la rédaction des manuels scolaires n'était pas inconstitutionnelle. Les juges ont ainsi rejeté le recours du professeur Saburo Ienaga, qui combat depuis des années une « censure » gouvernementale visant à édulcorer la vision de l'histoire présentée aux lycéens.

Le tribunal a reconnu que le ministre avait abusé de son autorité dans un seul cas, celui de l'intervention de l'armée de volontaires favorables à l'empereur lutant contre les shoguns Tokugawa au siècle dernier. Les juges ont en revanche estimé que le ministre était dans son droit lorsque l'exigeait la modification des passages ayant trait au massacre de Nankin par l'armée japonaise en 1937.

M. Ienaga avait écrit dans un manuel de 1980 que « l'armée impériale tua de nombreux soldats et civils chinois juste après avoir occupé la ville ». Selon le ministre, il fallait écrire : « Beaucoup de soldats et de civils périrent dans le chaos ».

Abordant un autre sujet délicat, le professeur Ienaga avait écrit, à propos de l'« année 731 » qui marqua en Chine des expériences de guerre bactériologique : « Etablie par l'armée impériale dans les faubourgs de Harbin, elle utilisa plusieurs milliers de Chinois comme cobayes pour des expériences sur le corps humain ».

Le ministre exigea que ce passage soit entièrement supprimé, faisant valoir qu'il n'y avait pas suffisamment d'études académiques sur ce sujet. Le tribunal de Tokyo a refusé de se prononcer sur le bien-fondé historique des corrections exigées par le ministre. Son argumentation n'en est pas moins révélatrice d'un

la nouvelle école de pensée

COCTEAU



CE SOIR À APOSTROPHES

Monique Lange, la femme qui a le mieux compris Cocteau.

Angelo Rinaldi / L'Express

Quelle existence ! Quelles vies !

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

L'auteur a puisé aux meilleures sources.

Pierre Boncenne / Lire

Avec les yeux de l'intelligence et de l'affection.

Jean Chalot / Le Figaro

J. Claitès

AGNELLI



Plus que la saga d'un capitaine d'industrie, une étude fouillée, foisonnante d'informations inédites sur le pouvoir dans un pays de traditions avide de modernité.

Alain Jemain / Le Nouvel Économiste

Une biographie-événement sur l'étonnant patron de la Fiat.

Annette Colin-Simard / Le Journal du Dimanche

Gianni Agnelli est assurément un personnage qui vaut le détour.

Édouard Mir / Libération

L'aboutissement de deux années d'investigations.

Jean Noli / Le Point

J. Claitès

AMÉRIQUES

PANAMA : fustigeant l'opposition

Le général Noriega annonce des mesures de « temps de guerre »

A Panama, où les forces loyalistes ont repris la situation en main après le putsch avorté de mardi, le général Noriega, l'homme fort du régime, a durci le ton au cours d'un discours prononcé, jeudi 5 octobre, devant plusieurs milliers de ses partisans à Santiago-Veraguas (250 kilomètres à l'ouest de la capitale). Comparant la tentative de rébellion à celle — télévisée par Washington — qui avait coûté la vie en 1983 au leader de l'île de la Grenade Maurice Bishop, le général a une nouvelle fois dénoncé l'« implication des États-Unis » avant de s'en prendre à l'opposition. Affirmant que le Panama était en état d'urgence

et que seules convenaient des « lois de temps de guerre », il s'est promis d'établir une liste de « traîtres » et a ajouté : « La bastonnade pour les indécis, du plomb pour les ennemis, de l'argent pour les amis. »

Première application de ce programme de reprise en main : le principal dirigeant de l'opposition, M. Guillermo Endara, a été interpellé — puis relâché — dans la nuit de jeudi à vendredi. Auparavant, cinq civils, dont deux collaborateurs de M. Endara, avaient été arrêtés. Selon des informations non confirmées, le régime préparait une vaste opération contre l'opposition dont

plusieurs personnalités (y compris des religieux) pourraient être exilées.

En attendant, la polémique sur l'attitude du gouvernement américain dans cette affaire continue aux États-Unis. Une enquête a ainsi été ouverte jeudi au Congrès pour déterminer la participation exacte de la Maison Blanche.

Enfin, pour sa part, le sénateur ultra-conservateur Jesse Helms (Caroline du Nord) a affirmé jeudi qu'il croyait savoir de source sûre que M. Noriega aurait liquidé de sa main le meneur des rebelles, le commandant Moisés Giraldo. — (AFP, Reuters.)

Avant même le coup d'Etat manqué

La « défense populaire » avait été renforcée

M. Guillermo Endara, chef de file de l'opposition, a accusé les « Bataillons de la dignité » d'avoir tenté, jeudi, d'investir l'immeuble où il menait une grève de la faim. Manifestement, le général Noriega compte de plus en plus sur ses milices pour faire face à ses ennemis de l'extérieur comme de l'intérieur.

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

Aux « bataillons de la dignité », créés pour défendre le Panama contre une éventuelle intervention des États-Unis, une organisation composée de civils volontaires s'est récemment ajoutée les comités de défense communautaire, calqués sur le modèle cubain des comités de défense de la révolution et chargés d'organiser la population au niveau du quartier ou du village.

« Nous savons que les troupes américaines n'auront besoin que de cinq minutes pour nous envahir », reconnaît un des dirigeants des bataillons de la dignité, le « com-

mandant » Enrique Thomson. Les États-Unis ont en effet plus de douze mille hommes dans leurs bases le long du canal de Panama, à quelques kilomètres à peine des bureaux de notre interlocuteur. « Mais, ajoute-t-il, les responsables américains sous-estiment plusieurs éléments : en particulier leurs pertes, qu'ils évaluent à environ deux cents morts. Le chiffre sera beaucoup plus élevé, et il leur sera difficile de justifier ces morts devant leur opinion publique. »

Les volontaires des bataillons de la dignité prennent leur rôle très au sérieux. « Nous sommes la deuxième ligne de défense, et nous entretenons d'excellentes relations avec les militaires, nos alliés idéologiques dans la lutte pour la décolonisation », affirme Rodolfo Grove, qui dirige un des vingt bataillons de la dignité (quatre dans la capitale, trois dans les provinces frontalières avec le Costa Rica, et le reste dans les sept autres provinces du pays). Ce biologiste est visiblement chez lui dans les installations de la police militaire de Fort Amador, à quelques centaines de mètres à peine des installations de la

marine américaine. C'est ici que les volontaires reçoivent un entraînement et des cours de guerre psychologique donnés par des instructeurs de l'armée panaméenne (environ quinze mille hommes).

« Les gringos ont peur de nous, assure-t-il, car nous sommes des forces irrégulières. » Une trentaine d'hommes et de femmes, le visage couvert de boue sous la casquette de base-ball, certains en treillis, d'autres en blue-jean et tee-shirt, rampent dans l'herbe, se relèvent, courent en zigzaguant jusqu'aux tranchées protégées par des sacs de terre. Ils se laissent tomber, essouffés par cet exercice physique auquel ils ne sont visiblement pas habitués. La plupart ont entre vingt et trente ans. Ils sont ingénieurs ou cadres dans des entreprises de l'Etat. D'autres occupent des fonctions plus modestes, ou sont au chômage. Tous se disent nationalistes. Ils savent qu'ils n'ont pas une bonne presse et que leur participation aux agitations dont ont été victimes les candidats de l'opposition, en mai dernier, n'ont pas amélioré leur image. « Il y a des éléments indésirables au sein des bataillons, reconnaissent-ils de mauvaise grâce,

mais nous allons nous en débarrasser. »

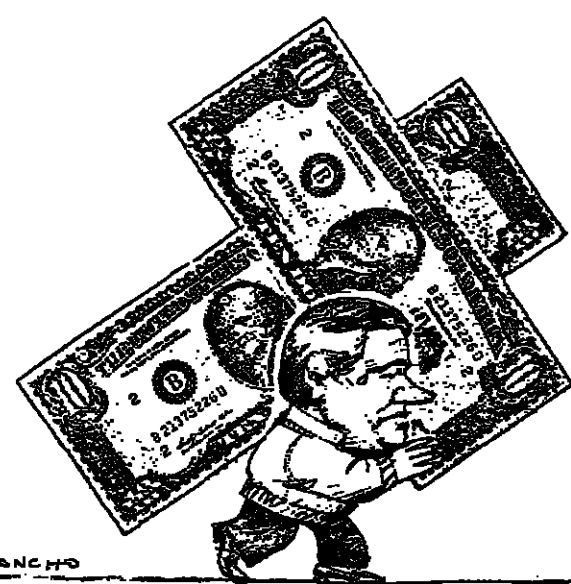
Comment cette armée disparate — vingt mille hommes selon les autorités, mais sans doute beaucoup moins en réalité, équipée de vieux fusils américains — pourrait-elle affronter les blindés et les hélicoptères de l'armée américaine ? Quant aux comités, qui sont censés réunir sur une base « volontaire » les quelque cent trente mille fonctionnaires, ils ne sont pas armés — la confiance ne règne pas — et leur fonction se limite à la surveillance des bâtiments administratifs.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ M. Fidel Castro accuse les États-Unis. — La tentative de coup d'Etat à Panama était une action « organisée par les États-Unis », a déclaré, jeudi 5 octobre, le président cubain Fidel Castro quelques minutes après avoir salué le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, à son départ de La Havane. S'adressant aux journalistes, il a aussi exalté l'« attitude très courageuse » du général Noriega, lors du putsch manqué de mardi. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Le « télévangéliste » Jim Bakker reconnu coupable de malversations



PANCHO

WASHINGTON correspondance

« Je suis entré innocent dans ce prétoire et j'en sors aujourd'hui innocent » : telles furent les paroles du « télévangéliste » Jim Bakker qui venait d'être reconnu coupable par un jury de Charlotte (Caroline du Nord) de tous les chefs d'accusation portés contre lui. Se tournant vers le groupe de ses fidèles en larmes, il jeta avec un sourire forcé : « J'ai gardé ma confiance en Dieu... » Il faudra attendre le jour de la sentence, le 24 octobre prochain pour savoir si Dieu, lui, a gardé sa confiance en M. Bakker, passible de cent vingt années de prison et de 5 millions de dollars d'amende.

Comment donner de la fronde fiscale et des irrégularités financières de M. Bakker, telles que l'acquisition des terres ? Le « télévangéliste » demandait aux témoins de lui envoyer 1 000 dollars ; moyennant quoi il leur garantirait pendant toute leur vie « quatre jours de vacances annuelles » dans le somptueux hôtel, Heritage USA, construit dans un grand parc. Des portiers en uniforme d'officiers prussiens, guidaient les

fidèles, vers des chambres de méditation, ou vers le « Théâtre chrétien » et autre attraction bien pensante. Selon l'accusation, M. Bakker préleva sur les 158 millions de dollars recueillis entre 1984 et 1987 pour les opérations quotidiennes de son « téléministère », près de 3,7 millions de dollars de « primes » pour acheter des fouritures et des Rolls-Royce, bref, offrir à sa femme une vie de grand luxe.

Le grand public espère que le feuilleton de M. Bakker va continuer. Il avait commencé par la démission de ce dernier quand il avait été révélé qu'il avait commis le péché de chair avec M^{lle} Jessica Hahn, une secrétaire de son église. Dans le second épisode, M. Bakker avait été « détroqué » par ses « assemblées de Dieu » avant d'être « trahi » par deux de ses anciens collaborateurs, eux-mêmes, condamnés pour fraude. Apothéose de l'affaire : le procès a dû être interrompu par la forte attaque de dépression de M. Bakker, emmené d'urgence, les usages aux poignets et pleurant à chaudes larmes, dans un asile fédéral où il subit quatre jours de traitement.

HENRI PIERRE

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la réunion de Taëf

Le baroud d'honneur des « durs » du camp chrétien

Les soixante-deux députés libanais ont fini, jeudi 5 octobre, l'examen du document d'entente nationale proposé par le comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc).

TAËF

de notre envoyée spéciale

Notable exception dans l'examen du document : celle du paragraphe concernant le « regroupement » des troupes syriennes qui fait toujours problème chez les durs du camp chrétien. Ceux-ci continuent de demander des garanties écrites et un calendrier précis pour un retrait qu'ils souhaitent voir démarrer rapidement, ne se contentant pas de la formule d'un « redéploiement » qui, d'après le document arabe, ne doit intervenir que deux ans après l'adoption des réformes du système politique.

Cette réticence fait cependant penser à un baroud d'honneur. Le général Aoun n'avait-il pas mis en garde les députés contre toute « trahison », affirmant qu'il « ne permettrait pas que l'on cède par la politique ce que le canon avait réussi à préserver ». C'est sans doute pour tenir compte de ce deuxième souci que le comité tripartite a convoqué, jeudi à Taëf, les ambassadeurs d'Irak, de France, de Grande-Bretagne et le chargé d'affaires américain (l'Arabie saoudite n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Union soviétique et la Chine) pour intervenir auprès du général Aoun, et sans doute lui faire valoir une nouvelle fois que, négocié au plus haut niveau, l'accord sur le redéploiement syrien n'est pas modifiable. Le ministre saoudien de l'Éducation est parti, d'autre part, à Bagdad porter d'un message du roi Fahd au président Saddam Hussein, le plus efficace soutien du général Aoun, pour lui demander, pense-t-on, son concours.

Dans la matinée de jeudi aussi, le prince Raoud Al Fayyad, le chef de la diplomatie saoudienne, avait une nouvelle fois réuni les « durs » du camp chrétien pour leur réaffirmer que ce point n'était pas discus-

table sur le fond et qu'ils feraient « une très grave erreur en refusant cette occasion » qui, aurait-il ajouté, « sera la dernière, car, compte tenu du consensus arabe et international, ils se retrouveront seuls ». En réponse à la demande de garanties écrites formulée par des députés sur le retrait, le prince leur aurait, d'autre part, réaffirmé qu'ils avaient la garantie du roi Fahd, du roi du Maroc et du président algérien.

La plupart des députés chrétiens se sont ralliés quasiment au texte du comité tripartite. Comme nous le disait un élu chrétien modéré, « c'est la première fois que nous avons une promesse syrienne de retrait garantie par les Arabes et la communauté internationale, c'est déjà bien, nous ne sommes pas en position de la refuser. Quelques clarifications sur le texte, c'est tout ce que nous pouvons obtenir ».

Reste que la lecture du document arabe terminée — le consensus s'est facilement dégagé jeudi sur la question du retrait israélien avec un appui général à la résolution 425 de l'ONU, qui prévoit ce retrait — il faut encore aux députés rédiger leur texte qui, selon l'un d'eux, ne devrait pas être très éloigné du document arabe. L'accord est certes prévisible sur les réformes, mais, nous affirmait un élu, jusqu'à maintenant « aucun problème n'est définitivement résolu et des divergences demeurent sur la question des pouvoirs du futur président de la République, marquée par tradition, qui devraient être transférés à la fois au premier ministre, un musulman sunnite, et au conseil des ministres multiconfessionnel ».

La rédaction définitive du texte et son approbation devraient prendre encore quelques jours. Un prudent optimisme règne cependant à Taëf, où, comme le disait un député très dévoué à son arrivée, « l'humeur est plutôt positive. C'est la première fois que nous avons collectivement le sentiment que les choses peuvent vraiment changer et qu'une nouvelle ère peut s'ouvrir au Liban ».

FRANÇOISE CHIPAUX

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA Le chef de l'UNITA se dit prêt à reprendre le dialogue avec Luanda

Washington (AFP). — Le chef des rebelles angolais, M. Jonas Savimbi, s'est déclaré prêt, jeudi 5 octobre à l'issue d'un entretien avec le président George Bush à Washington, à reprendre les discussions pour un règlement du conflit en Angola sous la médiation du président zairais, le maréchal Mobutu Sese Seko.

M. Savimbi, chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a déclaré que les États-Unis soutenaient totalement son mouvement et ne reconnaissent pas de document « secret » selon lequel il aurait accepté, comme l'affirme Luanda, de partir en exil et d'intégrer ses troupes dans les forces régulières angolaises.

CÔTE-D'IVOIRE Le président Houphouët-Boigny met en garde ceux qui pensent à sa succession

Yamoussoukro. — Le président Félix Houphouët-Boigny a reçu, jeudi 5 octobre, un groupe de plan-

teurs dans sa propriété de Yamoussoukro afin de leur expliquer pourquoi il a dû se résoudre à diminuer de moitié les prix du cacao et du café garantis par l'Etat. Il a profité de cette rencontre pour mettre en garde ceux qui pensent à sa succession : « Ceux qui sont prêts à me voir partir, qu'ils fassent attention, j'ai une couronne mortuaire pour eux. »

A propos de récentes déclarations d'opposition, le chef de l'Etat a affirmé : « Ces gens ne représentent qu'eux-mêmes. Je les mets au défi de présenter à la presse dix millions de leur parti, même dans leurs villages. » — (AFP.)

MAROC Avertissement du gouvernement à deux associations de défense des droits de l'homme

Le gouvernement marocain a averti deux mouvements de défense des droits de l'homme qu'ils avaient outrepassé le loi, selon un communiqué publié mercredi 4 octobre par ces organisations. Selon l'Association des droits de l'homme (progratiste) et la Ligue de défense des droits de l'homme (proche de l'istiglal), cet avertissement, reçu le semaine dernière, marque un changement de ton inattendu après de récents signes de détente. Expriment leur surprise, les deux mouvements rappellent que cet avertissement intervient après des discussions, le mois dernier, avec les ministres de l'Intérieur, de la justice et de la santé, sur les conditions de détention de prisonniers qui observent une grève de la faim.

□ ARGENTINE : prison à perpétuité pour les principaux auteurs de l'attaque de la Tablada. — Les treize militants d'extrême-gauche, principaux responsables de l'attaque menée en janvier dernier contre la caserne de la Tablada (à l'ouest de Buenos-Aires), ont été condamnés jeudi 5 octobre à la détention à perpétuité. Leurs subordonnés se voyaient infliger une peine à vingt ans de prison. Cette attaque, le 23 janvier, avait fait quarante morts et de nombreux blessés. — (AFP.)

BANISADR : « POURQUOI RAFSANDJANI EST CONDAMNÉ »

L'ancien président de la République iranienne révèle à Arabie les compromissions des cercles dirigeants, à Téhéran, et commente l'évolution de la République islamique sur les plans politique, diplomatique et économique.

Dans le numéro d'octobre d'Arabie, en kiosques et en librairies, 78, rue Joffroy 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14.

CORRESPONDANCE

A propos des « supplicés de La Mecque »

Une lettre de l'ambassade d'Arabie saoudite

A la suite de notre éditorial du 23 septembre dernier consacré à l'exécution, en Arabie saoudite, de seize chrétiens koweïtiens arrêtés au lendemain d'attentats commis à La Mecque, nous avons reçu la lettre suivante de l'ambassade d'Arabie saoudite :

« Les forces de sécurité saoudiennes n'ont pas procédé à l'arrestation en hasard et à l'aveuglette d'une trentaine de fidèles innocents parmi des centaines de milliers de pèlerins présents à La Mecque pour les accuser d'avoir fait exploser des bombes. Au contraire, l'enquête minutieuse effectuée aussitôt a permis, heureusement, de mettre les posers de bombes hors d'état de nuire. Les aveux complets qu'ils ont faits dans le détail sur leur entreprise criminelle sont leur œuvre irréfutable de leur forfait. Ils sont venus à La Mecque sous prétexte d'accomplir le pèlerinage, mais ils étaient détenteurs d'explosifs, tout en étant manipulés par un

pays étranger pour semer la terreur et commettre des massacres dans le lieu le plus sacré et pendant la période la plus vénéralisée dans la vie des musulmans.

Plus grave encore, ils ont commis leur crime au moment où des centaines de milliers de pèlerins célébraient la prière à la Grande Mosquée. S'ils étaient parvenus à faire exploser ces bombes dans l'enceinte de cette mosquée, remplie de plus de deux cent mille fidèles, des milliers de pèlerins seraient tombés à la suite de la panique et du pèlerinage que cela aurait provoqué. (...)

[Nous n'avons pas écrit que les « supplicés de La Mecque » avaient été arrêtés « au hasard et à l'aveuglette ». Mais tout simplement que la manière dont leur procès avait été traité, ainsi que leurs « aveux » — nous ne permettons pas d'écrire avec certitude leur participation effective aux attentats.]

هنا من الأصل

POLITIQUE

L'opposition face à l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing

L'Assemblée nationale examinera lundi 9 octobre la motion de censure déposée contre la loi de programmation militaire par le seul groupe RPR. Après les controverses qui ont agité l'opposition à ce sujet, et les accusations de tromperie formulées, par l'UDF et l'UDC, M. Pons a proposé aux présidents des groupes de l'opposition de mieux organiser les réunions de leur inter-groupe et d'en prévoir un compte-

rendu écrit afin d'éviter à l'avenir toute contestation.

La proposition de M. Giscard d'Estaing de constituer avant le 1^{er} janvier 1992 une formation unique de l'opposition — sous le titre de « Rassemblement de l'union pour le renouveau » — a provoqué des réactions polies au niveau des états-majors mais plus sceptiques, voire ironiques, à la base. L'ancien président reproche à

l'opposition de « donner actuellement un spectacle pitoyable ».

Avant de songer à la constitution de ce grand parti de l'opposition, le Parti républicain, pour sa part, veut tenter de resserrer les rangs après la défaite de M. François Léotard à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Le bureau politique du 5 octobre a confirmé la convocation d'un conseil national, le 28 octobre à Charenton. Afin de procéder « à une clarification » jugée

nécessaire par tous, de revoir la réorganisation du parti qui, de l'aveu même de M. Léotard, a révélé « des carences », un groupe de réflexion va se mettre en place la semaine prochaine, constitué de MM. Léotard, Alain Madelin, Gérard Longuet et Charles Millon. Le climat au sein du parti reste quelque peu tendu. Pour beaucoup, la question est de savoir, si le PR se transforme « en outil présidentiel » pour M. Léotard ou s'il choisit de travailler « pour une ouverture sur l'union ».

« La France attend son grand parti de gouvernement au centre droit »

déclare de président de l'UDF dans un entretien à l'« Express »

Dans le long entretien qu'il a accordé à l'« Express », M. Giscard d'Estaing explique d'abord les quatre raisons qui le font militer pour l'union de l'opposition.

« En 1981, la victoire du Parti socialiste tenait au destin, accompli dans la société française, d'essayer une « autre solution », depuis 1985-1986 le succès socialiste n'est pas autre chose que le résultat de nos divisions. En réalité, le PS est plus divisé que nous. Deux grandes tendances coexistent chez lui et sont fondamentalement différentes : les sociaux-démocrates, partisans de l'économie de marché, se rapprochent du modèle européen ; les sociaux-natalistes défendent une économie à forte prédominance étatisée, ce qui les éloigne de l'Europe.

« Dans l'opposition, au contraire, on trouve très peu de différences. Pourtant, nos divisions nous ont fait perdre l'Elysée et l'Assemblée nationale. L'opinion nous le reproche. Ceux que nous rencontrons nous disent : « Il n'y a pas d'opposition ! » Ils ont raison : 80 % de notre électorat est consacré à des querelles internes ; 20 %, seulement, à faire notre métier d'opposant. Il faut inverser cette proportion : 80 % d'opposition et 20 % de querelles internes !

Deuxième raison : les médias. « Nous n'avons pas encore assimilé les conséquences des règles qui régissent la société médiatique. Le message politique doit être très simple. L'opposition fait l'inverse : tout le monde dit la même chose, mais chacun cultive sa différence. Y a-t-il parmi les hommes politiques de notre camp (extrêmes exclus, bien sûr) un seul qui puisse expliquer les différences de conception qui nous séparent les uns des autres ? »

Troisième raison : l'exemple de l'Europe. « Chez nos voisins, on trouve un grand parti de gouvernement à gauche et un autre grand parti de gouvernement à droite. La France a désormais un grand parti de gouvernement à gauche. Elle attend encore son grand parti de gouvernement au centre droit.

Quatrième raison : l'existence du Front national. « On a longtemps cru qu'on réduisait l'extrémisme politique

par la multiplication des petits partis, chacun étant censé mieux représenter un courant de l'opinion. Je crois, au contraire, à une sorte de loi de Newton de la politique. Ce sont les grandes formations capables d'exercer le pouvoir qui peuvent, seules, attirer à elles

réflexion, que je suggère de créer avant la fin de cette année, de procéder les règles internes qui lui semblent les meilleures.

Proposant pour ce grand parti d'union de l'opposition, le nom de « Rassemblement de l'union pour le renouveau » (RUR), M. Giscard d'Estaing précise encore :



une fraction de l'électorat en proie au désenchantement ou à l'écœurement.

« A partir de ce constat, le président de l'UDF propose un calendrier, un mode d'emploi et un nom, celui de M. Jacques Chaban-Delmas, qui a, selon lui, « le profil » pour amener ces travaux de préparation. Première étape, explique M. Giscard d'Estaing, s'entendre sur le point d'arrivée. Deuxième étape : permettre aux partis politiques de s'adapter à la nouvelle structure.

« Trois tendances principales existent chez nous : la tendance gaulliste, la tendance libérale et le centrisme social. A l'intérieur de notre nouvelle formation commune, d'autres tendances doivent pouvoir aussi s'exprimer, telles que la défense de l'environnement. Le fonctionnement de l'ensemble ne peut se faire qu'en répartissant les responsabilités sur une base proportionnelle. Mais il reviendra à la nouvelle structure de

card d'Estaing précise encore : « L'objectif central, c'est la mise en place, le 1^{er} janvier 1992, de ce Rassemblement de l'union pour le renouveau (ou tout autre nom).

« Pour cela, il faut que les états généraux de l'opposition, qui vont commencer à travailler à la fin de cette année, puissent terminer leurs travaux au printemps de 1991. C'est là que se conclura la discussion sur le programme. Le groupe de travail chargé de préparer la restructuration de l'opposition devrait remettre ses conclusions au plus tard à la fin de l'année 1990. Les partis politiques de l'opposition auront un an pour préparer l'adaptation de leurs structures. La réunion qui sera décidée la fusion de ces partis en une structure fédérale commune — le congrès de l'union — se tiendrait à la fin de l'année 1991. Et le 1^{er} janvier 1992 se mettrait en place le Rassemblement de l'union pour le renouveau.

Politesse formelle dans les états-majors et ironie à la base

Les réactions

Sans doute habitués aux initiatives médiatiques de M. Giscard d'Estaing, les destinataires du dernier appel de l'ancien président de la République se sont gardés de toute réaction excessive. Pour répondre à son invitation, ils n'ont donc marqué ni enthousiasme précipité ni réproubation catégorique. Les représentants des formations de l'opposition ont pris acte avec une politesse formelle de la proposition du président de l'UDF, qu'il s'agisse de minimiser la portée à ironiser sur ses modalités.

M. Giscard d'Estaing ayant transmis, avant sa parution, le texte de son interview à MM. Chirac et Juppé, ceux-ci l'ont accueillie avec la « sérénité » dont le maire de Paris a fait le maître mot de son comportement depuis quelques mois. M. Alain Juppé, qui s'exprimera dimanche 17 octobre au Club de la Presse d'Europe 1, se donne le temps de la réflexion.

A la direction du RPR, on se contente pour le moment d'approuver la « direction qui est bonne », indiquée par le député du Puy-de-Dôme, que les modalités décrites par lui pour atteindre un objectif encore lointain. On constate pour autant que M. Giscard d'Estaing « définit davantage l'aboutissement, qu'il ne précise les modalités et ne règle les préalables ».

On se plaît à rappeler au RPR qu'après que M. Balladur a — sans doute prématurément — proposé une « confédération » de l'opposition, après que M. Alain Juppé a imaginé un « conseil supérieur de l'opposition », après que l'inter-groupe parlementaire a été créé, la proposition de « États généraux », lancée, le programme de M. Giscard d'Estaing s'inscrit dans ces mêmes principes. Toutefois on souligne qu'en la matière « il ne faut pas aller plus vite que la musique » et qu'il faut passer avec succès les étapes intermédiaires avant d'aboutir à un véritable rassemblement unitaire.

Pinot que « pour » le renouveau c'est — fait-on remarquer — « par » le renouveau que le rassemblement aboutit à une union. On n'en est donc pas encore là.

An RPR, où l'on se veut plus pragmatique, on rappelle que M. Chirac et ses amis se sont toujours — et encore à Arcachon le semaine dernière — opposés à toute idée de « fusion » des formations de l'opposition en une seule entité.

Une telle perspective est toujours considérée comme prématurée et on lui préfère une « union » mieux organisée et mieux coordonnée entre les partis selon l'image employée d'ailleurs par M. Giscard d'Estaing lui-même lorsqu'il disait au 10 juin dernier : « L'opposition est mon camp, l'UDF est ma famille ». Les familles, aujourd'hui, veulent bien se reconnaître dans le même camp, mais pas disparaître pour autant.

« Le RUR : pourquoi pas le RIR ? »

Parallèlement à ces premières réactions polies, les propos tenus par la base sont plus vifs. Ainsi, M. Jacques Toubon choisit la dérision : « Le RUR, et pourquoi pas le RIR, le « Rassemblement pour l'innovation et le renouveau » ? Comme ça les courants, on pourrait les appeler des sous-RIR... » Quant au choix de Jacques Chaban-Delmas pour préparer la mise en place d'une organisation unique de l'opposition, M. Toubon confie : « On pourrait aussi demander à Pothier ! ».

Plus sérieusement, l'ancien secrétaire général du RPR rejette la proposition « technocratique » de M. Valéry Giscard d'Estaing. Elle va selon lui à l'encontre des souhaits des électeurs, partisans de l'existence de plusieurs partis, à condition qu'ils s'entendent. « Il existe une dynamique propre des partis, des structures, et l'ignorer en créant une vaste confédération serait se condamner à l'échec ».

M. Toubon juge également « irréaliste » la distinction voulue par M. Giscard d'Estaing entre le dirigeant de la formation unique de l'opposition et son candidat à l'élection présidentielle. « L'idée qu'il y a le niveau des partis et celui du suffrage universel est une antinomie, elle se heurte à la vie ».

L'utilité de la démarche de l'ancien président de la République laisse pour le moins dubitatif M. Gérard Longuet, numéro trois du PR pour qui l'union, n'est pas « un remède absolu ». Elle permet au mieux d'obtenir 30 % des voix, l'a montré la liste RPR-UDF lors des élections européennes. Les 20 % restant, que l'opposition se doit de convaincre, ne peuvent trouver au sein d'une organisation unique « les possibilités d'expression qu'ils demandent ».

Une seule et même organisation poserait en outre, selon M. Longuet, la question de la « démocratie interne ». Or, sur ce point, affirme le trésorier du PR, « on n'a pas trouvé la réponse au sein de l'UDF. Et celui qui n'y est pas arrivé à l'UDF n'a peut-être pas la plus grande compétence pour y parvenir au sein d'une union RPR-UDF ». M. Longuet juge en revanche « très bonne » l'idée de distinguer présidentiable et dirigeant de parti, mais il estime plus important de définir en priorité la mécanique des primaires au sein de l'opposition. Ne réprimant pas un sourire à l'évocation du nom de Jacques Chaban-Delmas, M. Longuet indique : « J'aurais préféré un académicien, médaillé olympique, Compagnon de la Libération, et accepté par les renouveaux ».

M. Jean-Pierre Delalande, RPR rénovateur, proche de M. Philippe Séguin, déplore pour sa part cette « compétition en matière d'idée sur l'organisation de l'opposition ». Si l'union de l'opposition était voulue « loyalement », par tout le monde, observe M. Delalande, « les structures en découleraient normalement ». Pour M. Pierre-André Wiltzer, adhérent direct de l'UDF, M. Giscard d'Estaing s'est montré « très habile » : « A force de répéter l'union, l'union, il a fini par s'en approprier l'idée » constate M. Wiltzer qui se déclare également favorable à l'organisation de l'opposition sur le modèle de la CDU-CSU allemande, dirigée « en temps de paix » c'est-à-dire en dehors des périodes électorales, par un « secrétaire général ». Six mois avant l'élection présidentielle, le candidat investi par les différentes composantes de l'union, serait alors porté à la présidence du parti pour la durée de la campagne.

Le numéro deux du CDS, M. Jacques Barrot, reproche lui à l'ancien président de la République, d'inverser l'ordre des priorités. Si la définition des structures pose « une vraie question », elle est « insuffisante », car, affirme M. Barrot, « les structures ne doivent être qu'un moyen ». La priorité aujourd'hui pour l'opposition est la « définition d'un projet, qui permettrait aux hommes de se retrouver autour des quelques idées-forces ». Et M. Barrot affirme que M. Giscard d'Estaing « sous-estime l'importance de ce chantier de l'identité ».

ANDRÉ PASSERON et PASCALE ROBERT DIARD

La droite sceptique sur sa « fusion »

Suite de la première page

Le projet de M. Giscard d'Estaing révisé à l'« Express » — « sa stratégie pour l'union » — est encore plus détaillé. Ses arguments n'ont pas changé. Le seul devoir de l'opposition est de s'unir, explique-t-il en substance, parce que les divisions de la droite sont la dernière garantie de survie du PS, parce que la société médiatique exige des messages simples, parce qu'entre le RPR et l'UDF, il n'y a plus que des nuances et parce que l'ouverture à l'Europe exige des partis politiques forts et modernes, sur le modèle allemand, voire américain. Le calendrier, en revanche, a changé puisque, considérant qu'« il faut aller vite, mais sans précipitation », le président de l'UDF repousse l'échéance de la fin de cette année au début de 1992, soit un an avant les prochaines élections législatives. Pour la première fois surtout il n'hésite plus à employer le mot jusqu'alors tabou de « fusion », proposant même un sigle pour couvrir le tout.

Le RUR : R comme rassemblement ou comme RPR, U comme union ou comme UDF, R

comme renouveau pour ne pas dire rénovation. Petite habileté aussi : pour mener à bien ces travaux sur le chantier de la reconstitution de la droite, il avance le nom de son ancien adversaire à l'élection présidentielle de 1974, M. Jacques Chaban-Delmas, preuve d'un suprême écœumisme, même si ce n'est qu'un clin d'œil subtil à la nouvelle société... politique.

Ce projet Giscard ne semble guère jugé, cette fois encore, plus réaliste que le précédent. Pire, au RPR comme à l'UDF, ce RUR fait déjà rire... Le fait est que, depuis juin, l'opposition n'a montré aucune capacité à vaincre le syndrome de la désunion. Chaque semaine a apporté son lot de querelles.

Bataille entre RPR et UDF autour du fauteuil sénatorial du président Pothier et, à l'Assemblée nationale, rupture du premier contrat de confiance du tout nouvel intergroupe de la désunion n'est plus à faire.

D'autres se demandent si M. Giscard d'Estaing est l'homme le mieux placé pour prêcher, d'une façon presque

fanatique, la croisade de l'union. Ceux-là relèvent que, depuis trois mois, il se trouve lui-même dans l'impossibilité de faire fonctionner le confédération UDF, ce qui n'est évidemment pas la meilleure preuve d'efficacité. D'autres enfin jugent que l'acharnement thérapeutique qu'il applique depuis plusieurs semaines sur la personne de M. Léotard ne le dispense pas de tout reproche devant le jury des basses querelles.

Par dessus les partis

Mais, délibérément, M. Giscard d'Estaing a décidé de faire comme si de rien n'était. Ou plutôt comme si tous les partis de l'opposition avaient accepté de travailler ensemble déjà dans le Conseil supérieur de l'opposition (CSO) proposé par M. Juppé — ce qui n'est pas vrai — ou comme si les états généraux de l'opposition allaient se faire du jour au lendemain, comme si le principe des primaires à la française pour l'élection présidentielle était acquis pour tout le monde, ce qui est loin, là encore, d'être le cas.

M. Giscard d'Estaing joue le « ça va » et s'autoproclame aujourd'hui premier des renouveaux. De toute évidence aussi M. Giscard d'Estaing a choisi de passer par dessus la tête des partis politiques, de faire fi de leurs reproches, voire de leurs

sarcasmes, pour s'adresser directement à un électorat de droite profondément perturbé pour ne pas dire, ce qui est pire, indifférent.

Face à une opposition devenue, selon lui, aveugle, l'ancien président a donc choisi, une fois encore, de regarder les Français de droite « au fond des yeux », espérant qu'un jour ils sauront retrouver pour lui des yeux de Chimène...

DANIEL CARTON



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 14^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

Quatorze anciens dirigeants du Front national rejoignent le CNI

Le secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans (CNI), M. Yvon Briant, a annoncé, jeudi 5 octobre, l'adhésion à son parti de quatorze dirigeants du Front national, parmi lesquels deux ex-députés, MM. Pascal Arrighi et François Bachelot, un ex-député européen, M. Olivier d'Ormesson — qui renoue ainsi avec sa formation d'origine — et onze conseillers régionaux élus sur les listes du FN, MM. Jacques Brannelec (Bretagne) ; Alain Champ, André Troise, Jean Armengol (Languedoc-Roussillon) ; Gilbert Mélias, Jacques Vayssie-Tempé (Midi-Pyrénées) ; Thierry Agard, Gérard Leles (Nord-Pas-de-Calais) ; Hubert potal, Guy Harlé d'Ophore (Picardie), M^{me} Maryvonne Crespin (Lorraine).

« Nous avons un adversaire, la gauche, et un concurrent, le Front national, a déclaré M. Briant. Le Front national s'est révélé dans les faits comme un allié objectif des socialistes car les voix qu'il recueille sont autant de forces dispersées et marginalisées. Ce que je veux faire comprendre aux électeurs de Jean-Marie Le Pen, c'est qu'ils sont dans une impasse ».

Le secrétaire général du CNI a confirmé, d'autre part, qu'il proposera la candidature à la présidence de son parti du général Jeannou Lacaze, élu député européen sur la liste de M. Giscard d'Estaing mais

réadmis récemment au CNI, pour remplacer M. Jacques Féron, maire du dix-neuvième arrondissement de Paris, lors de la réunion du comité directeur du CNI prévue le 16 décembre.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 14^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

POLITIQUE

La préparation du congrès

Les débats sur l'«identité» socialiste et la réunion du comité directeur

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit, samedi 7 et dimanche 8 octobre, pour enregistrer notamment les diverses contributions déposées en vue du congrès de Rennes, en mars prochain. La présentation de ces textes, dont tous sont connus à l'exception de celui des rocardiens, occupera la fin des travaux du comité directeur. Ceux-ci seront en premier lieu consacrés à l'examen, par quatre commissions, du projet de budget pour 1990, de la situation sociale, de la situation internationale et de l'organisation du parti.

La mise à l'ordre du jour de cette dernière question, dont M. Fabius a fait son cheval de bataille pour le congrès, vise, de la part de la direction du parti, à désamorcer dans un certain mesure les critiques formulées par le président de l'Assemblée nationale et ses amis. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, et M. Henri Emmanuel, numéro deux du parti, ont fait valoir, le 5 octobre devant le bureau exécutif, que certaines réformes peuvent être apportées au fonctionnement du parti sans attendre le congrès et que, en tout état de cause, il convient de fixer le taux des cotisations pour l'année prochaine.

Le débat sur la vie interne du parti se polarise sur la question des mandats. MM. Jean Poperen, Laurent Fabius et les rocardiens souhaitent l'application du principe «un homme, une voix», qui exclut le recours aux procurations — et interdit l'usage des fausses cartes — lors des votes de congrès. M. Lionel Jospin et ses amis ne partagent pas ce point de vue.

La situation de la fédération des Bouches-du-Rhône doit aussi être évoquée au comité directeur, M. Poperen se prononçant, comme le courant Socialisme et République, pour la mise en place d'un «collectif» représentatif de tous les

courants. La direction de la fédération a fait savoir, par la voix de son premier secrétaire, M. Yves Vidal, qu'elle refuse cette solution.

La présentation des contributions ne devrait pas donner lieu à un débat au comité directeur. Elle ouvrira, au sein du courant dirigeant, partagé entre MM. Fabius, Jospin, Mermaz et Poperen, et qui devrait se réunir vendredi soir, une période dominée par la recherche d'un accord avant le comité directeur dit «de synthèse» et prévu pour la mi-janvier.

POINT DE VUE

Pour le meilleur et pour le pire

par Jean-Pierre Cot et Gérard Lindeberg

D'ÉCISIF ou non, le congrès de Rennes ? Personne, évidemment, ne peut le dire. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'il offre une occasion précieuse pour les socialistes de définir la synthèse politique que l'effacement du communisme et les insuffisances du libéralisme rendent nécessaire.

Les socialistes ont appris à maîtriser la durée, sans laquelle il ne peut y avoir de transformation profonde de la société. Le gouvernement de Michel Rocard veut lier l'efficacité économique, le respect de nos engagements européens, la réforme sociale, en proposant les termes d'un nouveau pacte social. Le soutien qu'il reçoit dans l'opinion, surtout les progrès réels et constants que marquent toutes les élections nationales depuis la réélection de François Mitterrand, montrent, pour le moins, une certaine réussite.

Certes, les socialistes éprouvent les difficultés qui sont celles de tout parti de gouvernement : les parties prenantes sont nombreuses, des déceptions se font

jour périodiquement. La reprise de la croissance dans une économie demeurée fragile, l'activité revendicatrice dans une société fragmentée, où la négociation n'est pas articulée avec le conflit, rendent les problèmes plus aigus, mais seul compte l'équilibre d'ensemble.

Tous les socialistes ne voient pas encore avec suffisamment d'ampleur qu'ils sont désormais responsables de l'ensemble des problèmes de la France. Ils demeurent trop prisonniers de leur mode de fonctionnement interne. Le risque serait alors de remettre en cause les enseignements des années 1981-1986.

Le point important, au moment où le débat va véritablement s'engager dans le Parti socialiste, est d'arriver à un accord sur la manière de poser les questions. Le parti et le gouvernement sont unis pour le meilleur et pour le pire. Il n'est pas responsable de dire que le Parti socialiste peut jouer alternativement les rôles d'une majorité et d'une opposition. La discussion

ramènerait en cause notre acquis commun. Elle serait sévèrement jugée par les Français. Nous avons donc besoin de règles du jeu communes nettes.

Les réponses que nous apportons permettront de donner un nouvel élan à l'action gouvernementale. Mais le parti ne peut pas se penser comme un spectateur qui se contente de prendre note des mesures prises, alors que le président de la République, le chef du gouvernement, sont issus de nos rangs et que les ministres s'appliquent à mettre en œuvre des projets que nous avons nous-mêmes définis. Il appartient au parti, aujourd'hui et demain, de faire réussir les réformes inspirées par ses propres propositions en organisant la mobilisation de ses militants et de ses élus.

► Jean-Pierre Cot, ancien ministre, préside le groupe socialiste du Parlement européen. Gérard Lindeberg est membre du secrétariat national du Parti socialiste, coordinateur du courant rocardien.

La rivalité entre MM. Fabius et Jospin assure la tranquillité de M. Rocard

Un congrès du PS est forcément, pour un premier ministre socialiste, un moment difficile : celui où l'on confronte la théorie à la pratique, les promesses aux actes. Il est dans la nature des choses que le Parti se pose, alors, en censeur de ceux qui agissent en son nom. A partir de cette donnée de base, les dirigeants de courants, les élus, les responsables du Parti à tous les niveaux déclinent, en fonction de leurs convictions et de leurs préoccupations tactiques, les divers «positionnements» possibles. Le chef du gouvernement s'emploie, pour sa part, à conserver son assise, soit en suscitant une synthèse générale, soit en isolant une minorité d'opposition dans le parti.

M. Michel Rocard a la chance de ne pas avoir à se poser, dans la perspective du congrès de mars prochain, ce genre de problème. Certes, le premier ministre a pris soin de tracer, à la sortie de l'été, un programme de réformes et une méthode de traitement des problèmes sociaux qui répondaient aux objections que son action soulevait parmi les socialistes depuis un an. Le débat ouvert lors des «Universités d'été» a été, ainsi, maîtrisé. Il a suffi, en outre, d'un

rappel à l'ordre devant le conseil des ministres, le 6 septembre, pour que l'impératif de solidarité gouvernementale s'impose à ceux qui avaient cru pouvoir s'en affranchir sous prétexte qu'on entrait en période de congrès.

Critique marginale

Ces précautions prises — elles n'étaient certes pas inutiles — le premier ministre peut observer avec satisfaction que la critique du gouvernement est devenue marginale au PS. C'est-à-dire qu'elle n'est plus formulée que par MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, l'opposition de Sa Majesté, qui ont réuni leurs amis, jeudi 5 octobre, à Massy, dans leur fief de l'Essonne. Pour le reste, autrement dit l'essentiel, les courants rivaux du socialisme — principalement les partisans de M. Fabius contre ceux de M. Jospin — ont choisi, pour se départager, de parler du parti lui-même, de son organisation, de sa vie interne, de sa «modernisation» toujours nécessaire, cela va de soi.

Cette question apparaît, d'ailleurs, comme la seule qui puisse

introduire quelque animation dans la réunion du comité directeur, samedi 7 et dimanche 8 octobre, dont un des objets sera l'enregistrement des contributions en vue du congrès. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, est décidé, en effet, à réitérer sa demande de mise en place d'un «collectif», représentatif de tous les courants, à la tête de la fédération des Bouches-du-Rhône, après la nouvelle défaite qu'elle a subie aux élections sénatoriales face au maire de Marseille, M. Vigoroux.

M. Rocard, qui ne signe pas lui-même de contribution, a prévu de faire une apparition au comité directeur. Il devrait pouvoir constater qu'il n'a rien à en redouter.

PATRICK JARREAU

ERRATUM :

Dans le Monde daté du 8/10/89, en page 48, figurait une page de publicité dans laquelle nous avons omis d'imprimer le nom de notre annonceur : LA PENSÉE UNIVERSELLE, 4, rue Charlemagne - 75004 PARIS. Tél. 48-87-08-21.

JOURNÉES

Le Monde

PROSPECTIVES

LYON

le 18 octobre

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne
Renseignements :
48.06.56.67 - Paris
78.37.91.19 - Lyon

CAPITAL HUMAIN ET EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

Les 11^{es} Journées prospectives du journal *le Monde* s'ouvrent le 18 octobre par une rencontre internationale de haut niveau. Quels hommes pour l'industrie dans l'Europe de demain ? Des chefs d'entreprise et des professionnels des ressources humaines apportent des réponses concrètes.

Ouverture à 9 h 15 :

Michel NOIR,
Député, Maire de Lyon

André FONTAINE,
Directeur du journal *le Monde*

Introduction :

Yves LASFARGUES,
Directeur d'IFG Technologies

9 h 45 : Les profils et les formations des hommes de l'industrie

• Guy AUBERT,
Directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon

• Pierre FORGEAS,
Secrétaire général de Hewlett-Packard

• Guy CARPIER,
Directeur de l'ICAM

• Jean-François COLIN,
Directeur général adjoint, relations sociales et affaires générales de la SNCF

• Bernard KASRIEL,
Administrateur-directeur général de Lafarge-Coppée

• Jean-Jacques PAYAN,
Directeur de la recherche de Renault.

11 h 30 : Compétitivité des hommes de l'industrie une dynamique de développement

• Philippe BERNOLUX,
Sociologue au CNRS

• Georges BOUVEROT,
Directeur des affaires sociales de RVI

• Christian BRIÈRE DE LA HOSSERAYE,
Directeur des ressources humaines de Bull

• Philippe DESMARESCAUX,
Président de Rhône-Poulenc agrochimie

• Michel FERRECEUF,
Président-directeur général de DEC France

• Horst FRANK,
Directeur général de Bosch France

• Marie-Térèse SCHUTTE,
Fiat

• Serge TCHURUK,
Président-directeur général d'Orkem.

Allocation de clôture

Enrique BARON,
Président du Parlement européen

13 h déjeuner

Débats animés par des journalistes du « Monde »

NOM : _____
SOCIÉTÉ : _____
ADRESSE : _____
TEL : _____

- souhaite recevoir des informations ☐
• participe au colloque (600 F HT) 712 F TTC ☐
• participe au colloque et au déjeuner (800 F HT) 949 F TTC ☐

Coupon et règlement à envoyer à :
Journées prospectives *le Monde*
7, rue du Pasteur-Wagner
75011 Paris

مكتبة الامن الاصل

POLITIQUE

du PS

Les contributions

Du « nouveau compromis » au « partage »

Nous avons publié dans le Monde daté 1^{er} octobre une analyse des contributions que doivent déposer les comités directeurs, réunis les 7 et 8 octobre, M. Laurent Fabius, d'une part, et le courant Socialiste et République qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, d'autre part. La contribution des rocardiens, qui ne sera pas signée par le premier ministre lui-même, ne sera rendue publique que lors de sa présentation au comité directeur. Nous rappellerons, ci-dessous, les principaux thèmes de trois autres contributions, dont les avant-projets avaient été publiés avant les vacances d'été : celle de M. Jean Popereau (Le Monde du 1^{er} juillet), celle de M. Louis Mermaz (Le Monde du 18 juillet) et celle de M. Lionel Josip (Le Monde du 28 juillet).

M. Popereau observe, dans sa contribution, une « distanciation » de l'électorat socialiste, dont il résulte un solide négatif de la gauche par rapport à l'ensemble des droites. Pour M. Popereau et ses amis, le PS doit opposer une stratégie à la marche de la « machine électorale », qui creuse les écarts entre les revenus et les conditions de vie. Il propose un « nouveau compromis » prenant la place de celui qui avait été créé par le Front populaire et les gouvernements de la Libération et que la crise a rendu insupportable. Il consisterait à organiser une concertation entre les partenaires sociaux et l'Etat, en deux rendez-vous annuels, dans une « commission centrale du partage du revenu

national », qui servirait de cadre à la mise en œuvre d'une « indexation de croissance ».

La négociation, dont le cadre serait fixé par l'évolution générale de l'économie, porterait sur l'emploi (« redistribution du temps de travail ») et sur les salaires. Elle suppose, observe M. Popereau, un « report de forces favorable », qu'il incombe au PS de contribuer à créer en travaillant à unir le « mouvement social ». M. Popereau souligne, aussi, que le PS doit intégrer dans son projet la préoccupation de l'environnement.

M. Mermaz et ses amis demandent que le montant des cotisations soit abaissé « drôlement » et que, lors des votes de congrès, ne soient pris en compte que les suffrages des militants effectivement présents aux réunions de section.

M. Mermaz insiste, dans sa contribution, sur les disparités dans l'évolution des revenus salariaux et non salariaux depuis 1984. « L'attente des salariés se fait plus forte et plus exigeante », écrit le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Mermaz et ses amis relèvent, ensuite, l'affaiblissement du mouvement syndical et associatif, la façon dont la droite met en œuvre la décentralisation dans les collectivités locales qu'elle dirige et la nécessité de réaffirmer le rôle du Parlement, comme autant de facteurs appelant des réformes tendant à « démocratiser » et à « moderniser » la vie publique.

Le président du groupe socialiste se prononce pour une réforme de la fiscalité nationale et locale, pour la maîtrise publique des sols, pour une réforme du financement de la protection sociale et pour la modernisation des services publics. Il souligne qu'« il existe une majorité de gauche sur les travaux de l'Assemblée nationale » et que les socialistes doivent « rester fidèles à leurs racines ». Ils doivent « rassembler la gauche ».

M. Mermaz souhaite, lui aussi, que le PS abaisse le taux des cotisations et « diversifie ses activités », qui ne doivent pas se limiter aux campagnes électorales. Le président du groupe socialiste insiste, enfin, sur la reconstitution de l'axe majoritaire du parti, afin d'éviter que ce dernier n'éclate en « équipes rivales ».

La transformation de la société

M. Josip rappelle, dans sa contribution, que « la transformation de la société » est l'objectif des socialistes. Le ministre de l'Éducation nationale propose que « le partage » soit « la loi » du PS : partage de l'emploi, partage des revenus, partage du pouvoir, partage du savoir. Le rééquilibrage des revenus implique, selon M. Josip et ses amis, une réforme fiscale, une « intervention publique en faveur de l'égalité des chances », le « renforcement de notre appareil pro-

ductif, dont l'économie mixte constitue un facteur essentiel ».

L'amélioration de la démocratie politique suppose, selon M. Josip, un « meilleur équilibre du pouvoir au sein de l'Etat », la reconnaissance des droits des femmes, l'approfondissement de la décentralisation. « Nous devons promouvoir le droit de vote des étrangers aux élections locales », écrit M. Josip et ses amis. Ils insistent, aussi, sur les progrès nécessaires de la démocratie dans les institutions européennes. Ils soulignent, enfin, l'actualité du socialisme démocratique face au communisme et au capitalisme, et l'importance de la « question politique » posée par la dégradation de l'environnement.

M. Josip demande que le PS soit « respecté » et « renforcé », le montant des cotisations étant diminué, la participation des militants aux décisions étant améliorée grâce, notamment, à la transformation du comité directeur en un « véritable parlement du parti », dont les premiers secrétaires fédéraux seraient membres de plein droit. D'autre part, M. Josip, député de l'Essonne, maire d'Athis-Mons, membre du bureau exécutif, doit déposer, elle aussi, au comité directeur, une contribution dont l'axe principal est la « rénovation du socialisme » par une meilleure prise en compte de la dimension européenne et par l'intégration des thèmes écologiques, dont le refus du nucléaire.

P.J.

PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

QUE la liberté puisse craindre de la liberté, qu'elle puisse même en mourir, c'est étonnant qu'un sujet de concours plutôt « bateau », c'est l'évidence qu'appartient, aujourd'hui comme hier, les pays qui tentent de se soustraire à la tyrannie, qui font irruption presque par mégarde dans un univers où le mot liberté ne serait plus dépourvu de sens et de poids.

A plus forte raison si ce renversement de cours s'opère sans ces bouleversements politiques, qu'on les nomme guerres ou révolutions, qui marquent la fracture entre une époque et une autre, et qui, ruinant l'ordre ancien, privent de toute parole ceux qui le soutenaient et s'efforcent du nouveau.

La liberté engendre la liberté et, avant d'être repue, un pays qui en a été dépourvu, pour qui cette privation est presque un élément de civilisation, veut l'éprouver comme un pauvre gaspille une fortune inopinée. Au point de mettre en péril celui qui incarne ce mouvement. Parce qu'aussi, la liberté fait peur à ceux qui étaient accoutumés à vivre sans elle ; quand ils ne tiraient pas bénéfice de ce qu'elle était proscrite. La liberté devient une ennemie ; celui qui l'a restaurée, une cible.

L'URSS expose au reste du monde cette leçon de choses qui serait banale si elle n'avait pas la taille d'un empire ; composé, cet empire, comme il est de règles pour une telle organisation politique, de peuples asservis et de peuples soumis, de nations annexées et de nations sous surveillance ; les uns et les autres manifestement prêts maintenant à faire éclater l'empire, pour emprunter à l'ouvrage qui vaut à M. Carrière d'Encausse peut-être la fortune et assurément la célébrité.

C'EST une vérité rebattue que l'URSS est l'héritière fidèle de la Sainte Russie, dont elle ne supprime, pour ainsi dire, que le gouvernement dynastique. Pour le reste, qu'il s'agisse de la politique extérieure ou de la police intérieure, on se reporte à la relation de voyage que publie Anatole de Cusine en 1943 sous le titre La Russie en 1939 et qui, par une involontaire prescience, décrit... la Russie soviétique, demeurée terriblement semblable à celle des tsars.

Cusine s'y montre reporter d'un inimaginable futur, une manière de Jules Verne politique. C'est ce qu'explique si bien Pierre Nora dans la préface qu'il écrit pour l'édition abrégée de cet ouvrage, qu'édite la maison Gallimard il y a quelques années. La Russie de 1939, celle de Nicolas I^{er}, c'est, à trop peu près, l'URSS d'aujourd'hui M. Gorbatchev.

Alors, déjà, il y a exactement cent cinquante ans, la Russie s'étend sur deux parties du monde, et, avec soixante millions d'habitants, est devenue la plus grosse population d'Europe. Déjà, Nicolas I^{er} (cousin de nos rois) était plus jeune que le pape, persécutait les orthodoxes, les catholiques de rite grec qui ont le tort de n'être pas schismatiques comme l'empereur et de reconnaître l'autorité du pape, déportait ses sujets par dizaines de milliers, soumettait tous les autres à un espionnage permanent et, selon une expression de l'époque, fait de la Russie une caserne.

La comparaison avec son plus célèbre successeur soviétique est tout à fait superflue. S'il n'y a pas eu, sous Nicolas, de

procès des blouses blanches » comme celui que Staline ordonna, c'est qu'on n'avait pas encore songé à l'utilisation politique de la médecine et de ses praticiens.

Soudain, pratiquement d'un jour à l'autre, le peur et le soupçon cessent d'être ce principe de gouvernement transmis sans retouche d'un régime à celui qui l'a ébriété. La pour le pouvoir ne désigne plus de s'expliquer.

Aux yeux du monde, ahuri et donc sceptique, d'autant que ce changement agace le conservateur qui cornu en chacun de nous, des élections ont lieu où le parti encore unique renonce à la règle du candidat unique et où bien des triumphantistes dégringolés sont défaits.

Liberté

Dans la vie quotidienne, perce la liberté : de critiquer à visage découvert sans risquer la Sibérie, d'être informé de ce qui ne va pas et de l'être sincèrement, de manifester sur la voie publique sans qu'on bout de la rue se dessine une prison.

Mille faits incontestés maintenant arrivent à la connaissance du public et qui, sous un autre maître soviétique, eussent été, un par un, une révolution.

Pour qui ne se sentait pas inféodé à l'URSS d'hier, mais n'en était pas l'ennemi ; pour qui tout avantage de la liberté suscitait une joie de citoyen qui voit croître le nombre de ses pairs, un sentiment naît : l'espoir, et se jumelle la peur. Car la liberté est d'abord un désordre, ses conquêtes sont autant de camouflages pour l'ordre ancien. Le porteur de liberté devient l'auteur du désordre, et les camouflages entretiennent l'idée de revanche.

Autrefois ravagées pour avoir crié le nom de liberté, des nations s'inspirent maintenant, et sans dommages pour elles, des pratiques économiques de l'Occident avant de se laisser séduire par ses systèmes politiques ; autrement dit, par les différentes manières de mettre en musique la démocratie.

La société soviétique se réchauffe, et chacun sait que la chaleur est très néfaste aux banquises. Pour un pays qui, plutôt que d'être un « Etat », une « République », ou un nom de lieu comme « France » ou « Italie », a choisi de se nommer « Union » et d'être ainsi alphabétiquement classé, c'est en nature même qui peut paraître compromise quand les Etats beltes sortent leurs drapeaux nationaux pour fredonner le Chant du départ et que les Etats voisins, jusque-là des plus respectueux, songent à vivre leur vie pour que leur indépendance ne soit plus une fiction juridique.

Qui, naguère, aurait toléré qu'un pays de l'Est soit désormais officiellement étiqueté comme un pays que l'on fuit (même si auparavant chacun savait à quoi s'en tenir) et que d'autres pays de l'Est adoptant sans le dire une attitude qu'on pourrait être tenté de

comparer à un droit d'asile, alors que ce droit est le désaveu d'un pays-frère ?

VOILA donc que la liberté rend à M. Gorbatchev le visage beaucoup plus difficile que s'il s'était conduit comme les potentats, rouges ou non, qui ont avant lui occupé le Kremlin.

Combien n'est-il pas paradoxal et logique à la fois que les libertés dont usent, fit-ce avec des mécomptes, Beltes, unites ou Allemands de l'Est, pour ne rien dire des Polonais, nuisent à la solidité du pouvoir qui les a consenties !

D'autant que, toujours mauvaise fille, éternellement mal mariée avec la liberté, l'économie, à ce que disent les économistes dont il n'y a hélas ! pas lieu de douter, semble infliger la démonstration que le nouveau régime fait vivre l'URSS encore plus mal que le précédent. Ce ne serait pas la première fois que des adversaires s'appuieraient sur des émeutes de la faim ou de la pénurie pour renverser un gouvernement qui leur déplait et avant tout l'homme qui l'incarne. Dans ce cas, n'est-il pas grand temps que l'Occident songe à nourrir la liberté ?

SPECIAL COPAINS. Il serait, vraiment facile de réfer ce qui va suivre à ce qui précède en rappelant qu'Antonin Carême fut le cuisinier d'Alexandre I^{er}, tsar de toutes les Russies et frère aîné de Nicolas cité plus haut. Point n'est besoin.

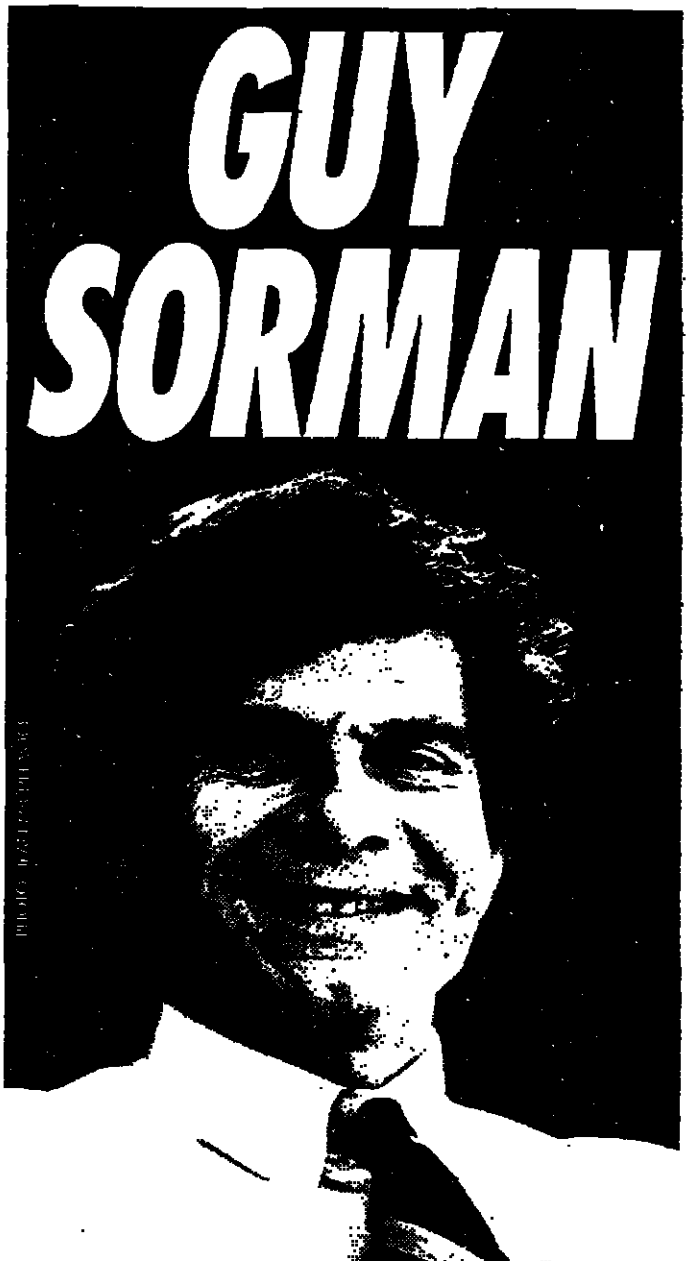
A l'inverse, il pourra sembler incohérent de célébrer le plus fastueux des cuisiniers après avoir, la semaine passée, quelque peu grincé à propos du salaire de M. Calvet. Peu importe.

M. Georges Bernier, qui fut le fondateur de la revue l'Œil, vient de publier chez Grasset une nouvelle biographie d'Antonin Carême, dont la courte vie (il n'atteignit pas cinquante ans) tient des Mille et une nuits et des romans à l'eau de roses pour la suite : abandonné par son père à l'âge de dix ans et couronné par les rois et les riches à peine avait-il atteint l'âge adulte. Le gros George IV d'Angleterre, le fier Alexandre, expédiaient lettres, cadeaux et promesses pour qu'Antonin vienne ou revienne diriger les cuisines de leurs palais.

C'est que, dans un siècle où avoir une grande table faisait encore un grand personnage, et qu'on tout cas il importait de savoir s'y tenir, disposer des services de Carême était un véritable passeport pour le monde (beau ou grand), et que même un souverain s'en souciait.

A condition d'en avoir les moyens, faut-il le préciser ? Pour régler le maître, d'abord, qui connaissait le prix de son génie (son revenu annuel, provenant aussi de ses droits d'auteur, est de 20 000 francs-ors vers 1830) ; mais surtout pour faire face aux extravagantes dépenses qu'entraînait le déploiement de ce génie. Comme, à l'époque, le service à la française tenait plutôt du buffet que du repas tel qu'on l'entend de nos jours et qui n'est ni plus ni moins que le service à la russe, abondance et profusion sont des mots faibles pour décrire les grands dîners de l'Empire et de la... Restauration.

En annexe de son livre, Georges Bernier donne quelques recettes dues à Carême. Sans doute pour faire comprendre aux contemporains qu'ils n'ont hérité de leurs ancêtres ni le coup de fourchette ni le savoir-faire. Quant aux moyens... (322 pages, 120 francs.)



GUY SORMAN

LES VRAIS PENSEURS
DE
NOTRE TEMPS

420 pages
120 F

Une bibliothèque vivante.
Véritable panorama des
connaissances et des
différentes interprétations
de notre univers et de
notre histoire à l'aube du
troisième millénaire.

FAYARD

on du comité directeur

tre MM. Fabius et Josip

inquillité de M. Rocard

ITÉ INDUSTRIELLE

POLITIQUE

Le financement des activités politiques

Le plafond des dépenses de campagne des députés abaissé à 500 000 F

Le débat sur le projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques progresse lentement. Les députés ont siégé tard, dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 octobre, mais ils n'ont pas pour autant dépassé l'article 1^{er} du texte. Sans véritablement pratiquer l'obstruction, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) fait durer le plaisir. De nombreux amendements de la majorité et de l'opposition ont été, toutefois, adoptés. Il n'a pas été rare de voir le RPR (avec parfois

des défections en son sein) voter certains de ces amendements avec le PCF contre le PS, l'UDF et l'UDC.

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) est un sophiste confirmé. Son talent reconnu de juriste, sa pugnacité et un goût immodéré pour la joute parlementaire lui permettent, au fil des débats, d'adopter toutes les postures. Le gouvernement fait l'unanimité sur un de ses amendements, voilà l'ancien président de la commission des lois s'empressant de s'y opposer ! Le gouvernement est seul ? Il vole à son secours, s'opposant sans vergogne à des amendements déposés par ses propres amis RPR, MM. Jean-Pierre Delalande

et Emmanuel Aubert. L'UDC fait les frais de son verbe puissant. M. Jean-Jacques Hyest (UDC) aura parfois du mal à cacher son agacement devant le tourbillon Mazeaud. Rien ne l'arrête, pas même le fait de trouver à redire à un amendement dont il se trouve être pourtant l'un des signataires. Si le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, d'un calme olympien, s'avise de le lui faire remarquer, il est capable de tenir un bon moment sur le thème : il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'opinion.

Les députés ont toutefois pu débayer de nombreux amendements sans pour autant parvenir toujours à vraiment clarifier certains aspects pratiques du texte. Ainsi : comment définir un journal

électoral ? Les dépenses faites pour un journal de campagne sont bien sûr comptabilisées pour entrer dans le calcul des dépenses totales plafonnées. Mais deux députés de l'opposition, MM. Pierre Lequiller (UDF) et Jean-Pierre Delalande (RPR), ont demandé ce qui se passerait quand un candidat ayant des intérêts directs dans un grand quotidien se ferait appuyer par lui dans sa campagne. Comment évaluer cette « dépense » de campagne ? La question, curieusement, est venue alors que s'agissait au bureau du gouvernement. M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et dont la famille est propriétaire de la *Dépeche du Midi*. Selon M. Baylet, si le quotidien en question n'a pas été créé spécialement pour la campagne, l'appui est en quelque sorte gratuit, liberté de la presse oblige. Une réponse que l'opposition n'a pas jugée très séduisante. « Nous pouvons donc tous avoir de longue date un journal sur lequel il n'y aura pas de contrainte et qui pourra toucher en règle toutes les ressources publicitaires que l'on veut. C'est une voie d'eau considérable dans le projet », a estimé M. Delalande.

Les députés de l'opposition ont, d'autre part, essayé, en vain, de réduire de un an à six mois le délai durant lequel un candidat peut recueillir des fonds pour des élections législatives et locales (amendement Lequiller). Pour M. Lequiller, « autoriser une campagne d'un an, c'est inciter au dépassement du plafond ». Un

point de vue récusé par le rapporteur PS, M. Robert Savy, qui a estimé que ce délai d'un an était nécessaire notamment pour les candidats qui n'auraient pas les mêmes facilités que d'autres à réunir rapidement les fonds nécessaires à leur campagne.

Un autre point important du débat a été abordé avec les associations électorales. M. Joxe a rappelé que leur vocation était d'insurer la « clarté », car c'est elles qui seront habilitées, dans la plus grande transparence, à collecter les fonds pour la campagne d'un candidat (elles vivent le temps d'une campagne). Parce qu'on aura ainsi instauré un lieu de passage obligatoire des moyens financiers, le contrôle pourra mieux s'effectuer. Le ministre de l'intérieur s'est toutefois rallié à un amendement PS-UDF-UDC ouvrant la possibilité également de passer par un « mandataire financier » (trésorier de campagne). Les candidats auront donc le choix entre l'une et l'autre formules tout aussi transparentes.

« Pas de fautes volontaires »

Dans la soirée M. Mazeaud — entre deux amendements — devait se livrer à une puissante défense de la loi parlementaire en se faisant l'avocat de M. Michel Prazet qu'il estime victime des persécutions de M. Joxe : « Nos collègues incultes n'ont pas commis de fautes volontaires même s'ils font l'objet d'une instruction. » Le député RPR estime que, tant que l'on ne modifiera pas le droit pénal sur les abus

de biens sociaux, aucune société — si cela n'apparaît pas dans son objet social ou si les actionnaires ne l'affichent pas — ne pourra donner de l'argent à un homme politique sans courir le risque d'être poursuivie pour abus de biens sociaux. Un amendement de M. Jean-Pierre Delalande (RPR) a été voté, avec l'accord du gouvernement (à l'unanimité moins la voix de M. Mazeaud) pour interdire à une société à capitaux publics de participer au financement d'une campagne électorale même si son statut relève du droit privé (M. François Asensi pour le PCF avait déposé un amendement très proche).

Enfin, un amendement PS-UDC (Savy-Huest), sous-amendé par le gouvernement, abaisse le plafond des dépenses de campagne des députés de 800 000 F à 500 000 F, et même à 400 000 F dans les circonscriptions dont la population est inférieure à 80 000 habitants. La proposition de M. Delalande d'indexer automatiquement ce plafond sur l'indice du coût de la vie n'a pas été suivie, pas plus que celle de M. Pierre-André Wilher (UDF), qui souhaitait une actualisation chaque année par décret (prix à la consommation). L'actualisation se fera tous les cinq ans : le PCF et le RPR ont voté contre, le PS, l'UDF et l'UDC pour.

Les députés ont poursuivi, vendredi 6 octobre, la discussion du projet dont le vote devrait intervenir dans la nuit de vendredi à samedi ou dans la journée de samedi.

PIERRE SERVENT

EN BREF

□ M. Rocard en hausse, sur le SOFRES. — Selon un sondage SOFRES-*Figaro-Magazine* (diffusé du 23 au 26 septembre auprès d'un échantillon de mille personnes), 62 % des personnes interrogées font confiance à M. Michel Rocard, 57 % font confiance à M. François Mitterrand. Par rapport au mois de septembre, le premier ministre gagne un point, tandis que le président de la République en perd deux. 32 % des personnes interrogées ne font pas confiance à M. Rocard, 37 % ne font pas confiance à M. Mitterrand. Dans les deux cas, les opi-

nions négatives baissent de un point. Du point de vue des partis, les écologistes ont la meilleure image avec 66 % de bonnes opinions, devant le PS (56 %), le RPR (39 %), l'UDF (38 %), le PCF (18 %) et le FN (11 %).

□ Ile-de-France : la droite et le PCF hostiles au projet de M. Rocard. — M. Michel Rocard a reçu, jeudi 5 octobre, les présidents des conseils généraux de la région parisienne, ainsi que M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du conseil général de Paris. Il

s'agissait de la dernière rencontre avec des élus pour le premier ministre avant la communication sur la réorganisation de l'Ile-de-France, qui doit être faite devant le conseil des ministres du 13 octobre.

A l'issue de cet entretien, M. Chirac et les présidents des conseils généraux de droite ont affirmé, lors d'une conférence de presse, que cette réorganisation n'avait pris la forme ni d'une concertation ni d'une notification, mais plutôt d'une notification de la part du gouvernement. Le PCF est également hostile aux projets de M. Rocard.

GALERIES Lafayette

10^e Festival de la Mode.

Lolita Lempicka
2.500F

Tailleur, veste et jupe, pure laine Woolmark.
Houssmann, Montparnasse, Bayonne, Bordeaux, La Mars, Lyon,
Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Toulouse.



Jusqu'au 28 octobre.
Succombez
aux Oscars de nos créateurs.

Le 10^e Festival de la Mode des Galeries Lafayette est ouvert !
Jusqu'au 28 octobre, tous les grands

noms de la mode vous y attendent. Pour
fêter cet événement : nos Oscars signés
des couturiers et créateurs et l'entrée

remarquée des Oscars de la fourrure et
des accessoires. Tous vous sont proposés
à des prix... Festival !

A Houssmann : Jusqu'au 26 octobre, 6 défilés par jour
à 11h - 12h30 - 13h30 - 15h - 16h et 17h.
A Montparnasse : Les 7 - 10 octobre de 13h à 18h.

L'élargissement de l'amnistie en Nouvelle-Calédonie : décision imminente sous forme d'un projet de loi

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a confirmé, jeudi après-midi 5 octobre, aux députés du FLNKS venus à Paris participer à la première réunion du comité de suivi des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, l'intention du gouvernement de « tourner la page » sur le récent passé du territoire en élargissant le champ de l'amnistie prévu dans la loi référendaire du 9 novembre 1988, conformément à la volonté des signataires des accords et aux engagements du premier ministre, réitérés en août dernier (1). M. Michel Rocard doit s'en entretenir, samedi matin 7 octobre, à l'Hôtel Matignon, avec l'ensemble des membres de ce comité (2), mais M. Le Pen a déjà précisé que la décision interviendrait avant la fin du séjour des délégations calédoniennes en métropole : « Les différentes réunions qui auront lieu dans les jours à venir devront permettre de s'acheminer vers une prochaine décision », a-t-il déclaré. Interrogé, au cours d'une conférence de presse, sur une éventuelle opposition des députés du RPR, le ministre des DOM-TOM a souligné qu'il n'avait « pas entendu exprimer un tel point de vue ». Il a également indiqué qu'il n'y avait « pas d'autre voie », pour concrétiser cette décision, que le dépôt d'un projet de loi.

(1) C'est le 26 août 1988, à Nouméa, que M. Rocard, pour la première fois, avait élargi l'amnistie la plus large en Nouvelle-Calédonie, à propos, notamment, de l'affaire d'Orléans : « Un défilé est nécessaire pour le retour à l'ordre public et l'amnistie, ainsi qu'il est dit, est la seule voie pour autoriser le pardon complet. Par ailleurs, il n'y a jamais eu une marque de faiblesse. Malheur à ceux qui n'auraient pas compris qu'il faut être fort et sûr de soi pour tendre la main. Je forme ardemment le vœu que, d'ici un an, la remise de tous les prisonniers de la cellule et la tranquillité publique durablement assurée, la réconciliation des communautés ne permettent d'effacer complètement le passé. »

(2) Les députés indépendantistes sont au nombre de treize, dont onze représentants du FLNKS conduits par M. François Burel et Léopold Jardié, et deux personnalités invitées en tant que signataires des accords de 1988, MM. Nidoloh Naiselino et Louis-Etara Uropet. La délégation du RPR, conduite par M. Jacques Lafont, compte, outre son président, quatre personnes.

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

مكتبة من الأصل

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

Le Monde

14 Les chrétiens et la non-violence
Prison : M. Arpallange reçoit les syndicats

18 Audiovisuel public : priorité aux programmes
17 Les douleurs de croissance du rock français

18 Autobiographies sur écran
32 Sports : le retour des cavaliers

Les revendications des familles et la neutralité des établissements

L'islam dans l'école de la République

Plusieurs associations ont pris la défense des trois élèves musulmans de Creil (Oise), à qui le principal de leur collège avait interdit le port du voile en classe (le Monde du 6 octobre). La recherche d'une solution était en cours vendredi 6 octobre. Le ministre de l'éducation nationale suit de près cette affaire qui, venant s'ajouter à d'autres, souligne les problèmes que peut poser l'intégration de l'islam en France.

Faut-il interdire le port du voile dans les classes, au nom de la laïcité ? Ou le permettre, au nom de la liberté ? C'est le genre de débat - clair, net et plein de dynamisme - que les Français affectionnent et qui a fait de la division assistée en deux camps.

L'affaire de l'Oise mérite pourtant attention. Indépendamment de ses particularités et de la personnalité des protagonistes, elle pose tout le problème de l'intégration de l'islam en France. C'est un excellent complément, si l'on peut dire, à la polémique provoquée à Lyon par le projet de construction d'une grande mosquée. Il s'agit en effet de savoir quelle place on veut

accorder aux musulmans en France, et à quelles conditions.

Pour les mosquées, la voie raisonnable devrait l'emporter. Il est clair que les musulmans ont le droit d'exercer leur culte dans des locaux adéquats, qui s'intègrent le mieux possible au paysage et n'apportent pas de gêne aux riverains. Plus complexe est le respect de certaines croyances ou traditions islamiques dans des lieux de cohabitation. Le logement, par exemple, avec l'équipement de montons dans des HLM ; l'hôpital, aussi, avec des patients qui ont leurs propres conceptions du corps et de la mort ; l'école, enfin, où le port du voile n'est pas le seul sujet de controverse.

telle celle de son voisin ?

Les problèmes posés par les élèves musulmans ne sont pas tous de même nature ni de même importance. Le refus d'envoyer un enfant en classe de découverte, par exemple, n'a pas grand-chose à voir avec la religion : de nombreuses familles portugaises s'opposent aussi à de tels voyages, par manque d'habitude ou par manque d'argent.

Interdire la gymnastique à une fille est d'autant plus grave que la gymnastique fait partie du programme scolaire. Des aménagements sont toujours possibles - concernant par exemple la tenue de sport - mais on voit mal comment un chef d'établissement pourrait dispenser de sport une élève en bonne santé.

Le premier est un souci d'uniformité et de respect de certaines habitudes sociales : en France, on ne porte pas de chapeau en classe, et aucun élève ne doit trop se distinguer de ses camarades... A d'autres époques, cela se traduisait par l'adoption d'une même blouse pour tous ou par l'interdiction du pantalon pour les filles.

Il y a ensuite le refus de toute forme de « prosélytisme », conformément à la loi. On objectera que des élèves chrétiens portent parfois une petite croix, des élèves juifs une petite médaille... Petites, en effet. Un signe discret n'a jamais gêné personne. Si un élève catholique arrivait en classe avec une grande croix dans le dos, ce serait différent.

La deuxième conclusion est que l'on ne règle pas des affaires aussi délicates par un coup de poing sur la table, mais par un dialogue avec les parents. Ce n'est pas toujours facile, mais dans ce cas-là d'autres parents musulmans, plus proches de la mentalité française, sont toujours prêts à servir de médiateurs. Personne ne devrait être exclu de l'école.

Troisième conclusion provisoire : les revendications de certaines familles musulmanes expriment souvent un désir diffus d'être pris en compte. Ne faut-il pas inventer une nouvelle forme de laïcité dans laquelle l'histoire des religions, notamment, figurerait dans les programmes scolaires ? Instrument capital d'intégration des enfants étrangers, l'école ne doit-elle pas aussi intégrer des apports étrangers ? Cela ne signifie nullement encourager le port du voile et, sous prétexte de gentillesse, arriver à une solution à l'ancienne où chaque communauté finirait par avoir ses propres règles dans l'école publique.

ROBERT SOLE

Statut spécial à Birmingham

A Birmingham, qui compte environ quatre-vingt mille musulmans originaires du sous-continent indien, la communauté musulmane et les responsables du comité local à l'éducation (LEA) ont, au terme d'une longue négociation, signé en octobre 1986 un accord portant sur les spécificités religieuses et culturelles des élèves musulmans (1).

Dans les écoles de Birmingham, dont certaines accueillent entre 50 % et 95 % d'enfants, les années 70 avaient été marquées par de nombreux incidents. Le port de l'uniforme, tradition britannique par excellence, avait été la première source de conflit, les jeunes musulmanes n'étant pas autorisées à porter des jupes courtes. Les questions d'ordre confessionnel n'avaient ensuite cessé d'envenimer le climat.

Les recommandations formulées par les associations musulmanes regroupées en un comité de liaison et le LEA touchent en priorité l'assemblée, prière collective d'inspiration chrétienne prévue par l'Education Act de 1944. Il est conseillé aux chefs d'établisse-

ments de prévoir une assemblée dirigée par un musulman et de mettre un local à la disposition des élèves musulmans. Concernant les relations entre les sexes, le port d'un survêtement, du pantalon ou de la tenue traditionnelle doit être toléré pendant les cours d'éducation physique, et les séances de natation ne doivent pas être mixtes. De même, l'éducation sexuelle ne doit pas faire l'objet d'un enseignement spécifique. Enfin, certaines recommandations visent la fourniture de viande halal aux cantines.

L'application du texte varie selon les écoles. Pendant le ramadan, toutes les écoles n'autorisent pas les exemptions d'éducation physique et sportive aux élèves qui jeûnent. Et certains chefs d'établissement refusent de fournir un local pour la prière. Mais, dans l'ensemble, les recommandations sur l'assemblée, l'uniforme, les questions culturelles ne semblent poser que des difficultés matérielles.

(1) Article de Danielle Joly dans la Revue européenne des migrations Vol. 5 n° 1 - 2e trimestre 1989. Université de Poitiers.

Où commence le prosélytisme

Des chefs d'établissement ont souvent affaire à des familles musulmanes qui ne veulent pas que leurs enfants mangent du porc. D'autres refusent de les envoyer en classe de neige. D'autres encore s'opposent formellement à ce que leurs filles fréquentent la piscine ou même participent aux séances de gymnastique... Ces chefs d'établissement sont naturellement tentés par la fermeté. L'école de la République n'est-elle pas « la même pour tous » ? N'a-t-elle pas, de surcroît, un rôle essentiel à jouer dans l'intégration en France des enfants d'étrangers ? S'il y a un lieu où, justement, toutes les différences devraient s'estomper, n'est-ce pas celui-là ?

Dans la pratique, les choses sont moins simples. Les enseignants, qui aiment bien les règlements, se trouvent en la matière assez démunis. Certes, depuis la suppression de l'enseignement confessionnel dans les écoles publiques en 1882 - et mise à part la période de Vichy - la « neutralité » des écoles publiques a toujours été clairement affirmée. Mais la circulaire du 15 mai 1937 se contente d'affirmer : « L'enseignement public est laïque. Aucune forme de prosélytisme ne saurait être admise dans les établissements... » On s'arrête là. A partir de quel moment la liberté d'un individu menac-

Plus délicate est la question du voile. En bonne tradition islamique, une femme ne doit laisser voir que son visage et ses mains. « Qu'elles rabattent leurs voiles sur leur gorge ! », affirme le Coran. « Elles montrent seulement leurs visages à leurs époux... »

Intérêt en Tunisie

Cette manière radicale de différencier les sexes et de défendre la « pureté féminine » a donné lieu à une nouvelle tenue islamique dans les villes depuis les années 70 : une longue robe qui descend jusqu'aux chevilles et un fichu, le *hidjab* cachant les cheveux et le cou pour

ne laisser apparaître que l'ovale du visage. Il ne s'agit plus du voile proprement dit qui, d'ailleurs, poserait un véritable problème légal en France : aucune personne au visage caché ne pourrait passer un examen puisqu'il faut justifier de son identité.

Plusieurs arguments sont avancés, ici ou là, contre le port du voile dans les classes.

Le premier est un souci d'uniformité et de respect de certaines habitudes sociales : en France, on ne porte pas de chapeau en classe, et aucun élève ne doit trop se distinguer de ses camarades... A d'autres époques, cela se traduisait par l'adoption d'une même blouse pour tous ou par l'interdiction du pantalon pour les filles.

Il y a ensuite le refus de toute forme de « prosélytisme », conformément à la loi. On objectera que des élèves chrétiens portent parfois une petite croix, des élèves juifs une petite médaille... Petites, en effet. Un signe discret n'a jamais gêné personne. Si un élève catholique arrivait en classe avec une grande croix dans le dos, ce serait différent.

Le fichu porté par des musulmanes est-il assimilable à un signe religieux aussi flagrant ? Tout dépend, à vrai dire, du sens qu'on lui donne. Des familles font porter de *hidjab* à leurs filles, dès la puberté, en toute bonne foi, sans se rendre compte que les Français voient du fanatisme dans tout ce qui, de près ou de loin, ressemble à un *tchador*. Mais, dans d'autres cas, le voile est moins innocent qu'il n'y paraît. Ce sont des islamistes turcs, en 1982, qui ont été les premiers à engager cette bataille, faisant de la surenchère pour gêner la Mosquée de Paris. Il y a, indéniablement, de la part de certaines familles, une volonté d'afficher l'islam et de refuser le code social en vigueur.

Il ne faut pas oublier que le port du *hidjab* est loin de faire l'unanimité chez les musulmans eux-mêmes. C'est un sujet de disputes homériques en Egypte, alors qu'en Tunisie, les lycéennes qui arrivent en classe dans cette tenue risquent l'exclusion, selon une circulaire de 1987 remise en vigueur il y a quel-

Trois foulards contre la « sérénité laïque »

Que les élèves portent une croix ou étoile de David ou une main de Fatima, passe encore, mais le voile ! Au collège Gabriel Havez de Creil, dans l'Oise, les signes extérieurs de religion sont tolérés, à condition de demeurer « discrets ». Pour n'avoir pas respecté cette subtilité distinction, Samira, Fatima et Leila font leurs devoirs à la maison depuis plus de dix jours.

Claquemurées chez elles, ces trois jeunes maghrébines, âgées de treize et quinze ans, n'ont plus l'autorisation de pénétrer dans l'établissement coiffées du foulard traditionnel dont elles refusent de se séparer. Les associations locales de défense des droits de l'homme prennent fait et cause pour les immigrés, tandis que les responsables du collège affirment combattre pour la laïcité. Le voile, objet symbolique et lourd de connotations négatives, devient la partie visible d'une situation difficile à gérer.

Le collège Havez n'est pas de ces établissements paisibles où la vie semble couler sans heurts entre deux récréations. En plein cœur d'une cité ouvrière ébranlée par la monotonie, les élèves y sont regroupés dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP) où les problèmes sociaux le disputent aux difficultés financières. Dans les bâtiments préfabriqués dont les parois « protestent » résistent, vaille que vaille, aux intempéries, depuis plus de vingt ans, 855 enfants de vingt-cinq nationalités différentes sont entassés pour le meilleur et pour le pire. Parmi eux, 454 boursiers et 68 % de jeunes ayant un retard scolaire, mais vides qui se tournent en cas d'embarras ? Le conseiller d'orientation n'a pas encore été nommé, et l'assistante sociale n'est plus qu'un souvenir. Accablée de soucis, elle est partie en congé de longue maladie il y a trois ans et n'a jamais été remplacée.

C'est ce contexte potentiellement explosif que « l'affaire » des foulards vient éclaircir d'un jour nouveau. Comme les égarés du dix-neuvième siècle, mais pour des raisons différentes, Samira, Fatima et Leila refusent de se montrer « en che-

veux » dans les lieux publics. Depuis trois ans, les jeunes filles arboraient donc un fichu étroitement noué sous le menton dans les couloirs et la cour de récréation, consentant seulement à retirer leur couvre-chef durant les heures de cours. Dès la fin de l'année dernière, cependant, le rituel s'accroît. Samira, Fatima et Leila soutiennent que le Coran leur fait obligation de cacher leurs cheveux en toute circonstance, y compris dans les classes. L'administration se fâche, certains enseignants se déclarent « choqués » mais rien n'y fait. Le conseil d'administration de l'établissement décide, alors, à l'unanimité, d'exiger « une légitime discrétion quant aux signes culturels extérieurs ».

Extériorisation excessive

A la rentrée, pourtant, les trois jeunes filles n'ont pas capitulé. Le 18 septembre, le principal excoffé, fait reconduire Fatima et Leila, qui sont sœurs, chez leurs parents. Une lettre les accompagne, par laquelle le principal explique : « Notre objectif est de limiter l'extériorisation excessive de toute appartenance religieuse ou culturelle ». Si les jeunes filles persistent dans leur attitude, le principal menace de les renvoyer et de réunir le conseil de discipline. Le 21 septembre, Samira est exclue à son tour et rentre chez elle munie de son carnet de correspondance sur lequel figurent douze mots inscrits au feutre bleu : « Samira ne peut être acceptée en cours à cause de son foulard ».

Le principal, M. Ernest Chénier, n'en démord pas : il se contente, dit-il, de faire régner l'équivalent scolaire de l'ordre public, à savoir la « sérénité laïque ». M. Chénier s'appuie, sur une circulaire ministérielle de 1937, visant à « maintenir l'enseignement public (...) à l'abri des propagandes confessionnelles » et du prosélytisme. Selon lui, « la problématique religieuse intervient comme une perturbation de la vie scolaire » qui est déjà bien assez compliquée comme cela.

Quant aux accusations de racisme, elles le plongent dans la « réflexion ». Martiniquais, lui-même « coloré », M. Chénier ne veut pas être considéré comme un ayatollah de la laïcité. « Je suis, affirme-t-il, un ancien militant d'Amnesty International imprégné de l'idéologie des droits de l'Homme ».

Chuchotements et rumeurs

Le principal adjoint soutient M. Chénier, en expliquant qu'il ne faut pas confondre laïcité et liberté absolue. « La laïcité, c'est le respect dans la neutralité, justement ce principe qui a permis de faire coexister des enfants très différents... » Certains enseignants rochereux, en affirmant : « Si les élèves viennent voilés, pourquoi n'arriveraient-ils pas demain avec un casque intégral ou des insignes politiques ? ».

L'inquiétude n'est pas mince et de nombreuses rumeurs l'alimentent. On chuchote qu'une poignée d'intégristes musulmans a décidé de semer l'agitation dans le quartier. On raconte aussi, pêle-mêle, que Fatima et Leila ont pleuré dans la cour le jour de la mort de l'imam Khomeiny, qu'elles refusent de toucher aux pots de colle durant le ramadan et que leur père a fait redoubler l'année pour la mettre dans la même classe que la cadette. « Elles se surveillent, dit-on, et constituent un pôle de résistance ».

Dans son salon transformé en salle de prière, M. Ali Achaboun ne voit pas les choses du même œil. S'il refuse que ses filles soient séparées, c'est uniquement pour des raisons de « sécurité ». Le chemin de l'école est long et les « femmes musulmanes » doivent être surveillées. Très participant, ce marocain qui enregistre pour ses enfants des films remaniés dont il a supprimé les passages « choquants », refuse énergiquement l'adjectif « intégriste ». « Je suis un musulman ordinaire, déclare-t-il. Un bon musulman

s'efforce de l'être. Je connais tout le coran par cœur et mes filles l'apprennent depuis l'âge de trois ans ».

Sagement installées sur un sofa, Fatima et Leila acquiescent en souriant. Dans un coin de la pièce, quatre petits tableaux noirs couverts de versets en arabe tracés à la craie, témoignent de leur zèle religieux. L'école leur manque, mais la religion passe avant tout. « Si nous ne pouvons pas porter le foulard, explique Fatima, nous changerons de collège ». En attendant, leurs camarades apportent chaque soir des devoirs aux deux petites recluses, qui s'empressent de se couvrir au moindre coup de sonnette.

Comme M. Mohamed Saidani, le père tunisien de Samira, M. Achaboun reproche surtout à M. Chénier ses façons cavalères. « On ne m'a pas prévenu et même pas convoqué », se plaint M. Achaboun. « Pourtant, je ne demande rien d'autre que la loi française, car nous sommes dans un pays libre ». La liberté, pour M. Achaboun, consiste à pouvoir respecter le verset trente de la sourate de la lumière, par laquelle Mahomet ordonne aux croyantes de cacher leur beauté. Les deux pères se réfugient derrière leur filles, en affirmant qu'elles seules peuvent prendre la décision d'ôter leur voile. Tenues en laisse dans leurs comportements, les jeunes filles sont présentées comme des êtres autonomes lorsqu'il s'agit de leurs consciences.

M. Chénier a donc proposé de recevoir Samira, Fatima et Leila en entretien privé pour tenter de les fléchir, mais la situation n'en demeure pas moins tendue. Les élèves du collège, survoltés parlent du « racisme » d'un principal qu'ils redoutent et le personnel de l'établissement les accuse d'« arrogance ». Les trois foulards mis au ban semblent avoir cristallisé des inquiétudes qui ne se limitent pas au cas de seules jeunes filles concernées.

Un religieux musulman de quartier n'a-t-il pas de prédit que toutes les jeunes croyantes viendraient bientôt voilées ?

Comment régler le problème des vingt collégiennes juifs qui ne viennent pas le samedi, jour de sabbat ? Face à toutes ces incertitudes, le principal paraît avoir choisi de s'attaquer au problème qu'il pense pouvoir maîtriser le plus facilement. S'il lui est impossible dit-il, d'aller chercher les enfants juifs chez eux, il lui est loisible de barricader ses portes devant les élèves voilées. En outre, le port du foulard est hautement symbolique et draine un effort tout particulier. Certaines élèves Pakistanaïses qui viennent en costume traditionnel ne suscitent pas la même antipathie. « Il y a des différences qui marquent plus que d'autres », constate simplement M. Chénier.

La défense de la liberté laïque s'oppose à celle de la liberté religieuse dans un méd-médo idéologique particulièrement dérangeant. Parachevant cette confusion, une lettre adressée le 30 septembre, au recteur à la ville de Creil peut avoir de quoi troubler les esprits. « De tels procédés (...) infligent une brimade à la liberté d'expression vestimentaire et portent atteinte à la laïcité », écrivent ses auteurs qui ne sont autres que les représentants locaux du MRAP, de la Ligue des droits de l'homme et... de l'association « Femmes sans frontières ».

RAPHAËLE REROLLE

Les réactions

La foi sanctionnée

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MCRAP), a condamné l'attitude des responsables du collège Gabriel-Havez. « En France, souligne le MRAP d'autres communautés manifestent leur appartenance religieuse par le port d'autres symboles, sans qu'elles fassent l'objet de sanctions. » De son côté, l'association SOS-Racisme a demandé au ministre de l'éducation nationale de réintégrer les trois jeunes filles dans l'établissement. « En aucun cas une sanction ne peut être infligée à des élèves en vertu de leur foi », a-t-elle déclaré.

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Dans un texte signé par des évêques et des pasteurs

Deux mille cinq cents chrétiens français proposent une défense civile non violente

« Lutter autrement. Pour une action non violente responsable et efficace » : sous ce titre, un rapport de 135 pages, qui vient d'être publié aux éditions Nouvelle Cité, a été signé par deux mille cinq cents chrétiens, catholiques et protestants, dont treize évêques, des théologiens, des pasteurs, des prêtres, des religieux et des laïcs appartenant à dix-huit mouvements et à une centaine de groupes locaux non violents (1).

L'histoire de ce document a six ans. En 1983, l'Europe est en plein débat sur les missiles à moyenne portée. Le 8 novembre, l'épiscopat

français ne craint pas de prendre à rebrousse-poil ses militants de gauche et de sensibilité pacifiste, en votant à Lourdes une déclaration intitulée « Gagner la paix », interprétée comme un soutien à la force nucléaire de dissuasion. Une polémique éclate. Mais plutôt que de se livrer à une opposition stérile, des groupes de chrétiens non violents décident de prendre les évêques au mot lorsqu'ils affirment, dans le même document, la valeur évangélique de la non-violence : « Le temps ne serait-il pas venu, sans renoncer bien sûr à la force armée, d'examiner soigneusement le rôle et l'efficacité des techniques non violentes ? », demandaient, en effet, les évêques.

Une semaine après cette prise de position de l'épiscopat catholique,

la Fédération protestante de France adoptait à La Rochelle un autre document, beaucoup plus sévère pour l'arme nucléaire. Il recommandait aux chrétiens de « connaître les exemples historiques d'emploi efficace de la résistance non violente, de soutenir et d'accueillir dans leurs structures les objecteurs de conscience, etc. ».

Le texte que viennent de signer deux mille cinq cents militants chrétiens non violents est le fruit de cette prise de conscience. Selon ses promoteurs, les événements qui, en Pologne, ont conduit Solidarité au pouvoir, qui, aux Philippines ou à Haïti, ont mis fin à des dictatures, confirment la justesse de l'intuition non violente. La lutte pour l'indépendance en Inde, pour les droits civils aux États-Unis, ou celle des paysans au Larzac ont montré l'efficacité d'une méthode qu'on appelle encore la « *firmesa permanente* » (fermeité permanente dans les conflits), le « *People Power* » (pouvoir du peuple) aux Philippines, la « *Gravolita* » (libre violence) en Allemagne, etc.

La non-violence ne doit pas être confondue avec « la naïveté, l'idéalisme, la gentillesse, l'ineffectivité », affirme le texte des chrétiens français. « Elle n'est pas un refus de se défendre, c'est une autre manière de se défendre. S'ils ne prétendent pas au monopole de la réflexion et du combat non violent, les chrétiens ont leurs figures emblématiques (Martin Luther King, Desmond Tutu, Helder Camara, le cardinal Arns, etc.). En Pologne, en Amérique du Sud, aux Philippines, on les voit à la tête d'actions non violentes. Mais les autorités d'Églises sont peu prolifiques sur ce thème.

Une conception extensive

Où plus exactement, dans les textes romains, « la non-violence est encore décrite comme l'option d'individus ayant fait un choix de vie personnelle, plus que comme un moyen d'action sociale. (...) Comme un esprit qui pulse au sève dans les *Beatitudes*, plus que comme une stratégie dans le combat pour la justice. »

Le document « Luther autrement » est inédit à un double titre. Premièrement, il est le résultat d'une initiative de militants de base, religieux et laïcs, et d'une élaboration collective, marquée notamment, comme dans l'Église américaine, par de larges consultations et la rédaction de projets intermédiaires amendés et améliorés. Deuxièmement, jamais un document d'Église, signé par des évêques, n'avait été aussi loin dans la définition, y compris théologique, de la non-violence et sa promotion comme moyen de résoudre

tous les conflits de la vie sociale, politique et même militaire.

Ses auteurs font des propositions concrètes comme la « *désobéissance civile* » compatible, selon eux, avec la société démocratique, allant jusqu'au refus d'acquiescer la partie de l'impôt correspondant au budget militaire.

La défense armée conventionnelle n'est bien sûr pas exclue, mais les auteurs de ce rapport souhaitent qu'elle soit « *combinée* » avec une défense civile non armée, fondée sur la « *non-coopération systématique et massive des citoyens et de l'État* » avec un éventuel agresseur ou occupant. Pour eux, des moyens non militaires de résistance doivent être envisagés et préparés, d'« *une ampleur telle que tout agresseur soit mis dans l'impossibilité de récolter des profits politiques, économiques, idéologiques d'une intervention ou d'une occupation* ». Une éducation à la non-violence et à la résistance civile est possible, affirment les signataires, et les autorités morales et les pouvoirs publics doivent collaborer à sa mise en œuvre. Comme en Pologne ou aux Philippines, les Églises, en particulier, doivent se sentir appelées à jouer le rôle de réseaux sociaux, facilitant, dans les périodes de crise, la négociation et les solutions non violentes.

Cette conception de la non-violence est extensive. Elle est élargie à toutes les formes de défense des droits de l'homme : sanctions économiques contre des pays réputés porter atteinte à la démocratie et à la dignité de l'homme, lutte contre la torture, défense des prisonniers d'opinion, élargissement du droit d'asile, actions pour obtenir l'augmentation des aides publiques au développement des pays pauvres. On ne trouve pas dans ce texte la critique de la politique française de dissuasion nucléaire, propre aux milieux pacifistes. Ses promoteurs n'ont pas d'autre ambition que de vouloir reprendre en termes nouveaux le débat, souvent considéré comme clos, dans la société comme dans l'Église, sur les fins et les moyens d'une politique de défense.

HENRI TINCO

Les trois évêques signataires de ce texte sont NN. SS. Gaillot (Evreux), Boffet (Montpellier), Chabert (Paris). Les autres signataires sont : Mgrs. Fanchet (Troyes), Herbulot (Clermont), Haré (auxiliaire d'Arns), Lecomte et Rémont (Médiateur de France), Louis Knebel (ancien évêque de Meaux), Lecroisier (Belfort), Panfiliou (Aix-en-Provence), Pontier (Digne), Rozier (Poitiers). Sous la forme d'un postface, Mgr Jacques Delors, président de la commission Justice et Paix, et le pasteur Michel Wagner, président de la commission sociale et internationale de la Fédération protestante de France, s'associent à ce document.

MÉDECINE

Dix-sept intoxications mortelles au cours des derniers mois en France

La complexité de la chaîne alimentaire augmente les risques de salmonellose

Dans quel aliment retrouvera-t-on *Salmonella enteritidis*, la bactérie responsable du décès de sept personnes à l'hôpital de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) ? Avant même les conclusions des analyses bactériologiques des repas suspects, la progression des cas de salmonellose au cours des derniers mois suscite des inquiétudes et amène certains spécialistes à mettre en cause les méthodes d'élevage, de production et de distribution des denrées alimentaires. Tandis que les agriculteurs, les fournisseurs et le personnel de l'Assistance publique se renvoient la responsabilité, la série d'intoxications met en lumière la complexité de la chaîne alimentaire.

Jamais le bilan des intoxications alimentaires n'aura en France été aussi lourd que ces derniers mois : dix-sept personnes âgées sont décédées des suites d'une intoxication alimentaire par salmonelle. En même temps, plusieurs dizaines d'enfants étaient intoxiqués par la même germe dans des cantines scolaires. L'Amel et l'embarras des pouvoirs publics sont d'autant plus vifs qu'on a assisté à une série, la salmonellose frappant un peu de temps un hôpital et une maison de retraite.

Quatorze milliards d'œufs

Comme la plupart des maladies infectieuses, la salmonellose est particulièrement redoutable chez les personnes affaiblies, chez les vieillards ou les malades, mais aussi chez les nourrissons, beaucoup plus sensibles aux déshydratations massives qui, dans certains cas, peuvent provoquer la mort. Les collectivités s'occupant de l'alimentation. Alors qu'on estime à cent mille environ la fréquence annuelle de l'ensemble des intoxications individuelles et collectives, trois cent vingt foyers d'intoxication (2 200 personnes) ont été recensés en 1988 dans des collectivités dont deux cent dix-neuf étaient dues à des salmonelles, soit 20 % de plus qu'en 1987.

« Les accidents de Villiers-le-Bel et de la maison de retraite de Lagard représentent des pics dans une courbe globalement ascendante », explique à la direction générale de la santé le docteur Laurent Meyer qui rappelle que en juillet, une circulaire précisait déjà les modalités d'enquête en cas de salmonellose.

Production, distribution, stockage, conservation, la chaîne alimentaire et les procédés de préparation sont complexes et mettent en jeu de très nombreux acteurs. A chaque maillon de la chaîne, des fautes ou des négligences peuvent survenir qui favorisent la multipli-

cation des salmonelles et qui, finalement conduisent à l'intoxication. L'exemple des œufs, dont la contamination est largement responsable de cette augmentation des cas de salmonellose est particulièrement instructif. Quatorze milliards d'œufs sont consommés chaque année en France, et la direction générale de la santé ne cache pas qu'un certain nombre d'entre eux (1 sur 100 000), sont infectés par des salmonelles.

Pour trouver la source de la contamination, il faut remonter aux élevages de poules périodiquement infectées par ce germe. Malheureusement, chez la poule, comme dans l'œuf (contaminé à travers sa paroi poreuse lors de la ponte), les moyens de détecter cette bactérie sont extrêmement pauvres. La maladie passe quasi inaperçue chez l'animal, tandis que le mirage des œufs, plus ou moins pratiqué selon les éleveurs, ne permet pas de repérer les germes. Il faut donc faire confiance aux éleveurs et aux enquêtes systématiques effectuées par les grandes centrales d'achat et par le ministère de l'Agriculture.

A l'Assistance publique de Paris, la centrale d'approvisionnement achète chaque année 6 millions d'œufs, la plupart dans des élevages français. La quantité des achats effectués par cette centrale, qui fournit 80 % de la totalité des aliments livrés aux établissements hospitaliers de Paris, est impressionnante : 1 000 à 1 200 tonnes de viande fraîche, 200 tonnes de steak haché surgelé, 2 800 tonnes de légumes frais et autant de congelés, 6 millions de litres de lait, sont ainsi distribués chaque année. Au total, avec son budget annuel de 320 millions de francs, la centrale livre l'équivalent de 10 000 repas par jour (24 millions de repas par an) qui sont ensuite préparés sur place dans les cinquante établissements de la région parisienne qu'elle approvisionne.

« Ces produits, explique M. Castagnier, directeur de la centrale, sont achetés sur la base d'un système d'appel d'offres qui prend en compte la qualité et le coût des produits. » Chaque produit est examiné et goûté, et, par mesure de précaution, un échantillon est conservé à chaque fois pour des examens éventuels. Seuls les produits de conserve sont stockés, les produits frais ne transitent que quelques heures au maximum au magasin central de l'Assistance publique, et les denrées congelées sont livrées directement aux hôpitaux par les fournisseurs agréés. « Le repas avarié servi, le 28 septembre à l'hôpital de Villiers-le-Bel comportait des aliments qui ont aussi été livrés dans d'autres établissements sans qu'aucune intoxication ait été signalée », souligne M. Castagnier. Autrement dit, les matières premières étaient intactes et c'est le mode de conservation ou de préparation de l'hôpital qui doit être suspecté.

Avant les résultats de l'analyse bactériologique, toutes les hypothèses restent plausibles. Doit-on incriminer l'œuflette ou le riz au lait servi ce soir-là ? La conservation des aliments était-elle défectueuse ? Les règles élémentaires d'hygiène ont-elles été bien respectées ? Il est probable que l'enquête de l'Institut Pasteur, qui se bornera à désigner l'aliment infecté, ne pourra pas répondre à ces questions. Devant ces incertitudes et l'impossibilité flagrante de garantir une sécurité alimentaire totale, les précautions individuelles d'hygiène n'en prennent que plus de valeur : se laver les mains avant de manipuler les aliments, et avant les repas, ne jamais recongeler un aliment décongelé, respecter les durées de cuisson suffisantes et réduire au maximum le séjour des aliments hors du réfrigérateur.

BEATRICE BANTMAN

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

J.-P. D.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes.
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Seul indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

DIMANCHE 8 OCTOBRE

S. 3. - Montres-bracelets de collection. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 5 et 6. - 11 h : estampes, dessins, tableaux contemporains. 14 h : importants tableaux contemporains et sculptures : Arp, Atlan, Charbonneau, Dominguez, Francis, Hartung, Lam, Lansky, Masson, Mathieu, Schneider, Vassier, Vieira da Silva... - M^{re} LOUDMER. Expo publ. samedi 7 octobre, de 11 h à 20 h.
S. 8. - Arabesques. Egypte, Grèce, Rome, Pérou. - PARIS-AUCTION (M^{re} de CAGNY, tél. 42-46-00-07).
S. 11. - Tableaux modernes, contemporains. Sculptures. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 16. - Atelier Bernard Girard. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.

LUNDI 9 OCTOBRE

S. 7. - Tableaux modernes. - M^{re} BOISGIRARD.
MARDI 10 OCTOBRE
S. 4. - 14 h 15 : art d'Extrême-Orient. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fortier, expert.
S. 11. - Dentelles anciennes, éventails, broderies, robes 18^e et 19^e et robes 1930-1950. Nombreux bijoux, poupées. - M^{re} LIBERT, CASTOR. M^{re} Daniel, expert.
S. 14. - Antiquités. - M^{re} MILLON, JUTEAU, Jean-Pierre Camard.

MERCREDI 11 OCTOBRE

S. 2. - Bijoux, argentier. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
S. 4. - Suite de la vente du 10 octobre. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 9. - Grands vins de Bourgogne et de Bordeaux. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 15. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 16. - 14 h 15 : bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
JEUDI 12 OCTOBRE
S. 1. - 14 h 15 : objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille, expert.
S. 10. - Objets de vitrine et mobilier de style. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 11. - Bon mobilier, objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTEAU.
S. 14. - Dessins, gravures, tableaux, photographies anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 13 OCTOBRE

S. 4. - Tab. bib. mod. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 5 et 6. - 14 h 15 : ESTAMPES DU 17^e AU 20^e. Exceptionnel et rare ensemble de suites de J.-B. Piranesi en premier état : Carceri, vues de Rome. Importante réunion de lithographies de Honoré Daumier en très belles impressions de Charvati. Pièces relatives aux ballons. Collection d'estampes révolutionnaires. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} Rousseau, expert.
S. 11. - Suite de la vente du 12 octobre. - M^{re} MILLON, JUTEAU.
S. 12. - Art nègre. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14. - Nombreux tapis d'Orient. - M^{re} CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, tél. 42-94-10-24.
S. 15. - SARREGUEMINES. Projets, papiers, porcelaine et meubles. - M^{re} BRIEST.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

SAMEDI 7 OCTOBRE à 20 h 30
TABLEAUX DE MAÎTRES DU 20^e SIÈCLE
dont : Atlan, Esquirol, Buffet, Christo, Degott, Dubouff, Hamet, Léger, Picabia, Poliakoff, Niki de Saint-Phalle, Schwitters, Soulages, Tinguely, Zao Wou-Ki
M^{re} Catherine CHARBONNEAU, commissaire-priseur
Expositions publiques : le 6 octobre, de 11 h à 18 h et le 7 octobre, de 11 h à 17 h

VENDREDI 13 OCTOBRE à 21 heures
IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
M^{re} BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs
Expositions publiques à Drouot-Montaigne le 12 octobre de 11 h à 21 h du matin, et le 13 octobre, de 11 h à 16 h

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-90-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-10-41-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Montaigne (75008), 42-68-11-30.
Catherine CHARBONNEAU, 134, rue Saint-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Roumieu (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-23.
MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-09-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, de CAGNY, 64, rue La Boétie, 75008 Paris, 45-63-12-68.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batille (75009), 47-70-83-38.

DÉFENSE

La France renonce au projet de frégate de POTAN

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a informé, mercredi 4 octobre, ses homologues de l'alliance atlantique que la France se retirait du programme NFR-90 de frégate anti-aérienne des marines de l'OTAN.

Déjà, à la fin de la semaine dernière (le Monde du 5 octobre), la Grande-Bretagne avait renoncé à ce projet qui représentait un investissement de plus de 80 milliards de francs et auquel, à l'origine, outre la France et le Royaume-Uni, avaient souscrit les États-Unis, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, l'Italie et le Canada.

Comme la Grande-Bretagne ne correspondait pas aux spécifications opérationnelles (caractéristiques et performances) de sa marine en navires d'escorte d'un groupe aéronaval.

Le retrait de deux des partenaires initiaux soulevait, selon les spécialistes, le glas du projet.

SCIENCES

Mise au point française sur un transfert de technologie spatiale au Brésil

De nouvelles protestations américaines ont amené le gouvernement français à publier une mise au point sur un éventuel transfert de technologie spatiale au Brésil. Ce transfert concernerait le moteur « Viking » qui équipe les deux premiers étages de la fusée Ariane. Les Brésiliens voudraient le voir figurer à l'avancement du contrat - en cours de négociations - pour le lancement de ses satellites de communications, ce qui pourrait permettre à Arianeespace de l'exporter face à son concurrent américain McDonnell Douglas qui propose les services de sa fusée Delta.

Le moteur Viking a déjà été vendu à l'Inde il y a une dizaine d'années. Pourtant, estiment les Américains, cette clause serait contraire aux accords signés par les nations occidentales pour limiter la dissémination des technologies spatiales susceptibles d'être appliquées aux missiles. Washington souligne que le Brésil négocie avec la Libye la vente de missiles de sa fabrication.

La société Arianeespace est autorisée à poursuivre des négociations avec le Brésil pour la lance-

ment par des fusées Ariane des futurs satellites de télécommunications Brésiliens-1. Mais, précise le ministère de la recherche dans un communiqué publié jeudi 5 octobre, « l'accord définitif sera soumis à l'agrément du gouvernement ». Et cet accord qui « n'est pas encore donné », devra respecter « un certain nombre d'usages et de restrictions en matière de transfert de technologies sur lesquels Français et Américains suivent les mêmes règles qui ont fait l'objet d'un consensus ».

Cette position avait déjà été exprimée en juillet dernier (Le Monde du 19 juillet). Mais la polémique s'est ravivée à la suite de « révélations » de la presse américaine selon lesquelles M. Mitterrand en personne aurait donné son accord pour la signature du contrat, moyennant des garanties d'utilisation « pacifique » de ces moteurs. Des informations provenant de responsables américains anonymes et... des dirigeants de McDonnell Douglas.

J.-P. D.

هناك امعة الاصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après la reprise du travail dans les prisons

M. Arpaillange va rencontrer les syndicats pénitentiaires

Après huit jours de conflit, les surveillants de prison ont massivement repris le travail dès l'appel lancé le mercredi 4 octobre par M. Jacques Vialettes, secrétaire général des personnels pénitentiaires Force ouvrière. Tout au long de la journée du jeudi 5 octobre des rencontres entre les représentants de FO et le ministre de la Justice, son directeur de cabinet et celui de l'administration pénitentiaire ont eu lieu place Vendôme.

Le premier point de discussion concerne les révolutions. Selon le ministre de la Justice, sur trois cent neuf surveillants ayant fait l'objet d'une notification de révocation, deux cent treize d'entre eux ont utilisé « leur droit de repentir » et ont repris le travail dans le délai de douze heures que leur accordait leur administration. Selon l'administration pénitentiaire, il n'est pas question de « négocier » ces révolutions ni de prendre en compte l'appartenance syndicale des agents concernés : il n'y aurait pas de manœuvre particulière liée au fait que FO a appelé à cesser le mouvement. Les agents révoqués qui le souhaitent sont invités à déposer des « recours gracieux » qui transiteront par le chef d'établissement. Celui-ci y appose son avis avant de les transmettre à l'administration centrale qui tranchera. En attendant cette décision, les surveillants sont considérés

comme révoqués et ne peuvent reprendre leur poste. Au cours des discussions avec le ministre de la Justice, on a évoqué l'idée d'une « charte pénitentiaire » portant sur quatre points : la formation initiale et la qualification ; la concertation dans les régions et l'élaboration d'un plan social lié à la fermeture programmée de vingt-cinq prisons jugées vétustes ; les conditions de travail et les effectifs ; le métier pénitentiaire et les effectifs.

Des enquêtes ont été ouvertes pour contrôler le bien-fondé des congés de maladie accordés à des surveillants au cours du conflit : des situations douteuses ont été remarquées dans plusieurs régions de France, notamment dans la région parisienne, où un même médecin a accordé treize certificats médicaux à des surveillants, et à Draguignan.

Par ailleurs, comme prévu, le ministre de la Justice devrait rencontrer le 9 octobre les représentants syndicaux des personnels pénitentiaires : dans un premier temps l'UFAP, la CGT, le SNAPP, le SNIFF et le SPI, puis séparément ceux de FO. M. Yves Roussel, le représentant de la CFDT, qui s'était associé au mouvement de protestation tout en critiquant les modalités déclarées que : « Les autres organisations syndicales ont conduit le mouvement des surveillants de prison à l'échec en refusant de négocier dès le 28 septembre avec le garde des sceaux. Il y a eu auto-blocage des organisations syndicales comme du ministère. Il faut maintenant ouvrir le chantier du service public pénitentiaire en entamant des négociations, avec une priorité à l'annulation des révocations de surveillants. »

Ag. L.

Occupant illégalement un hôtel parisien

Une cinquantaine de squatters sont expulsés par un commando

Une cinquantaine de personnes, en majorité des familles d'origine africaine, ont été expulsées d'un immeuble qu'elles occupaient illégalement dans le onzième arrondissement de Paris, rue Keller, par un commando d'une dizaine d'hommes envoyés par le propriétaire de cet immeuble. Les squatters, ainsi délogés, ont passé la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 octobre dans la rue, après avoir refusé une proposition de relogement provisoire qui leur avait été faite par les services de la mairie du onzième arrondissement.

5, rue Keller, Paris-11^e. La façade de l'immeuble ne s'orne que d'une enseigne éteinte : « Hôtel ». En dessous, un étrange spectacle : les habitants d'hier sont à présent installés avec armes et bagages sur le trottoir. Un amas de paquets, de sacs, de malles s'empile sur le pas de la porte. On y trouve pêle-mêle de la vaisselle emballée à la hâte, des paquets de couches, des boîtes de lait pour enfants, un landau soigneusement plié. Bref, tout ce qui a pu être emporté dans un départ précipité. Le reste — matelas, couvertures, les rares meubles — est à l'intérieur.

La cinquantaine d'habitants que comptait l'hôtel — des familles d'immigrés, africains pour l'essentiel — attendait là un improbable retour « chez eux ».

L'expulsion a eu lieu jeudi à 8 heures. Une douzaine d'hommes environ, se présentant comme des employés de la société d'exploitation hôtelière propriétaire de l'immeuble, arrivent devant cet hôtel vidé pour travaux au mois de juillet et occupé, au dire des squatters, depuis dimanche dernier. A cette heure, les maris travaillent déjà, les femmes et les enfants sont à peu près assis à l'intérieur du squat. Barré est l'un des rares hommes sur place quand surviennent ces « ouvriers » peu ordinaires. « Ils étaient tous en civil. Celui qui dirigeait avait un costume gris et environ cinquante ans. Ils avaient des barres de fer, des barres de bois et des marteaux. Ils ont forcé la porte d'en bas et puis ils sont montés dans les étages. Il y a eu une grande bousculade. Ils ont obligé tout le monde à sortir. »

Quand la police arrive une heure plus tard, certains ouvriers sont encore sur place, barricadant la porte d'entrée. Un représentant de la société propriétaire est entendu par le commissaire, qui fait également prévenir la mairie du onzième de la situation. Il y a à peu près trente-cinq enfants dans la rue. Deux plaintes sont alors déposées à la 7^e section du parquet de Paris. L'une du propriétaire, pour « dégradation de locaux », l'autre émanant des squatters pour « violation de domicile ».

CAS Dans l'après-midi, le procureur rend sa décision : il refuse la réintégration de l'hôtel par les familles. D'après les premiers éléments de l'enquête, en effet, il n'est pas établi que leur installation

remonte à plus de quarante-huit heures, période minimale après laquelle elles pourraient se prévaloir d'un « domicile ». Les voisins, quant à eux, n'ont pas fait grand cas de ces nouveaux venus, arrivés au rythme de l'annonce tout officieuse de l'ouverture d'un squat supposément. Les commerçants semblent avoir perdu la mémoire. « Depuis quand ils sont là ? Une dizaine de jours, peut-être... » Dans ce quartier très en vogue et en pleine rénovation — on est à deux pas de l'Opéra-Bastille — les occupations illégales sont monnaie courante. Mais à la différence des taudis au bord de l'écroulement où ils logent en général, cet hôtel de la rue Keller présente tous les critères d'un bon entretien.

« Situation d'urgence »

Quand, à 20 heures, la mairie envoie enfin ses émissaires avec une première proposition d'hébergement pour la nuit, les familles ont déjà envahi la chaussée. Elles rejettent immédiatement l'offre municipale. « C'est un piège, on nous propose de nous loger une nuit. Et demain ? » La mairie, elle, ne veut prendre en compte que la « situation d'urgence ».

Les Africains ont donc couché dehors, en bas de l'hôtel vide. Deux camions d'Emmaüs ont livré une provision de matelas et de couvertures. Le foyer voisin a fourni le maillé et le poisson frit pour le repas du soir. Les voisins sont venus proposer de loger les enfants et ont apporté des bûches pour les protéger de la pluie. Les plus jeunes dormaient déjà à poings fermés. D'autres continuèrent à jouer, tout excités de l'aventure. Heureusement pour les squatters, la nuit fut relativement douce.

JUDITH RUEFF

An tribunal administratif de Nancy

L'Etat condamné à verser 1,285 million de francs à une société de négoce de vins

NANCY de notre correspondant

Le tribunal administratif de Nancy a condamné l'Etat à verser 1,285 million de francs à une société nancéienne — Les Vins de la Craffe — pour immobilisation fautive de vins importés d'Italie.

L'affaire remonte à 1979, en pleine « guerre du vin ». Pour apaiser les vœux français mécontents de voir arriver sur le marché national de grandes quantités de vins italiens, les pouvoirs publics avaient donné consigne aux douanes de procéder à des contrôles systématiques. Entre 1979 et 1982, des chargements de la société des Vins de la Craffe avaient été bloqués par les douanes

qui avaient fait preuve d'un zèle considéré comme excessif. Les analyses œnologiques qui s'étaient jamais permis de déceler d'irrégularité en regard de la loi française, avaient subi des retards anormaux et « fauts » de l'avis du commissaire du gouvernement : quarante à cent quarante-neuf jours. Or, le délai normalement admis est compris entre huit et quinze jours. Ces retards avaient entraîné des charges supplémentaires pour la société, et l'ensemble de son préjudice évalué à 1,285 million de francs. Ce chiffre a été accepté par le tribunal administratif qui, en janvier dernier, avait déjà admis le principe de la responsabilité de l'Etat.

M. R.

A Bordeaux

Les plaignants de l'affaire Papon restent inculpés de dénonciations calomnieuses

Bordeaux

de notre correspondant

Vingt-quatre plaignants de l'affaire Papon, tous descendants de juifs déportés depuis Bordeaux entre 1942 et 1944, ne pourront pas bénéficier du non-lieu qu'ils demandaient pour eux-mêmes. Ces plaignants ont été inculpés de dénonciations calomnieuses en décembre 1985 et janvier 1986 à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par Maurice Papon. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a déclaré leur requête irrecevable le 3 octobre.

L'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux sous l'Occupation est réinculpé de crimes contre l'humanité depuis juillet 1988. La précédente instruction de l'affaire avait été annulée le 11 février 1987 par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Les descendants des victimes juives demandaient que leur inculpation pour dénonciations calomnieuses soit, elle aussi, considérée comme nulle. Ils voulaient ainsi « mettre un terme à une situation symboliquement insupportable ». Ils n'ont pas obtenu gain de cause.

G. de M.

François Korber condamné à quinze ans de réclusion criminelle

Ancien candidat du RPR en 1978 et en 1980 dans la troisième circonscription de la Gironde, François Korber a été condamné, jeudi 5 octobre, à une peine de quinze ans de réclusion par la cour d'assises de la Haute-Garonne, qui le jugeait pour complicité d'assassinat après la mort, le 14 mars 1982 d'un petit malade, Jacky Elchert, tué de plusieurs balles dans la permanence électorale de l'homme politique.

François Korber, qui avait été jugé pour ces faits et condamné le 4 mai 1988 par la cour d'assises de la Gironde à une peine de dix ans de réclusion, s'était pourvu en cassation et avait obtenu effectivement cette condamnation soit cassée. Remis en liberté le 12 juillet 1989, il avait regagné, en début de semaine, à la veille de son second procès, le soutien public de M. Jacques Chaban-Delemas, ancien premier ministre et maire RPR de Bordeaux. Cet appel n'a, semble-t-il, pas été déterminant puisque les jurés de la cour d'assises de la Haute-Garonne ont allé au-delà des réquisitions de l'avocat général, M. Adrien Rabastens, qui avait demandé une peine de dix ans contre l'accusé.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

BICENTENAIRE

Une exposition à la Conciergerie

Les révolutions de la justice

M. François Mitterrand devait inaugurer, vendredi 6 octobre, au Musée de la Conciergerie à Paris, une exposition baptisée « La justice de la Révolution ou les révolutions de la justice ». Sur l'initiative de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel et ancien garde des sceaux, cette manifestation montre que la justice révolutionnaire ne fut pas qu'expéditive et cruelle : qu'elle ne se résuma pas à la Terreur, mais qu'on lui doit de belles idées, qui imprègnent encore notre droit.

Les juridictions de la Révolution prononcèrent quelque dix-sept mille condamnations à mort, désignant la justice de cette époque. Pourtant, à y regarder de plus près, la justice révolutionnaire ne fut pas que cela. Elle abolit les supplices par lesquels les gens du roi extorquaient des aveux. De simples citoyens elle fit des jurés élus et donna aux personnes poursuivies la possibilité de se défendre librement.

De tels changements étaient littéralement révolutionnaires et méritaient certainement un coup de chapeau à l'occasion de la célébration du Bicentenaire. C'est à quel s'emploie l'exposition de la Conciergerie, voulue par M. Badinter, qui espère, ce faisant, convaincre les Français de « l'œuvre immense accomplie par la Révolution dans le domaine judiciaire ».

Exposition classique, donc plutôt austère, dont les trésors s'apprécient mieux catalogues en main et, plus encore, lorsqu'on aura lu l'ouvrage *Une autre justice. Contribution à l'histoire de la justice sous la Révolution*, que doivent publier, début novembre, sous la direction de M. Badinter, les Editions Fayard.

Deux cents pages ont été rassemblées sous les voûtes de la Conciergerie, dont la plus spectaculaire est certainement une guillotine d'époque, que les

organisateur de l'exposition ont dû faire venir de Bruges, en Belgique. Par un étrange phénomène de roulement, il n'en existe plus en France datant de la Révolution.

Celle de Bruges a bien failli tuer encore, deux ouvriers ayant été blessés alors qu'ils commençaient à la démonter. Quant aux plus récentes, celles qui fonctionnaient en France jusqu'en 1981, peut-être figureront-elles un jour comme « clou » d'une exposition consacrée à la justice sous la V^e République. L'une d'entre elles est conservée — qu'on n'y voie pas mettre à l'ironie — au Musée des Arts et Traditions populaires à Paris.

Une théorie fondée sur la raison

Si le « rasoir national », comme l'on disait à l'époque, domine de sa silhouette lugubre l'exposition de la Conciergerie, de document le plus fertile intellectuellement est sans doute l'édition originale du livre *Des délits et des peines*, de Cesare Beccaria. Traduit en 1786, il suscita l'enthousiasme immédiat de Voltaire et, selon M. Badinter, fournit aux encyclopédistes « l'instrument qui leur faisait défaut : la théorie d'une justice pénale fondée sur la raison ».

Il faut attendre plus de vingt ans pour que cette raison soit. Mais elle fut. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est fille, ou cousine, comme on voudra, du livre-phaire de Beccaria pour les articles de cette Déclaration qui traitent de la justice pénale. Inouïs pour l'époque, des principes comme ceux de la présomption d'innocence, de la non-rétroactivité des lois ou de l'interdiction des arrestations arbitraires irriguent encore nos codes. Deux cents ans après, ces principes et d'autres sont autant de boussoles pour ceux qui s'efforcent de réformer le code pénal, ou plutôt de l'adapter à ce monde d'aujourd'hui, car on ne peut parler de réforme tant l'héritage révolutionnaire s'impose encore.

Arpenter l'exposition de la Conciergerie, c'est, du même

coup, se prendre à rêver d'une justice qui aurait gardé la fraîcheur de son utopie originelle. La justice, de nos jours, est nominalement rendue « au nom du peuple français », mais elle est aux mains, de fait, de magistrats professionnels, sauf au sein des cours d'assises et de quelques autres juridictions, comme les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes.

Retour aux sources

Aux débuts de la Révolution, en revanche, les citoyens jugeaient eux-mêmes les délinquants et les criminels, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants qu'ils élisaient. La volonté pleine du peuple s'exerçait enfin, après des années d'abus de droit et de souveraineté confiée par la monarchie. S'il est périodiquement question d'écrouler le poids des jurés, c'est par nostalgie de cette époque.

De même, les juristes de la Révolution inventèrent-ils le juge de paix, qu'on assimile souvent, aujourd'hui, au juge d'instance, celui qui a compétence pour les petits conflits. Même si cette assimilation n'est pas fautive, la dénomination a changé, trahissant une évolution de la fonction. A l'époque de la Révolution, le juge de paix s'activait davantage à concilier les parties en présence, pour éviter un procès, qu'il n'en a le goût ni le temps aujourd'hui. Et pourtant, ce retour aux sources aurait une vertu apaisante sur les querelles de tous les jours, que le monde moderne n'a pas atténuées. Et la justice serait moins encombrée. On le voit : deux cents ans après, la Révolution a encore beaucoup à nous dire sur l'art d'améliorer le fonctionnement de l'institution judiciaire.

BERTRAND LE GENOIRE

► Musée de la Conciergerie, Palais de Justice, 1, quai de l'Horloge, 75001 Paris, du 7 octobre au 31 décembre. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Renseignements : 40-27-61-20.



LES PLUS GRANDS ÉCRIVAINS, PHILOSOPHES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTES NOUS RACONTENT CE SIÈCLE.

Un somptueux cadeau !

440 pages, 600 illustrations. Prix de lancement valable jusqu'au 31.12.89 : 230 F. Après cette date : 280 F.

Edition 1

COMMUNICATION

Le budget de l'audiovisuel public

Priorité aux programmes en 1990

Le budget des chaînes publiques est en nette augmentation. Mais cette manne supplémentaire pour les programmes risque d'être grevée par les incertitudes publicitaires.

Le budget 1990 de l'audiovisuel public se caractérise par une nette « volonté de rattrapage et de relance », affirment avec force M. Jack Lang et M. Catherine Tasca. D'abord, les ressources de la radio-télévision nationale (10,9 milliards de francs, hors TDF, en redevance et publicité) augmentent sensiblement plus vite (9,2 %) que le budget de l'Etat (5,3 %).

Ensuite, la redevance (355 F pour le noir et blanc, 522 F pour la couleur l'an prochain) redevient « le pivot de son financement ». Certes, les 3,6 % de hausse de cette taxe concédés par les finances sont encore jugés insuffisants — « il y a l'indice des prix », déplore-t-elle — mais les deux ministres chargés de la communication. Mais, au moins, existe-t-il « une volonté de rendre au secteur public » le produit de cette taxe (7,9 milliards de francs), pour lui permettre de « financer les dépenses qui lui incombent sans conteste ».

C'est ainsi que le budget de Radio-France internationale (RFI) sera repris en charge dès l'an prochain, pour moitié (230 millions de francs), par le Quai d'Orsay. Et que les nouvelles connotations de redevance, qui relèvent de la politique sociale du gouvernement, seront remboursées (à hauteur de 70 millions de francs) par le budget de la nation.

Ce double phénomène de « rebudgétisation » permettra de diminuer d'autant la pression publicitaire sur les chaînes publiques. La publicité de marque n'augmentera que de 0,3 % en 1990 (2 424 millions contre 2 417 millions de francs cette année). Et les recettes de parrainage, soupçonnées peser sur « l'indépendance du programme », chuteront de 40 %, régressant de 100 à 60 millions de francs. « Entre les partisans de l'abolition de la publicité sur les télévisions publiques et les tenants de son développement, le gouvernement a choisi une voie médiane : son strict maintien », explique M. Tasca. Voilà pour les recettes.

Côté dépenses, priorité est donnée aux programmes, assure encore le ministre délégué à la communication, les deux tiers des ressources nouvelles devant aller à l'antenne. Un choix délibéré qui vient encore renforcer la reconduction de la dotation budgétaire de 100 millions de francs affectée au compte de soutien à l'industrie de programmes pour aider au financement des émissions « jeunesse » des chaînes publiques, ainsi qu'un meilleur partage des bénéfices de ce compte entre le cinéma et la télévision. Une « cuisine » budgétaire complexe, mais non sans conséquence.

Modeste « pactole » pour Antenne 2

Tout serait-il donc... rose ? L'examen du projet de budget, société par société, incite à plus de prudence. Ainsi, Antenne 2. La chaîne malade du service public est officiellement gratifiée du tiers des ressources nouvelles (299,8 millions sur un total de 919 millions de francs). A l'examen, pourtant, le « pactole » paraît beaucoup plus modeste que prévu, écorné qu'il devrait être par les 40 millions de francs qu'Antenne 2 devra verser au capital de la chaîne par satellite, Canal Enfants, et les 25 millions de francs qu'elle pourrait être amenée à

payer pour l'extension de sa réception en Tunisie (le ministère de la communication dément ce dernier point). In fine, après l'inévitable augmentation des salaires et des frais techniques, la chaîne ne disposerait, en réalité, que de 130 à 150 millions de francs supplémentaires à mettre dans ses programmes. « A condition encore, ajoute un responsable de la société, que nous réalisions l'objectif de recettes publicitaires que nous assigne le gouvernement. Un objectif quasi identique à celui de cette année. Or la chute de notre audience aidant, notre manque à gagner devrait être de 200 à 250 millions de francs à la fin de cet exercice ».

De même, les 100 millions de francs de recettes supplémentaires prévus pour la SEPT sont-ils... intégrés... prélevés sur son fond de roulement (Le Monde du 23 septembre). « Rattrapage » et « relance » demandent donc à être nuancés.

PIERRE-ANGEL GAY.

Le budget des organismes (en millions de francs)

Organismes	TDF	INA	A2	FR3	SEPT	RFO	R-France	RFI
Budget 1990	3 989,8	466,2	3 386,1	3 341,9	540,1	799,9	2 003,4	460,7
dont :								
Redevance	27,7	138,9	1 323,6	2 694,9	417,5	718,3	1 882,4	204,6
Publicité	—	—	1 796,7	455,3	—	49,5	59	3,5
Parrainage	—	—	40	10	—	19,5	10	22,6
Ressources propres	1 920	212,8	45,8	101,7	122,6	—	—	—
Subventions	—	—	100	80	—	20,6	—	230
Versements des sociétés publiques	1 962,1	122,5	—	—	—	—	—	—

Après l'adoption de la directive « Télévision sans frontières »

Les Pays-Bas s'ouvrent officiellement aux chaînes commerciales

L'adoption par les Douze de la directive « Télévision sans frontières » a provoqué un vif mécontentement aux États-Unis. « Toute restriction est mauvaise dans n'importe quel secteur », a déclaré M. Carla Hills, représentante spéciale du président Bush pour le commerce, mais elle est encore plus condamnable dans celui de la pensée. En France, la fédération CGT des syndicats du spectacle reproche à l'inverse au texte voté à Luxembourg d'avoir « cédé devant les pressions américaines » et de n'offrir qu'une illusoire protection pour la production européenne.

Toutefois, le ton adopté en France par les organisations d'auteurs, producteurs, distributeurs et réalisateurs est plus modéré. Accueillant la directive « sans surprise et sans enthousiasme », un communiqué commun précise que « ce texte, s'il n'exprime pas une volonté politique forte des États membres, est tout de même un refus clair opposé aux pressions du gouvernement américain qui ne voulait aucune directive ».

Aux Pays-Bas, le texte des Douze a obligé le gouvernement à modifier son attitude vis-à-vis des deux télévisions qui se proposent d'émettre depuis le Luxembourg.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Après la guerre des nerfs, c'est la course de vitesse qui est désormais engagée entre le gouvernement néerlandais et les deux chaînes de télévision commerciales installées au Luxembourg, RTL Véronique et TV 10.

Le ministre de la culture, M. Elco Brinkman, vient de réviser complètement sa stratégie. Il a renoncé à obtenir l'interdiction de

RTL Véronique, qui émet depuis le 2 octobre, et il a annoncé l'ouverture du système audiovisuel à des chaînes commerciales, de nationalité néerlandaise. Le ministre souhaite même mener à bien cette réforme d'ici à la fin de l'année, dans le but de ne pas laisser les stations luxembourgeoises capter l'essentiel du marché publicitaire.

Dans le bras de fer qui l'opposait à Véronique, M. Brinkman a jeté l'éponge le 4 octobre, quelques heures seulement après que le Conseil d'Etat ait confirmé le statut de « télévision étrangère » reconnu à RTL Véronique par le commissariat aux médias (Le Monde du 30 septembre).

En marge de ces péripéties procédurales, l'on a appris la composition du capital de la chaîne. Trois investisseurs luxembourgeois en détiennent 50 % : la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT, 35 %), la banque SNCI (10 %) et la SARL Elmdes et projets (5 %). Du côté néerlandais, on trouve Philips (2 %) et la société European Media Investors (qui représente la banque NMB et sa filiale Merchant Bank). Enfin, 10 % du capital de Véronique est d'origine française : Clinvest (5 %) et Euroclinvest (5 %), sont en effet deux filiales du Crédit lyonnais. La banque française a fait son entrée dans RTL Véronique discrètement au cœur de l'été en prenant la place de la National Investing Bank néerlandaise.

L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, le 4 octobre, fait incontestablement référence à la directive « Télévision sans frontières » adoptée la veille à Bruxelles par les pays de la CEE. Il indique que la loi néerlandaise sur les médias, qui interdit toujours la diffusion de programmes commerciaux, est soumise à la législation européenne. Une « petite phrase » qui redonne à la chaîne commerciale TV 10 l'espoir de pouvoir accéder elle aussi au câble malgré le veto du commissariat aux médias. TV 10 a déjà engagé une procédure visant à la levée de cette interdiction.

Dans le cadre de la réforme décidée par le gouvernement, des opérateurs privés pourront acheter une place sur les réseaux câblés du pays. Ces nouvelles télévisions seront soumises à la directive « Télévision sans frontières » et verront donc leurs messages publicitaires limités à 15 % du temps d'antenne. Pour la retransmission des événements nationaux, une priorité sera accordée aux télévisions publiques. Celles-ci seront mieux armées contre la concurrence par une extension des écrans de publicité (de 5 à 6,5 % du temps d'antenne, dans un premier temps) ainsi que par un mécanisme d'indexation de la redevance sur l'indice des prix.

CHRISTIAN CHARTIER

La Suisse contre les coupures publicitaires. — Le Conseil national suisse (la chambre des députés) s'est prononcé en faveur de l'interdiction de la publicité interrompant les émissions de radio ou de télévision, et pour l'interdiction complète de la publicité pour l'alcool, le tabac et les médicaments. « Nous ne voulons pas de situation à l'américaine chez nous », a commenté le ministre des communications, M. Adolf Ogi.

Le Monde

PUBLI-TELEVISION

Recherchons :


45-55-91-82, poste 4344

AVEC LE PARRAINAGE DU MUSÉE DE LA RESISTANCE NATIONALE

UN SPECTACLE DE
ROBERT HOSSEIN

**DANS LA NUIT
LA LIBERTÉ**

DE
FREDERIC DARD



1944 : volontaires pour une mission impossible, ces hommes avaient tout prévu sauf ...

PALAIS des SPORTS à partir du 4 octobre 1989
Porte de Versailles
TEL. : 48 28 40 90

UNE PRODUCTION SPPS - SPECTACLES ALAP - SPECTACLES LUMBROSIO - HACHETTE 110 ET C^{ie} - UGC - C^{ie} Robert HOSSEIN

EUROPE 1

مكتبة أمينة الأصل

CULTURE

Les douleurs de croissance du rock français

Le rock alternatif a vécu jusqu'à présent à côté du show-business
Les grandes compagnies commencent à s'y intéresser

C'est souvent grâce à sa néologie qu'on s'aperçoit de l'existence d'un individu ou d'un mouvement. En ce moment le faire-part pleuvent de toutes parts, annonçant la fin du rock alternatif français, alors même que, au-delà des frontières floues de la scène alternative, on commençait à peine à prendre la mesure du phénomène.

Deux événements sont à l'origine de cette humeur morose : la dissolution de Bérurier noir, groupe phare du mouvement dit alternatif, qui a réussi à vendre des dizaines de milliers de disques en se passant du soutien d'une grande compagnie et des médias (voir encadré), et l'émigration massive des autres formations musicales du mouvement vers les multinationales phonographiques. Ce mouvement, entamé en juin dernier lors de la signature de la Mano Negra chez Virgin, a été confirmé par l'accord entre Boucherie et Island, filiale de Polygram, et celui entre Off The Track, le label des Négresses vertes et Polydor.

C'est à cette occasion qu'on découvre à la télévision ou dans les magazines la stature imposante de François Hadji-Lazaro, « garçon boucher » en chef, et ses versions punkistes des ritournelles du pavé parisien : l'incroyable mélange (jazz, flamenco, rythm'n'blues, musette et raï) qui fait le son des Négresses vertes, ou le rythm'n'blues parfumé aux saveurs méditerranéennes de la Mano Negra. Ces trois groupes, comme les Béruriers, les Satellites (prochains candidats à la signature avec un gros label) ou OTH remplissent depuis des mois, voire des années, les salles à travers la France et vendent plus de disques que beaucoup d'artistes établis.

Ce succès s'est appuyé sur une multitude de structures, associations, organisatrices de concerts, petits labels créés pour sortir les disques qui font circuler l'information ignorée par la presse établie. Ces structures et leurs animateurs sont toujours là, bien sûr. Mais ceux d'entre eux qui pensent que le rock alternatif doit soutenir une démarche militante pour la recherche de nouveaux espaces sociaux (squats, lieux culturels), de lutte contre la précarisation ou d'antimilitarisme se sentent floués. Face aux alternatives par nécessité, qui ont développé ou utilisé ces nouvelles structures parce que le show-business traditionnel les refusait, les alternatives par choix ressemblent comme une traînée d'huile sur l'eau. Et encore davantage l'intérêt de l'Etat, en la personne du ministre de la culture, pour le rock (le Monde du 28 septembre 1989).

Les motivations commerciales à l'intérieur de l'Hexagone ont certainement été déterminantes dans l'intérêt que les grandes compagnies portent au rock alternatif. Mais, pour les groupes, il s'agit surtout de s'appuyer sur les multina-

tionales pour sortir des frontières. Depuis que les Négresses vertes étaient leurs têtes d'apaches de la rue de Lappe dans les colonnes de la presse spécialisée britannique et qu'elles remplissaient les salles outre-Manche, les rêves sans cesse évanouis du « groupe français qui marche chez les Anglo-Saxons » semblaient enfin à portée de main.

La world-music peut aussi bien passer par Belleville que par Kinshasa ou Rio. Les musiciens des Négresses sont issus de la scène alternative, mais le groupe a tout de suite signé avec Virgin, puis avec Off The Track, petit label, certes, mais dont la démarche résolument agressive n'avait rien de marginal : Peter Murray, son pré-

sident, a signé chez Virgin : « Quand j'ai décidé de les manager, je n'avais aucun a priori, je n'avais qu'une certitude, le potentiel international du groupe ».

Chez Virgin, Fabrice Nataf, directeur artistique et responsable du contrat en est encore au stade de la lune de miel : « Ils se sont montrés plus exigeants que d'autres, mais pas plus que les Rites Mizouko par exemple. Ils n'avaient aucune raison de ne faire confiance. Ce qui est très agréable, c'est que les années passées sur la scène indépendante leur ont appris la valeur de l'argent. Quand ils demandent quelque chose, ils savent combien ça coûte ».

effet. Cette structure permet, entre autres, de s'organiser face à la bienveillance affichée par le ministère de la culture.

Pour l'instant, quelles que soient les motivations supposées de M. Lang, Bondage ou Art Traffic sont prêts à accepter les subventions annoncées. D'autre part, les grandes compagnies ne voient plus d'un aussi mauvais œil l'apparition de labels indépendants. Marc Lombroso, PDG de Polydor-France, reste sceptique sur leurs possibilités de développement à l'extérieur des multinationales et pense plutôt que l'avenir, c'est le modèle d'accord passé avec Off The Track, aux termes de cet accord de licence, Polydor prend en charge la



Loran Bérurier triste dans le dernier clip du groupe.

dent anglais, s'est tout de suite mis en chasse pour diffuser le groupe à l'étranger. Il a réussi, après ses succès locaux, à convaincre les Américains de Sire, filiale de WEA, label de Madonna et Talking Head.

« De qui l'ya du fric »

Mano Tchaou, chanteur de la Mano Negra, fait de la scène depuis plus de dix ans. Avec les Hot Pants, les Carayons ou la Mano, il a côtoyé tous les marginaux, joué avec eux, pour eux. La décision du groupe de signer pour deux albums (plus un troisième en option) avec Virgin a été interprétée par certains comme le début de la débâcle. Mais la Mano Negra est faite de musiciens, pas de militants, même si leurs textes sont souvent engagés, comme on disait il y a quinze ans, et au-delà du minimum requis pour participer à un concert de SOS Racisme. Le groupe existe pour jouer devant le plus de monde possible, vendre des disques et passer à la radio. Patchanka, leur premier album, s'est vendu à soixante mille exemplaires, avec une promotion décente si on la compare à celle qui accompagne la sortie d'un disque chez une major. Bernard Batzen, manager du groupe, expli-

fabrication, la distribution et la promotion produits des disques Off The Track, tandis que la marque se concentre sur la direction artistique. Boucherie et Island ont conclu un contrat du même type. Etienne Imer et Fabrice Nataf sont d'accord pour attribuer aux indépendants ou alternatifs un rôle de « découvreur » ou, comme le dit plus crûment Marsu : « Le plus dur, c'est de monter un groupe à dix mille (disques vendus) ».

Etéants ou chômeurs

Laid Théardier n'en est pas là : leur premier maxi 45 tours s'est vendu à deux mille cinq cents exemplaires, après avoir été produit pour la modeste somme de 23 481 francs, c'est écrit sur le livret qui l'accompagne. Mais les chiffres de vente ne sont pas au centre des préoccupations du groupe. Ils permettent simplement à Faridèle chanteur, de constater : « Pour certains, les gros labels dépensent des millions en promo, et ils vendent à peine plus que nous ».

Les musiciens sont salariés, étudiants ou chômeurs, ils répètent quand ils le peuvent et jouent quand ils le veulent, essentiellement dans des concerts de soutien, au comité contre les expulsions de Reims, par exemple, ou pour le revenu minimum garanti. Proche du fanzine Contre, Laid Théardier a aussi joué pour le SCALP (section culturelle anti-Le Pen). Leur musique, reggae industriel, hip-hop militant, est un pot-pourri d'influences, à l'image des courants politiques — anarchistes, autonomes, alternatifs — pour qui ils jouent.

Et puis, tout au bout, il y a les Kamionniers du suicide, qui refusent de jouer pour de l'argent et ne demandent pas d'autorisation pour aller dans la rue, à Ménilmontant ou à La Courneuve, se branchant sur l'électricité d'une sanisette ou d'un lampadaire pour chanter la Bande à Bonnot et Thomas Sanskara. Dija X, guitariste, chanteur et parolier du groupe, vit dans un squat du onzième arrondissement. Ses motivations sont claires : « Ça ne m'intéresse pas de chanter mon mal de vivre. La musique doit aider les gens à prendre conscience ». En bref, le propagand-art, version Belleville, et nouveaux espaces sociaux.

Sauf accident improbable, les chemins des Kamionniers et de la Mano Negra ne se croiseront plus. Ils sont pourtant partis en même temps de la même nébuleuse. Mais, comme la Californie des hippies ou la Grande-Bretagne des punks, la France des alternatifs a su absorber le choc et assimiler ces nouvelles musiques. On attend maintenant la prochaine vague.

THOMAS SOTINEL

La complainte des Bérus

Les Bérus circulent dans Paris dans la camionnette couverte de graffitis qui les balade sur les routes tout au long de l'année. Aujourd'hui elle les ramène du cabinet de leur avocat : ils sont en procès avec leur ancienne maison de disques, Bondage, Demain, ils partent pour le Québec, où leur popularité dépasse sans doute celle de Jean-Jacques Goldman. Sans la camionnette, on pourrait les prendre pour des rock-stars.

Mais, au bord du succès médiatique (le succès commercial, ils connaissent déjà), Bérurier Noir, soit François, chanteur brun ténébreux, et Loran, guitariste blond gavoche, vit ses dernières semaines. Au soir du dernier des trois concerts qu'ils donneront à l'Olympia à partir du 9 novembre, le groupe aura cessé de vivre, victime d'une autodissolution qui semble pour l'instant irrévocable.

« Mieux vaut finir sur quelque chose de fort, dit Loran. Nous sommes restés indépendants jusqu'au bout. Mais tous les autres groupes ont signé ailleurs, nous n'avions pas envie d'être les derniers alternatifs. » Et depuis sept ans que François et Loran tournent ensemble, des squats de la rue des Cascades, dans le vingtième arrondissement, à la Suisse, dont ils reviennent, la fatigue s'est accumulée. « C'était très bien, on s'en est débarrassé à Zurich », dit Loran, l'air content. Suit une digression sur les méthodes comparées du maintien de l'ordre sur les bords de la Limmat et sur ceux de la Seine.

La lassitude est aussi venue au fur et à mesure de la détérioration des rapports avec Bondage, les anciens amis, l'ancienne maison de disques. « Nous avions décidé de partir pour le dernier album, de le produire nous-mêmes. Nous avons voulu récupérer les bandes de nos albums précédents, Bondage n'a pas voulu nous les rendre », explique

Loran. Bondage réplique que sa qualité de producteur des disques du groupe en faisait le propriétaire des bandes.

Du coup, les Bérus font valoir leur qualité d'artistes et réclament des droits d'auteur que jusqu'ici ils avaient ignorés. Comme les deux parties s'étaient passées de contrat écrit, il a fallu aller devant les tribunaux. Pour Marsu, de Bondage, « c'est triste d'avoir recours à la justice quand on a les positions politiques des Bérus ». Pour Loran, « c'était ça ou leur taper dessus ». La tribunaux de grande instance de Paris rendra son jugement le 27 octobre.

Tout cela n'a pas empêché la sortie de Souvent fauchés, toujours marqués, leur dernier album, un disque brûlant — souvent strident, toujours violent — mais aussi plus recherché, plus réfléchi que les précédents. Figure emblématique d'un mouvement, les Bérus sont frôlés par l'aile du show-biz au moment de leur disparition. Ils passent à la télévision, et leurs mésaventures chez Christophe Duchavannes, où ils se sont laissés enfermer dans un débat imbécile sur la nocivité du rock, ne les empêchent pas de se déclarer partants pour de nouvelles émissions. Ce n'est qu'une des innombrables contradictions secondaires que le groupe doit assumer.

La contradiction principale — comment vendre des dizaines de milliers de disques, brasser des millions de francs et rester un militant intègre (qualité que personne, pas même les plus durs du mouvement, ne leur dénie) ? — sera résolue dans un ultime accord de guitare, le 11 novembre prochain, jour des anciens combattants.

T. S.

► A l'Olympia, les 9, 10, 11 novembre. Disque Souvent fauchés, toujours marqués, distribution New Rose.

MAX LINDER PANORAMA/GAUMONT
AMBASSADE/GAUMONT PARNASSE
GAUMONT LES HALLES/RACINE ODEON

MYSTERY
TRAIN
UN FILM ECRIT ET MIS EN SCENE PAR
JIM JARMUSCH

CANNES 1989
PRIX DE LA MEILLEURE
CONTRIBUTION ARTISTIQUE

ON NE FERA JAMAIS
ASSEZ DE PLACE A L'IMAGE

POSSIBILITE DE RESERVATION SUR 36.15 LIBE
Tél. Paris

ereteil
FEMME-SABLE
DU 1972-1973
LISSETTE MALUDON
CHANTE
AMOUTOUJOU
MISE EN SCENE
PHILIPPE ADRIEN

Théâtre de la Bastille
COUP DE SANG
DERIC DIDRY, SOPHIE MERIEM,
GILBERT ROUVIERE
AVEC ANTOINETTE BASLER, ERIC DOVE,
CAROLINE PARO, PATRICK PINRAU,
ELISABETH VIDAL, JEAN-CLAUDE VOGEL
DU 6 AU 29 OCTOBRE A 19H30
DIM. A 15H30 RELACHE LUNDI
76, R. DE LA ROQUETTE 75011 PARIS
TEL. 43 57 42 14

CULTURE

MUSIQUES

Les adieux de Sheila

L'ancienne « petite fille de Français moyen »
remue ses souvenirs à l'Olympia

Sur une toile de fond symbolisant la période des yé-yé et avec un accompagnement musical typique de la même époque, Sheila attaque son spectacle de l'Olympia par un voyage à travers les années 60. C'était le temps où, guidée par son producteur Claude Carrère, qui utilisait pour la première fois dans le show-biz les ressources du marketing et les techniques publicitaires, Sheila, pleine d'innocence et de fougue, illustrait la « petite fille de Français moyen » et reflétait les petites joies et les petites tristesses d'un public de jeunes au cœur de minuit.

Vingt-cinq ans plus tard, c'est le noyau le plus fidèle de ce public qui se retrouve à l'Olympia, ramenant ses souvenirs, rythmant des mains les chansons industrielles de l'époque, dont le but, déjà, était de vendre, et le moteur, le profit maximal : Vous les copains, c'est toi que j'aime, Ma première surprise-partie, Bang-Bang. Sheila elle-même prend plaisir à cette évocation de « tubes » qui, à l'époque, s'enchânaient les uns après les autres. Il est vrai qu'elle révisait alors de monter sur scène, de voir une salle debout après un spectacle, et qu'à ce désir, dix fois exprimé, on lui répondait : « Tu ne tiendras pas le coup », de crainte que le

bel édifice commercial échauffé autour de l'interprète ne s'écroule.

Vingt-trois ans après ses débuts, Sheila, devenue libre, avait eu l'occasion de produire un premier spectacle au Zénith. Le lieu ne correspondait pas au public qu'elle pouvait encore espérer, et deux ans de silence ont suivi cette tentative. Dans le cadre plus intime de l'Olympia, là où tous les chanteurs de sa génération ont débuté, Sheila fait aujourd'hui ses adieux.

Si elle avait réalisé l'aventure de scène qu'elle était en droit d'attendre, elle aurait été aujourd'hui une sorte d'André Vershuren en jupon. La rupture avec son producteur-Pygmalion et son envie de continuer à chanter l'ont conduite vers des chansons, qui lui ressemblent sans doute, mais dont l'impact est faible. Elle les chante avec un ralentisseur en deuxième partie, et le public de vieux fans continue à lui faire fête comme si de rien n'était.

En début de programme, un nouvel imitateur, Christian Briand, avec des textes courts et caustiques, un vrai tempérament.

CLAUDE FLÉOUTER

► Olympia, 20 h 30, jusqu'au 18 octobre.

CINÉMA

Autobiographies sur écran

« Les baisers de secours », de Philippe Garrel, « Zanzibar », de Christine Pascal
« Histoires d'Amérique » de Chantal Akerman : trois films d'auteur qui racontent la vie de leurs auteurs

Effet du hasard ou retombées, chez les distributeurs, de la crainte du rouleau-compresseur *Batman*, trois films français d'auteurs, à petits budgets, sortent en même temps comme si l'on voulait rappeler que ce cinéma-là existe encore et que sa « différence » est une curiosité. Trois films qui, d'une certaine manière, posent des questions sur le cinéma et sa survie, qui pourraient avoir été réalisés dans les années 70, quand la post-nouvelle vague occupait un créneau alors bien défendu. Ce sont : *Les Baisers de secours*, de Philippe Garrel, *Zanzibar*, de Christine Pascal et *Histoires d'Amérique*, de Chantal Akerman.

Avec *L'Enfant secret* et *Liberté la nuit*, Philippe Garrel était sorti de l'« underground » où s'était prolongée son adolescence. Ce n'est pas qu'il y revienne. Mais le démon familier de l'autobiographie le reprend. Sous le son de Mathieu, Philippe Garrel est un cinéaste-auteur préparant un film sur sa propre histoire. Il veut faire jouer le personnage de Jeanne, sa femme (Brigitte Sy déjà dans *Liberté la nuit*), par une actrice, Minouchette, c'est-à-dire Anémone, à laquelle il avait consacré un essai en 1966. Maurice Garrel, père de Philippe, joue dans *Les Baisers de secours* le rôle de père et le petit Louis Garrel se trouve, là, entre son père et son grand-père. Pourquoi pas ?

Le fil conducteur du film est le ressentiment de Jeanne. Elle se sent trahie. Elle veut des explications. Mathieu est incapable d'en donner, le processus de la création ne s'explique pas. Philippe Garrel, qui ressemble maintenant à Jack Palance jeune (c'est un compliment), ne débat donc entre l'incompréhension de la femme meurtrie, la schizophrénie toujours recommencée, même après que Jeanne est partie, l'affection de son père et de son petit garçon, qui voudraient voir se ressouder le couple.

Au contraire de Maurice Pialat, Philippe Garrel étouffe les crises, refuse l'hystérie et la colère. Il préfère filmer, dans un noir et blanc superbe, austère et, à tout prendre, fascinant, le cheminement d'une obsession qui va, progressivement, se déconstruire. Il cultive la beauté de l'image à la manière du cinéma muet et nous dit ici, comme dans *Elle a passé tant d'heures sous les singes*, dédié à Jean Eustache et qui était plutôt une idée de film qu'un film : « Le cinéma abîme la vie ».

La scène de ménage envahit, d'une façon frénétique, le *Zanzibar*, de Christine Pascal (présenté à la section Perspectives), qui, par-dessus la parenthèse « commerciale » de *La Garce* (1984), renoue avec *Félicité*, son premier film d'auteur (1978). Scène de ménage

à trois : Vito Catene, producteur risqué-tout (André Marcon), Camille Dor (Fabienne Babe), actrice célèbre, accrochée à la drogue, dont il tombe amoureux, et qu'il veut pour comédienne du film – sans scénario – que doit tourner pour lui, Maréchal, génie bouillonnant, provocant, faiseur d'embrouilles, sorte de Godard mâtiné de Pialat et que Francis Girod arrache, heureusement, à la caricature un peu facile.

Violence et impudeur

Il va tirer de Camille, par la force, la torture morale, l'insulte au besoin, le meilleur de ce qu'elle peut donner. Du même coup, il l'envoie à Vito Catene. Scène de ménage, donc – le terme est prononcé – mais aussi histoire de la préparation difficile d'un film d'auteur, Christine Pascal s'y lance à corps perdu comme on se venge, crachant le morceau sur les histoires de financement, les rapports tardifs à l'intérieur de la profession. Elle prétend qu'on ne parle pas assez d'argent, à propos des problèmes de création. Or, pendant presque la moitié du film, il n'est question que de cela, et l'on préfère l'alchimie à laquelle se livre le réalisateur sur la marionnette dont il fait une actrice. Le plus original, dans cette alchimie étant l'utilisa-

tion de la vidéo. En définitive, c'est André Marcon, remarquable acteur de théâtre, qui se trouve, ici, vampirisé. *Zanzibar* est à la fois un film de revendication violente et impudique quant au statut d'auteur et, comme jadis *Félicité*, mais d'une façon plus contrôlée et sans que Christine Pascal, actrice, s'y soit engagée, une étonnante peinture du masochisme féminin.

Chantal Akerman ne revendique rien. Elle affirme. Elle est très attachée à son identité juive et à New-York. Au début, New-York surgit de la brume, illuminée, comme un vaisseau fantôme, tandis que l'on entend des chuchotements en russe, en polonais, en yiddish. C'est très beau. Vient alors les « histoires de New-York », dans lesquelles la culture et l'identité juives sont transmises – drame, tragédie, humour, réalité et fiction mêlées – par la parole. Des comédiens du théâtre juif de New-York jouent, ostensiblement, les contours, selon une théâtralité encastrée, en quelques sorte, dans des décors naturels. En poussant à fond ses interprètes, Chantal Akerman ne fait que dévoiler son propre exhibitionnisme, et c'est gênant. Mais l'exhibitionnisme n'est-il pas dans la nature même du cinéma d'auteur, en France ? Pas forcément. Voyez *Tolérance*...

JACQUES SICLER

NOTES

La « récréation »
d'« Exposante
fixe »,
de Boulez, annulée
au Festival
d'automne

La création d'une nouvelle version d'*Exposante fixe*, de Pierre Boulez, qui devait ouvrir samedi 7 octobre, au Châtelet, le programme musical du Festival d'automne, est annulée : la mise en œuvre du programme de la 4X n'est pas apparue satisfaisante au compositeur, durant les répétitions

du week-end avec les musiciens de l'Inter-Contemporain. Le programme comprendra finalement quatre œuvres de Boulez : *Eclats*, *Multiplies*, *Dialogue de l'ombre double*, *Dérive* (œuvre pour petite formation, écrite en 1984) et *Mémoriale* (l'une des versions successives d'*Exposante fixe* datée de 1985).

Vol d'un Renoir
à Bruxelles

Un tableau d'Auguste Renoir représentant une femme nue de dos, a été dérobé mercredi 4 octobre au Musée d'art moderne de Bruxelles. Dès la découverte du vol, la police a procédé sans

succès à la fouille des deux cents visiteurs présents, avant d'entreprendre des recherches dans le musée.

La mort
de Josine Comellas

La comédienne Josine Comellas, qui a passé une grande partie de sa carrière dans les théâtres de la décentralisation et a notamment participé à la création du Théâtre de Bourgogne avec Jacques Fournier et à la fondation des « Violences », de Georges Schéhadé, est morte à Paris d'un cancer, à 41 ans, après avoir souffert 5 ans. Elle était âgée de soixante ans.

Les Entretiens
du Patrimoine

Les seconds Entretiens du Patrimoine se dérouleront à Amiens du 19 au 21 octobre à la direction régionale des affaires culturelles de Picardie. Les journées de travail seront consacrées à l'architecture et aux décors peints. La réflexion sera organisée à partir d'une approche historique et scientifique en distinguant le Moyen Âge, l'époque classique et les dix-neuvième et vingtième siècles.

Deux festivals
du cinéma
méditerranéen

La cinquième édition du Festival de Bastia, consacré aux dernières productions des pays de la Méditerranée, aura lieu du 21 au 28 octobre 1989. La compétition verra la projection de films tels les *Enfants du désordre*, de Yannick Bellon, pour la France, ou de la *Rose des sables*, de Rachid Benach, pour l'Algérie. Parallèlement, une section information permettra de découvrir des œuvres de pays riverains comme l'Albanie ou Israël. Une rétrospective du cinéma yougoslave et un hommage à Giulietta Masina accompagneront ce programme. Un autre Festival du cinéma méditerranéen se tiendra à Montpellier du 27 octobre au 5 novembre. Une douzaine de films seront en compétition. Le film primé se verra remettre un montant de 50 000 F afin de promouvoir sa distribution dans les salles françaises.

PRÉCISION. — Une erreur de transcription dans le deuxième paragraphe de l'article intitulé « Dépôt de bilan de la Maison de la culture de La Rochelle » (*Le Monde* du 8 octobre) pourrait faire croire que cette décision est intervenue à la demande du directeur de l'établissement alors qu'elle est de la seule responsabilité des élus du conseil d'administration de la maison de la culture.

BRUEL

Perceptions d'Afrique

Exposition à la Recette des finances d'Épernay du 3 au 31 octobre 1989
12, Place Hugues-Plomb
51200 ÉPERNAY
Tél. : 26-55-35-25.
FRAC Champagne-Ardenne : 26-47-64-50.

THÉÂTRE HÉBERTOT 43 87 23 23
MARIA CASARES



La vie que je t'ai donnée
PIRANDELLO

PETIT MARIGNY
à partir du dimanche 15

JEAN PIAT
de Sacha
... à Guitry

Mise en scène : Jacques Mauclair
Loc. : 42-25-20-74

T H É A T R E

MOGADOR

TANGO ARGENTINO

UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HECTOR OREZZOLI

RADIO **NOSTALGIE** 106.1 FM

LOCATION : 48 78 75 00

DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

Télérama

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(co-production)

présentent
L'ENSEMBLE MOSAIQUES
Direction Christophe Coin

JOSEPH HAYDN
Symphonie n° 82 en ut majeur « L'Ours »
Concerto pour violon et orchestre en ut majeur
SOLISTE : ERICH HOBARTH
Symphonie n° 83 en sol mineur « La Poule »

LUNDI 9 OCTOBRE 1989, 20H30
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

RESERVATIONS
47.26.38.37 (DE 14H00 À 18H00)

(Publicité)



« Je ne paye pas des gens pour s'ennuyer à faire des films. C'est trop cher le cinéma. »

Zanzibar, le film de Christine Pascal, le mercredi 4 octobre.

مكتبة أمينة الأصل

Le Monde

FIAC • PARIS • 1989



LES GALERIES D'ART CONTEMPORAIN AU GRAND PALAIS

Faites votre marché

Le 6 octobre au soir, des milliers de personnes vont s'écraser sous la verrière du Grand Palais, comme à chaque vernissage de la FIAC, la Foire internationale d'art contemporain (1). Cette année, pour sa seizième édition, celle-ci s'agrandit de 3 000 mètres carrés en investissant les mezzanines qui surplombent la grande nef. Ce qui permet à une vingtaine de galeries supplémentaires d'exposer. On en attend un afflux de sang neuf. Il en faut pour rajeunir une manifestation qui a ses habitudes et pourrait bien se scléroser si on n'y prenait garde.

Mais le renouvellement de la FIAC, voulu et recherché par ses organisateurs — un groupe de galeries, — passe aussi par son ouverture systématique sur l'Europe. Cette politique a été entreprise timidement d'abord, il y a trois ans. Des galeries danoises, puis

espagnoles ont été invitées à se présenter. Cette fois — une sculpture de Penck installée sur le parvis du Grand Palais signale l'événement, — c'est l'Allemagne fédérale qui est à l'honneur : vingt-trois galeries d'outre-Rhin seront là. Cette présence massive permettra aux visiteurs de découvrir ou de retrouver, dans beaucoup de stands, les grands noms de l'art allemand contemporain : Beuys, Baselitz, Kiefer, Lüpertz, Richter, mais aussi d'autres vedettes internationales d'habitude confinées dans quatre ou cinq galeries.

Ainsi la FIAC 89 reflètera-t-elle sinon les dernières tendances de la création, du moins celles du marché. Un marché qui, ces dernières années, s'emballe. Plusieurs galeries ouest-allemandes participant à la foire,

et qui ont bien voulu répondre à nos questions, en font le constat. Cette fébrilité, qui, d'ailleurs, les réjouit, aura probablement ses retombées sur le volume des affaires traitées au Grand Palais (estimé à 200 millions de francs l'an dernier). Car la FIAC, exposition monstre ouverte au grand public (132 000 entrées en 1988), est aussi, comme son nom l'indique, un marché important.

GENEVIÈVE BREERETTE
EMMANUEL DE ROUX

(1) Le vernissage, cette année, est organisé au profit de la Fondation France Liberté (100 F par entrée).
★ FIAC, Grand Palais, avenue Winston-Churchill. De 12 heures à 19 h 30. Le samedi et le dimanche de 10 heures à 19 h 30. Naissances le 12 octobre jusqu'à 23 heures. Du 7 au 15 octobre. Prix d'entrée : 45 F, catalogue : 180 F.

Euphorie sur le marché



Andy Warhol, le peintre par excellence de la société de consommation, « rend hommage » au dollar. Une provocation de plus (1981).

Place à l'Allemagne fédérale



Cette sculpture de Penck, placée devant le Grand Palais, signale la présence de l'Allemagne fédérale à la FIAC.

Histoires des années 80



Fontain de la Galerie de Paris, qui l'expose seul sur son stand, Richard Raquin est un excellent bricoleur d'objets récupérés, avec lesquels il raconte des histoires.

FIAC PARIS 1989

SEPT CENTS ARTISTES DU MONDE ENTIER

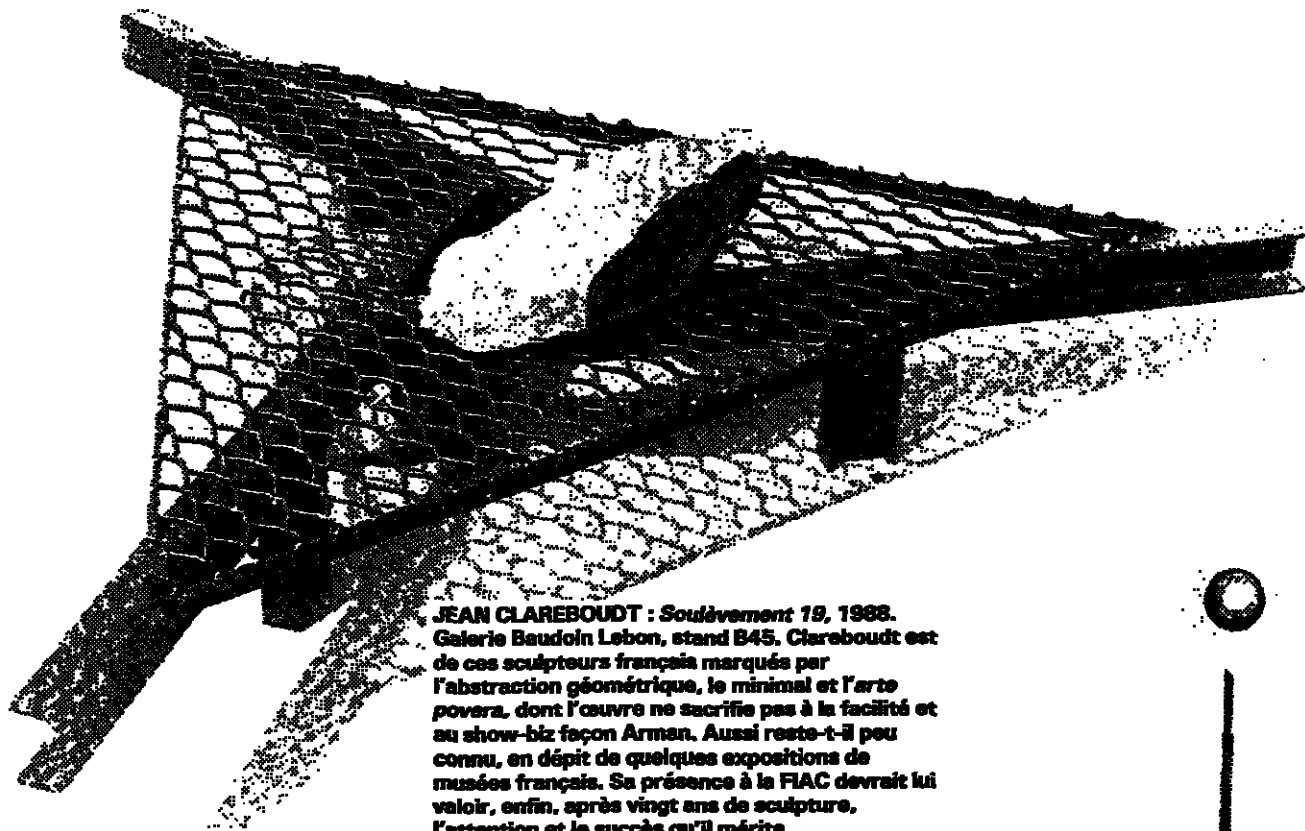
L'amour de l'art,

La FIAC réunit, sur 15 000 mètres carrés, cent cinquante-six galeries ; quatre-vingts sont françaises et soixante-seize étrangères. Il y aura plus de sept cents artistes au catalogue et plusieurs milliers d'œuvres dans les stands.

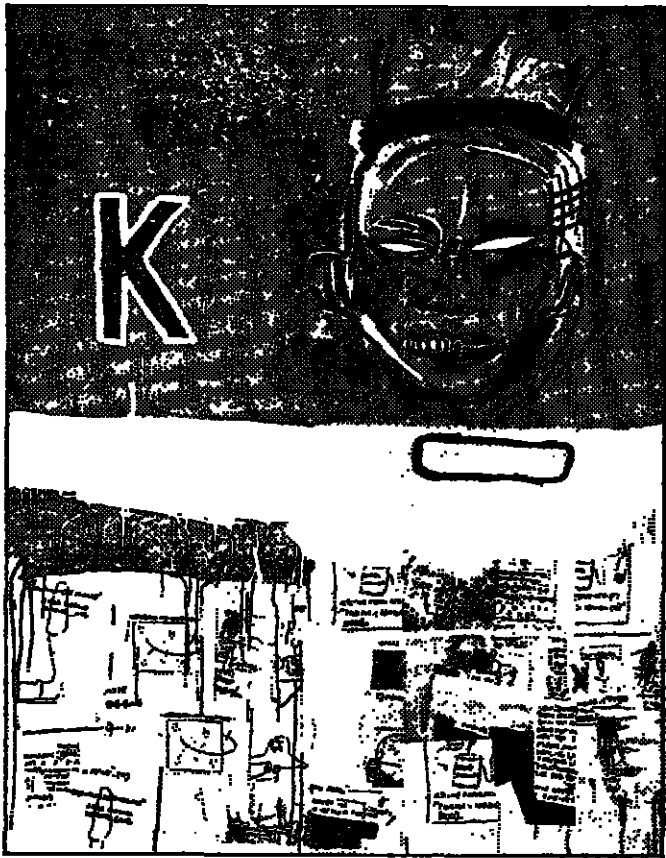
Visiter la foire de fond en comble n'est donc pas une mince affaire. Il faut prendre son temps, flâner, fouiner, fouiller, car ce qui se voit d'abord n'est pas toujours ce qu'il y a de meilleur. Le flâneur devra se méfier des réputations, car les peintres les plus célèbres ne sont parfois représentés que par des œuvres mineures. Il devra se méfier des cotes, car le jeu du marché a ses règles, mystérieuses, imprévisibles, et les plus avertis peuvent s'y casser les dents. Il est à la fois de vraies passions et des spéculations éhontées.

Parmi les quelques œuvres présentées ici, il en est justement qui sont objets à la fois de passion et de spéculation. Et il en est d'autres que l'on aime bien, tout simplement.

G. B. et Ph. D.



JEAN CLAREBOUDT : *Soulèvement 19*, 1988. Galerie Benoît Lelon, stand B45. Clareboudt est de ces sculpteurs français marqués par l'abstraction géométrique, le minimal et l'arte povera, dont l'œuvre ne sacrifie pas à la facilité et au show-biz façon Arman. Aussi reste-t-il peu connu, en dépit de quelques expositions de musées français. Sa présence à la FIAC devrait lui valoir, enfin, après vingt ans de sculpture, l'attention et le succès qu'il mérite.

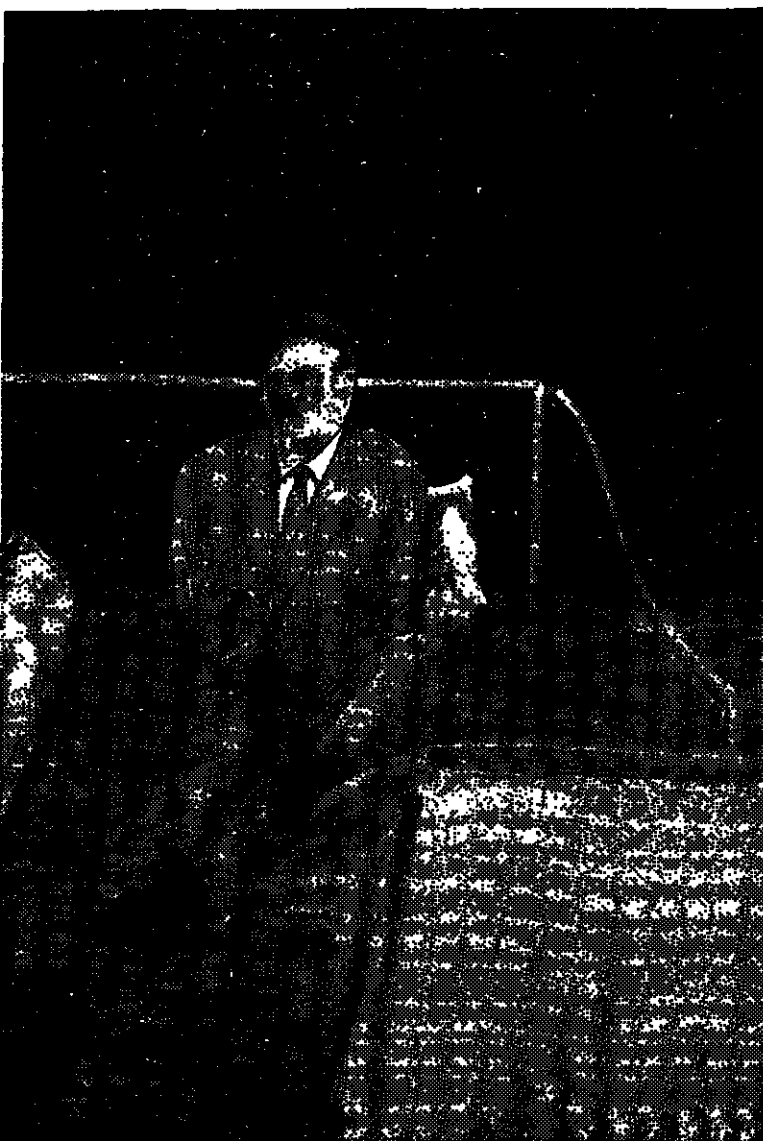


JEAN-MICHEL BASQUIAT : *Untitled*, 1984. Galerie Jacques Bailly, stand 40. Jusqu'à l'an dernier, Basquiat était l'un des meilleurs jeunes peintres new-yorkais du neo-pop. Sa mort, à moins de trente ans, l'a changé en star météorique, et ses œuvres, mixtes d'huile, de photocopies et de collages, sont devenues des valeurs-refuges du marché. Résultat : Basquiat est l'un des artistes les mieux représentés à la FIAC, étant « défendu » — c'est-à-dire vendu — aussi bien par des galeries dites d'avant-garde que par des marchands parfaitement éclectiques. X... à Paris, achète à T... ou Y... également à Paris, qui se fournissent chez B... en Suisse ou chez C... S... ou Z... à New-York. A chaque transaction, la cote est envolée à la dizaine de milliers de dollars supérieures. Ou à la centaine. C'est selon le format et la complexité de l'exécution.

FRANCIS BACON : *Study for figure 1*, 1953. Galerie Jan Krugier, stand B8.

L'homme est en costume, sur un lit ou une banquette. On ne sait s'il a mal ou peur, ou les deux à la fois. C'est peut-être un portrait, ou bien une scène de psychanalyse. Il y a des tiges métalliques autour du divan, qui suggèrent une cage, et une sorte de traversin à peine visible à gauche. L'étude est inachevée, fussement inachevée sans doute comme nombre des études et esquisses de Bacon, d'un style plus gestuel que ses toiles « finies ».

Faut-il rappeler que Francis Bacon est l'un des peintres majeurs de la seconde moitié du vingtième siècle, l'un des plus recherchés des collectionneurs, l'un des plus chers aussi ?



TAKIS : *Signal*, 1983. Galerie JGM, stand 29. Une vrille, un spot : Takis n'a pas vraiment besoin de matériel ultra-sophistiqué pour se signaler par des créations qui tiennent bon la route. Sans doute parce que ses coups de sonde dans l'espace visuel et sonore relèvent bien moins de la froideur technologique que d'humaines vibrations. Il n'empêche que ce n'est pas un sculpteur à la mode.

Anne Madden
21 IX - 28 X
JEANNE-BUCHER
53 rue de Seine 75006 Paris
FIAC
Fred Deux
Lechner
Poli
Ceccarelli

GALERIE JACQUES BAILLY

André Masson

26 septembre - 12 novembre

38, AVENUE MATHIGNON, 75008 PARIS - TEL.: (1) 43.59.09.18 - FAX (1) 45.63.56.71

ART RUSSE
GALERIE ALEXANDRE
73, rue de Seine, Paris 6^e - Tél.: 43 26 53 22
11 octobre - 10 novembre
MAXIME VARDANIAN
Vernissage Mardi 10 octobre



GOURO ou GRESO
Masque à visage humain
Haut : 43 cm
(collection du Gouverneur
Georges Thiam)

ADER PICARD TAJAN

COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIES
12, RUE FAVART, 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 61 80 07
Télécopie : (1) 42.60.79.09 - Télex : 212565 F

Drouot-Montaigne
15, avenue Montaigne, 75008 Paris

IMPORTANTES SCULPTURES
D'AFRIQUE ET OCEANIE

Lundi 16 octobre à 20 heures

Expert : M. Montbarbon

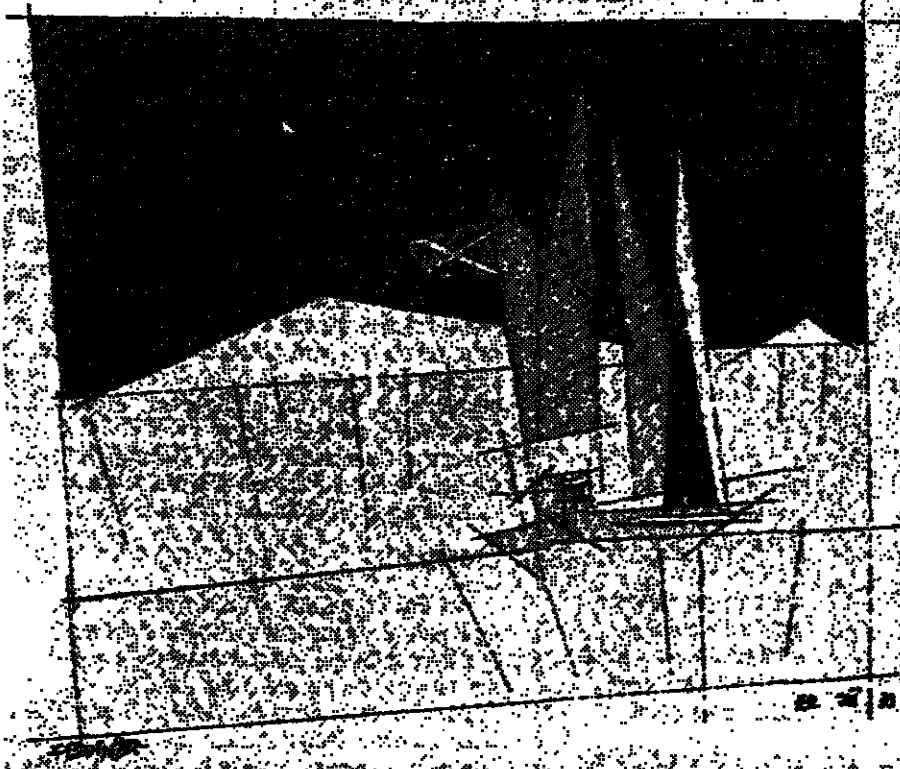
Expositions publiques
à Drouot-Montaigne
Samedi 14 octobre de 11 à 18 heures
et lundi 16 octobre de 11 à 16 heures

مسلة امينة الاصل

FIAC PARIS 1989

RÉUNIS AU GRAND PALAIS

l'art d'acheter

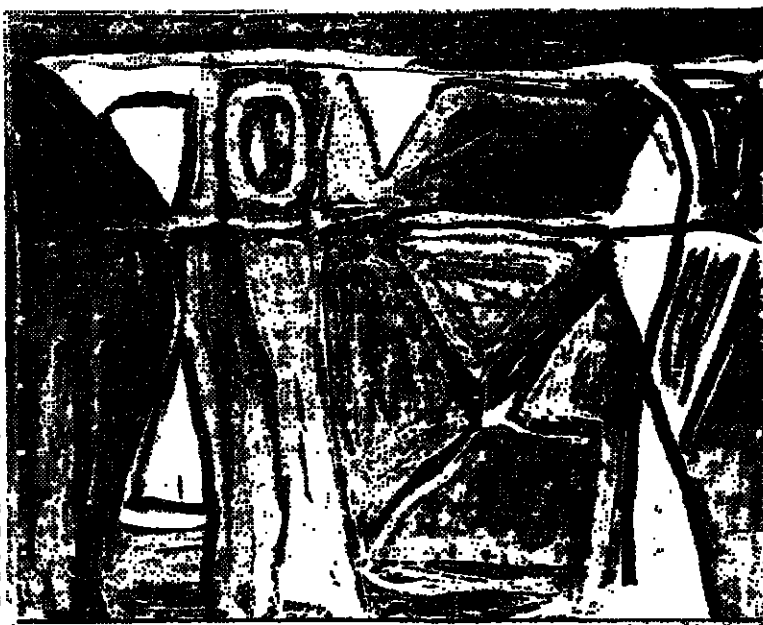


ANTONIO SEGÚI : La Tour de la Défense, 1981. Galerie Michel Delorme, stand A80. Seguí, qui est né en Argentine et travaille à Paris depuis les années 80, appartient à l'espace, rare et menacé, des peintres qui, comme Tatiouk et Arroyo, ne croient ni indigne ni inutile de faire des tableaux avec ce qu'ils voient et vivent. Comme le spectacle du monde marque souvent de sérénité et de beauté, les toiles de Seguí se distinguent par leur acidité et leur ironie, qu'aucune lourdeur expressionniste ne gêne. Cette toile-ci a pour sujet les « grands chantiers » de Paris. Les architectes apprécieront.



LUCIO FONTANA : Concetto spaziale, natura, 1959-1960. Galerie Karsten Greve, stand C36. Le coup de couteau aisé du peintre, sa signature un peu prompt, son goût de la divulgation de son « concept spatial » — par jeu plus que par esprit mercantile — font qu'il y a du Fontana à vendre dans beaucoup de foires de l'art européennes, dont la FIAC de cette année. Où il est un des artistes les plus annoncés aux cimaises ou dans les arrière-boutiques, certaines galeries allemandes venant en renfort des galeries italiennes pour le proposer. Ses sculptures y sont cependant plus rares que ses peintures.

LYONEL FEININGER : Sailing-boat on green waters with distant islands, 1933. Galerie Marwan Hoss, stand B11. Après un passage à Paris, où il eut la « révélation » du cubisme, Feininger se mêla, en Allemagne, aux peintres d'avant-garde, dont il partagea le sort d'« artistes dégénérés ». Ce qui l'incita à retourner à New-York, sa ville natale. On connaît mal, en France, cet artiste raffiné, dont Marwan Hoss a la bonne idée de présenter trente-quatre dessins et aquarelles de 1894 à 1955.



BRAM VAN VELDE : Sans titre, 1977. Galerie Artcurial, stand B7. En avant goût de la rétrospective qui va s'ouvrir au musée national d'art moderne, Artcurial propose un « one man show » Bram Van Velde. L'actualité des musées se répercute toujours plus ou moins sur les contenus des foires, fournissant l'occasion de vérifier les prix des artistes en vedette dans les institutions culturelles.



TETSUMI KUDO : Meditation in the endstape of Future-Past, 1979. Galerie du Génie, stand 27. Avec violence, avec fureur, Tetsumi Kudo prend des débris mécaniques, végétaux, animaux et les assemble en reliquaires dérisoires du monde contemporain et de ses croyances. A ce Japonais qui avait dix ans l'année d'Hiroshima, le malsain, le morbide, l'insupportable, sont choses familières. Il a fait de la répulsion le ressort de ses travaux, happenings et sculptures.



ADER PICARD TAJAN

COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIÉS
12, RUE FAVART, 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 61 80 07
Télécopie : (1) 42 60 79 09 - Télex : 212565 F

Drouot-Montaigne

15, avenue Montaigne, 75008 Paris

**IMPORTANTES TABLEAUX
MODERNES ET CONTEMPORAINS**

**Samedi 18 et mercredi 22 novembre
à 20 heures**

Experts : MM. Pacitti et de Louvencourt,
M. Maréchaux, Mme M.-A. Prat

Expositions publiques à Drouot-Montaigne
les 17, 18, 21 et 22 novembre

ATLAN (Jean-Michel)
« Livre des Rues » 1959
Table signée, dactylo
et carte 146/89

Veuillez contacter
Thierry Picard
au (1) 42 61 80 07, poste 428

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

Première présentation en France

VANTONGERLOO

Peintures - Sculptures

FIAC 89 - STAND B 56 - C 61

GALERIE CLAUDE BERNARD

7 - 9, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris

Tél. : (1) 43 26 97 07

GENEVIEVE ASSE

Peintures récentes

du 27 septembre au 10 novembre



LOÏC BONNEFONT

Peintre de l'imaginaire

12 oct. 12 nov.

GALERIE REC

7, rue Charlemagne

75004 Paris

Tél. : (1) 42 77 33 63

FIAC PARIS 1989

UNE ENQUÊTE AUPRÈS

Fougue, euphorie,

Trajectoire ascendante

DEPUIS dix ans l'art allemand contemporain n'a cessé d'affirmer sa présence sur la scène internationale. Après avoir mijoté en vase clos pendant deux décennies. Après n'avoir promu, dans les années 70, qu'une poignée d'artistes, dont Beuys, et cela malgré la Doku-menta, la grande exposition internationale de Kassel.

Le couvercle a sauté d'autant plus violemment au début des années 80. 1989 est l'année où les visiteurs de la Biennale de Venise découvraient, quelque peu estomaqués, les sculptures taillées à la hache de Baselitz et la peinture de Kiefer. L'année suivante, à Cologne, avait lieu une grande exposition d'art du vingtième siècle intitulée « West-kunst ». Elle ne manquait pas de présenter les artistes allemands contemporains, poulains de quelques galeries, dans la foulée d'un parcours historique assez perfide, qui établissait volontiers des ponts entre les expressionnistes. A Paris, cette même année 1981, l'ARC présentait une exposition « Art Allemagne aujourd'hui », qui débroussaillait très bien le terrain pour le public français.

C'est dans le même temps que, face à la nouvelle peinture allemande, l'Italie s'inventait une transavantgarde, et la France, une figuration libre, qui ne faisait évidemment pas le poids. Les Anglais commençaient à faire connaître la force de leur nouvelle école de sculpture, après avoir envoyé Flanagan au front.

Les Belges et les Hollandais se réveillaient aussi. Puis ce fut au tour de l'Espagne de hisser les couleurs, juste avant que la glasnost n'entraîne un déferlement d'artistes soviétiques sur l'Europe occidentale.

Dans les années 80, chaque pays d'Europe, chacun à son échelle, a cherché à faire légitimer ses



Beuys par Warhol, 1980. Les deux monstres sacrés de l'art contemporain sont morts à un an d'intervalle, en 1986 et 1987. Leur cote est au plus haut.

artistes. Expositions et foires n'ont cessé de se succéder, dans lesquelles des artistes allemands ont tout de suite été présents en force et ont connu le succès.

On peut analyser la spectaculaire remontée de l'art allemand contemporain de bien des façons : y voir, par exemple, un effet du regain d'intérêt (un peu retombé aujourd'hui) pour la peinture de tableaux chargés de contenus symboliques, déchirés et propres à exprimer le désarroi de l'époque au point même d'évoquer New-York, où les artistes allemands ont été les premiers Européens à être à nouveau admis sur les cimaises des galeries et des musées. On peut attribuer le succès des artistes allemands à leur seul mérite et à la seule puissance de leur création. On peut penser aussi que, sans les phénomènes violents de mode, sans la

puissance économique du pays, sans de très solides liens entre le marché et certaines institutions culturelles, ce succès ne serait pas si grand.

Cette année, vingt-trois galeries allemandes sont les invitées de la Foire internationale d'art contemporain (FIAC). Nous avons demandé à leurs directeurs, pour les lecteurs du Monde, comment ils voient, eux, la place de l'Allemagne dans l'art contemporain, quel rôle peut jouer la puissance économique de leur pays dans la diffusion des œuvres de leurs artistes. Nous les avons aussi questionnés sur leurs activités, leurs chiffres d'affaires respectifs, l'évolution du marché depuis dix ans, l'ouverture proche des frontières européennes, les nouveaux collectionneurs. Et enfin, par masochisme, ce qu'ils pensaient de la situation des artistes français.

G. B.

L'ÉCHANTILLON

L'Allemagne des galeries connaît une situation à l'italienne. Les pôles y sont nombreux, et dispersés aux quatre coins du pays. Deux villes se disputent le premier rang : Cologne, forte de sa puissance économique, et Berlin, citée des artistes avant-gardistes. Pour faire écho à cette diversité, notre « échantillon » compte six galeries des bords du Rhin et quatre des rives de la Spree. Dynamiques, mais un peu moins, Düsseldorf, Hambourg, Munich et Francfort n'en sont pas moins des points forts, et chacun d'eux est représenté ici par deux de ses galeries. Seconde caractéristique, la jeunesse des galeries : la plupart ont à peine vingt ans, car les galeries allemandes, aujourd'hui importantes, sont nées entre 1965 et 1973. Certaines sont plus jeunes encore : Heinz Holtmann, à Cologne, et Silvia Menzel, à Berlin ont fondé leurs maisons respectivement en 1979 et 1981.

L'ARGENT

Les uns en parlent, d'autres pas. Il y en a de pudiques qui répondent : « Aucun commentaire », et d'hypocrites qui prétendent ne pas savoir. Ceux qui savent et avouent des chiffres d'affaires s'expriment en millions de marks : 1,5 pour Tobias Hirschmann à Francfort, 2,5 environ pour Georg Nothelfer à Berlin, 5 pour la galerie Thomas à Munich, 19 pour Achenbach à Düsseldorf. Et rien moins que 20 millions de dollars pour Karsten Greve à Cologne, l'un des « poids lourds » du commerce de l'art du vingtième siècle en Europe.

Discrets ou non, tous s'accordent à penser que la conjoncture est brillante, très brillante. « En forte expansion », dit Hans Meyer à Düsseldorf. Heinz Holtmann est plus discret : « Vous comprendrez que je ne puisse vous livrer le montant exact de mon chiffre d'affaires. Mais j'ai une progression annuelle de 20 % à 30 % et en suis très satisfait. »

Tous situent le moment du décollage aux débuts des années 80, et lient ce phénomène à l'apparition d'une nouvelle génération d'artistes. « Développement explosif », affirme Nothelfer, qui travaille essentiellement avec des jeunes. « Enorme » conjoncture, ajoute Tobias Hirschmann qui cite

KRUGIER-DITESHEIM ART CONTEMPORAIN

29-31, GRAND-RUE, 1204 GENÈVE - TÉL. : 41-22-28-57-19

DE PICASSO A LUPERTZ :
1969-1989Nous exposons à la FIAC
Grand-Palais, Parisdu 7 au 15 octobre 1989
stand B 8, tél. 42-56-43-72

Galerie Beaubourg
Cesar
c/o
Arianne & Pierre
Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

MORIS GONTARD

FIAC 89

stand A 1

Tél.: (1) 42 56 43 60

Galerie Erval

16, rue de Seine

75006 Paris

Tél.: (1) 43 54 73 49

Boulakia Contemporain

présente :

RIERA I ARAGO

(sculptures)

7 octobre - 15 novembre

20, rue Bonaparte 75006 Paris

43.26.56.79

PROTÉE

38, rue de Seine Paris 6^e

Tél.: 43 25 21 95

MATHIEU

FIAC 89

1^{er} ETAGE

STAND 15

7 - 15 octobre

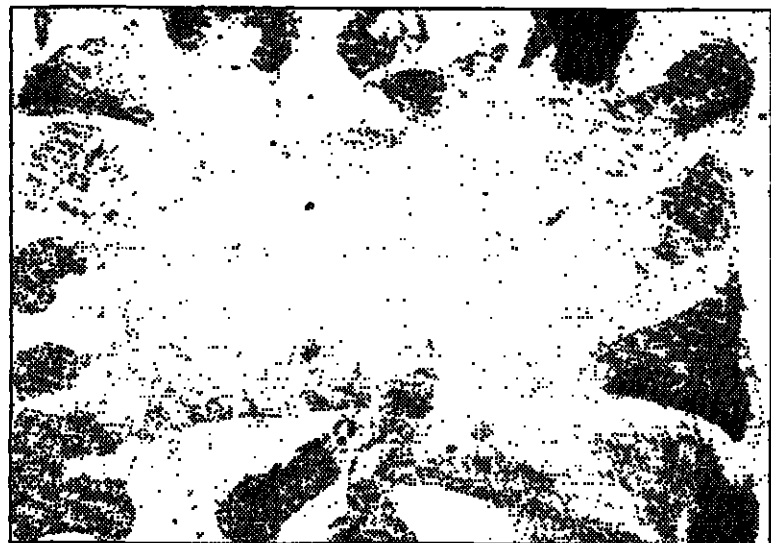
GUY LOUDMER

COMMISSAIRE-PRISEUR S.C.P.

TABLEAUX CONTEMPORAINS

DIMANCHE 8 OCTOBRE 1989

A 11 H ET 14 H - PARIS DROUOT - SALLES 5 & 6



SAM FRANCIS : Sans titre, gouache et aquarelle, signée et datée 1960 (50 x 70 cm.)

Exposition publique samedi 7 octobre 1989 de 11 h à 20 h.

Catalogue sur demande à l'étude 120 F

Me Guy LOUDMER, 18, rue de Provence, 75009 Paris. Tél.: (1) 45 25 15 25 - Téléc. 263 968 F - Téléc. (1) 47 70 10 76

galerie l'œil dense

4, rue Campagne Première

Paris 14^e - T.: 43 20 95 88

GOETZ

29 septembre

31 octobre

FIAC 89

7 au 15 octobre

Stand n° B 2 - Tél.: 43 59 85 17

HYUNSOO CHOI

OLIVIER DEBRÉ

LARS ENGLUND

RAYMONDE GODIN

GALERIE LEIF STÅHLE

COUR DE LA PÊCHE

37, RUE DE CHARONNE,

75011 PARIS

Tél.: (1) 48 07 24 78

Rétrospective

MAN COLLOT (1903-1962)

13 septembre - 3 novembre - (fermé samedi et dimanche)

Galerie Charles et André Bailly

25, quai voltaire, 75007 Paris - 42 60 36 47

GALERIE SAMY KINGE

54, rue de Verneuil 75007 Paris - Tél.: (1) 42 61 19 07

MARTIN BRADLEY

FIAC 89 - STAND B 68 - TEL.: (1) 43 59 85 28

K U D O

nouvelle écologie

FIAC 89 - stand 27

7 - 15 octobre

&

24 octobre

10 novembre

galerie du génie

23, rue de la Harpe 75001 Paris - Tél.: (1) 48 06 02 93

L'ENFER DU DÉCOR

ou CENT CARRÉS

POUR SORTIR DU PUTS

Dessins et musique

de Laura Brunon

Exposition et audition

les 13 et 14 octobre

de 11 heures à 18 heures

8, passage Pénal

75018 Paris

FIAC PARIS 1989

DES GALERIES ALLEMANDES

affolement des années 80

parmi les stars, les siennes évidemment : Baselitz, Castelli, Lüpertz, Middendorf, Salomé. Et tous ajoutent le nom de Boys, dieu tutélaire (et placement financier) de l'Allemagne contemporaine.

Ce chant de gloire n'empêche pas certains d'avouer à demi-mot - craignent-ils d'être dénoncés pour défaitisme ou pessimisme ? - qu'à leurs yeux tout va trop vite et trop loin. « Un peu trop fougueux depuis deux ans », note Thomas Levy à Hambourg. « Nerveux », dit-on chez Werner (Cologne). « Le marché est au plus haut alors que l'art est dans sa plus grave crise depuis Manet », répond-on à la galerie Wentzel, à Cologne. Et de poursuivre : « 96 % de tous les artistes n'ont qu'une signification régionale. Le système du show domine les médias, les biennales et ses ventes aux enchères. Plus inquiet encore, comme si l'on sentait venir un krach : « Trop spéculatif, trop trépidant » (galerie Rockemann, Cologne). Sous l'euphorie, l'angoisse ?

LES COLLECTIONNEURS

On les aime, on les aime. On s'en méfie aussi. Et on les poursuit cependant à travers le monde entier. Naïla Kunig, de la galerie Tanit, décrit très complètement le problème : « Il est évident que nous avons gagné de nombreux collectionneurs ces dix dernières années. Il est aussi évident que dans un métier où certains prix de vente se développent de manière exponentielle, vous trouvez parmi nos clients des spéculateurs, de très nombreux marchands opérant sans galeries et certaines entreprises acheteuses ou promotrices de l'art contemporain pour des raisons de prestige doublées de motifs spéculatifs. Cela sert en fin de compte tant les artistes que les marchands, même si les galeries à programme sont parfois désabusées quant aux motifs et à la manière dont ces transactions s'effectuent. » Désabusées ? « Il serait regrettable de penser que le marché va dans un autre sens, comme la spéculation », veut se convaincre Dorothea Keeser (Hambourg). Hans Meyer lui fait écho : « Naturellement, il existe aussi des collectionneurs qui tendent à remplacer les galeries en achetant et en vendant continuellement des œuvres d'art. »

Il y a cependant les optimistes qui déclarent que « dans les dix dernières années s'est formé un

nouveau groupe d'amateurs qui collectionnent de façon très sérieuse des domaines très précis, selon les critères de l'histoire de l'art » (Zwirner, Cologne). Nothelfer ne connaît - ne veut connaître ? - que « des collectionneurs qui savent ce qu'ils veulent, de quoi ils ont besoin et ce qu'ils cherchent ».

Moins d'irréalisme chez Wentzel, à Cologne encore, où l'on croit distinguer « les collectionneurs qui achètent selon la mode du jour et décrochent les tableaux pour acheter le suivant, les collectionneurs plus anciens qui accumulent l'art ancien du point de vue du statut social ou de la spéculation, et enfin le nombre toujours restreint de collectionneurs qui achètent ce qu'ils considèrent comme intéressant ».

D'où viennent-ils ? D'Allemagne, évidemment. Mais encore des États-Unis, du Japon, les deux pays les plus souvent cités, de Suisse, de France, de Corée... Ainsi, chez Zwirner, on reconnaît entretenir « de particulièrement bonnes relations avec la France et les États-Unis (...). Presque la moitié des affaires sont réalisées avec des collectionneurs américains. Les rapports avec le Japon s'effritent lentement, mais de façon de plus en plus solide ». Même souci d'internationaliser le commerce chez Tanit : « Nous travaillons beaucoup avec les pays d'Europe, les États-Unis et un peu le Japon. Nos activités en France se sont développées ces trois dernières années, tant au niveau des expositions de nos artistes chez des collègues ou des institutions qu'au niveau des ventes effectuées aux particuliers et aux musées. »

Les musées, précisément... Ils ne sont guère évoqués, comme si le marché de l'art en Allemagne se construisait et se développait sans leur secours. A cela une raison : c'est que les musées d'art contemporain, en dépit de leur force, comptent moins que les collectionneurs privés. Car le « nouveau collectionneur » est patron ou banquier. « Dans quelques firmes, il y a un très grand engagement pour soutenir des expositions, des achats et des publications », note Dorothea Keeser. Et chez Achenbach, on se réjouit : « En Allemagne, les artistes eux aussi sont soutenus par les entreprises, c'est précisément là que se trouve notre rôle de consultants en art. » Même sentiment chez Holtmann :

« J'ai trouvé ces derniers temps beaucoup de nouveaux collectionneurs, en particulier beaucoup plus jeunes, et également des firmes, des banques. Etc. »

L'ALLEMAGNE

La prospérité allemande a-t-elle sa part dans le succès de l'art allemand contemporain ? La question a paru mal posée, insolente ou indiscrète à bien des correspondants de l'enquête. Les mêmes vantent les mérites du mécénat d'entreprise et affirment, sans souci de se démentir : « Hélas ! l'intérêt de l'économie allemande pour l'art actuel n'est pas encore mûr. Son engagement n'est pas si intensif qu'on puisse parler d'une influence directe » (Menzel, Berlin). D'autres sont péremptores et brefs : « Nein » (Wewerka, Berlin). Même sobriété chez Springer (Berlin encore), Levy à Hambourg, Rockemann à Cologne, Thomas à Munich, Karsten Greve et Michael Werner à Cologne.

Is cosigneraient tous sans peine la réponse plus développée venue de Tanit : « Je pense que le développement économique allemand n'est en aucun point directement lié à l'expansion de l'art. » Étrange manière d'inverser le problème...

Il en est cependant de plus nuancés dans leurs analyses, qui voient dans la prospérité ouest-allemande l'une des chances des artistes d'outre-Rhin. La richesse va « dans le sens du sponsoring », note Dorothea Keeser. Et Achenbach : « La conséquence de la bonne santé économique de l'Allemagne, c'est que les entreprises commencent enfin, à l'instar des entreprises américaines, à acheter des œuvres d'art en grosses quantités (sic). Et c'est bon pour tout le monde. Quant à l'effet que cela peut avoir sur la qualité, il faut attendre pour le mesurer. »

Deux réponses se dégagent de l'ensemble par un point : elles tendent à opposer marché européen et marché américain. Ainsi dit-on chez Wentzel que « la puissance économique de la RFA n'a pratiquement aucune influence sur la diffusion du marché de l'art (parce que) le marché de New-York est le Moloch qui attire tout et qui s'approprie tout ce qui est à vendre dans le gott du jour, de toute provenance. Christie's et Sotheby, avec leurs chiffres d'affaires de 4 milliards de dollars, sont des

géants. Aucun marché européen national n'atteint 10 % de ce chiffre d'affaires. Il faut tout repenser ».

Et repenser en termes d'Europe : c'est là l'enseignement qui transparaît quand Heinz Holtmann affirme qu'il faut lier art allemand, art français et art italien. S'ils sont bons, ils s'imposent au niveau international. Et tous espèrent que l'Europe en finira le plus vite possible avec les frais de douanes et les interminables passages de frontières.

LA FRANCE

Ils y exposent, ils y vendent des œuvres, ils y trouvent, rarement, des artistes. Mais leur jugement n'est guère tendre pour autant, qu'il se réfère au passé récent ou au comportement, très généralement décrit, des « bureaucrates » et autres fonctionnaires de la culture, dont le rôle n'est guère compris outre-Rhin - c'est un euphémisme !

Démonstratif : « Il y a des artistes français remarquables, qui ne sont pratiquement connus que de manière régionale parce que la communication est bloquée bureaucratiquement. Paris reste une province de peu d'importance artistique, tant que les bureaucrates empêchent la circulation. Les artistes français ont un besoin aussi urgent d'un Gorbatchev que ceux de Moscou » (galerie Wentzel, Cologne).

Ironique : « La position des artistes français me paraît assez mal gérée internationalement » (galerie Keeser-Bobbot, Hambourg).

Pis encore : « L'école de Paris et la peinture ont été le tombeau du renouvellement de l'art français à Paris » (galerie Tanit, Munich).

Moins dramatique : « Par bonheur, la vie artistique, mais aussi l'activité des galeries parisiennes est devenue beaucoup plus vivante ces dernières années » (galerie Zwirner, Cologne).

A contre-courant, pour finir : « Nous admirons l'engagement de la France sur le plan de la politique culturelle » (galerie Menzel, Berlin).

Au total, sur dix-sept marchands interrogés, un seul cite un peintre contemporain français avec chaleur : c'est Gérard Garouste, que nomme Rudolf Zwirner.

PHILIPPE DAGEN

PROTEL
14.05.91

MATHIEU

FIAC 89
1^{er} ETAGE
STAND F
7-15 octobre

COLLOT (1903-1907)

MARTIN BRADÉ

GALERIE

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

MARTIN BRADÉ

GALERIE MOSTINI

10, rue de Seine
75006 Paris
Tél.: (1) 43 25 32 15

BRYEN

FIAC 89, STAND N 8
Tél.: (1) 42 25 99 52

E Boulakia FIAC A14

ANDY WARHOL

Grand Palais
45.62.65.16

12 SEPTEMBRE - 28 OCTOBRE

RAYMONDE GODIN

ŒUVRES RÉCENTES

GALERIE LEIF STÄHLE

COUR DELFINE
37, RUE DE CHARONNE, 75011 PARIS - TÉL.: (1) 48 07 24 78

Galerie Clivages

46, rue de l'Université, 75007 Paris - 42 96 69 57

Colette
BRUNSCHWIG

FIAC 89 - Stand A 65. Tél.: 43 59 90 98

IDA BARBARIGO

ŒUVRES SUR PAPIER

GALERIE ATELIER

LAMBERT 62 RUE

LA BOÉTIE 75008

PARIS 45.63.51.52

Vue de haut, Venise est un graffiti croulé sur le plateau des
eaux. Les dessins de BARBARIGO ont la fragilité pathétique de
la ville : un rien les rejeterait au néant dont ils sont issus et
dont ils ont été sauvés. JEAN CLAIR

10 OCTOBRE - 18 NOVEMBRE

Boulakia Rive Droite

ANDRE MASSON

période américaine

5 octobre - 15 novembre
30, rue de Miromesnil 75008 Paris
47.12.55.81

AGENDA : EXPOSITIONS 1990

• Une centaine d'expositions
dans les musées français,
présentées tout au long de
l'année dans un agenda
de bureau.

144 pages au format 23 x 24,5,
entièrement imprimé en couleurs,
lié avec tranchefile et signet.

150 F. EN VENTE EN LIBRAIRIE

GALERIE EOLIA

10, RUE DE SEINE, 75006 PARIS - TEL.: (1) 43 26 36 54

25 SEPTEMBRE - 28 OCTOBRE

I M A I I

PEINTURES RECENTES
1983 - 1989

FIAC 89 - STAND 12 BIS - TEL.: (1) 43 59 85 49

ALBUM 198 PAGES - "LE VENT SE LEVE" - TEXTE DE PIERRE RESTANY

AGENDA

VENDREDI 6 OCTOBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-34)

VENDREDI

Mémoires d'un Muséum (1980, v.o.), de Carmen Toscani de Moreno, 16 h : la Lettre volée, d'Alexandre Astruc, 18 h : Boomerang (1947, v.o.), d'Elia Kazan, 21 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(42-78-37-28)

VENDREDI

Hommage à Anatole Daumen : Paris, la nuit (1966), de Jacques Barillet et Jean Vabre, le Désordre à vingt ans (1966), de Jacques Barillet, 14 h 30 : Eden Miral (1988), de Christine Laurent, le Rendez-vous de minuit (1961), de Roger Lanthier, 17 h 30 : America, America (1984, v.o. a.t.), d'Elia Kazan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(42-28-04-30)

VENDREDI

La Forme d'une ville : Regards : Pascal de launay, de la cour de la cour (1978) de Philippe Bonin et Bertrand Dancormeau, Vingt Pâtes Tourn (1988) de Jérôme Laroche, Court les rues (1988) de Dominique Comtat, 14 h 30 : Signatures : Histoire d'Émile Beaudouin (1989) de Robert Ten-Massena, Jean Prouvé (1989) de Jean-Pierre Sains, 16 h 30 : Faubourg : Feu sur la banlieue (1988) de C. Beaudouin, Notes pour Debussy (1989) de Jean-Pierre Sains, 18 h 30 : Faubourg : Souvenir de barbe (1978) de Jean-Paul Desgoutte, Deux ou trois choses que je sais d'elle (1967) de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

LES SÉANCES SPÉCIALES

L'ARNAQUE (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (42-32-91-68) 21 h.
BARRY LYNDON (Brit. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h 15.
BRIDY (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h.
BLADE RUNNER (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h.
LES BOIS NOIRS (Fr.) : Studio 28, 15 (46-06-36-07) 19 h, 21 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 7 OCTOBRE

« La mythologie grecque et Gustave Moreau », 10 h 30, 14, rue la Rochefoucauld (Arts et mythologie).
« La Grande Arche et le quartier de la Défense », 11 heures et 14 h 30, RER Défense, sortie 1 (M.-C. Lacroix).
« Evolution du Bouddhisme : le Grand Véhicule » et la culture des « Bodhisattvas », 13 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).
« La Marais révolutionnaire », 14 h 30, 37, rue de la Vierge (Sauvegarde du Paris historique).
« La Marais, de la place des Vosges à l'hôtel de Soubise », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).
« Rodin et Camille Claudel », 14 h 30, entrée du Musée Rodin, rue de Varenne (M. Polyer).
« La Nouvelle Athènes », 14 h 30, sortie Saint-Georges (La France et son passé).
« Histoire du Louvre : du donjon de Philippe-Auguste à la Pyramide », 14 h 30, passage Richelieu (Arcus).
« Le nouveau quartier Palatin », 14 h 45, métro Palatin (V. de Langlade).
« Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du Passé).
« Histoire de Louvre : de Philippe-Auguste à nos jours », 16 heures, métro Palais-Royal, sortie face passage Richelieu (Approche de l'Art).

« La Marais sud, de l'hôtel Séguier à l'hôtel de Béthune-Sully », 15 heures, métro Saint-Paul (Lutèce-visites).

MONUMENTS HISTORIQUES

« L'Institut de France dans le Collège des Quatre-Nations », 15 heures, 23, quai Conti.
« Des fêtes de l'hôtel Potoczi à l'élégance de la Chambre de commerce », 15 heures, 27, avenue de Friedland.
« L'hôtel de Fleury, siège de l'École des Ponts et Chaussées », 15 heures, 28, rue des Saint-Pères.

DIMANCHE 8 OCTOBRE

« La Marais. De l'hôtel de Sens à la place des Vosges », 10 h 30 et 14 h 30, sortie métro Pont-Neuf (Art et histoire).
« La Pyramide et l'aménagement du Grand Louvre », 11 heures, métro Tuileries (C.A. Messier).

« Un coin de campagne à Paris », 14 h 30, les marches église Saint-Germain de Charonne (Sauvegarde du Paris historique).
« La Marais, de la place des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs de Hollande », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).
« La Mosquée, histoire de l'Islam », 14 h 30, entrée, place du Fata-de-L'Enfer (M. Polyer).

« Du cimetière Vaugirard à l'Hippodrome de Paris : le quartier Louvre/Balard », 14 h 45, métro Louvre (V. de Langlade).

LES GRANDES REPRISES

BRAZIL (Brit. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).
CHAMP ROYAL (Brit. v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-72-71).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. v.o.) : Reflet Logis 1, 5 (43-54-72-71).
L'ÉQUIPE SAUVAGE (A. v.o.) : Les Trois Louviers, 5 (46-33-97-77).
FIVE EASY PIECES (A. v.o.) : Les Trois Louviers, 5 (46-33-97-77).
LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.o.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beauregard, 5 (42-32-91-68).
QUASIMODO (A. v.o.) : Action Chrétienne, 5 (43-54-72-71).
VACANCES ROMAINES (A. v.o.) : Reflet Logis Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-72-71).

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

LES GRANDES REPRISES

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.
LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h.

THÉÂTRE

AMANDIERS DE PARIS (43-68-42-17)

Le Voix du silence Festival du geste : 20 h 30.
ANTOINETTE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71) 18 h 15.
ATELIER (46-06-48-24) : L'Avenir : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12)

Le Boucher : 21 h.
BERRY (42-70-37-02) : Jackpot : 20 h 45. Le Vainqueur : 21 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-86-80-24) : Fusillé sous tous les régimes : 18 h 30. L'Amnésiste : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-86-80-24)

Fusillé sous tous les régimes : 18 h 30. L'Amnésiste : 20 h 45.
BOUFFES-PARISIENS DU JODE (42-38-36-53) : L'Amnésiste au point de vue : 20 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-62-51) : La Belle Gueule : 20 h. Roger, Roger et Roger : 21 h.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

(43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON

L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-57-04) : L'Oiseau-Bigard : 20 h 30.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11)

Les Filles du vent : 20 h 30.
LE BATEAU-THÉÂTRE (42-08-68-68) : Croquez le melon : 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT (42-28-68-63) : Feu le maître de Madame : 22 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02)

Gilles de Rai + ou : 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (48-44-57-34) : Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Esprit et Forêt : 20 h. Théâtre rouge. O. Terre et Lune au plein cœur : 18 h 30. La Dernière Bande. Comédie. Pas en alternance : 20 h. O. Dialogues d'attente : 21 h 30.

MADEIRA (42-65-07-09)

Port-Royal : 21 h.
MARSAIS (42-78-03-53) : L'Avenir : 20 h 45.
MARSE STUART (45-08-17-80) : Le Sésame : 20 h. O. Faut pas : 22 h.
MARGERY (42-56-04-41) : Stemmée : 21 h.

MATHURINS (42-66-80-00)

Les Péninsules : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02) : Vite une femme : 21 h 15.
MONTMARTRE (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74)

Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74)

Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74)

Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74) : Le Souper : 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74

Le Monde SANS VISA

Chercheurs d'oiseaux en Amazonie

Comment se porte la forêt amazonienne ?
Un petit groupe d'Anglais passionnés d'oiseaux
ouvre la route pour nous faire pénétrer au cœur
d'une Amazonie, ici, péruvienne.

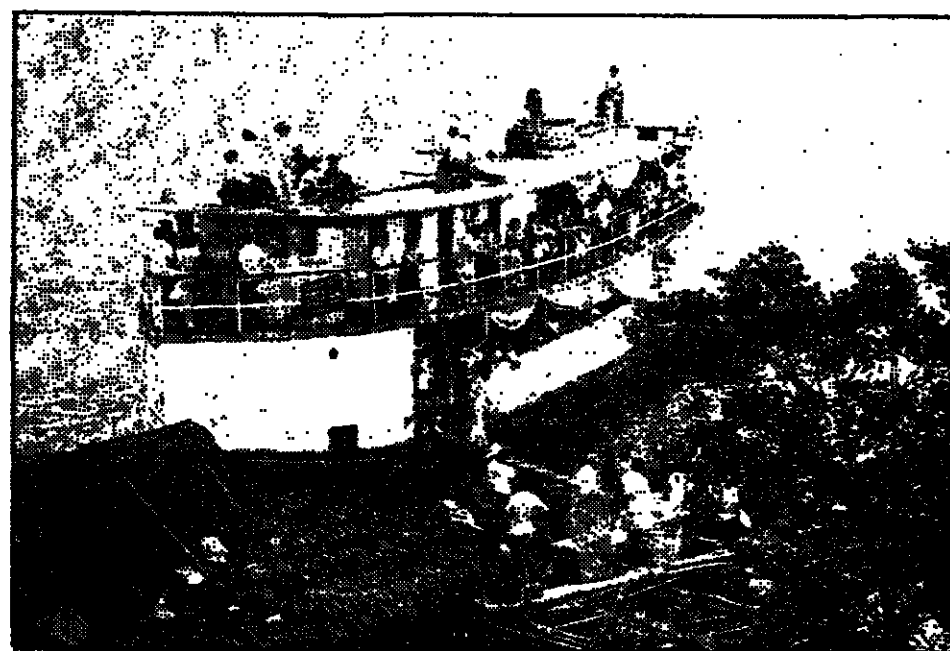


Photo JACOB

BOB, John, Neville, Alan et Peter sur une pirogue qui remonte le rio Tambopata. Ce n'est pas une nouvelle version de J.K. Jerome, mais l'aventure exceptionnelle de cinq Britanniques tout juste débarqués de leur lointaine et pluvieuse Angleterre dans le cadre primitif, moite et fascinant de la jungle amazonienne. La pirogue au bec, et avec un ravissement bien dissimulé, comme il convient, derrière un masque tout à fait flegmatique.

Le rio Tambopata se jette dans la Madre de Dios — à la hauteur de Puerto Maldonado, — qui se jette dans le Beni, qui se jette dans la Madeira, qui se jette dans l'Amazonie. Le rio Madre de Dios reçoit en amont de Puerto Maldonado les eaux du Manu, dont le nom est associé à Fitzcarraldo. Ce baron du caoutchouc, fils d'un ancien marin nord-américain mais né au Pérou, a découvert le premier isthme qui porte aujourd'hui son nom, qui permet de relier le bassin de l'Urubamba et de l'Ucayali avec celui de la Madre de Dios. Il a dû pour cela débarquer et faire porter son bateau dans la forêt par 600 hommes. Cet exploit, réalisé en 1974, a été minutieusement raconté par le cinéaste Werner Herzog dans un excellent film : *Fitzcarraldo*. Le véritable héros de l'aventure s'est noyé en juillet 1977 dans les rapides de l'Urubamba, la rivière sacrée des Incas.

Bob, John, Neville, Alan et Peter : un garagiste, un chef comptable, un entrepreneur, un patron d'auto-école, un employé. Cinq vies comme tant d'autres, là-bas, dans la brume et la routine quotidiennes, réunies sur le rio Tambopata par une passion commune, qu'ils résument eux-mêmes d'une formule : « Five almost 100 % crazy English birdmen » (Cinq Anglais cinglés d'oiseaux à presque 100 %).

Ils n'avaient jamais encore traversé l'Atlantique, jamais vu la forêt tropicale, restée intacte ici depuis des millénaires et qui fait un écrin d'un vert somptueux aux méandres parsemés de la rivière. Maintenant ils sont enfin à pied d'œuvre, pas trop étonnés, serrant leurs grandes carcasses sur les bancs de ce qu'on appelle en Amazonie un *peque-peque* (traduction libre : un tout-tout), une longue et étroite pirogue en bois, enfoncée dans l'eau à ras bord. Le moteur, en général un petit Straton, a parfois des faiblesses, des ratés. La chic consiste à faire semblant de ne pas s'en apercevoir, même si c'est la panne sèche. A l'arrière, les sacs de voyage, entassés pile-mille et rapidement mouillés par les gerbes d'eau, la réserve d'essence indispensable si vous ne voulez pas dériver vers les rochers ou, pis, les rapides.

Mais ces cinq Anglais-là sont solides, bien dans leur peau burinée et déjà tannée, heureux sans ostentation, parfaitement équipés : chapeau de brousse, veste de chasse imperméable, solides chaussures de randonnée pour affronter, plus tard, la piste sinueuse, étroite et boueuse qui mène dans la forêt vierge vers le lac de Cocococha, dans la réserve de Tambopata. Une lagune peuplée d'oiseaux multicolores, la plupart inconnus, plus étranges les uns que les autres. Et que l'on atteint en trois heures de marche environ sous la voûte de cette cathédrale naturelle, vaste zone protégée de plus de 5 000 hectares, ce qui est peu en comparaison avec le parc national du Manu (1 500 000 hectares dans le même département péruvien de Madre-de-Dios) mais suffisant pour le voyageur novice, et surtout parfaitement respecté, pour le moment du moins, malgré quelques contestations avec les communautés indigènes voisines d'El Inferno.

Avant d'atteindre la réserve de Tambopata, il faut compter trois bonnes heures de *peque-peque*. Le temps de rêver, d'admirer l'harmonie du décor, les jeux de lumière sur l'eau, le ciel et les arbres géants, d'observer les plages de boue de la rivière limoneuse en décrue, les troncs d'arbre au fil du rio, les étrangement où soudain le cochant se fait violent, bouillonnant de tourbillons. Le temps aussi pour les « fous d'oiseaux » de commencer leur quête incessante et passionnée.

L'arbre vert et l'oiseau noir

« This is a black bird... » Qui a crié ? John ? Alan ? Un gros oiseau noir vient de se poser sur une branche, à cinquante mètres au-dessus de la rive droite. Et cinq paires de jumelles grand format — on dirait plutôt des télescopes — se dirigent avec ensemble vers l'arbre vert et l'oiseau noir. Et l'oiseau noir prend des couleurs : il a le bec d'un rouge sang et le ventre d'un jaune délicat. Neville consulte un gros livre illustré de planches où sont classées et répertoriées les quelque 1 700 espèces d'oiseaux de la forêt tropicale du Pérou. La plus forte concentration d'oiseaux au monde. Mais l'oiseau noir, rouge et jaune bouge : il s'envole dans un lourd battement d'ailes avant d'être totalement identifié. Il n'importe. La chasse pacifique, amoureuse, attentive a commencé. Elle doit durer une semaine sans une seule minute d'ennui. De grands papillons bleus, des libellules géantes escortent la pirogue en un vol zigzagant, comme les mouettes à bateaux de pêche, un vol qui se dérobe brusquement.

De loin en loin, des Indiennes nues, des torrents de cheveux noirs jusqu'aux hanches, lavent leur linge dans la rivière. Et des ango-

lots crottés et glapissants pourchassent des poissons volants. Va de la rivière, c'est l'Eden.

Un Eden menacé. Pas seulement dans ce morceau de forêt heureusement oublié dans une région isolée, la plus abandonnée d'un Pérou désarticulé et excessivement centralisé. Puerto Maldonado, capitale far-west du département de Madre-de-Dios, à une seule rue asphaltée bordée de cabanes en bois au toit de chaume, comme dans la jungle qui s'étale de l'autre côté du confluent. Dépaysement garanti, mais, comme le précise avec humour un guide touristique américain, il est préférable pour aller dans la Madre-de-Dios de nourrir une solide aversion à l'égard de la société de consommation.

L'eau et l'électricité coupées ou rationnées, le téléphone intermittent, la seule route vers la cordillère, celle de Cuzco, impraticable à la saison des pluies, l'avion théoriquement quotidien également soumis aux aléas de la météo : Puerto Maldonado n'est pas une cité somnolente, mais terriblement vivante et animée pendant la journée. Elle a aussi l'un des plus forts taux de croissance démographique de tout le pays, en raison de l'afflux des gens de l'altiplano vers cette plaine amazonienne où les rivières charrient de la poudre d'or. Son isolement, les difficultés de communication en font aussi la ville la plus chère du Pérou, et les nuits sont bien calmes. Le soir, les aventuriers sont fatigués, et de toute façon on n'y voit goutte dans ce labyrinthe de ruelles en terre et de blocs où tremblotent des lampes incertaines.

Puerto Maldonado vit, malgré elle, à son rythme de ville pionnière tout en protestant contre les carences administratives et le mépris apparent du gouvernement central, le rythme des forestiers, des chercheurs d'or, des ramas-

seurs de châtaignes — les noix du Brésil — et des vagabonds de tout poil qui arpentent la rue principale sous un soleil de plomb à la recherche d'un job ou d'une combine. On s'attend presque à voir déboucher sur la place d'armes une troupe de cavaliers éperonnant des chevaux fourbus et attachant leurs montures à l'angle du Danube bleu, l'un des restaurants convenables de la bourgade. Mais non : ici, la motocyclette, forcément japonaise, est la petite reine. Pas de taxis à Puerto Maldonado, mais des mototaxis, qu'on enfourche sans façon, derrière le conducteur. Quatre cents intis (environ 1 franc fran-

çais) la course « en ville ». Il est vrai qu'entre les deux ports, celui du rio Madre de Dios et celui du rio Tambopata, il y a moins d'un kilomètre.

C'est quand même, pour le moment, un tarif imbattable. La Bolivie et le Brésil sont plus proches que les premiers contreforts andins. Les pistes de terre rouge ressemblent à celles du Beni bolivien et du territoire d'Acre brésilien (qui appartenait au Pérou au siècle dernier). Les contrebandiers sont en terrain familier.

MARCEL NIEDERGANG
Lire la suite page 26

A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine. Soleil d'un univers paradisiaque avec les plages de sable doré, abritées de cocotiers, les eaux bleues et transparentes, les îles dressées sur leur socle de corail et des milliers de poissons multicolores.



AVIANCA
9, bd de la Madeleine
75001 PARIS
Tél. : 42 60 35 22



SANS VISA

VOYAGES

Chercheurs d'oiseaux en Amazonie

Suite de la page 25

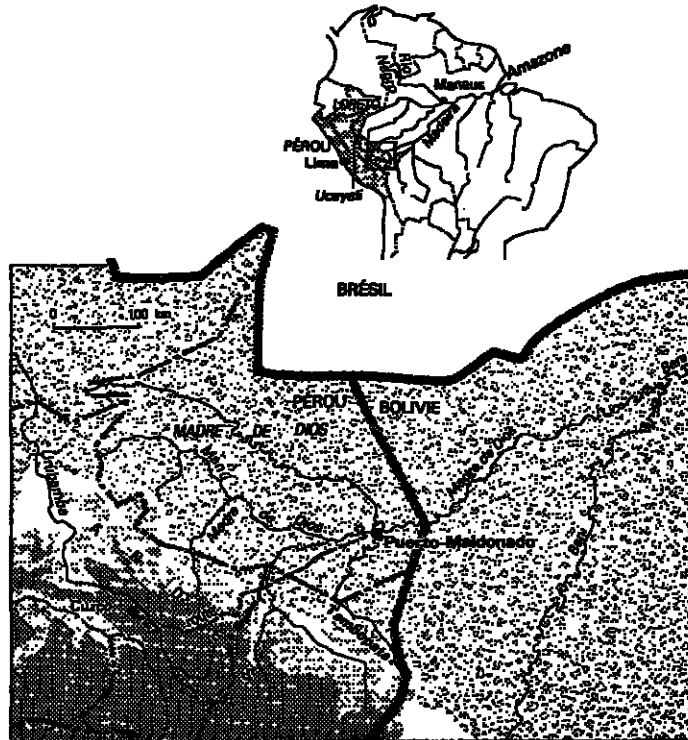
Oui, c'est toute l'Amazonie qui est menacée, et au-delà, en Afrique et en Asie, ce qui reste de la forêt tropicale de la planète. « Chaque année, dit Marcia, la jeune Américaine qui dirige l'ambassade américaine de la réserve de Tambopata avec une passion écologiste, le monde perd une surface de forêt équivalente à la superficie de la Grande-Bretagne. Dans quarante ans, au rythme actuel de la déforestation et si nous ne faisons rien, il n'y aura plus de forêt tropicale du tout sur la planète Terre... »

Les sources de la forêt

Exagération ? Crainte excessive ? A survoler l'océan vert de l'Amazonie, depuis le bassin du haut Orénoque au Venezuela jusqu'aux « sources de la forêt » (ceja de selva) du Pérou et de la Bolivie, on est tenté de se rassurer, malgré les trous bien visibles, les fumées d'incendies, les immenses clairières vert pâle ou ocre qui donnent parfois à cet infini primitif l'aspect d'un tapis un peu mité. Pourtant, les experts les plus sérieux sont formels, tout en exprimant les plus grandes réserves sur le slogan — relayé récemment en Europe et aux États-Unis avec force publicités et une méconnaissance troublante du problème — « L'Amazonie, poumon de la planète ».

« Si l'Amazonie disparaissait ? Les experts répondent : « Ce ne serait pas l'Apocalypse, et nous ne serions pas privés d'oxygène du jour au lendemain. » En effet, l'Amazonie et la forêt tropicale produisent de l'oxygène, mais en consommant également beaucoup. Certes, le bilan est sans doute positif, ajoutent-ils, mais, en attendant de connaître les résultats de la recherche scientifique entreprise par l'UNESCO au niveau planétaire, il est encore impossible de se prononcer catégoriquement, comme le font les défenseurs ardents et bien intentionnés de l'Amazonie.

L'Amazonie est utile, mais pas au point de pouvoir être qualifiée de « poumon de la planète ». Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas tout faire — et dès maintenant — pour la préserver. Car il est malheureusement exact que sa splendeur sauvage dissimule son extrême fragilité. L'impression majeure quand on pénètre — avec respect — au cœur de la forêt est celle d'une exubérance de vie :



racines puissantes inébranlables et horizontales, lianes géantes enserrant les troncs millénaires, feuillage végétal apparemment infranchissable à hauteur d'homme, mais fines et verticales des arbres du « deuxième étage ». La forêt amazonienne à trois niveaux est dominée dans le Tambopata et le parc national du Manu par des canopées — voûtes de feuilles à la cime des arbres — à soixante mètres de haut, les seuls à émerger en pleine lumière. En dessous, c'est une lutte féroce pour la survie, l'épanouissement dans la moiteur humide de sorte aux reflets glauques.

Bambous acérés, feuilles écorchant leurs propres antioxygènes, arbres nains — protégés — par le cercle d'insectes à leur service exclusif (les poissons pilotes de la forêt), fleurs caoutchouc, cedro blanco, souverain contre les moustiques du redoutable serpent fer-de-lance : la flore et la faune participent du même élan vital, conjuguent leurs forces ou se détruisent pour ressembler ailleurs dans une éternité permanente. La grande forêt est bruyante de soupis, de rumeurs de fuite, de cris d'oiseaux déchirants ou provocants et de galopades lointaines.

La vie et la mort mêlées : terminales greffées comme des tumeurs

noires sur les troncs déjà creux à l'intérieur, condamnés ; colonnes de fourmis géantes, « militaires » ou carnivores, tarantules, scorpions, mais aussi scarabées et cigales ; boas, caïmans tapis dans les lagunes ou sur les berges boueuses des rivières, attendant la nuit ; vautours, singes hurleurs ou simplement curieux, comme le capucin, aux grands yeux tout ronds d'étonnement ; tapirs, pumas et le jaguar, ce tigre presque jamais vu.

« La forêt tropicale, disent les experts, est la plus grande réserve de diversité biologique de la

planète avec son pays pour refus d'aller au Vietnam, on croise le soir les leaders indiens de la Fédération, bien obligés de s'exprimer en espagnol puisque l'on compte dix groupes ethniques et six ou sept familles linguistiques dans ce seul département de Madre-de-Dios. On entend, venant du chemin de terre, la rumeur énorme des lourds camions chargés de billes de bois et déboulant du port.

Bob, John, Neville, Alan et Peter. Ils ont marché dans la grande forêt d'un pas vif mais attentifs à ne pas perdre la trace de

Ils ont, tous les six, marché jusqu'à la lagune de Cocococha, le « cieu » de la réserve de Tambopata, et dérivé lentement le long des berges dominées par des grappes de palmiers royaux, pendant plus d'une heure, à bord de canots métalliques. Et admiré, souffle coupé, les envols de perroquets, de martins-pêcheurs de l'Amazonie, de caciques à la robe jaune et noire, de pics à la queue rouge, du tyran des tropiques, l'oiseau roi, et de bien d'autres encore, à la gorge couleur cobalt, argentée ou vermillon. Ils en ont compté vingt différents d'instinct

et calmer leurs battements de cœur. Alors ils sont allés, juste avant le coucher du soleil, sur un petit tertre qui domine le rio Tambopata. Là où le rio La Torre jette ses eaux tumultueuses et plus sombres dans le premier, provoquant d'énormes remous. En plus modeste, c'est le rio Negro se coulant dans l'Amazonie à Manaus. Noville a encore une fois consulté ses notes. « It is a houzlin », a-t-il dit, les yeux brillants. Un houzlin ? « Oui, le moillon entre le rapide et l'écoulement. On ne le trouve qu'en Amérique du Sud (1) ». Puis le ciel s'est embrasé jusqu'à l'horizon,



Frank, leur guide, un biologiste nord-américain. La trentaine trapue, barbu et éloquent, Frank est à l'écoute de la forêt. Il a l'assurance, les gestes et la prudence d'un guide de haute montagne. Faut-il avertir d'un skipper de grand large. La grande forêt tropicale, l'océan, les glaciers : trois domaines naturels, avec le désert, qui incitent l'homme à la modestie et à la méditation.

identifiés, observés à la jumelle, photographiés, et leurs cris et leurs chants enregistrés au magnétophone. Ils les ont comparés minutieusement avec les illustrations en couleurs de leur livre de bord, leur bible.

Mais leur plus grande découverte, ils ont atteinte le soir pour la savourer, pour être bien certains de ne pas céder trop vite à l'enthousiasme.

par-dessus les frondaisons déjà obscures de la forêt, de l'autre côté du Tambopata. Et plus personne n'a parlé jusqu'à la nuit noire.

MARCEL NIEDERGAU

(1) Au Pérou et en Guyane française territoire où il est en voie de disparition du fait du braconnage.

En 1 heure, gagnez 6 mois.

Prenez 1 heure de votre temps, et consultez attentivement la monographie que l'Acife a consacrée à votre pays de destination.

En 1 heure, vous en aurez une vision complète et concrète. Vous saurez comment vos enfants peuvent poursuivre leurs études, s'il vaut mieux acheter ou louer votre logement, votre voiture... vous connaîtrez le prix du litre de carburant et celui du litre de lait.

Tout ce que vous auriez appris à vos dépens, durant les 6 premiers mois, vous le saurez avant de partir. En 1 heure de lecture, et pour un coût minime !

Les monographies Acife sont réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères. Elles sont vendues à l'Acife (sur place ou par correspondance) et peuvent être consultées dans les Préfectures.

Pour connaître vos droits et bien commencer vos démarches, vous pouvez aussi acheter « le livret du Français à l'Étranger », seul document officiel sur le sujet. Pour plus d'informations, appelez l'Acife, ou consultez le service minitel : 3615 code A1 (mot clé ACIFE) ou 3617 code A9 (mot clé ACIFE).

Afrique du Sud / Afrique / Allemagne / Argentine / Australie / Belgique / Brésil / Canada / Chili / Chine / Colombie / Corée / Danemark / Espagne / États-Unis / Finlande / France / Grèce / Hongrie / Inde / Indonésie / Irlande / Israël / Italie / Japon / Liban / Libéria / Lituanie / Luxembourg / Malaisie / Maldives / Malte / Maroc / Mexique / Monaco / Norvège / Pays-Bas / Pérou / Philippines / Portugal / Royaume-Uni / Roumanie / Suède / Suisse / Tchécoslovaquie / Thaïlande / Turquie / Union soviétique / Uruguay / Venezuela / Vietnam / Yémen / Zambie / Zimbabwe.

Accueil et Information des Français à l'Étranger
30, rue La Pérouse 75116 Paris
Tél. (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

PUBLICATIONS ACIFE. LES CLES DU MONDE.

Le Kenya avec Transsafari Safari

18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS
POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES
BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

A PARTIR DE
7600F
JUSQU'À
23 600F

Transsafari

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL. : (1) 47.42.15.15

L.C. 1432



P.O. BOX 49312
COTTIS HOUSE, WABARA STREET,
NAIROBI, KENYA
TEL. : 21446/338450

Berghotel SCHATZALP

Enchantement et magie
d'un hiver enneigé
pour jeunes et
moins jeunes.

Sur la face ensoleillée du domaine
skiabie, au pied des pistes.

Hôtel Belle Époque alliant
la chaleur d'un confort le plus
moderne.

CH. 7270 Davos Platz
Tél. 0581 308 31 Fax 0581 31 44

مكتبة الأمل

SANS VISA

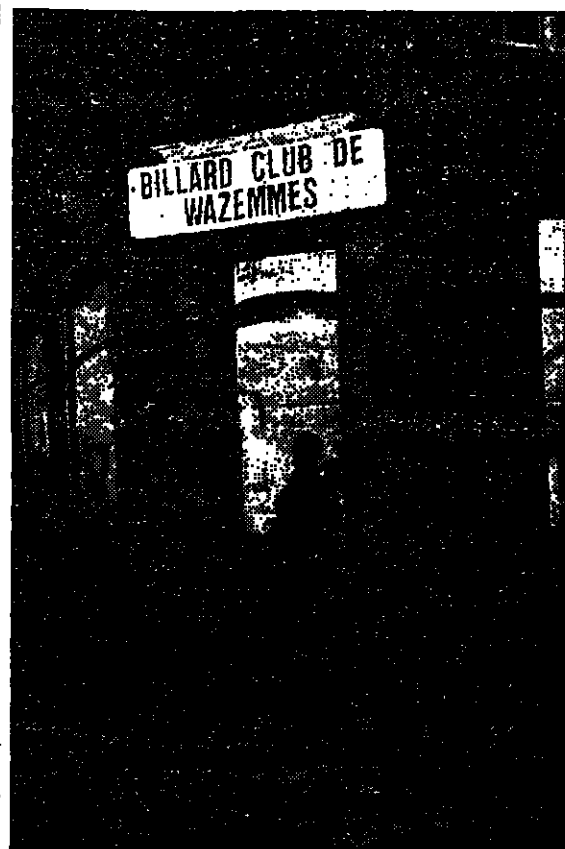
ESCALES

Canaux à l'automne

Si, à l'idée d'embarquer à bord d'une péniche, l'on frissonne, c'est que l'on n'a pas une juste idée de la chose. Naviguer à l'automne c'est, au chaud derrière les vitres d'un léger bâtiment, comme tourner les pages d'un livre d'histoire ou de géographie. Dehors l'air est vif, dedans tout est confort, et rien n'empêche de prendre un bol d'air sur le pont. Les eaux des canaux de Bourgogne, d'Alsace, du Midi, sont toujours calmes, et la navigation est tout sauf difficile : pas de permis, il suffit d'avoir de huit ans et de suivre les instructions données à l'un des huit ports de départ pour diriger la péniche, remonter ou descendre les écluses comme un vieux marinier.

Navis France (172, boulevard Berthier, 75017 Paris, tél. : 46-22-10-86), qui dispose d'une flotte de 160 bateaux, affiche en ce moment une croisière de dix jours — entre le 24 octobre et le 6 novembre — pour le prix de sept. Coût de la navigation : 610 F par personne sur la base de huit passagers. Tout est compris (location, carburant, assurance) hormis la nourriture.

Les bateaux Navis France voguent régulièrement de Pâques à la Toussaint. Le Maine-Anjou, le Sancerrois, la Franche-Comté, la Camargue, le Canal de la Marne au Rhin ou ceux du Nivernais, on a l'embaras du choix.



FRANÇOISE HILZ

Rendez-vous de Lille

Branché, le Nord 7 Out. Toute l'année, grâce notamment à ses musées aux trésors méconnus, mais tout particulièrement le temps de deux week-ends. Il offre alors aux amateurs de beaux-arts et d'art lyrique deux cycles d'expositions de qualité.

Le premier, du vendredi 13 au dimanche 15 octo-

bre, donne Madame Butterfly, de Puccini, à l'Opéra de Lille, un concert du Tokyo Philharmonic Orchestra au Palais des congrès. Dans la journée du samedi, visite guidée de la collection des dessins de Wicar au Musée des beaux-arts et, le dimanche, visite du château du Vert-Bois et de l'exposition Gustave Moreau à la fondation Septentrion à Bondue.

Second week-end les 17, 18 et 19 novembre : Paul et Virginie, opéra-comique de

Rodolphe Kreutzer par l'Atelier lyrique de Tourcoing au Théâtre municipal de Tourcoing, et récital d'Alfredo Kraus à l'Opéra de Lille. Kreutzer est ce violoniste et compositeur français dédicataire de la célèbre sonate pour violon de Beethoven.

Chaque cycle : 1 200 F par personne, comprenant les spectacles, l'hébergement en chambre double en hôtel trois étoiles du centre-ville, les dîners, les visites et les déplacements entre Lille et Tourcoing. Renseignements et réservations auprès de la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais (18, bd Haussmann, 75008 Paris, tél. : 47-70-58-62, du lundi au vendredi).

Un œil sur l'Inde

On sait le part déterminante joué par la photo dans l'incitation au voyage. Un peu de raison, beaucoup d'irrationnel qui emporte la décision : on voit et l'on part. Les photos qu'Anne de Henning rapporte d'Inde auront-elles cette force déterminante ? « Ce qui me fascine dans ce pays, dit-elle, c'est l'intensité avec laquelle les Indiens vivent le quotidien. » Ces extrêmes, ces possibles, on les décou-



vra à travers son regard à l'exposition que cette photographe, qui est aussi une voyageuse, consacre au sous-continent.

Jusqu'au 4 novembre inclus, tous les jours sauf le dimanche et de 10 heures à 19 heures, ses images seront mises en valeur au Monde de l'Inde (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20). Si l'on décide de partir, on aura tous les renseignements sur place, auprès du voyageur.

Une halte à Dien-Bien-Phu

L'originalité de ce voyage vietnamien, ce sera la journée entière, encadrée par deux nuits sur place, passée à Dien-Bien-Phu. Pour la première fois depuis trente-cinq ans, des Français pourront revenir sur le site pacifié. Le temps, comme toujours, a fait son œuvre, et l'on ne pourra que se souvenir en voyant le musée, le cimetière militaire, la colline A1.

Escalade en noir et blanc, mais aussi vives couleurs puisées dans les autres étapes pour nous Ho-Chi-Minh-Villa, Danang, Hué, Hanoi et Halong. Ho-Chi-Minh, la ville récente et les grottes souterraines de Cuchi ; Danang avec la



J.C. LAMBE

visite de Song-Huang et une excursion à Sam-Pan sur la rivière des Parfums ; Hanoi, les musées d'Ho Chi Minh, le parc Léline ; le port de Haiphong et une promenade en bateau dans la baie d'Halong parmi les myriades d'îlots de rocs aux formes étranges.

Un programme de 17 jours, 16 780 F (tout compris) en chambre double pour trois départs : les 5 janvier, 2 mars et 6 avril prochains. Escalade d'un jour à Bangkok pour voir la ville. Une initiative de VPS Voyages (10-16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél. : 40-30.10.10), qui permettra, au-delà de la propédeutique, de se faire sa propre idée sur le Vietnam d'aujourd'hui.

Cassettes en voyage

Lancée en mai 1987, la collection des Vidéoguides Hachette, qui comptait cinq titres (et en France, les livres français du Pacifique, Paris, New-York et l'Australie), s'est enrichie en début d'année de deux nouveautés : les Antilles et la côte ouest des Etats-Unis.

Avec la première, le spectateur découvre, au rythme de la baignade, la forêt tropicale, les plages de sable blanc bordées de cocotiers, les eaux turquoise et les marchés colorés de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre. Avec la seconde, il est entraîné à la découverte de la Californie, de ses villes (San-Francisco, Los Angeles, San-Diego) et de ses parcs nationaux, des déserts du Nevada aux néons de Las Vegas, des décors de western de l'Utah aux canyons du Colorado.

Chaque cassette est accompagnée d'un mini-guide comportant le sommaire du vidéo, de nombreux renseignements pratiques et des coupons de réduction à utiliser sur place. D'une durée d'environ une heure, ces « reportages-spectacles » sont destinés à plonger le candidat au voyage dans l'ambiance de la destination qu'il se propose.

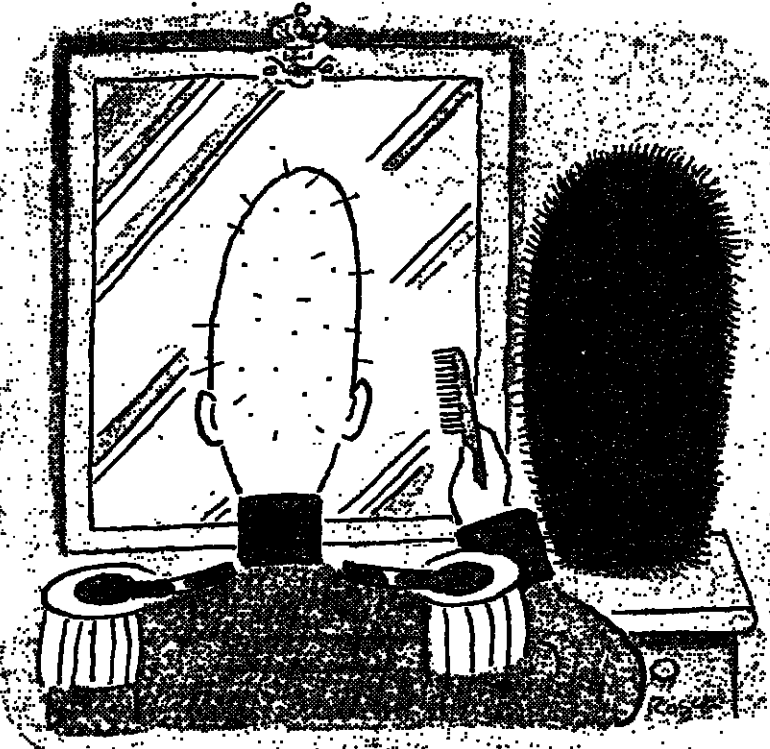
Les Vidéoguides Hachette sont diffusés en librairie, en vidéo-clubs et par correspondance. MEDIA 9, 102, rue Nollet, 75017 Paris, tél. : 42-26-44-46. Leur prix est de 191 F. A paraître : un Paris rétro et un Canada.



Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



— Dépêchez les gars, les Français sont déjà là !
— By Jove ! leur avion vient juste d'atterrir.

TOUT DE SUITE DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficaces grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

Gagnez toujours : 6 minutes après l'atterrissage, tous les moyens de transport, même le bateau-bus, vous conduisent à vos rendez-vous.

Gagnez enfin : 10 minutes d'enregistrement suffisent pour revenir à Paris.



TIME IS MONEY... (comme on dit chez nous)

Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00

LONDON CITY AIRPORT : 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES

INFORMATION ET RÉSERVATION AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TÉL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17.

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE A LOUER
Appartements luxueusement aménagés.
SAN MARCO SÉJOUR MINIMUM : UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/5228933
Téléfax : 193941/5283721.

BOURGOIN-JALLIEU 20' de LYON
VILLA TS jeunesse
Dans loissement « VERT VILLAGE ». 3 ch., salon, séjour, s. de bain, 2 w.c., garage. 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5' commerces, écoles et bus.
420 000 F
Tél. (16) 74-93-68-13.

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A/R

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES.....A/S 1880 A/R 3760	BUENOS AIRES.....A/S 3695 A/R 6095
SAN FRANCISCO.....A/S 1880 A/R 3760	CARACAS.....A/S 2895 A/R 4995
MIAMI.....A/S 1695 A/R 3300	SANTIAGO.....A/S 3795 A/R 6095
MONTREAL.....A/R 1890	SEYCHELLES.....A/R 4995
RIO DE JANEIRO.....A/S 3195 A/R 4995	SYDNEY.....A/S 4510 A/R 7995
MEXICO.....A/S 2590 A/R 4695	ANTILLES.....A/S 1490 A/R 2975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. RÉSERVATIONS NOTULES ET LOCATIONS DE NOTULES. CIRCULÉ ET SÉRIÉ A LA CARTE. VOYABILITÉ DE RÉSERVATION ET DE RYTHME VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

ACCESS

WYAGRA

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES. 6, RUE PIERRE-LESCOT. 75001 PARIS. TÉL. (1) 4013 02 02.
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS. LA PART-DIEU. TÉL. 78 63 67 77

RESA AGENCES : Lignes directes (1) 40 26 33 45

JEUX

échecs

N° 1353

COMBAT DE DAMES

(Tournoi international de Pjeterla, 1989)

Blancs : LALIC

Noirs : POPOVIC

Défense Grunfeld

Système indien

1. d4 c6 2. Fc3 Txd5 3. Fg2 Fc5 4. Fg3 Fd5 5. Fg4 Fc6 6. Fg5 Fd5 7. Fg6 Fc6 8. Fg7 Fd5 9. Fg8 Fc6 10. Fg9 Fd5 11. Fg10 Fc6 12. Fg11 Fd5 13. Fg12 Fc6 14. Fg13 Fd5 15. Fg14 Fc6 16. Fg15 Fd5 17. Fg16 Fc6 18. Fg17 Fd5 19. Fg18 Fc6 20. Fg19 Fd5 21. Fg20 Fc6

NOTES

a) Une ligne de jeu complexe dans laquelle les Blancs échangent les pions centraux afin de mettre en valeur leur flancetto-R.
b) Un sacrifice de pion intéressant qui permet d'éviter la suite théorique 10. d4, c6; 11. Cd4, e6 et les Blancs n'ont rien, on 10. d4, c6; 11. Fg5, Fg4; 12. h3, Fg3; 13. Dxf3, b6; 14. Ff4, exd5; 15. Cxd5, Cxd5; 16. Ta-d1, Db6

et rien n'est clair selon Rajkovic commentant la partie Hansen-Kasparov de l'Olympiade de Thessalonique en 1988.

c) Quels sont les risques pour les Noirs de l'acceptation du sacrifice, voilà qui demande une petite analyse. Par exemple, 10. ... Cxd5; 11. Td1, c6; 12. e4, Cb4; 13. Da4, b5!; 14. Txd8 (ou 14. Dxb4, Fxg3; 15. Dxb3? Dxd1+; 16. Ff1, b4) et les Blancs gagnent), bxa4; 15. Txf8+, Rxf8; 16. Cxa4 avec égalité. Les Noirs n'ont pas se lancer dans cette aventure et échanger prudemment le pion d5.

d) 12. ... Dc7 est faible; 13. Cb5, Dd8; 14. Ff4, e5; 15. Fg3 et les Blancs sont mieux. 12. ... Fd7 donne aussi aux Blancs les meilleures perspectives: 13. Fg3, Dg8; 14. Fxb6, axb6; 15. Cd5. Une bonne idée semble être ici 12. ... Ff5 (de Chailfman contre Tolmanov en 1988); 13. Fg4, Fd7; 14. Ff4, Tg8; 15. Dd2, Dd8; 16. h3, Fg6; 17. Cd5, Fxd5;

18. exd5, Cb4; 19. Cc1, Dd7; 20. Dd2, Ca6. Nulle.

e) Une centralisation excellente qui donne aux Blancs de bonnes possibilités d'attaque sur l'aile-R (après Dd4-Fb6-Cg5).

f) Une perte de temps du F puisque la D blanche se rendait de toutes façons en f4. 13. ... e5 valait mieux.

g) Maintenant 14. ... e5 est moins fort à cause de la suite g4 chassant le F et de Cc4. Les Noirs imaginent le schéma g5-Fg6 qui évite l'offensive ennemie mais affaiblit gravement la position du Roi.

h) 15. ... Fd7 est sûrement préférable à la construction en vue, une mauvaise idée.

i) Après 21. ... Fxf5; 22. gxf5, le Fg7 est hors jeu. 21. ... e6 perd la case d6 mais semble nécessaire.

j) Une simple réfutation qui gagne la qualité.
k) Si 22. ... Txd5; 23. Txd5, Dxd5?; 24. Cx67+ et si 23. ... e6; 24. Cc6.

l) Après 27. Tg3, Dxa2 les Blancs ont une qualité mais le gain est encore loin. D'où cette restriction de la qualité dans d'excellentes conditions pour les Blancs (notamment un pion de plus).

m) Une finale D+T+ quatre pions contre D+T+ trois pions. La position affaiblie du R noir facilite la tâche des Blancs.

n) Une finale de D sans problème pour les Blancs.

o) Si 34. ... Df7; 35. Dd4+ et 36. Dxa7.

p) Si 41. ... Rf8; 42. Df6+ avec gain en 41. ... Rh8; 42. Df6+, Rg8; 43. Df7+ suivi du mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1352

L.-A. Mitrofanov.

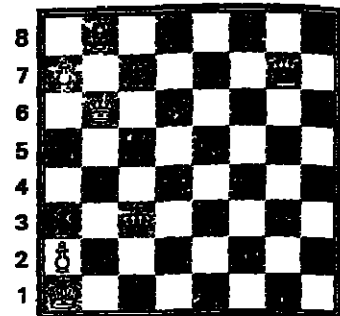
(Blancs : Ra2, Dc2, Fa6. Noirs : Rd5, Db5.)

1. Fb7+, Rd4; 2. Dc4+, Rg3; 3. Dc3+, Rg4; 4. Dc3+, Rd4; 5. Fb6+, Rd5; 6. Dc2+ et les Blancs gagnent.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1353

H. LOMMER (1967)



BLANCs (4) : Ra1, Db6, Pa2 et a7.

NOIRS (4) : Rc3, Dg7, Fb8, Pa3.

Les Blancs jouent et font mat.

bridge

N° 1351

BAISER AU ROI

Au cours d'un match exhibition entre quelques-uns des meilleurs joueurs américains et français, une donne fut particulièrement intéressante car elle était une illustration du Baiser au Roi.

♠ 4545D
♥ 99
♦ 1076532
♣ RV108765
♠ 872
♥ 872
♦ DV
♣ DV

Ann. : S. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Pender Lebel Ros Soulet

2 ♠ 3 ♠ 3 SA
passe passe passe

Craignant que Sud ait As Dame de Pique, Pender entama le 8 de Cœur dans la couleur probable du partenaire et Soulet fit aisément dix levées; mais, si Ouest avait

entamé le Roi de Pique, comment Soulet aurait-il joué pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense? Si on regarde les quatre jeux, on constate que Sud peut également réussir le PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense, de quelle façon?

Réponse

Pour gagner 3 SA sur l'entame du Roi de Pique, Sud doit laisser passer une seule fois et prendre au second tour; ensuite il ne doit pas tirer l'As de Trèfle car Est fournirait le Roi et Ouest aurait une reprise avec la Dame de Trèfle. Le déclarant doit donc monter au mort grâce à l'As de Carreau pour jouer le 2 de Trèfle et ne pas fournir l'As si Est met le Roi. Cette manœuvre, qui consiste à laisser passer si le premier adversaire fournit une grosse carte, s'appelle le « Baiser au Roi ». Elle a pour but d'empêcher l'autre adversaire de prendre la main dans cette couleur. Bien entendu, si Est fournit le 9 de Trè-

fle, Sud prendra avec l'As et rejouera Trèfle.

Ainsi Sud peut gagner la manche à Sans Atout contre toute défense, mais il peut également réussir 6 Trèfles, même sur l'entame à Cœur, de la façon suivante : le déclarant prend avec l'As de Cœur et joue As de Trèfle et Trèfle. L'adversaire continue Cœur pour le Roi du mort; ensuite on joue le Valet de Carreau, puis le 10 de Carreau couvert par la Dame et le Roi, et enfin on tire tous les atouts sur lesquels Sud prend soin de garder le 10 de Cœur et un Carreau pour terminer dans cette position où Est est asseuré :

♠ D O A 8
♥ A 10 5 7
♦ D O 9 7
♣ A 10 5 7

Quant le déclarant joue la Dame de Trèfle, du mort, Est doit libérer le 10 de Cœur ou le 8 de Carreau.

Un décor lumineux

Ce chelem a été réussi par le fameux champion pakistanais

Mahmood Zia, au cours du tournoi de la Staten Bank, organisé à La Haye entre seize paires internationales. Même en regardant les mains adverses il était difficile de ne pas chuter, mais les enchères avaient éclairé le décor.

♠ 45V8752
♥ 10
♦ A 7
♣ RV10873
♠ 1064
♥ 7652
♦ DV10953
♣ R8642
♠ D
♥ A D 9
♦ A D 9 4 3
♣ A 9 5 4 2

Ann. : N. don. N-S vuln.

Ouest Nord Est Sud
Westra Graafland Leifkens Zia

2 ♠ 3 ♠ 3 SA
contre passe 5 ♠
contre passe passe passe

Ouest ayant entamé la Dame de Carreau pour le 2 d'Est comment Zia, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT

CHELEM A TRÈFLE contre toute défense?

Note sur les enchères : Le contre de « 2 Carreaux » de Graafland était le contre négatif, une enchère qui montre 7 à 11 points, mais Nord était vraiment laid pour ce contre.

Courrier des lecteurs : Un lecteur, D. Warlop, écrit : « Le bridge évolue et certains joueurs, parait-il, pratiquent le Deux Faible ? »

Depuis soixante ans la majorité des experts américains utilisent l'ouverture de 2 Piques et de 2 Carreaux comme un petit barrage (avec moins de 11 points d'honneur), et ils emploient, tous, l'ouverture de 2 Trèfles forcing de manche (avec réponse à la longue et non pas à l'As). En France, plusieurs champions ont fini par adopter le Deux Faible, parfois avec une ouverture forcing de manche à 2 Carreaux (au lieu de 2 Trèfles).

dames

N° 364

UNE DAME POUR MAILLON

Open international de Cannes, février 1989

Blancs : Nimbi (France)

Noirs : Valnerie (URSS)

Ouverture : Barzani

1. 13-28 18-23 20. 39-38 15-20
2. 28-33 13-18 21. 46-41 18-24
3. 23-28 18-23 22. 43-37 8-13
4. 28-33 13-18 23. 43-37 8-13
5. 28-33 13-18 24. 39-38 15-20
6. 23-28 13-18 25. 46-41 18-24
7. 28-33 13-18 26. 43-37 8-13
8. 23-28 13-18 27. 46-41 18-24
9. 28-33 13-18 28. 43-37 8-13
10. 23-28 13-18 29. 46-41 18-24
11. 28-33 13-18 30. 43-37 8-13
12. 23-28 13-18 31. 46-41 18-24
13. 28-33 13-18 32. 43-37 8-13
14. 23-28 13-18 33. 46-41 18-24
15. 28-33 13-18 34. 43-37 8-13
16. 23-28 13-18 35. 46-41 18-24
17. 28-33 13-18 36. 43-37 8-13
18. 23-28 13-18 37. 46-41 18-24
19. 28-33 13-18 38. 43-37 8-13
20. 23-28 13-18 39. 46-41 18-24
21. 28-33 13-18 40. 43-37 8-13
22. 23-28 13-18 41. 46-41 18-24
23. 28-33 13-18 42. 43-37 8-13
24. 23-28 13-18 43. 46-41 18-24
25. 28-33 13-18 44. 43-37 8-13
26. 23-28 13-18 45. 46-41 18-24
27. 28-33 13-18 46. 43-37 8-13
28. 23-28 13-18 47. 46-41 18-24
29. 28-33 13-18 48. 43-37 8-13
30. 23-28 13-18 49. 46-41 18-24
31. 28-33 13-18 50. 43-37 8-13
32. 23-28 13-18 51. 46-41 18-24
33. 28-33 13-18 52. 43-37 8-13
34. 23-28 13-18 53. 46-41 18-24
35. 28-33 13-18 54. 43-37 8-13
36. 23-28 13-18 55. 46-41 18-24
37. 28-33 13-18 56. 43-37 8-13
38. 23-28 13-18 57. 46-41 18-24
39. 28-33 13-18 58. 43-37 8-13
40. 23-28 13-18 59. 46-41 18-24
41. 28-33 13-18 60. 43-37 8-13
42. 23-28 13-18 61. 46-41 18-24
43. 28-33 13-18 62. 43-37 8-13
44. 23-28 13-18 63. 46-41 18-24
45. 28-33 13-18 64. 43-37 8-13
46. 23-28 13-18 65. 46-41 18-24
47. 28-33 13-18 66. 43-37 8-13
48. 23-28 13-18 67. 46-41 18-24
49. 28-33 13-18 68. 43-37 8-13
50. 23-28 13-18 69. 46-41 18-24
51. 28-33 13-18 70. 43-37 8-13
52. 23-28 13-18 71. 46-41 18-24
53. 28-33 13-18 72. 43-37 8-13
54. 23-28 13-18 73. 46-41 18-24
55. 28-33 13-18 74. 43-37 8-13
56. 23-28 13-18 75. 46-41 18-24
57. 28-33 13-18 76. 43-37 8-13
58. 23-28 13-18 77. 46-41 18-24
59. 28-33 13-18 78. 43-37 8-13
60. 23-28 13-18 79. 46-41 18-24
61. 28-33 13-18 80. 43-37 8-13
62. 23-28 13-18 81. 46-41 18-24
63. 28-33 13-18 82. 43-37 8-13
64. 23-28 13-18 83. 46-41 18-24
65. 28-33 13-18 84. 43-37 8-13
66. 23-28 13-18 85. 46-41 18-24
67. 28-33 13-18 86. 43-37 8-13
68. 23-28 13-18 87. 46-41 18-24
69. 28-33 13-18 88. 43-37 8-13
70. 23-28 13-18 89. 46-41 18-24
71. 28-33 13-18 90. 43-37 8-13
72. 23-28 13-18 91. 46-41 18-24
73. 28-33 13-18 92. 43-37 8-13
74. 23-28 13-18 93. 46-41 18-24
75. 28-33 13-18 94. 43-37 8-13
76. 23-28 13-18 95. 46-41 18-24
77. 28-33 13-18 96. 43-37 8-13
78. 23-28 13-18 97. 46-41 18-24
79. 28-33 13-18 98. 43-37 8-13
80. 23-28 13-18 99. 46-41 18-24
81. 28-33 13-18 100. 43-37 8-13
82. 23-28 13-18 101. 46-41 18-24
83. 28-33 13-18 102. 43-37 8-13
84. 23-28 13-18 103. 46-41 18-24
85. 28-33 13-18 104. 43-37 8-13
86. 23-28 13-18 105. 46-41 18-24
87. 28-33 13-18 106. 43-37 8-13
88. 23-28 13-18 107. 46-41 18-24
89. 28-33 13-18 108. 43-37 8-13
90. 23-28 13-18 109. 46-41 18-24
91. 28-33 13-18 110. 43-37 8-13
92. 23-28 13-18 111. 46-41 18-24
93. 28-33 13-18 112. 43-37 8-13
94. 23-28 13-18 113. 46-41 18-24
95. 28-33 13-18 114. 43-37 8-13
96. 23-28 13-18 115. 46-41 18-24
97. 28-33 13-18 116. 43-37 8-13
98. 23-28 13-18 117. 46-41 18-24
99. 28-33 13-18 118. 43-37 8-13
100. 23-28 13-18 119. 46-41 18-24
101. 28-33 13-18 120. 43-37 8-13
102. 23-28 13-18 121. 46-41 18-24
103. 28-33 13-18 122. 43-37 8-13
104. 23-28 13-18 123. 46-41 18-24
105. 28-33 13-18 124. 43-37 8-13
106. 23-28 13-18 125. 46-41 18-24
107. 28-33 13-18 126. 43-37 8-13
108. 23-28 13-18 127. 46-41 18-24
109. 28-33 13-18 128. 43-37 8-13
110. 23-28 13-18 129. 46-41 18-24
111. 28-33 13-18 130. 43-37 8-13
112. 23-28 13-18 131. 46-41 18-24
113. 28-33 13-18 132. 43-37 8-13
114. 23-28 13-18 133. 46-41 18-24
115. 28-33 13-18 134. 43-37 8-13
116. 23-28 13-18 135. 46-41 18-24
117. 28-33 13-18 136. 43-37 8-13
118. 23-28 13-18 137. 46-41 18-24
119. 28-33 13-18 138. 43-37 8-13
120. 23-28 13-18 139. 46-41 18-24
121. 28-33 13-18 140. 43-37 8-13
122. 23-28 13-18 141. 46-41 18-24
123. 28-33 13-18 142. 43-37 8-13
124. 23-28 13-18 143. 46-41 18-24
125. 28-33 13-18 144. 43-37 8-13
126. 23-28 13-18 145. 46-41 18-24
127. 28-33 13-18 146. 43-37 8-13
128. 23-28 13-18 147. 46-41 18-24
129. 28-33 13-18 148. 43-37 8-13
130. 23-28 13-18 149. 46-41 18-24
131. 28-33 13-18 150. 43-37 8-13
132. 23-28 13-18 151. 46-41 18-24
133. 28-33 13-18 152. 43-37 8-13
134. 23-28 13-18 153. 46-41 18-24
135. 28-33 13-18 154. 43-37 8-13
136. 23-28 13-18 155. 46-41 18-24
137. 28-33 13-18 156. 43-37 8-13
138. 23-28 13-18 157. 46-41 18-24
139. 28-33 13-18 158. 43-37 8-13
140. 23-28 13-18 159. 46-41 18-24
141. 28-33 13-18 160. 43-37 8-13
142. 23-28 13-18 161. 46-41 18-24
143. 28-33 13-18 162. 43-37 8-13
144. 23-28 13-18 163. 46-41 18-24
145. 28-33 13-18 164. 43-37 8-13
146. 23-28 13-18 165. 46-41 18-24
147. 28-33 13-18 166. 43-37 8-13
148. 23-28 13-18 167. 46-41 18-24
149. 28-33 13-18 168. 43-37 8-13
150. 23-28 13-18 169. 46-41 18-24
151. 28-33 13-18 170. 43-37 8-13
152. 23-28 13-18 171. 46-41 18-24
153. 28-33 13-18 172. 43-37 8-13
154. 23-28 13-18 173. 46-41 18-24
155. 28-33 13-18 174. 43-37 8-13
156. 23-28 13-18 175. 46-41 18-24
157. 28-33 13-18 176. 43-37 8-13
158. 23-28 13-18 177. 46-41 18-24
159. 28-33 13-18 178. 43-37 8-13
160. 23-28 13-18 179. 46-41 18-24
161. 28-33 13-18 180. 43-37 8-13
162. 23-28 13-18 181. 46-41 18-24
163. 28-33 13-18 182. 43-37 8-13
164. 23-28 13-18 183. 46-41 18-24
165. 28-33 13-18 184. 43-37 8-13
166. 23-28 13-18 185. 46-41 18-24
167. 28-33 13-18 186. 43-37 8-13
168. 23-28 13-18 187. 46-41 18-24
169. 28-33 13-18 188. 43-37 8-13
170. 23-28 13-18 189. 46-41 18-24
171. 28-33 13-18 190. 43-37 8-13
172. 23-28 13-18 191. 46-41 18-24
173. 28-33 13-18 192. 43-37 8-13
174. 23-28 13-18 193. 46-41 18-24
175. 28-33 13-18 194. 43-37 8-13
176. 23-28 13-18 195. 46-41 18-24
177. 28-33 13-18 196. 43-37 8-13
178. 23-28 13-18 197. 46-41 18-24
179. 28-33 13-18 198. 43-37 8-13
180. 23-28 13-18 199. 46-41 18-24
181. 28-33 13-18 200. 43-37 8-13
182. 23-28 13-18 201. 46-41 18-24
183. 28-33 13-18 202. 43-37 8-13
184. 23-28 13-18 203. 46-41 18-24
185. 28-33 13-18 204. 43-37 8-13
186. 23-28 13-18 205. 46-41 18-24
187. 28-33 13-18 206. 43-37 8-13
188. 23-28 13-18 207. 46-41 18-24
189. 28-33 13-18 208. 43-37 8-13
190. 23-28 13-18 209. 46-41 18-24
191. 28-33 13-18 210. 43-37 8-13
192. 23-28 13-18 211. 46-41 18-24
193. 28-33 13-18 212. 43-37 8-13
194. 23-28 13-18 213. 46-41 18-24
195. 28-33 13-18 214. 43-37 8-13
196. 23-28 13-18 215. 46-41 18-24
197. 28-33 13-18 216. 43-37 8-13
198. 23-28 13-18 217. 46-41 18-24
199. 28-33 13-18 218. 43-37 8-13
200. 23-28 13-18 219. 46-41 18-24
201. 28-33 13-18 220. 43-37 8-13
202. 23-28 13-18 221. 46-41 18-24
203. 28-33 13-18 222. 43-37 8-13
204. 23-28 13-18 223. 46-41 18-24
205. 28-33 13-18 224. 43-37 8-13
206. 23-28 13-18 225. 46-41 18-24
207. 28-33 13-18 226. 43-37 8-13
208. 23-28 13-18 227. 46-41 18-24
209. 28-33 13-18 228. 43-37 8-13
210. 23-28 13-18 229. 46-41 18-24
211. 28-33 13-18 230. 43-37 8-13
212. 23-28 13-18 231. 46-41 18-24
213. 28-33 13-18 232. 43-37 8-13
214. 23-28

SANS VISA

LA TABLE

A l'escabèche

Secrets et recettes d'une marinade qui n'intéresse pas que les sardines

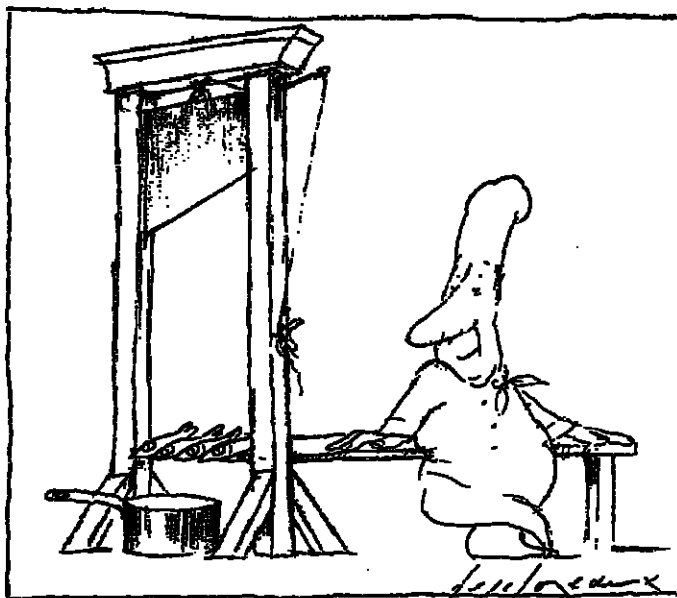
Depuis longtemps ce terme « agace » en moi un problème de linguistique. Je profite de la parution d'un petit ouvrage d'Alain Vircondelet consacré à la Cuisine de la-bas (éditions Hermès) pour l'exposer ici. Là-bas, c'est l'Algérie dont l'auteur, qui l'a quittée en 1962, a gardé le goût de ces cent soixante-cinq recettes-souvenirs. Parmi elles les sardines à l'escabèche.

Videz, lavez à grande eau, 500 grammes de sardines fraîches, dit-il. Séchez-les, puis faites-les frire à feu vif, en poêle, dans de l'huile. Retirez. Dans la même poêle, mettez un piment écorcé, du vinaigre, des gousses d'ail pilées, sel, poivre (harissa au besoin) et persil haché. Arrosez les sardines de cette sauce. Couvrez. Tenez en endroit frais deux jours avant de servir.

Bien. On aura compris que l'expression « à l'escabèche » désigne cette sauce dans laquelle le poisson aura macéré.

Eh bien, non ! Ou plus exactement, si l'on est arrivé à cette dérive il faut, pour une définition plus exacte, remonter à la source. Le Robert comme le Larousse sont formels : cabèche nous vient de l'espagnol cabecer : tête, par l'intermédiaire du « sabir méditerranéen », dont le populaire, chez nous, s'empara pour l'expression « couper cabèche. Escabèche alors, le bon sens l'indique, traduit un mot espagnol : escabechar, qui signifie étié. Et dans la recette ci-dessus, l'erreur de l'auteur est de ne pas nous indiquer que les sardines fraîches, lavées puis séchées, doivent, au préalable, être étiées (!).

On devrait dire, plutôt que sardines (ou tout autre poisson) en



escabèche, escabèche de poisson, de sardines. Ce qui rend absurde la dénomination, sur une carte restauratrice : moules en escabèche, par exemple.

Quant à la marinade au piment (pimenton) et tomate (quelques fois), ail, sel et poivre (et harissa de l'autre côté de la Méditerranée), il est bien évident qu'elle a pour base l'huile d'olive d'Espagne plutôt que l'huile d'arachide proposée par l'auteur.

Il n'importe. L'amusant est d'en retrouver d'autres traces. On a écrit en Afrique du Nord, quelquefois, « scabetcha ». Les Espagnols occupent les Flandres sont à l'origine de l'escabèche belge (le « b » s'étant affaibli en « v »), et dans le Berry on servait autrefois une préparation très voisine de goujons

frits puis marinés, dits en cuscumbé (est-ce une déformation ?) Pourquoi pas ! Ne sont-ce point des goujons de cette province, de retour de la conquête de l'Algérie, qui ont fait aux porcelainiers locaux créer le... mazagran ?

En Espagne aussi, on sert le perdrix en escabèche, saisi à l'huile, avec de l'ail puis ébouillanté, recouvert de son mouillement fortement pimenté, mise à mariner et servie froide. Perdrix escabèche, bien entendu. Et, au Chili, le poulet « en escabèche » est de même façon servi froid.

Alors, messieurs les cuisiniers, si l'on revenait à la stricte origine et si vos cartes indiquaient plus logiquement : escabèche de goujons, de sardines, de rougets ?

LA REYNÈRE

Le lapin à Jules

Le peintre André Gill avait bien son Lapin à Montmartre, pourquoi Jules n'aurait-il pas le sien ? Jules était le grand-père de Lucien Pergeline, un homme d'affaires retraité, peintre à ses heures (ses toiles sont aux murs), et dont le grand-mère était une de ces braves femmes de province cuisinant pour sa nichée « comme l'oiseau chante ». Et Jules aimait son civet (au sang, comme il se doit), et le petit Lucien aimait et se grand-mère et le lapin à Jules.

Alors, pour égayer sa retraite, se régaler et « occuper » sa bien gentille Marie-Claire, M. Pergeline vient d'ouvrir cette mini-maison de simple grande cuisine où le lapin (en terrine, en gelée, en civet) voisine avec une étonnante salade de étonnances aux noix, un superbe poulet au porc, tibia, vinaigrette aux légumes (et non point aux « petits » légumes !), le saucisson chaud lyonnais. Ajoutez-y des terrines, filets de hareng à l'huile de noix, les œufs au lait et la charlotte aux pommes, une petite cave, mais de vins mieux qu'honnêtes (aux environs de 100 F), avec un vin au verre (25 F) et vous aurez trouvé là une de ces maisons comme on n'en voit plus guère à Paris.

Un menu à 95 F (aux déjeuners), des menus le soir (145 et 270 F, vin compris) et carte : compter 200 F environ.

10, rue de Sévigné (4^e). Tél. : 42-71-80-90.

Ouvert aux déjeuners du mardi au vendredi, aux dîners les jeudi, vendredi et samedi. Parking : 16, rue Saint-Antoine. Chiens acceptés.

Le Bourdonnais

Un coup de rafraîchissement pour ce joli restaurant (trois pièces-boudoir) aux tables espacées, bien décorées et dont le sous-titre « le Cantine des gourmets » dit bien ce qu'il veut signifier : une maison « symp », à la fois familière et distinguée, dont Micheline Coste a voulu faire un vrai relais gourmand. Grâce au jeune chef Philippe Bardeau (qui, tout heureux d'avoir une cuisine toute récemment rajustée, ne se pousse point du col et encore moins de la toque).

Mais, surtout, dans ce quartier chic du septième arrondissement, une carte d'où l'on peut déguster tous les jours, y compris les dimanches, au déjeuner, un menu-carte à 200 F avec vin (un honnête petit bordeaux supérieur) et café compris, et, le soir, un menu « Sagesse gourmande » (250 F, vin et café compris). Ajoutez-y un menu dégustation à 380 F et la carte.

A travers toutes ces suggestions des trouvailles gourmandes : comme la tarte fine aux olives confites, le soufflé d'artichaut au foie gras, la marinade de saumon en gaspacho, le confit de lapereau à la Champvallon, la poêlée de volaille aux pâtes fraîches, la galette de canette au foie gras, le simple cœur d'entrecôte poêlé avec son gratin soufflé de pommes de terre, avant le croûton de Chavignol en beurre et les desserts, nombreux et régalants. Belle cave, notamment en bordeaux.

113, avenue de la Bourdonnais (7^e). Tél. : 47-05-47-96.

T.l.j. Salon 18 couverts. Parking : Ecole-Militaire. CB-AE.

L. R.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppte, Gédéon en foudre de chéas, amoureusement, pour vous. AMATEURS, profitez de nos cuvées spéciales : REDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à E.M. DUBOIS P. & F. (3), « Les Alouettes » VENEUIL, 51200 EPERNAY. 26-28-48-37.

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre CAVe en une seule commande (bordeaux, champagne, bourgogne, val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs au GIE Club des Bœufs, 17900 DAVAYE, Lyons viticole, 71900 DAVAYE. Tél. : 85-85-85-82.

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE La grande tradition de la mer, de la montagne et de la campagne. 10 bis, place de Cléry, Paris 10. Réservation : 48 74 44 78.

CHEZ HANSI La grande cuisine asiatique. 2, place de la République, Paris 11. Réservation : 45 48 36 42.

VACANCES-VILLAGES

HÔTELS

<p>Côte d'azur</p> <p>06400 CANNES</p> <p>HOTEL LIGURE ★★NN 5, rue Jean-Jaures Tél. : 9339 1948 Fax : 9339 1948 Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275 A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.</p> <p>NICE</p> <p>HOTEL LA MALMAISON Best Western ★★NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-67-63-56 - Tél. 470 418. Téléphone 93-16-17-93.</p> <p>HOTEL VICTORIA ★★ 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-68-39-60 Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.</p> <p>Paris</p> <p>SORBONNE</p> <p>HOTEL DIANA ★★ 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct. De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.</p> <p>SUD-OUEST</p> <p>PÉRIGORD</p> <p>AUBERGE</p> <p>LA CLÉ DES CHAMPS ★★NN CLUB DE CHASSE Sélection Jet Tours GOLF Practice à l'hôtel parcours 9 trous à 20 mn Greenfees - WE 230 F. 24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD Tél. : 53-29-95-94.</p>	<p>Grande-Bretagne</p> <p>LONDRES</p> <p>EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-gate, South Kensington, Londres SW 7. Tél. : 19-44-1-370-5111. Tél. : 916228. Fax : 370 6570. Hôtel moderne et accueillant près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées. Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).</p> <p>Italie</p> <p>VENISE</p> <p>HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ★★ Saint-Marc 1936 Réservation : 193941/52-32-333 Fax : 193941/52-03-721 Tél. : 41-1150 FENICE 1.</p> <p>VÉRONE</p> <p>NOVO HOTEL ROSSI Via Della Corte, 2 Près de la gare de PORTA NUOVA Réservation : 193945/56-90-32 Fax : 193945/57-82-79. Atmosphère intime, tout confort.</p> <p>Suisse</p> <p>St-MORITZ (Engadine) Kulm - Hôtel L'hôtel 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif. CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/21 11 51. Tx. 74 472.</p>
---	---

TOURISME

LOZÈRE

Automne-Hiver

Espaces grandioses

Nature vraie. Loisirs variés

Alt. 1000 m. Situation panoramique exceptionnelle. Pâtisseries, hameaux traditionnels. Parc animalier, loup et cerfs. Forêt. Promenades, pèlerins, équestres, vélos T.T. Poney, Jeux enfants. Mini-golf. Possib. ski de fond.

8 résidences Méditerranée : confort, cuisine, bain, chauff. élec., w.c. Superbe restaurant. Vaste cheminée, salle de jeux. TV. Cuisine de travail. Séjour w.c. et plus. Prix : 240 F. 1/2 pers. 185 F. Location à partir 360 F/w.c. et 800 F sem.

HOTELLERIE

DU PARC DU GEVAUDAN
SAINTE-LUCIE, 48100 MARVEJOLS
Tél. 66-32-05-68

ENSEIGNE

Saint-Pourçain-en-Purgatoire

Au triste palmarès des vins français méconnus ou méprisés, ceux de Saint-Pourçain-sur-Sioule figurent malheureusement en trop bonne place. Et l'on interroge sur les moyens de réparer cette injustice.

L'oubli, ici, est affaire de latitude. Chassé, ou presque, par l'épidémie de phylloxera de la carte viticole nationale, le grand vignoble de l'Orléanais condamnait ses lointains rejets à l'asphyxie collective. Si les vins de Pouilly-sur-Loire et de Sancerre ont pu être sauvés, ce n'est au fond que grâce à la proximité de la capitale et à l'arrivée des moyens de transport modernes et rapides. En revanche, qui se soucie encore, hormis quelques rares restaurateurs sincères autant que courageux, de la promotion des vins voisins de Quincy, de Reuilly ou de Menetou-Salon ?

Avec Saint-Pourçain, on est encore plus au sud, entre Moulins et Vichy, loin de tout ce qui fait la mode et le succès. Entré sur 30 kilomètres, entre Chémilly (sur l'Allier) et Chantelle (sur la Bouille), le vignoble des bords de la Sioule semble curieusement se cacher. C'est qu'on a longtemps hésité, après l'épidémie phylloxérique, à maintenir la tradition bimillénaire de la vigne face au revenu potentiel procuré par la culture semi-industrielle. On est ainsi tombé des 8 000 hectares du

dix-huitième siècle à moins de 500 hectares aujourd'hui.

Produit par une cave coopérative parmi les plus sympathiques qui soient et par une vingtaine de vignerons indépendants réunis au sein des Caves particulières de Saint-Pourçain, ce modeste vignoble « délimité de qualité supérieure » semble prendre plaisir à se dissimuler pour ne réapparaître malheureusement que dans la grande distribution ou au sein des carrels fermés du lobby pierre-charbon de la restauration suvergne. Cela est à la fois injuste et dommageable. Saint-Pourçain offre, en effet, une intéressante palette de vins arvenses, presque toujours commercialisés en deçà de 20 francs la bouteille. Une palette qui, si l'on n'y prend garde, pourrait demain disparaître de la carte de la viticulture nationale.

Comment justifier — ce n'est qu'un exemple — que sur la belle carte des vins de l'Hôtel de Paris, à Moulins, ne figure aucun des vins du voisinage et qu'il faille littéralement quémander pour obtenir un châteauguey, le saint-pourçain étant présenté par le maître d'hôtel comme un vin « acide » et « sans grand intérêt ».

Les saint-pourçain rouges, issus le plus souvent du cépage gamay auquel on ajoute une proportion variable de pinot noir, ont une forme de couli-

nage d'altitude avec les bourgogne passoutourgn. Ils n'atteignent certes pas la plénitude et ne justifient jamais la garde. On ne saurait pour autant mépriser leur légèreté fruitée et acidulée. De même, les vins gris et les rosés (de presse ou de goutte) auxquels ils peuvent donner naissance ont des caractéristiques souvent plus flatteuses que nombre de leurs homologues méditerranéens.

Mais ce sont les blancs de Saint-Pourçain qui justifient le voyage. Ils sont en effet, pour partie du moins, issus d'un cépage en voie de disparition, connu ici sous le nom de tres-solier et sous celui de sacy dans l'Yonne, où il donnait jadis naissance au « faux chabli ». Vraisemblablement originaire d'Italie, cultivé par des moines, fragile et souvent mal aimé, il fut présenté comme donnant naissance à un vin « mince ». On le retrouve pourtant avec surprise et grand plaisir à Saint-Pourçain, associé de diverses manières (au chardonnay, au sauvignon ou à l'algouté) et fournissant dans certains cas de remarquables arômes primaires qui ne sont pas sans rappeler ceux du cépage vignier. Sans doute lui suffisait-il de traverser l'Allier (c'est l'origine de sa dénomination locale) pour parvenir à s'exprimer, c'est-à-dire, le vin n'étant que le reflet de l'homme, pour survivre.

JEAN-YVES NAU

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>BASTILLE / OPERA DE LAI</p> <p>EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11^e. F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11^e.</p> <p>BONNE-NOUVELLE</p> <p>ZOMBI NELSON 17, rue de la Ville-Nouve, 2^e. Tél. : 42-33-76-57 Spécialités antillaises.</p>	<p>CHAMPS-ELYSEES</p> <p>RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-J^e, 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-89-20-41</p> <p>COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ</p>	<p>GÓBELINS</p> <p>ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 13^e Spécialités éthiopiennes.</p> <p>MAUBERT-MUTUALITE</p> <p>CHIENG-MAI 12, r. Frédéric- Santoni, 5^e 43-25-45-41 / dim. 43, Tél. 90,30 F s.c.</p>	<p>MONTPARNASSE</p> <p>L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Millan) LE TABORE 25, av. de Ménil, Paris-19^e. Tél. : 45-44-04-41.</p> <p>ODEON</p> <p>INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6^e. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.</p> <p>PLACE BLANCHE</p> <p>DOUCEURS DES ILES, 3, rue de Bruxelles. Spécialités antillaises.</p>	<p>REPUBLIQUE-BASTILLE</p> <p>LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.</p> <p>REUILLY-DIDEROT</p> <p>SAPNA 160, r. de Charonne, 12^e. F./lundi. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN</p> <p>LE SARLADUS, 2, r. de Vienne, 8^e. 45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRES</p> <p>LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex. aux fourneaux.</p> <p>TROCADERO</p> <p>F. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.</p>
---	--	--	---	--	---

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir >>> Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 octobre

TF 1	20.35 Variétés : Avis de recherche. De Patrick Sabatier. Invités : Denise Fabre, Veronique : Kacma, Ray Charles et Des Des Bridgeman, François Hardy, Félix Gray, Guy Kinga, Pierre Palmada, David Marouani, François Feldman. Magazine : 22.45 52' sur la Une. 23.45 Journal et Métro. 0.05 Fauteuil : Holmet. 1.00 Des agents très spéciaux. 1.50 TF 1 nuit.
A 2	20.35 Série : Mon dernier rêve sera pour vous. De Robert Mazoyer. 3. Nathalie ou la folle. 21.30 Apostrophes. Sur le thème « Cinéma-romans », sont invités : Elia Kazan (M. vi), Monique Lange (Cocaine, prince sans royaume), Joëlle Michel (Les fleurs blanches), Philippe Noiret (Philippe Noiret, par Dominique Maillet), Anne Wisniewski (Mon beau cheval). 22.55 Journal et Métro. 23.05 Soixante secondes. Bertrand Blier, cinéma. 23.10 Cinéma : Vera Cruz ■■ Film américain de Robert Aldrich (1954). Avec Gary Cooper, Burt Lancaster (v.o.).
FR 3	20.35 Série : Les nuits révolutionnaires. 3. La fête glorieuse, avec Michel Aumont. 21.35 Magazine : Thalassa. Rives de céler, de Philippe Villemain. 22.30 Journal et Métro. 22.55 Documentaire : Les grandes chroniques du millénaire.

COMMENT REPENDRE AUX MAUVAIS COUPS DU TÉLÉPHONE

DANS QUE CHOISIR D'OCTOBRE QUE CHOISIR

CANAL PLUS	20.30 Téléfilm : Le jeu du témoin. D'Eric Lenoir. 21.35 Documentaires : Docs, docs, docs, super docs. D'Elizabeth Couturier et Olivier Guion : à 22.25, Cet enfant n'est pas le mien, de Jonathan G. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : A gauche en sortant de l'ascenseur □
LA 5	20.40 Téléfilm : Au nom de la race. 22.30 Rallye des pharaons. 22.35 Magazine : Reporters. 23.40 Série : Génération pub. 0.00 Journal de minuit.
M 6	20.30 Téléfilm : Le bagarreur. De David Lowell Rich, avec Gregory Harrison, Glynnis O'Connor. 22.10 Série : La malédiction du loup-garou. 22.40 Série : Brigade de nuit. 23.30 Capital. 23.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT	23.40 Sexy clip. 0.20 Variétés : You can dance.
FRANCE-CULTURE	20.30 Théâtre : Pour un oui pour un non. Pièce de Nathalie Sarraute. 21.30 Documentaire : Damia, concert en velours noir. De Juliet Berni. 22.30 Documentaire : L'amour en France (2). De Daniel Karlin et Tony Lainé. 23.30 Cinéma : Perceval le Gallois ■■ Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec Fabrice Lucchini, André Dussolier, Pascale Ogier.
FRANCE-MUSIQUE	20.30 Radio-archives. Jean Paulhan, pourquoi cela et pas ceci ? 21.30 Musique : Black and blue. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Des sautes et du rock.

Samedi 7 octobre

TF 1	15.45 Tiroc à Longchamp. 18.00 Série : Les professionnels. 18.55 Série : Marc et Sophie. 20.00 Journal.
BEDOS AU ZENITH	10 NOV AU 3 DEC RESERVATIONS 42 40 01 01
A 2	14.55 Magazine : Sports passion. Spécial vélo, en direct de Tours : Paris-Tours depuis la Libération ; Eric Pichon, vice-champion du monde amateur sur route ; Greg LeMond. 17.25 Magazine : Aventures voyages. Shikibani à contre-courant, de Pierre Fétout. 18.20 Magazine : Les chevaux du week-end. 20.00 Journal et Métro. 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Avec Sacha Dimeglio, Dorian Wavric, Philippe Lavit, Toots Thielemans, Laurent Voulzy, Antonio Fargas, Chris Richards, Gregory Keri, le groupe Exposé, Jean-Marie, Françoise Fabian, un clip de Paul Mc Carthy, un clip de Jean Yvane. 22.30 Série : Nick, chasseur de vases. 23.30 Journal et Métro. 23.45 Lunettes noires pour nuit blanche.
FR 3	19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.10 à 18.30, le journal de la région.

LA SEPT	22.10 Téléfilm : L'enfant de la misère. D'Arthur Allan Seidman, avec Susan Dey, Danny Glover.
FRANCE-CULTURE	17.30 Téléfilm : Un médecin des Lumières. De René Allio (première partie). 19.00 Magazine : Mégamix. De Martin Malessonier. 19.30 Documentaire : Master class. De Jean-Louis Cornelli. 20.30 Opéra : Eugène Onéguine. Opéra en trois actes de Tchaïkovski par l'Orchestre du Covent Garden de Londres, dir. Georg Solti. 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean. 23.15 Jazz soundies collection. 23.25 Documentaire : Travailler à domicile. 23.30 Documentaire : Life string. D'Yves Jéan.
FRANCE-MUSIQUE	18.00 Opéra (en direct de l'Opéra de Vienne) : Don Carlos, de Verdi, par le chœur et l'orchestre de l'Opéra de Vienne, dir. Claudio Abbado ; sol. : Ruggero Raimondi, László László, Renato Bruson, Anstoll Kotscherger, Goran Simic, Mirella Freni, Agnès Baltsa, Gabriella Simo, Peter Jellinek, Roder Nilsen. 23.08 Le monde de la nuit : Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur op. 47 de Schumann : Quintette pour piano et vents en mi bémol majeur K 452 de Mozart : Sonate pour piano en la majeur de Schubert. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune.

Dimanche 8 octobre

TF 1	12.55 Métro et Journal. 13.20 Série : Un fil dans la mafia. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Variétés : Mondo Dingo. 15.45 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? De Stéphane Collaro. 16.10 Tiroc à Longchamp. 17.55 Magazine : T défoot. 18.00 Magazine : 7 sur 7. D'Anne Sinclair. Invité : Alain Prost. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, Métro et Tapis vert. 20.40 Cinéma : le Quatrième Pouvoir ■■ Film français de Serge Laroy (1995). Avec Philippe Noiret, Nicole Garcia, Jean-Claude Brialy. 22.25 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Deux bonnes pâtes ■■ Film italien de Sergio Citti (1978). Avec Philippe Noiret, Vittorio Gassman, Luigi Proietti.
A 2	10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Météo, à la communauté d'Aigrefeuille à Saint-Rémy-la-Chèvre. 12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau, présenté par David et Jacques Martin. 13.00 Journal et Métro. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : Qui c'est ce garçon ? De Nicole Baron et Nadine Tringant, avec Marina Joubert, Ugo Tognazzi. 17.30 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique. 4. Bazard à Espérance. 18.30 Magazine : Stade 2. Football : Adieu-Syrie et portrait de Jean-Pierre Papin ; Basket-ball : Ordes-Mulhouse et portrait de Semenov ; Hippiques : Championnat de France à Fontainebleau ; Rugby : Championnat de France : Handball : L'équipe de Cézail ; Moto : Le guidon d'or ; Vété son terrain : Championnat de France. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Métro. 20.35 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. La pipe de Maigret, de Jean-Marie Coldefy, avec Jean Richard, Nelly Borgeaud. 22.05 Magazine : Cinéma. D'Anne André, Claude Ventura et Michel Boulet. Sommaire : Jean Costeau ; Gregory Peck. 23.10 Journal et Métro.
FR 3	12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. Volley-ball : Championnat d'Europe en Suède ; Gala de patinage artistique à Colombes : France-URSS ; Équitation : CSI de Fontainebleau ; Athlétisme : Championnat de France de relais ; Moto : Championnat de France Supersport sur le circuit Carole. Flash d'informations. 17.00 Magazine : Montagne. Népals, marches d'approche, de Jean-Michel Ogier et Jean-Pierre Rivet. 17.30 Amuse 3. Demain la petite grenouille : à 17.45, Le cheval de feu : à 18.10, Princesse Saphir : à 18.35, Moi, Renart. 18.00 Série : L'agence. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. La grande machine à éclair, de Scott Hicks. 1. Le drapeau rouge sang. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Métro. 22.30 Cinéma : le Port de l'angoisse ■■ Film américain de Howard Hawks (1944). Avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall (v.o., N.J.).
CANAL PLUS	9.25 Cinéma : le Dernier Match ■■ Film américain de John Hancock (1973). Avec Robert De Niro, Michael Moriarty, Vincent Gardenia. 11.00 Cinéma : A gauche en sortant de l'ascenseur □

0 6 0 2 7 1 0 5 0 0 5 0 3 4 3 2 2 - - 3 1 - .																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																</
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

DEMAIN DANS Le Monde

DATES

IL Y A 25 ANS, LE RENVERSEMENT DE KHROUCHCHEV
Président du Conseil des ministres d'URSS depuis 1958, Nikita Khrouchtchev dut démissionner le 15 octobre 1964 en raison de l'échec de sa politique agraire industrielle.

ÉCONOMIE

LA REVUE DES MARCHÉS FINANCIERS
La semaine boursière sur les principales places financières. Les marchés des capitaux. Les devises et les matières premières. Les marchés monétaire et obligataire.

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION

LE PRIX ITALIA
Organisé par la RIA, chaîne de télévision italienne, le prix Italia récompense chaque année ce qui se fait de mieux dans les radios et les télévisions du monde entier.

SPORTS

CYCLISME

Nouveau record
pour Jeannie Longo

La Grenobloise Jeannie Longo a battu son propre record du monde des 3 kilomètres, jeudi 5 octobre, à Mexico, dans le temps de 3 min 38 s 190. Après avoir établi, dimanche 1^{er} octobre, une nouvelle distance pour l'heure, la cycliste avait décidé d'améliorer le record des 3 kilomètres qu'elle avait établi (3 min 41 s 640), le lundi 25 septembre, peu de temps après son arrivée dans la capitale mexicaine. Le souhait de la championne du monde de réussir à passer « sous la barre des 3 min 40 s » est donc réalisé. M^{me} Jeannie-Ciprelli Longo peut donc prendre, avec son mari-entraîneur, quelques jours de vacances à Dallas (Etats-Unis) avant de se lancer à la conquête d'autres records en selle.

■ FOOTBALL : Ajax d'Amsterdam interdit de Coupes européennes pour deux saisons. — La commission de discipline de l'Union européenne de football (UEFA) a décidé, jeudi 5 octobre, d'interdire, pour les deux prochaines saisons, le club néerlandais de l'Ajax d'Amsterdam de toute compétition européenne où il serait qualifié. Cette sanction fait suite au comportement violent de supporters de l'Ajax lors d'une rencontre avec un club autrichien dont le gardien avait été atteint par une balle de feu lancée des tribunes (le Monde du 29 septembre).

■ VOILE : Transatlantique des 6,50 mètres. — L'Avignonnais Hervé Devie a remporté, jeudi 5 octobre, la première étape Concarneau-Ténériffe (Canaries) de la Transat des voiliers de 6,50 mètres. Il a devancé de dix-neuf minutes le Breton Philippe Vicariot. Partis de Concarneau le dimanche 24 septembre, en compagnie de soixante autres concurrents les skippers de « tout petits voiliers » se sont livrés une longue lutte à travers la tempête comme le petit temps.

EQUITATION : championnats de France

Le retour des cavalières

Les championnats de France de saut d'obstacles et de dressage se déroulent jusqu'au dimanche 8 octobre, à Fontainebleau. En l'absence du champion olympique Pierre Durand, qui a préféré aller disputer un concours au Japon, vingt-deux cavaliers et deux cavalières se disputent le titre de saut d'obstacles.

Le grand retour des cavalières ? Depuis l'époque de Janou Lefebvre, championne du monde des cavalières en 1970 et 1974 avec sa jument Rocket et médaillée d'argent aux Jeux olympiques de Tokyo et Mexico avec l'équipe de France, le saut d'obstacles français est à nouveau devenu le domaine réservé de la gent masculine.

Alors que la Suisse se trouvait une médaille de bronze aux Jeux de Los Angeles (Heidi Robbiani, au concours individuel), que les Etats-Unis remportaient la Coupe du monde par l'intermédiaire de Melanie Smith, de Leslie Burr, puis de Katherine Burdell et que le Canada s'imposait lors des derniers championnats du monde grâce à Gill Greenough, la France semblait oublier que l'équitation est, avec l'automobilisme, le seul sport à accepter la mixité.

Seule, ou presque, depuis près de dix ans, Adeline Wirth assurait patiemment une présence qui devait la mener en équipe de France B ou C, mais jamais au niveau de l'équipe première. Les championnats de France avaient pris l'habitude de se dérouler entre hommes, ces dames ayant après tout leur « championnat de France des cavalières », une épreuve en réalité sans grande valeur.

Or l'an dernier, une toute jeune cavalière, Alexandra Ledermann, accédait à la finale du championnat de France « mixte » et en prenait la douzième place, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Et voici cette année que deux cavalières ont décroché leur sélection pour le championnat de France, ce

qui est sans précédent : Adeline Wirth, trente-quatre ans, et Alexandra Ledermann, vingt ans, se sont même remarquablement sorties de la première des trois étapes du championnat, disputée mercredi, puisqu'elles en ont pris les dixième et sixième rangs (sur vingt-quatre concurrents).

Deux cavalières sur vingt-quatre concurrents, c'est évidemment encore marginal. Mais plus significative encore était la composition de l'équipe de France médaillée de bronze aux championnats d'Europe des jeunes cavaliers (catégorie allant de dix-huit à vingt et un ans) disputés en août dernier : deux cavaliers et deux cavalières, Alexandra Ledermann, auteur d'un double sans-faute dans l'épreuve par équipes, et Eugénie Legrand. Cette dernière, qui n'est autre que la fille du compositeur Michel Legrand, devait surtout remporter le championnat d'Europe individuel, devenant la première femme à figurer à ce palmarès.

« L'athlète,
c'est le cheval »

Le saut d'obstacles est bien un sport dans lequel femmes et hommes partent à égalité. Et la balance pencherait même du côté féminin, si l'on en croit Patrick Caron, l'entraîneur national : « La force physique n'est pas utile pour monter en saut d'obstacles, car l'athlète, c'est le cheval, pas le cavalier. Physiquement, les femmes ne sont donc pas désavantagées. Elles ont plutôt un atout par rapport aux hommes : une plus grande sensibilité, qui est importante dans la relation avec le cheval, ce qui fait qu'elles montent avec moins d'autoritarisme, avec plus de délicatesse. »

La séparation des sexes est à ce point périmée, en équitation, que le championnat du monde des cavalières a été supprimé après la victoire de Janou Lefebvre. Il est vrai qu'à la même époque la princesse Anne remportait le titre européen mixte : l'organisation d'épreuves réservées aux femmes ne se justifiait plus.

La France a pourtant maintenu son championnat national des cavalières et va même organiser, du 8 au 10 décembre, dans le cadre du Salon du cheval, un jumping international des cavalières, qui sera la seule épreuve réservée aux femmes dans le calendrier international.

Les cavalières françaises ne pensent pas avoir rencontré de misogynie dans le milieu du saut d'obstacles. « Je n'ai pas eu plus de problèmes qu'un garçon pour réussir », affirme Alexandra Ledermann. Les seuls préjugés viennent des propriétaires, qui rechignent plus à prêter un cheval à une femme qu'à un homme.

Pourtant, il existe un phénomène de déperdition entre la base et l'élite : d'après une enquête fédérale, environ 60 % des pratiquants sont des... pratiquantes. Dans les catégories d'âge les plus jeunes, la proportion de filles en compétition est encore importante. Puis, à l'âge adulte, les cavalières se font rares en compétition.

« L'explication est purement sociologique », estime Patrick Caron. Dans les pays anglosaxons, il est tout à fait naturel que les femmes pratiquent l'équitation. Aux Etats-Unis, il s'agit même d'un sport à image très féminisée, un peu l'équivalent de la danse en France. Ce n'est pas le cas dans les pays latins. Ici, les femmes abandonnent en général l'équitation au moment de l'entrée dans la vie active, de choisir un métier ou de créer une famille. Elles y reviennent parfois plus tard, après avoir eu des enfants. Mais, dans la catégorie des dix-huit-trente ans, l'âge de la compétition, il existe un creux sensible.

Les trois leaders du saut d'obstacles féminin français, Adeline Wirth, Alexandra Ledermann et Eugénie Legrand, ont eu la chance de se trouver dans des familles qui leur ont permis de se consacrer entièrement à l'équitation. Cela ne fait que les mettre à égalité avec leurs concurrents masculins.

GILES VAN KOTE

AUTOMOBILISME : l'affaire Mansell

Jugement à petite vitesse

Habités à la précipitation qui règne dans les stands, les pilotes de formule 1 et les directeurs d'écurie ont du mal à supporter les lenteurs du système judiciaire. Le pilote britannique Nigel Mansell l'a montré, jeudi 5 octobre, en sortant, place de la Concorde, à Paris, légèrement tard, de son audition devant le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) qui examinait les sanctions prises à son égard par la FISA, le 25 septembre, après le Grand Prix du Portugal (le Monde du 26 septembre).

Mansell a quitté la place trop vite. Certes, les trois membres du tribunal (un Grec, un Français et un Néerlandais) ont pris leur temps pour écouter les arguments des représentants de l'écurie Ferrari, puis ceux du secrétaire général de la FISA expliquant que la suspension du pilote d'un grand prix à la suite de sa marche arrière dans les stands était « une peine légère », mais ils ont rendu un jugement assez surprenant. Pour la première fois une instance de la fédération automobile ne confirme pas des décisions prises par le conseil

mondial ; elle va même plus loin en estimant, à demi-mot, que les sanctions prises étaient bien trop lourdes par rapport aux faits reprochés.

M^{re} Henry Peter, avocat de la Scuderia, se félicite que les juges déclarent les appels recevables. Selon lui, les membres de l'instance d'appel se sont donné un délai supplémentaire avant de se prononcer. Ils ont en effet décidé de surseoir à statuer dans l'attente d'un jugement du tribunal d'appel du Portugal qui doit prochainement examiner l'affaire de l'amende de 50 000 dollars imposée à Mansell.

Le tribunal de la FIA ne modifie donc pas les classements actuels des pilotes de formule 1 dans la course au titre mondial. Les juges ne rendront leur verdict que plus tard... après le Grand Prix du Japon, ou même après celui d'Australie, au mois de novembre, qui termine la saison. La justice n'apprécie que modérément la vitesse.

S. B.

LES HEURES D'USTADE

ATHLÉTISME

Championnat de France de relais. Cannes, samedi 7 octobre.

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des rallyes. San-Remo (Italie), du dimanche 8 octobre au samedi 14 octobre.
Rallye des Pharaons. Jusqu'au mercredi 11 octobre au Parc des Princes à Paris (TF1, en direct à 20 h 15).

BASKET-BALL

Championnat de France. Cinquième tour aller, samedi 7 octobre.

BOXE

Championnat du monde des super-coq (IBF). Bordeaux, samedi 7 octobre, Fabrice Bérichou (Fr)-Ramon Cruz (P-R).

Canal Plus, en direct à 22 h 55.

CYCLISME

Paris-Tour. Samedi 7 octobre (A2, en direct à partir de 14 h 55).

FOOTBALL

Coupe du monde. Éliminatoires du groupe 5, France-Ecosse, mercredi 11 octobre au Parc des Princes à Paris (TF1, en direct à 20 h 40).

JUDO

Championnats du monde. Belgrade (Yougoslavie) à partir du mardi 10 octobre.

SPORTS EQUESTRES

Championnat de France. Fontainebleau, jusqu'au dimanche 8 octobre.

STYLE 25

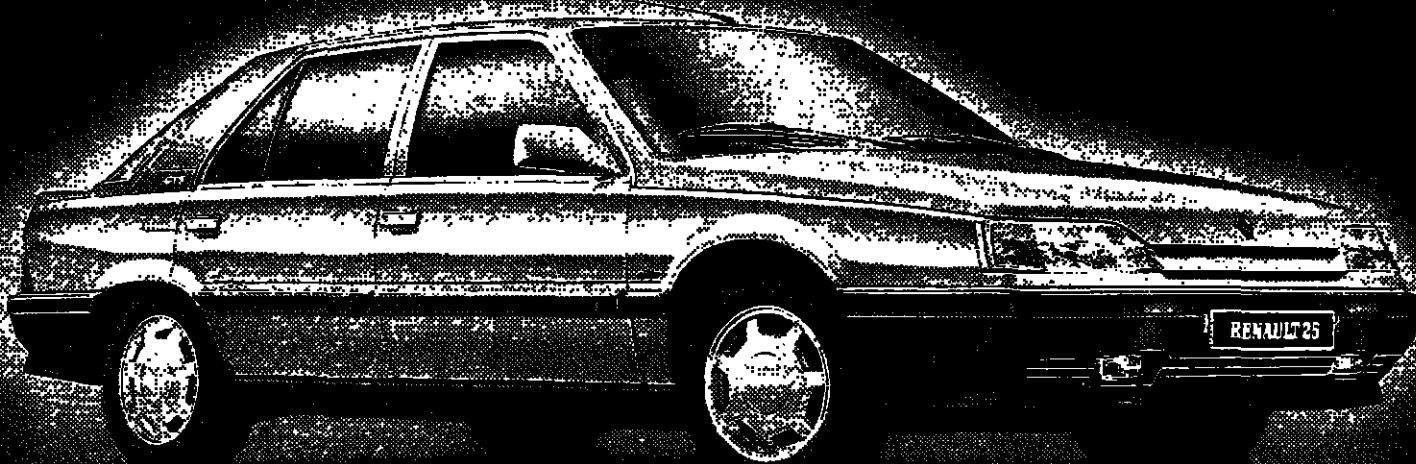
NOUVELLES RENAULT 25
CAMARGUE

La Renault 25 Camargue c'est tout le plaisir des grandes limousines. Un velours de haute qualité habille ses sièges. Ses vitres teintées, ses jantes en alliage léger, ses projecteurs additionnels, sa peinture métallisée en font un objet d'une rare perfection. Pour encore mieux vous faire apprécier son confort, la Renault 25 Camargue est équipée d'un auto-radio cassette stéréo 4x6 watts. Et pour suivre au plus près vos desirs la Renault 25 Camargue existe en 5 versions, avec direction assistée en série. Amateurs d'objets rares, cette voiture n'est faite que pour vous.

Série limitée - Modèle présenté en version GTS - Prix clés en main au 22/09/89 - Millésime 90 - Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement. RENAULT propose EIF

A PARTIR DE 118 200 F

Camargue



VIVRE LE STYLE RENAULT 25

VENEZ LA DECOUVRIR DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE

مكتبة الامن الاصل

BILLET

Airbus sous tension

La montée en puissance de l'industrie aéronautique ouest-allemande rend celle-ci de plus en plus gourmande. Voici que MBB veut que l'Aérospatiale française partage avec elle le montage final - actuellement localisé à Toulouse - des Airbus A-320 et A-321, dont les ailes sont fabriquées en Grande-Bretagne, le fuselage en RFA, l'empannage en Espagne et le poste de pilotage avec son informatique en France. MBB fait valoir qu'une deuxième chaîne de montage à Hambourg permettrait de livrer plus vite les avions et d'économiser quelque 200 millions de francs par an.

L'Aérospatiale, qui voit ainsi menacer sa part du gâteau Airbus, contre-attaque dans une note dans laquelle elle dénonce le transfert de Toulouse à Hambourg d'une partie du montage qu'elle qualifie d'« absurdité économique et industrielle ». Elle souligne les doubles investissements et les nouvelles sources entre les deux sites et conclut en ces termes : « La proposition de MBB suppose un investissement de 500 millions de dollars (3,2 milliards de francs) et entraîne non pas des gains, mais plus de 20 millions de dollars (130 millions de francs) de pertes par an ! »

Ces comptes d'apothicaire dissimulent une rude bataille pour le poste de chef de file de l'aéronautique européenne. A l'heure actuelle, les tâches les plus nobles (poste de pilotage et montage) sont assurées par la France. La RFA, qui vient d'unifier ses avionsiers sous le pavillon Deutsche Aerospace, s'apprête à avoir des fonctions correspondant mieux à ses compétences.

A court terme, MBB n'obtiendra pas satisfaction. Les Britanniques et les Espagnols y sont hostiles, car cette redistribution brouillerait la répartition des tâches affectées aux industriels, grosso modo, selon leurs parts du capital d'Airbus : 37,9 % pour MBB, 20 % pour British Aerospace et 4,2 % pour l'espagnol Cesa. Cet équilibre fragile ne peut être modifié qu'à l'unanimité.

En revanche, à plus long terme, l'émulsion allemande devra être prise en compte... mais aussi les désirs britanniques et les intérêts français et espagnols. Autrement dit, le système Airbus continuera d'être le siège de tensions et de discussions où les stratégies industrielles devront tenir compte d'effets nationaux, voire locaux. Pour l'instant, ces contradictions n'ont pas empêché le consortium européen de vendre plus d'un million d'avions. Pourvu que ça dure !

AL. F.

INSOLITE

Canards boursiers

Aux cris de « L'argent pour les chômeurs, pas pour les spéculateurs ! », « Mickey go home ! », « non à la sous-culture ! » ponctués de lancements de tomates et de farine, une trentaine de jeunes communistes ont accueilli à leur manière, Mickey, Pluto et Pissou venus annoncer au palais Brongniart le prix de l'action EuroDisneyland (72 F, par 10). A midi tapante, les inéffables « Pom Pom Girls » surpassaient derrière les colonnes, au rythme des flonflons, pour accueillir les héros du jour. Mais l'once Pissou sut à peine le temps de grincer au bras du président d'EuroDisneyland, M. Robert Fitzpatrick, les marches du temple de l'argent, que de l'autre côté des grilles un petit groupe arborant des masques de Donald se mit à le conspuer et à lui lancer des projectiles alimentaires. D'un bond, tous les « Disney Boys » se mettaient à l'abri et après une heure d'attente décidèrent d'abandonner leur « show », pour un buffet sous les lambris. « De toute façon, ces gens (les jeunes communistes) seront nos clients, car tout le monde succombe au charme de Mickey », conclut M. Fitzpatrick.

Malgré la stratégie mise au point pour les pays du groupe des Sept

Le dollar insensible à la hausse des taux européens

Le dollar était en hausse vis-à-vis du yen vendredi 6 octobre à Tokyo. Malgré de nouvelles interventions des banques centrales, il restait ferme sur les marchés européens. L'opération de hausse concertée des taux d'intérêt menée jeudi par les banques centrales européennes n'a donc pas atteint son objectif, qui était de freiner la progression de la devise américaine. Les marchés boursiers ont peu réagi à ces mesures. Emmané par l'Allemagne fédérale, le mouvement de hausse des taux ne fait pas l'unanimité parmi les autorités monétaires. M. Onno Ruding, ministre néerlandais des finances, a « regretté l'important relèvement du taux d'escompte décidé par la Bundesbank ». Les marchés attendent maintenant de savoir si la Réserve fédérale américaine va accepter de baisser les taux outre-Atlantique. La Banque de France a augmenté ses taux directeurs de 0,75 point. Les responsables français justifient cette décision par des raisons internes : ils souhaitent limiter la progression du crédit. Les grandes banques commerciales françaises pourraient annoncer prochainement une hausse de leur taux de base bancaire, celle accordée à leurs meilleurs clients.

En élevant de trois quarts de point ses taux directeurs, de 3 3/4 % à 4 1/2 % son taux d'intervention, et de 9,50 % à 10,25 % son taux de prises en pension, la Banque de France a, certes, voulu se conformer aux décisions prises au sein du système monétaire européen.

En outre, elle ne pouvait pas se permettre de ne pas suivre la banque fédérale d'Allemagne dans le relèvement de ses taux directeurs ; le risque d'une attaque sur le franc n'était pas négligeable dans la mesure où notre monnaie est défendue par une rémunération des placements plus attrayante à Paris qu'à Francfort.

Mais elle n'était pas obligée de relever le taux des réserves obligatoires des banques, porté de 5 % à 5,5 % sur les dépôts à vue et de 2,5 % à 3 % sur les comptes sur livrets et les dépôts à terme. Ce relèvement, qui va augmenter de 9 à 10 milliards de francs ces réserves non rémunérées va coûter environ 1 milliard de francs aux banques. Si on y ajoute les 2,5 milliards de francs des coûts supplémentaires que va représenter, pour les établissements, la hausse du taux d'intervention de la Banque de France, c'est une ponction de 3,5 milliards de francs qui va être effectuée sur les bénéfices des banques.

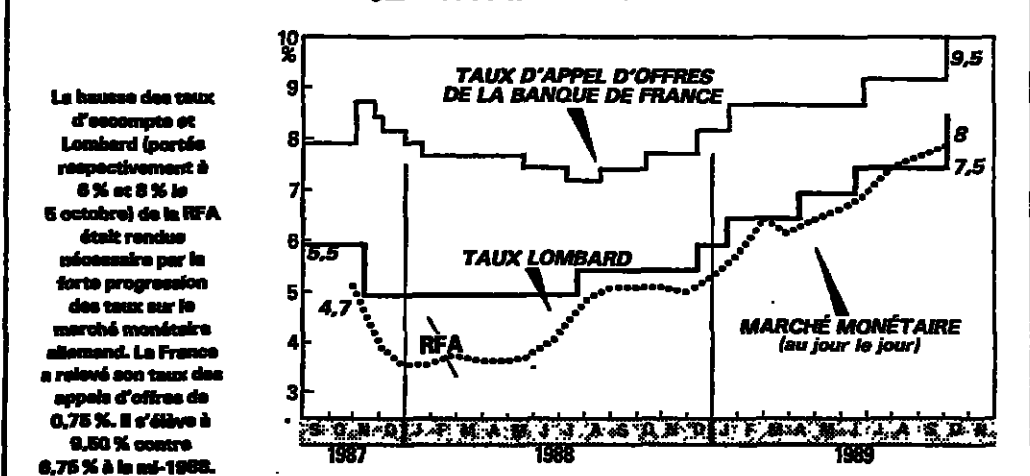
Selon toute vraisemblance, elles vont répercuter sur leurs clients tout ou partie de cette ponction et relever leur taux de base d'un demi-point ou de 0,40 %, comme elles l'avaient fait en janvier et en juillet derniers, toujours à la suite d'une augmentation du taux d'intervention de la Banque de France.

Le taux de base, passé de 9,25 % à 9,60 % au début de l'année et de 9,60 % à 10 % au seuil de l'été, serait porté à 10,40 % ou à 10,50 %. Ce niveau est le plus élevé depuis l'automne 1985, comme l'est le taux d'intervention de l'institut d'émission. C'est donc un retour en arrière de quatre ans.

On remarquera que la hausse de trois quarts de point décidée par la Banque de France est la plus importante depuis huit ans, hors période d'attaque sur le franc, comme en novembre 1987. Elle marque clairement la volonté des autorités monétaires de freiner la croissance des crédits aux entreprises et aux particuliers, qui se poursuit au rythme de 18 % à 20 % par an et qui est considérée, désormais, comme excessive et de nature à engendrer des tendances inflationnistes. C'est un signal très clair donné à l'économie, au risque de « se tromper d'adversaire », comme le craignent certains grands banquiers.

F.R.

Un mouvement continu



Soulagement à Francfort

FRANCFORT
correspondance

Les meilleurs financiers de Francfort ont réagi avec un certain soulagement à la décision de la Bundesbank de relever d'un point ses taux directeurs, considérant qu'une telle décision devait se produire sur ce front, au moins jusqu'à la fin de l'année. Tous les marchés avaient largement anticipé une hausse du taux d'escompte et du taux lombard (avances sur titres), qui sont passés respectivement à 6 % et 8 %.

La décision jeudi du conseil d'administration de la « Buba » de Francfort - un « grand pas » - on choisissant un point d'augmentation au lieu du demi-point habituel, a donc été accueillie sans surprise. Après s'être échangé au fixing à 1,8812 de francs par dollar, le dollar a baissé considérablement dans l'après-midi, tombant à 1,8615 pour clocher ensuite à 1,8530, malgré une intervention assez massive sur le marché des changes de la Bundesbank, qui a vendu pour 13,4 millions de dollars.

De Bonn sont venues de nombreuses critiques, notamment des rangs de l'opposition social-démocrate, qui juge beaucoup trop exagérées les mesures prises par la Bundesbank pour endiguer tout danger d'inflation, alors que, selon les derniers résultats, l'augmentation des prix en rythme annuel se situe à un niveau satisfaisant (3,1 % en septembre). M. Ingrid

Mathias-Maier, porte-parole du SPD pour les affaires financières, voit pour sa part une contradiction entre la politique de relance du gouvernement et le sévère coup de frein donné à l'économie par la Bundesbank.

Le ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann (FDP), a de son côté exprimé une « compréhension de circonstance » à l'égard de la décision de la Bundesbank, y voyant essentiellement un signal à l'attention des partenaires sociaux pour qu'ils ne restent pas en cause la stabilité des prix par des augmentations exagérées lors du prochain round de négociations salariales.

L'utilisation des taux d'intérêt pour maintenir la stabilité du mark à l'extérieur est toutefois contestée par plusieurs associations financières et bancaires allemandes. Selon l'association des caisses d'épargne, par exemple, un relèvement au sein du SME - auquel la France est farouchement opposée - est nécessaire pour enrayer la dépréciation du mark vis-à-vis des autres monnaies, et donc contenir l'inflation importée. En ce qui concerne le dollar, estime cette association, aucune action pour réduire le différentiel entre les taux d'intérêt des deux pays ne sera efficace sans une participation de Washington.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Un coup d'épée dans l'eau

par Françoise Lazare

La hausse des taux directeurs de la RFA, de la France, de la Grande-Bretagne et de la plupart des autres pays européens est la conséquence logique de la décision des membres du groupe des Sept, le 23 septembre à Washington, de ne pas tolérer une « hausse du dollar au-dessus du niveau actuel ». Elle était déjà inscrite dans les cours des marchés obligataires depuis plusieurs jours. Ayant utilisé, pendant plus d'une dizaine de semaines consécutives, les interventions des banques centrales sur les marchés des changes (par leurs ventes de dollars, les instituts d'émissions tentant de faire baisser le cours de la monnaie américaine vis-à-vis des autres devises), les grands agents de change ont dû recourir à l'arme des taux d'intérêt pour rendre plus attrayants les rendements offerts sur les titres étrangers et faire ainsi baisser la devise américaine.

L'enchâssement de ces deux étapes suscite de nombreuses interrogations sur l'état de la coopération économique internationale. Depuis le début de l'année, il est clair que le dollar est très recherché. Les taux d'intérêt américains sont attractifs, Wall Street est au beau fixe et le dollar américain, qui va en s'accroissant, sollicite toujours l'épargne des étrangers. La poursuite de la hausse du dollar inquiète les principaux pays industriels, car elle met en cause le processus d'ajustement des déséquilibres commerciaux (réduction du lourd déficit américain, contraction des

excédents allemands et japonais et peut se révéler génératrice d'inflation).

Or s'il était facile aux membres du groupe des Cinq, il y a quatre ans, de faire baisser le cours du dollar, manifestement surévalué, leur marge de manœuvre pour l'empêcher de monter apparaît maintenant plus limitée. Après les interventions des banques centrales, puis la hausse « concertée » des taux d'intérêt européens, l'enchaînement logique serait un abaissement des taux directeurs américains. Or la Réserve fédérale, qui a autorisé une attente des taux d'intérêt au cours de l'été, est désormais opposée à la poursuite de ce mouvement.

Les incertitudes sur l'état de la conjoncture aux Etats-Unis sont trop grandes et les craintes inflationnistes sont, malgré la modification des indices de prix depuis quelques mois, encore loin d'être dissipées. La « balance des risques » entre inflation et récession, à laquelle faisait récemment allusion le président de la Fed, M. Alan Greenspan, ne penche pour l'instant clairement ni dans un sens ni dans l'autre. On retrouve ici toute l'ambiguïté, dénoncée depuis longtemps par les économistes, d'un dollar à la fois principal instrument d'échange dans le monde et monnaie d'un pays donné.

Que ce soit la RFA, hantée par la crainte de l'inflation importée et par les difficiles négociations salariales

qui s'engagent ; la France, qui veut freiner la demande de crédits aux entreprises et aux particuliers ; la Grande-Bretagne, qui doit enrayer la chute de la livre ; la Suisse, qui se dit qu'une politique monétaire plus restrictive permettrait de redonner quelque attrait à la monnaie helvétique : la plupart des pays européens avaient de bonnes raisons de s'engager dans la hausse des taux. Mais ces motivations sont avant tout nationales, et le risque que fait peser sur la croissance un relèvement des taux est encore limité. L'activité économique reste en effet très soutenue presque partout en Europe. Aux Etats-Unis, en revanche, on est loin d'avoir trouvé un consensus sur l'opportunité d'apaiser les taux. Au cours de l'été, la Réserve fédérale et l'administration n'ont pas caché leurs divergences à ce sujet. Quant au Japon, si se présente vigoureusement contre la poussée du dollar mais refuse de relever ses taux.

Les événements des derniers jours ont ainsi fait la démonstration du bon fonctionnement de la coopération, ou, plutôt, de la coordination économique internationale (intervention concertée sur les marchés des changes, hausses simultanées des taux d'intérêt), mais aussi celle de l'impasse dans laquelle se trouvent les pays industriels. L'issue la plus rapide serait plus facile si un relèvement de l'activité économique se confirmait outre-Atlantique, car alors la Réserve fédérale n'hésiterait plus à abaisser les taux d'intérêt afin de relancer l'économie. Si tel n'est pas le cas, les pays industriels, après ce « coup d'épée dans l'eau », devront s'engager dans une nouvelle série d'actions sur les marchés des changes et d'interventions sur les taux d'intérêt, afin de maintenir le dollar dans les marges souhaitées.

L'élément le plus déconcertant réside probablement dans la poursuite de la hausse des marchés boursiers. Indépendamment des aides monétaires, les cours des actions continuent de monter, aussi bien à Wall Street qu'au palais Brongniart. Or les deux scénarios envisagés - ralentissement de l'économie américaine ou renchérissement des taux en Europe - ne peuvent manquer, à terme, de mettre fin à cet optimisme, que les spéculateurs ont bien du mal à expliquer rationnellement.

« Superflu » à la City

Malgré dix relèvements des taux d'intérêt britanniques depuis le début de 1988, de nombreux économistes estiment que le durcissement du crédit devrait se poursuivre encore en Grande-Bretagne afin de mettre terme à la surchauffe. Le relèvement de 1 point, à 15 %, du taux de base bancaire intervenu jeudi est le prolongement logique de la politique monétaire du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson.

« La Grande-Bretagne aurait d'autant plus difficilement pu éviter de suivre l'exemple allemand que la livre sterling est nettement affaiblie sur les marchés des changes au cours des dernières séances, obligeant la Banque d'Angleterre à intervenir quotidiennement. La nouvelle hausse des taux a suscité un tollé et provoqué jeudi une baisse de 1,3 % de la Bourse de Londres. M. John Braham, président de la confédération patronale, la CBI, a déclaré : « Ce nouveau relèvement des taux d'intérêt, imposé par les marchés financiers, est tout à fait superflu. Pis encore, il rendra plus difficile la lutte contre le déficit de la balance des paiements et les tendances inflationnistes. »

Inquiétude à Tokyo

TOKYO
correspondance

La Banque du Japon et le ministre des finances japonais ont décidé de rester à l'écart du mouvement de hausse des taux d'intérêt enclenché en Europe, jeudi 5 octobre. Ils jugent la décision de la Bundesbank conforme à la politique de « lutte contre l'inflation et de réaligement du dollar » décidée par les sept pays industrialisés, le mois dernier. A Washington, le taux d'escompte officiel restera donc à 3,25 %, son taux en vigueur depuis mai dernier.

Cette fermeté des autorités japonaises s'explique par le fait que le relèvement des taux « a déjà été fait », selon M. Paul Heaton, économiste en chef de la maison de courtage W.I. Carr (groupe Indosuez). Sur le marché à court terme, qui, depuis la déréglementation, représente plus de la moitié des dépôts japonais et dont le rôle est beaucoup plus important qu'en Europe, les taux d'intérêt sont passés en deux mois de 5,50 % à 5,75 %.

Le dollar a terminé vendredi 6 octobre, à 142,45 yens, contre 141,05 la veille. Les interventions de plusieurs banques centrales n'ont pas réussi à empêcher cette hausse. La Bourse, en revanche, a exprimé une inquiétude, en enregistrant une baisse. L'indice Nikkei, le thermomètre du marché japonais, a perdu 0,88 % (313,64 yens) terminant à 35 209,35 yens.

ÉCONOMIE

SOCIAL

La concertation gouvernement-syndicats dans la fonction publique

Cache-cache autour de la « prime de croissance »

Aucun agent des finances, aucun personnel pénitentiaire n'a demandé une prime de croissance, soulignent M. Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union CGT des fédérations de fonctionnaires, à l'issue d'un entretien avec M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique. M. Durafour a achevé ce jeudi 5 octobre, sur fond de grèves des finances et des prisons, une étonnante concertation sur un étrange sujet : la mise en œuvre du pacte de croissance annoncé par M. Michel Rocard à la fin de l'été.

Depuis le départ, syndicats et pouvoirs publics se livrent à une véritable partie de cache-cache. Les cinq fédérations signataires de l'accord salarial 1988-1989 ne cessent de réclamer un ajustement immédiat du calendrier d'augmentations prévu (2,2 % en niveau sur l'année 1989, alors qu'on s'attend à un glissement des prix de 3,2 %). Le premier ministre renvoie tout apparemment au contentieux au rendez-vous déjà fixé par l'accord au début 1990. Mais il propose aux mêmes organisations de négocier la mise en œuvre d'un pacte de croissance visant à faire bénéficier les agents de l'Etat d'une expansion du produit intérieur brut (PIB) plus forte que ce que l'on attendait (3,5 % environ au lieu de 2,5 %).

L'idée pouvait séduire, mais les syndicats ont d'autant moins mordu à l'hameçon qu'ils ont été déçus par la méthode de M. Rocard. Il a donné la primeur de cette mesure à un aréopage estival de militants socialistes — sans en avertir au préalable les dirigeants syndicaux. Et, pour l'essentiel, la formule de la prime a été ficelée avant même que M. Durafour ne soit prié de mener une concertation sur ledit sujet (Le Monde du 15 septembre). Au fur et à mesure que les fédérations de fonctionnaires sortaient de chez M. Durafour, elles précisaient les contours de cette prime, en ne manquant pas de rappeler qu'elle n'avait été ni concertée ni négociée.

Pour l'heure, un certain nombre de points paraissent acquis. La « prime de croissance » devrait être versée fin novembre aux fonctionnaires de l'Etat mais aussi à ceux qui relèvent de la fonction publique territoriale ou hospitalière. Son montant sera uniformément de 1 000 F. Elle fera l'objet d'un décret pris en conseil des ministres le 18 ou le 25 octobre. Son coût sera en 1989 d'environ 2,5 milliards de francs pour l'Etat, la prime étant prise en charge par les collectivités territoriales pour les « territoriaux » et par la Sécurité sociale pour les hospitaliers.

Un point fait cependant encore l'objet de discussions : c'est l'attribution éventuelle de la prime aux retraités, qui est demandée par tous les syndicats. Les pouvoirs publics n'y sont pas favorables, mais ils pourraient assouplir leur position, politiquement difficile. Une nouvelle consultation à laquelle FO et la CGT, qui se rejoignent dans une même opposition, ne devraient pas participer, aurait lieu la semaine prochaine. Il sera également question de la constitution d'un groupe de travail sur la catégorie B, qui devrait rendre ses conclusions (sans enveloppe financière préalable) à la fin de l'année, des négociations sur la mobilité devant par ailleurs commencer en principe début novembre.

Ce premier tour de table a en tout cas permis de montrer que les syndicats sont peu désireux de voir modifier les règles de la négociation salariale. Le pacte risque de ne déboucher que sur une prime, quitte à ce qu'elle soit reconduite en 1990 si la croissance est de nouveau supérieure aux objectifs. Dissociée totalement des négociations salariales — ce que voulaient les syndicats — elle ne sera pas davantage transformée en points d'indice et donc intégrée totalement ou partiellement au traitement. Question de cohérence.

M. NOBLECOURT

Après l'imposante manifestation des agents des finances

Les syndicats sont reçus par M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, devait recevoir le vendredi 6 octobre à partir de 15 heures les organisations syndicales de l'administration des finances, alors que la grève des impôts, qui dure depuis dix-huit semaines, s'est étendue à l'ensemble des personnels du ministère. Au-delà du fossé important qui sépare les pouvoirs publics et les syndicats sur les questions à négocier, il existe aussi un désaccord sur la méthode : M. Bérégovoy veut recevoir les fédérations séparément alors que celles-ci ont réaffirmé jeudi à un conseiller du ministre qu'elles n'entendaient être reçues qu'ensemble.

Judi, les fédérations FO, CFDT, CGT, CFTC, CGC et le SNUI (Syndicat autonome des impôts) ont réuni leur manifestation nationale qui s'est déroulée de l'hôtel Matignon jusqu'au ministère des finances à Bercy. Jamais elles n'avaient obtenu une telle mobilisation : les manifestants étaient 50 000 selon les organisateurs et entre 16 500 et 25 000 selon les sources policières. Arrivés par cars entiers (40 pour le seul Nord-Pas-de-Calais), les agents de province sont venus rejoindre les très nombreux manifestants de Paris et de l'Île-de-France.

Aux cris de « Rocard a menti, on n'est pas des nantis », « un gou-

Compte tenu de ses bons résultats

La SNCF ajuste son accord salarial 1989

Dans la plus grande discrétion, la direction générale de la SNCF et les organisations syndicales signataires de l'accord salarial 1988-1989 — la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC), FO, la FMC et la CFTC — ont procédé, le lundi 2 octobre, à un ajustement de ce texte. Cette accord, qui avait été signé en décembre 1988, prévoyait une augmentation des salaires au niveau de 2,2 % sur l'année (0,5 % au 1^{er} janvier, 0,5 % au 1^{er} avril et 1,2 % au 1^{er} novembre) avec en plus deux points d'indice pour tous et diverses autres mesures. La masse salariale doit ainsi augmenter de 3,1 % en 1989, en dehors d'un ajustement technique (GVT, mesurant les promotions et l'ancienneté).

La direction a décidé d'accorder aux agents une prime sous la forme d'une majoration exceptionnelle du salaire. Le personnel bénéficiera en octobre d'une majoration de 5 % calculée sur la base du traitement de septembre (et non reconductible). Cette mesure se traduira donc par le versement d'une prime hiérarchisée à tous les agents qui devraient osciller, selon les niveaux, entre 260 F et 700 F. Cette majoration qui représente une hausse de 0,4 % de la masse salariale sera prise en compte au moment de l'application de la clause de renégociation au début de 1990. La direction de la SNCF justifie cette disposition par les résultats de l'entreprise. Mardi doivent avoir lieu les élections du comité d'entreprise.

EN BREF

Les consommateurs ouest-allemands découvrent les « nocturnes ». Les consommateurs ouest-allemands ont enfin leurs nocturnes. Pour la première fois, jeudi 4 octobre, les magasins de détail sont restés ouverts bien après 18 h 30 réglementaires rompant ainsi avec une tradition vieille de près d'un siècle. Un véritable bouleversement dans la vie quotidienne des ménages allemands rendu possible par un aménagement d'une législation sur le commerce, renouée pour la dernière fois en 1956.

L'horaire de fermeture des magasins est repoussé à 20 heures tous les jeudis soir, conformément à un accord conclu avec les syndicats. Les grands magasins réclamaient, quant à eux, deux nocturnes et l'ouverture de leurs commerces jusqu'à 22 heures. Une telle mesure ne devrait pas manquer de favoriser la consommation des ménages, soulignent les analystes ouest-allemands. La plupart des partenaires commerciaux de l'Allemagne fédérale n'ont eu de cesse depuis plusieurs mois d'appeler une telle mesure de leur vœu, espérant que la demande interne rééquilibrerait ainsi une croissance vigoureuse dont le principal moteur demeure les exportations.

vernement de gauche, une politique de droite », « là où Charasse passe, le service public trépane », les agents des impôts, du Trésor, des douanes, de l'INSEE, de la concurrence et de la répression des fraudes et, pour la première fois, de l'administration centrale ont défilé pendant plus de trois heures dans une ambiance bon enfant.

C'est aux douanes — où la direction générale a situé le nombre de grévistes dans une fourchette entre 20 et 30 pour environ deux mille agents — que la situation est la plus tendue. Le principal point noir demeure la paralysie du centre informatique d'Osny, près de

Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), qui traite dix des vingt millions de déclarations annuelles de dédouanement grâce au système ordinaire de fret international (SOFIT). Les déclarations doivent être traitées manuellement ce qui, selon les syndicats du centre, bloque 80 % du trafic marchand dans les gares et les aéroports parisiens. Les centres de dédouanement de Roissy et de la gare routière de Rungis sont en grève totale. Cependant, la plupart des bagages sont levés aux frontières même si la circulation demeure ralentie à la frontière espagnole au Pays basque.

Le conflit Peugeot

Le conciliateur a commencé ses entretiens

M. Henri Krasucki était attendu vendredi 6 octobre à l'usine Peugeot de Mulhouse pour apporter les fruits d'une souscription nationale tandis que M. Francis Blanchard, nommé jeudi conciliateur par M. Soisson, a commencé dans la plus grande discrétion ses entretiens. A Sochaux, où trois délégués du personnel cégétistes ont été mis à pied, la CGT a déposé près d'un millier de plaintes contre la direction pour « atteintes au droit de grève » à la suite du non paiement de la prime de lancement de la 605...

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Vendredi 6 octobre, peu après cinq heures, quelques échanges peu amicaux se sont produits aux portes d'entrée de l'usine Peugeot de Mulhouse entre grévistes et gardiens qui refusaient de laisser passer les ouvriers n'appartenant pas à l'équipe du matin. Mais tout est vite rentré dans l'ordre.

La forge occupée par des allures de forteresse du désert des Vosges. Les grévistes sont toujours prêts à repousser une éventuelle « contre-attaque » des agents de maîtrise et gardent à l'esprit que les forces de l'ordre peuvent théoriquement intervenir à tout moment. Mais, dans l'immédiat, rien ne se dessine à l'horizon : la mission de M. Francis Blanchard, le conciliateur désigné par le gouvernement, ne fait que débiter et la direction a demandé de nouveau, le 5 octobre, le concours de la force publique pour faire évacuer la forge.

Depuis mercredi, le conflit semble sous anesthésie, mais, à la forge, on fait comme si rien n'avait changé. A l'intérieur, les équipes continuent de se relayer et les

issues sont toujours bien gardées, même si un noyau dur commence à trouver qu'il paie un peu trop de sa personne. Jeudi, l'arrivée imprévue de M. Jean-Edouard Hallier a tout de même bousillé la routine, mais a agacé plus d'un gréviste. La « classe ouvrière convoquée », qu'il a harangué avant de passer la nuit — il y tenait beaucoup — dans la forge, n'a pas vraiment apprécié que l'écritain tente d'introduire dans l'usine cinquante bouteilles de vin nouveau. « Il faut croire que, pour lui, un gréviste c'est aussi un alcoolique », disait un militant de la CFDT, qui ne décollait pas.

Les syndicalistes « ne se font pas trop d'illusions » sur la conciliation de M. Blanchard, car, notent-ils, « ce monsieur ne pourra pas obliger Calvet à ouvrir des négociations ». Ils attendent que la direction de Peugeot fournisse, par l'intermédiaire de M. Blanchard, des « assurances sérieuses » dans la perspective de l'ouverture de négociations avant d'évacuer la forge. La CFDT et la CGT soutiennent toujours que « le rapport de force reste favorable aux grévistes ».

En septembre, 1 474 salariés de l'établissement ont reçu un « salaire de grève » compris entre 320 F et 500 F.

JEAN-MICHEL NORMAND

né le 21 juillet 1916 à Paris, M. Blanchard obtient sa licence en droit puis son diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques. Après avoir été préfet il est détaché en 1947, auprès de l'Organisation internationale des réfugiés à Genève. En 1951, il entre au Bureau international du travail comme chef adjoint de la division main d'œuvre et devient en 1953 chef de cette même division. Sous-directeur général du BIT en 1956, il sera directeur général adjoint le 1^{er} mars 1968 avant d'être élu, le 26 février 1974, directeur général du BIT. Un poste qu'il occupera jusqu'en février 1981.

M. Blanchard a été désigné, en juillet dernier comme représentant du secteur public, en tant qu'administrateur d'Aéroports de Paris, au Conseil économique et social.

(Publicité)

APPEL D'OFFRES

Cette administration municipale va acheter 200 autobus à deux compartiments et à quatre portes (tracteur et remorque assemblés au moyen d'une partie rotative disposée en croix et recouverte d'un soufflet), les autobus devant être utilisés pour les transports urbains et achetés moyennant un crédit international.

Il est possible de se procurer, à compter du 27 septembre 1989, les spécifications administratives et techniques correspondantes (en turc et en anglais), en s'adressant au « Commerce Office, Supply, Construction Installation Department » de cette administration et en versant la somme de 2 000 000 livres turques.

Ainsi que le prévoient les dispositions des spécifications administratives, une lettre de garantie provisoire accompagnera l'offre à soumettre.

Les sociétés qui sont intéressées par cet appel d'offres doivent déposer ou envoyer par poste leur offre, qui doit être établie conformément aux spécifications administratives et techniques, à cette administration municipale, avant le 15 novembre 1989, à 10 heures, heure locale, au plus tard.

Cette administration municipale n'est pas régie par le Code n° 2886.

Aucun retard dû à la poste ne sera accepté.

Ankara Metropolitan Municipality
General Directorate of Electric,
Gas and Bus Authority
EGO 33858

Du 1^{er} au 31 Octobre:

Voici une offre
que vous
ne pourrez que
louer!

45 CM BLAUPUNKT:

150F*
moisAnti-
reflets

• 40 programmes • Tuner interbande • Tube E.S.T.
• Pal/Secam • Télécommande

Loué soit Viséa!

N° VERT 05.23.24.25

VI EA
THORN EMI

LE N° 1 DE LA LOCATION TELE VIDEO

Paris et région parisienne: Paris. Aulnay-sous-Bois. Boulogne. Cergy-Pontoise. Créteil. La Défense. Evry 2. Rosny 2. St-Quentin-en-Yvelines. Vélizy 2.
Province: Bordeaux. Cannes. Dijon. Grenoble. Le Havre. Lille. Lyon. Marseille. Metz. Montpellier. Nancy. Nantes. Nice. Rennes. Rouen. St-Etienne. Strasbourg. Toulon. Toulouse.

مكتبة مصر الجديدة

كيتو في ايل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE La guerre des tarifs téléphoniques au Japon

Conséquence de la dérégulation, deux nouvelles sociétés viennent concurrencer l'ancien monopole d'Etat sur le marché des télécommunications.

TOKYO

Entraine dans une « guerre des prix » par ses nouveaux concurrents, Kokusai Denwa Denwa (KDD), la société de communication internationale japonaise, vient de donner quelque 500 millions de yens (soit 25 millions de francs) en primes à ses employés afin de les motiver et d'améliorer le service. Si l'on se souvient qu'il y a tout juste dix ans KDD, alors monopole d'Etat, était au centre d'un scandale d'arrosage de politiciens de tout horizon (dont le ministre des P et T de l'époque) pour qu'ils fissent les yeux sur des appels de prix des communications ne tenant pas compte des fluctuations de la monnaie et lui permettant d'encaisser de solides bénéfices, la dérégulation a des effets salutaires pour l'utilisateur.

Jusqu'en début de ce mois, il était plus cher d'appeler l'étranger de Tokyo que l'inverse. Ce n'est déjà plus vrai pour les Etats-Unis

et ce ne sera plus dans quelques mois pour l'Europe (à partir de février dans le cas de la France). L'arrivée, depuis le 1^{er} octobre, sur le marché japonais des télécommunications de deux nouvelles sociétés (International Digital Communication Inc, IDC, et International Telecom Japan Inc, ITJ) va en effet entraîner une baisse du prix des communications internationales de l'ordre de 20%. Afin de se tailler une part d'un marché, dont KDD détenait un monopole de fait, les deux concurrents ont déclenché une « guerre des prix » qui rappelle celle qui eut lieu il y a trois ans, sur l'axe atlantique, des télécommunications.

Tant ITJ que IDC sont des sociétés dans lesquelles les principaux actionnaires sont japonais mais qui comptent aussi parmi les porteurs de parts des groupes étrangers. Dans le capital de la première, figurent Mitsubishi Corp, Mitani and Co, et Sumitomo Corp ainsi que British Telecom, et dans celui de la seconde, Radio (2%). Dans le cas de IDC, sont actionnaires, à côté de Toyota et C. Itoh, Cables and Wireless (le groupe britannique qui gère les télécommunications de Hongkong) et la société américaine Pacific Telesis International. Ces deux

dernières sociétés possèdent 25% du capital de IDC.

Un pont aux œufs d'or

Entrées sur le « fief » de KDD à la suite de fortes pressions étrangères, en particulier américaines, et de laborieuses négociations qui ont duré quatre ans, les deux nouveaux groupes de télécommunications nippons entendent obtenir 30% du marché d'ici 1995. La direction de KDD, qui depuis des années était assise sur une « poule aux œufs d'or » est visiblement nerveuse. Le trafic international des télécommunications au Japon est relativement peu important, compte tenu de la place qu'occupe ce pays sur la scène internationale (il représente en revenu 5% du trafic national).

KDD voit cette concurrence comme une sérieuse menace : les deux nouveaux concurrents ayant d'entrée de jeu placé très haut la barre des diminutions de prix. Pour riposter, KDD a obtenu du ministre des postes et télécommunications l'autorisation d'abaisser ses tarifs, causant partiellement la campagne de commercialisation de ses deux concurrents (dont les prix ne seront plus inférieurs que de 5% à 7% par rapport aux siens. Une diminution qui fait grincer les dents des deux concurrents mais aussi des utilisateurs : KDD aurait très bien pu abaisser ses prix depuis deux ans.

Les réseaux de IDC et ITJ concernent d'abord les Etats-Unis et les pays du Pacifique mais ils s'étendent l'année prochaine à l'Europe. IDC et ITJ n'ont pas le service d'opérateurs et ne permettent donc que les communications directes. KDD emploie en revanche 1 800 opératrices et dessert 156 pays.

Le premier « champ de bataille » des sociétés de télécom nippones est d'abord le marché le plus rentable : celui des communications avec les Etats-Unis. Il y a dix ans, KDD faisait payer 15 dollars les trois premières minutes. Sous la pression du gouvernement et tenant compte de la valorisation du yen, les prix baissent jusqu'à 6,3 dollars. Mais, depuis le 1^{er} octobre, IDC et ITJ pratiquent des tarifs de 23% inférieurs à ceux de KDD, qui a dû annoncer que dans un mois les siens seraient diminués de 14,3%.

PHILIPPE PONS

REPÈRES

Céréales Nouvelles ventes à l'URSS

La CEE a autorisé le jeudi 5 octobre l'exportation subventionnée de 520 000 tonnes d'orge et de 380 500 tonnes de blé, dont une partie, non spécifiée, est destinée à l'Union soviétique.

Aux prix actuels du marché, le montant de la transaction ressort à 60 millions de dollars (384 millions de francs) pour l'orge et 59 millions de dollars pour le blé, selon les experts. Ces céréales seront prélevées sur le marché libre et non sur les stocks publics d'intervention de la CEE.

Cette opération intervient quelques heures après une décision similaire des Etats-Unis, qui ont vendu à l'URSS — en vertu d'un accord quinquennal d'approvisionnement — dans un premier temps, — 2,2 millions de tonnes de maïs et 100 000 tonnes de tournesols de soja. L'an dernier, pour la campagne 1988-1989, les Américains ont livré à l'URSS 18 millions de tonnes de maïs et 5,4 de blé.

Pour sa part, l'Iran vient d'acheter à l'Argentine 1,4 million de tonnes de blé, dont 800 000 tonnes fermes, à 150 dollars la tonne.

Balance commerciale excédent en RFA

L'excédent de la balance commerciale ouest-allemande a atteint 11,2 milliards de DM en août (soit 39 milliards de francs) soit une progression de 20,4% par rapport au solde de 9,3 milliards décaisés douze mois auparavant. Cette bonne performance est imputable à une nouvelle poussée des exportations. D'après le dynamisme de la demande mondiale notamment en biens d'équipement (les commandes étrangères adressées à l'industrie ouest-allemande en août ont augmenté de 2,5% en volume), elles s'inscrivent à 49,8 milliards de DM, en hausse de 13% par rapport à août 1988. Les achats ouest-allemands à l'étranger progressent de 10% sur un an (38,8 milliards de marks). Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent commercial s'établit à 92,1 milliards de DM contre 79,6 milliards au cours de la période correspondante de 1988.

PHILIPPE PONS

« LA COMMUNICATION AU SERVICE DU RÉSEAU COMMERCIAL »
Une rencontre de haut niveau organisée par l'Institut national de l'audiovisuel
LES 17 ET 18 OCTOBRE 1989
A l'intention des professionnels responsables de l'animation d'un réseau commercial
RENSEIGNEMENT ET INSCRIPTION AU : 49-83-21-84.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES n° 70 octobre
VICTOIRE-SUEZ
Vers la
17 F « bancassurance »

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie Palais Justice Paris, jeudi 26 octobre 1989 à 14 h
APARTTEMENT à PARIS 17^e
avec BOX et cave - 15 à 19, RUE CINO-DEL-DUCA
Estimé à P. : 250 000 F S'adr. M^r R. BOISSEL, avocat
9, boulevard Saint-Germain à Paris 6^e

Vte a/publ. jud. pal. just. Paris lundi 16 octobre 1989 à 14 h en 2 LOTS
43, rue d'Enghien à Paris 10^e
APARTTEMENT 75 m² env.
UNE PIERRE 10 m² au 6^e ét. + cave + occupation précaire
MISES à PRIX 600 000 F et 40 000 F
S'adr. M^r J. Coppel Royer avocat à Paris 17^e - 42, rue Ampère à Paris 17^e
Tél. : 46-22-36-15 - Four via. n/p. 12 octobre 1989 entre 14 h et 16 h.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à Paris
le JEUDI 19 OCTOBRE 1989, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 3 P. PRINC. à PARIS (15^e)
17 à 25, rue Desnouettes - 1 à 11, rue Olier
M. à P. : 300 000 F S'adr. M^r Boudriot et Vidal de Vernieux, avocats à Paris (9)
55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Vte. n/p. 16 oct. de 12 à 13 h.

Vente au palais de justice de Paris
le jeudi 19 octobre 1989 à 14 h 30
MAGASIN - BUREAUX - GARAGE - COURS
BATIMENT D'HABITATION
à BLANC-MESNIL (Seine-Saint-Denis)
49, avenue de la République
Mise à prix : 400 000 F
S'adresser Maître Bernard de SARRAC (S.C.P. de SARRAC - A. JAUNEAU)
avocat à Paris, 42, avenue George-V. Tél. : 47-20-82-38.
Uniquement de 10 h à 12 h. M^r Carvenat-Marillier syndic.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de Nanterre
le JEUDI 19 OCTOBRE 1989, à 14 h - EN UN LOT
UN PAVILLON av. JARDIN à SÈVRES (92)
28, rue Pasteur - Contenance 2 a 91 ca
M. à P. : 150 000 F S'adr. M^r L.-N. BEAULIEU, avocat, 5, rue
Ferry, Roule-Montmartre (92500)
Tél. : 47-08-30-30 - Au secrétariat-général du TGI de Nanterre où le cahier des charges est déposé ; et pour visiter à M^r FERRAULT et VOISIN, huissiers de justice associés, 11 av. rue Jean-Etienne Le Roy-Malmaison (92500)
Tél. : 47-49-00-36.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice à Bobigny
le MARDI 17 OCTOBRE 1989, à 13 h 30
UN PAVILLON DE 7 P. à MONTERMEIL (93)
10, avenue Ampère - sur terrain de 499 m²
et parcellaire à CHIEUX (77), avenue Pissard
M. à P. : 250 000 F S'adr. M^r BOURGEOIS, avocat à Aubervilliers (93), 3, av. Germain-Papillon
Tél. : 48-66-62-68 - M^r BOUDRIOT et VIDAL de VERNIEUX, avocats à Paris (75008), 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36. Visites sur place, le 11 octobre 1989, de 14 à 15 heures.

Vente sur conversion au palais de justice d'Evry (Seine-et-Marne)
rue des Mazères, le mardi 17 octobre 1989 à 14 heures
UN PAVILLON D'HABITATION
à MORANGIS (Seine-et-Marne)
88, chemin de Charaintru
Cadastré section H N° 811 et section H N° 811 pour 18 a 96 ca
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à la SCP NAVEL et CHEMISSEY av. s. imm. Le Mazère - rue des Mazères à Evry (91). Tél. : 60.77.57.72 et 60.77.15.94.

Le Ministère a intégré de la production dans l'enseignement par l'école d'ingénieurs ENSERB de Bordeaux offre aux jeunes places
Formation de haut niveau pour des industriels - Ouverture sur l'Europe - Débouchés assurés - Possibilité de soutien financier par l'industrie ou la formation continue.
Pour tous renseignements :
ENSERB
Secrétariat du MASTERE L.P.E.
351, cours de la Libération
33408 TALENCE CEDEX
Tél. : 88-84-65-90

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LES FEMMES EN MARCHÉ
Avec notamment des articles de :
Yvette ROUDY, Ségaline ROYAL,
Bernadette GROUT, Elisabeth BADINTER,
Collette ALJURY.
Envoyer 80 F (timbres à 2 F en chèque) à :
APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (ou 100 F pour l'abonnement annuel (100 F d'abonnement), qui donne droit à l'envoi gratuit du numéro.

CROISSANCE STRATÉGIE DE GROUPE STRATÉGIE D'ENTREPRISE
Le 28 novembre 1989
à l'Hôtel Inter-Continental
3, rue de Castiglione
75001 Paris
Organisée par le Comité de liaison des Centrales de Bilans (Banque de France, Caisse des Dépôts - SEDES, Crédit National, Direction de la Prévision, INSEE)
Introduction de M. Patrice VIAL, directeur de la Prévision
Président de séance : M. Jean SAINT-GEOURS
président des opérations de commission de bourse
L'EFFICACITÉ DES STRATÉGIES DE CROISSANCE EXTERNE :
L'EXPERIENCE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE
LES GROUPES ET LA DÉFORMATION
DU SYSTÈME PRODUCTIF 1974-1980-1988
Méthodologie de la CONSOLIDATION
ET SON ÉVOLUTION DEPUIS 1986
Président de séance : M. Michel-Edouard LECLERC
Co-président des centres distributeurs LECLERC
POLITIQUE D'IMAGE DES GROUPES :
CHOIX DES OPTIONS DE CONSOLIDATION
FINANCEMENT, FISCALITÉ
ET CROISSANCE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Les deux premiers thèmes seront traités par :
LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PRÉVISION
M. VIAL - 40 84
16, rue de Valenciennes
75006 Paris - Tél. : 42-47-11-28
Paiement par chèque : à l'ordre du Comité de liaison des Centrales de Bilans
800 F jusqu'au 28 octobre 1989, 1 100 F après cette date

ACTIONNAIRES DE SUEZ
Votre Groupe a changé.
Pour en parler et répondre à vos questions sur Victoire, Colonia et l'avenir de Suez,
SUEZ MAGAZINE :
le samedi 7 Octobre à 9h00 sur FR3
et le samedi 14 Octobre à 8h30 sur M6.
Un entretien avec Renaud de la Genière sur la prise de contrôle de Victoire et la stratégie du Groupe Suez.
Une émission de la Direction de la Communication..
Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1, rue d'Assolung 75008 Paris. Tél. : 40.06.40.00.
N° 3615 SUEZ

MARDI DANS Le Monde

La première revue européenne des livres

Pour la première fois en Europe une revue, **LIBER**, porte un regard sur la vie intellectuelle en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France.

Dans chaque numéro, **LIBER** présentera des analyses d'ouvrages récemment parus mais souvent non encore traduits en français, des portraits d'artistes et d'écrivains, des dossiers approfondis sur la littérature et sur les sciences sociales, des enquêtes, des débats, des études, des nouvelles sur les événements culturels européens.

LIBER est réalisé en commun par les rédactions littéraires de cinq grands journaux européens: *El País*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *Indice*, *Times Literary Supplement* et *le Monde*.

LIBER, pour découvrir de nouveaux auteurs européens, pour mieux comprendre l'œuvre de grands écrivains, pour participer à la vie intellectuelle à l'échelle de l'Europe.

Premier numéro de **LIBER** avec *le Monde* du mardi 10 octobre 1989 daté mercredi 11.



Diffusée avec le quotidien sans supplément de prix.

REVUE EUROPÉENNE DES LIVRES

ANNÉE 1 - NUMÉRO 1 - OCTOBRE 1989

LIBER

Peter Godman
**T.S. Eliot
et E.R. Curtius
un dialogue
européen**

Norberto Bobbio
**Cattaneo
le cosmopolite**

Roger Chartier
**Un nouvel
objet
historique**



Mircea Dinescu
**Roumanie :
l'exilé
de l'intérieur**

Günter de Bruyn
**Heinrich Böll
et la guerre**

Frankfurter Allgemeine

L'INDICE

Le Monde

EL PAIS

T L S

مكتبة مصر الجديدة

AFFAIRES

Au Togo, « bon élève » libéral de l'Afrique

Les espoirs fous de la zone franche de Lomé

LOMÉ

de notre envoyé spécial

Un président des Etats-Unis chargeant un ambassadeur de féliciter un chef d'Etat africain pour ses projets économiques, l'événement est peu courant. Le 15 août dernier, pourtant, M. Rosh Taylor, ambassadeur des Etats-Unis à Lomé, a remis un message personnel de George Bush au général Eyadema, président de la République togolaise, assurant celui-ci de l'appui total de Washington à son projet de création d'une zone franche industrielle au Togo.

C'est le même ambassadeur des Etats-Unis qui, le 1^{er} août, avait annoncé que l'Oversas Private Investment Corporation (OPIC) — l'organisme américain de promotion et de garantie des investissements (privés) à l'étranger — avait choisi le Togo comme site d'implantation idéal en Afrique pour une zone franche pilote. Le 8 août, convoquant les autres ambassadeurs en poste à Lomé, le ministre de l'Industrie togolais, Koffi Djongo, un ancien syndicaliste devenu un homme d'affaires florissant, donnait de plus amples explications sur cette création.

Mais « Radio-trottoir » s'était déjà mise en branle, et les bruits les plus fous couraient à Lomé : les espoirs les plus insensés. Ne parlait-on pas de la création de 200 000 emplois, chiffre énorme pour un pays de 3,2 millions d'habitants dont 80 % sont des paysans ? Même si les responsables politiques tentent maintenant, sinon de minimiser l'événement, du moins de tempérer l'enthousiasme des Togolais, ceux-ci, et notamment dans les villes, caressent les rêves les plus fous, voyant leur pays accueillir, grâce à la baguette magique de l'Oncté Sam, des entreprises du monde entier.

De Costa-Rica à Hongkong et de la Jamaïque à l'Irlande, de nom-

breux pays, depuis de nombreuses années, ont créé des zones de franchise douanière et exemption fiscale. Deux expériences ont déjà été tentées en Afrique, avec des résultats diamétralement opposés. Si au Sénégal l'échec de la zone franche de Dakar est patent, en revanche, à l'Ile Maurice le succès est indéniable : la création de la zone franche a notamment permis à ce pays de connaître une croissance rare dans la région et surtout — grâce à l'implantation de nombreuses usines textiles — de résoudre totalement ses problèmes de chômage, certains estimant même que l'Ile, avec un taux de chômage de 2,8 %, est quasi en situation de suremploi !

A partir de l'étude de ces expériences, des experts de l'OPIC ont donc décidé de tenter une aventure similaire au Togo.

Pourquoi le Togo ? Les raisons sont multiples, mais il est clair qu'elles ne sont pas toutes purement économiques. Sous la houlette du général Eyadema ce pays fait en effet figure de bon, sinon de meilleur élève, du continent noir. Du point de vue américain, s'entend.

De son activité en faveur de la réouverture des relations diplomatiques entre Israël et certains pays africains en passant par son opposition à certains régimes « tendancieux » — les démantés avec le bouillant capitaine Sankara, ancien président du Burkina-Faso, assassiné depuis lors, étaient nombreux — le général Eyadema a toujours montré quel camp il avait choisi. De plus, le Togo s'est engagé, un des premiers, dans une politique économique ultra-libérale, suivant en cela, certains disent même en les précédant, les conseils du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale.

Dès 1982, le pays se soumettait au programme d'ajustement structurel préconisé par les insti-

tutions internationales, et se lançait dans un vaste programme de privatisation ou de dissolution pure et simple d'entreprises publiques, créées quelques années auparavant lorsque les cours élevés du phosphate, la principale source de devises du pays, avaient rempli les caisses de l'Etat. Disposant par exemple : Tog Fruits, Salinto (production de sel de mer), Stal Pêche... Privatisées : la Société nationale de sidérurgie, la Société togolaise de marbrerie, des huileries togolaises... Les capitaux locaux étant insuffisants, voire inexistant, ce sont la plupart du temps des sociétés étrangères qui ont repris ces « éléphants blancs » avec plus ou moins de succès.

« Le pays a bien géré le peu qu'il avait »

Ce dégraisage du secteur public, qui a permis une nette amélioration des finances de l'Etat, a en revanche créé un problème d'emploi sans précédent. Que faire des milliers de fonctionnaires ou d'agents des sociétés publiques licenciés ? Comment remédier aux conséquences sociales souvent tragiques de l'ajustement structurel ? En faisant appel aux investisseurs étrangers pour qu'ils créent des emplois dans le pays, ont répondu les experts. D'où l'idée de la zone franche. Il fallait empêcher à tout prix que cette « vitrine du libéralisme » connaisse des tensions sociales exacerbées.

Le Togo jouissait d'autres avantages : une stabilité politique indéniable, même si elle repose sur les épaules d'un seul homme au pouvoir depuis plus de vingt ans, un réseau de communications satisfaisant, comparé notamment à celui de la plupart des pays africains, des infrastructures portuaires (en voie, elles aussi, de privatisation) opérationnelles, un aéroport rénové, des télécommunications en bon état de marche et, enfin, une tradition

commerciale vivace héritée notamment de la période de colonisation allemande. « Le pays a bien géré le peu qu'il avait », reconnaissait un expert international. Mieux géré en tout cas que la grande majorité des pays africains. Comparé à la dérépandue du Bénin voisin, le Togo fait ainsi figure, toutes choses étant égales, de privilégié.

Restait à déterminer les contours exacts de cette zone franche, à mettre un peu de chair sur cette épure technocratique. Le 8 août, le ministre de l'Industrie levait un coin du voile. Trois sites seraient réservés dans l'enceinte du port pour accueillir les entreprises étrangères qui devraient, pour être habilitées, garantir l'exportation de la « quasi-totalité » de leur production et réserver 80 % des emplois permanents à des nationaux togolais. Une fois admises, ces entreprises bénéficieraient donc de la franchise douanière à l'importation et à l'exportation (pouvant ainsi acheter leurs matières premières sans payer de droits de douane) et de l'exemption fiscale pendant dix ans (les impôts seront de 15 % à partir de la onzième année).

Autres avantages : réduction du coût de l'énergie et des télécommunications, tarifs portuaires préférentiels et même... adaptation du code du travail aux « conditions spécifiques d'emploi en zone franche ». Explication du ministre de l'Industrie : « Ce code, hérité des Français est un peu inadapté, notamment quand il interdit de faire travailler des jeunes de moins de dix-huit ans. » Curieux de la part d'un ancien syndicaliste !

Entreprises visées : celles du textile, bien entendu, mais aussi de la petite transformation électrique, de l'outillage et toute la sous-traitance possible. Combien d'emplois créés ? Cent mille, disait-on au début.

Aujourd'hui, les prévisions sont déjà plus modestes car, progressi-

vement, ce projet semble se modifier. Ainsi le ministre reconnaît en privé que le seuil de 80 % d'emplois réservés aux travailleurs togolais pourrait être « moins rigide », de même — innovation intéressante — cette zone franche devrait être étendue à tout le territoire togolais. Ainsi une entreprise voulant s'installer à l'extrême nord du pays pourrait bénéficier de tous les avantages prévus. Autre suggestion : mettre à la disposition des investisseurs étrangers les locaux d'entreprises désaffectés.

L'arrivée d'argent pas propre

Une fois installées, les entreprises, dans le schéma idéal, devraient exporter leur production, notamment vers l'Europe car le Togo, faisant partie des pays ACP, associés à la CEE justement par les conventions de Lomé, bénéficie de la libre entrée dans le Marché commun. Autre espoir : que les entreprises installées actuellement dans le Sud-Est asiatique déstasent vers le Togo par peur de voir se fermer le grand marché de 1993.

Ce projet industriel semble pourtant dériver, dans l'esprit de certains responsables, vers une autre conception. « Nombreux sont ceux qui aimeraient être domicile fiscal dans ce pays alléchant, au climat agréable, à l'hospitalité reconnue, avec une stabilité politique évidente et, bien sûr, avec une fiscalité avantageuse et une libre circulation des capitaux », déclarait ainsi M. Nadim Kalife, un homme d'affaires togolais, ancien professeur d'économie politique.

Beaucoup, en effet, estiment que cette zone franche devrait accueillir banques, sociétés d'assurances, sociétés de services...

L'exemple à suivre ne serait plus ainsi Formose ou l'Ile Maurice mais... Monaco ou le Luxembourg. « Il suffirait pour cela d'ajouter les lois aux avantages fiscaux »,

remarquait ainsi M. Kalife, imaginant « des milliers de foyers fiscaux dynamiques s'incruster dans l'économie nationale ». Selon lui, 25 000 emplois pourraient être créés à la condition d'attirer 5 000 de ces « représentants ». Mais quels emplois ? Calcul de M. Kalife : un « représentant » emploie en moyenne cinq travailleurs. Et de citer employés de maison, chauffeurs, agents commerciaux, gardiens et secrétaires.

« Nous sommes loin, dans ce cas, de véritables projets de développement. Certes, cela crée de l'activité, mais superficielle, et puis ne voit-on pas l'amorce d'une recolonisation souterraine mais réelle des pays africains qui fourniraient en fait uniquement de la main-d'œuvre sous-qualifiée », remarquait un expert européen.

Autre danger : que Lomé, à force de vouloir être trop accueillante, ne parvienne plus à faire le tri entre les postulants. Beaucoup craignent, et le disent tout bas, l'arrivée d'« argent pas propre », lié par exemple au trafic de la drogue. On, moins grave, l'installation de ces entrepreneurs douteux qui fourmillent en Afrique. Ou encore que le Togo ne serve en fait de paravent pour pénétrer le marché européen. Les marchandises continueraient à être fabriquées à Hongkong ou à Formose et seraient simplement estampillées « made in Togo ».

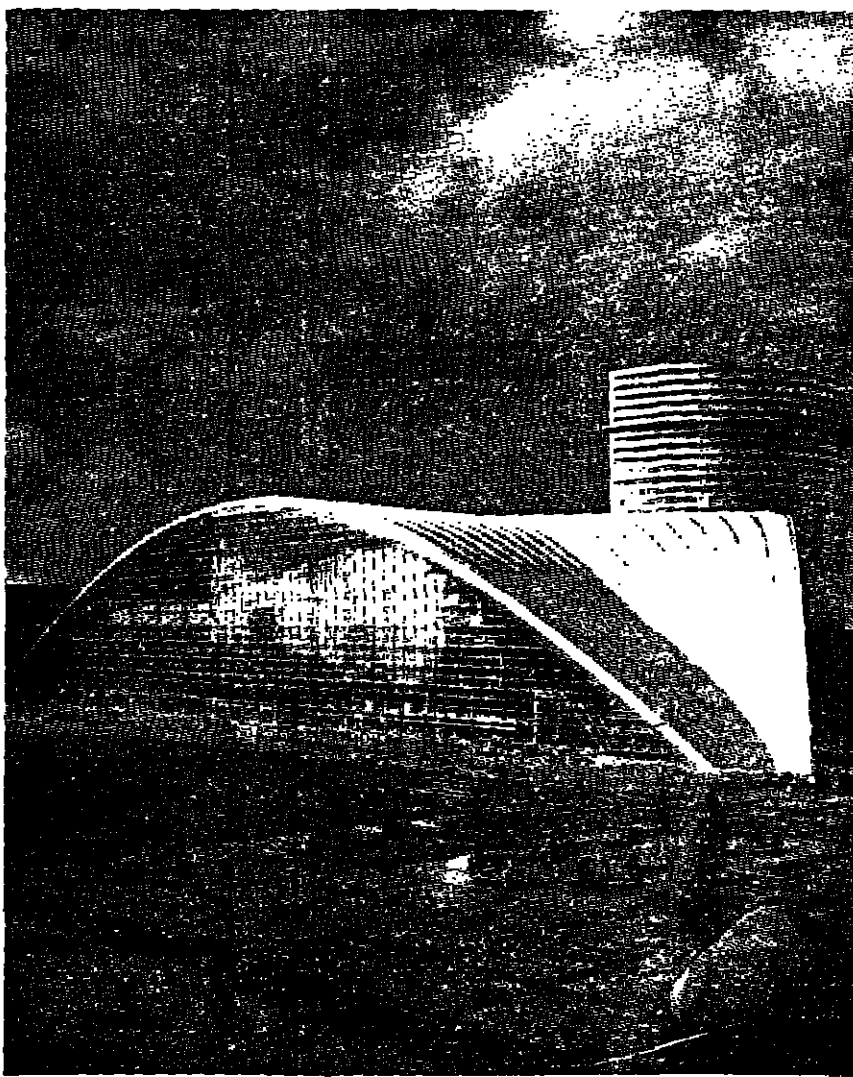
Autre risque : que les pays africains se livrent désormais à une « guerre des codes d'investissement », essayant tous, et à n'importe quel prix, d'attirer des entreprises étrangères. On murmure déjà que les dirigeants de Madagascar — où même le socialisme ? — envisageraient de créer à leur tour une zone franche sur la Grande Ile.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Et c'est pourtant du plus petit des deux que l'on voit le plus loin.



PHOTO TOUR EIFFEL, DOMA RAINCIRAPHO



CLM/BBH

Le CNIT. Le plus grand Centre de Communication et d'Echanges du Monde depuis le 26 septembre 1989.

cnity
CENTRE DE COMMUNICATION ET D'ECHANGES

CNIT informations visiteurs 46.92.11.11 - Minitel 36.15 CNIT






ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS





























































Le Monde

Mardi 10 daté mercredi 11 octobre

SUPPLÉMENT

ÉCONOMIE – EMPLOI – FORMATION

Mobilité des travailleurs

**INGÉNIEURS, INFORMATIENS
INGÉNIEURS COMMERCIAUX...**

*Ces entreprises vous proposent
16 pages d'offres d'emploi*

Votre rendez-vous **SECTEURS DE POINTE**
dans ce supplément



diffusée avec le quotidien
sans supplément de prix









AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Résultats du 1^{er} semestre 1989

(en milliers de francs)	an 30-06-88	an 30-06-89
Chiffre d'affaires	431 976	511 525
Résultat net	13 976	21 439
Marge brute autofinancement	42 852	53 236

Ces chiffres ont reçu le visa définitif des commissaires aux comptes. Au cours du 1^{er} semestre 1989, le Groupe Guintoli a vu augmenter :
 ● son chiffre d'affaires de 16 %,
 ● son résultat net de 34 %,
 ● sa MGA de 24 %.

Au cours du 1^{er} semestre, le montant des investissements s'élève à 48 millions de francs. Le deuxième semestre devrait se situer dans la continuité du premier.



Une croissance de qualité

Au cours de l'exercice 1988/1989 clos le 31 août dernier, le bilan commercial montre que le Groupe CGI-Informatique continue sa croissance dans la qualité :

● Qualité de ses nouveaux clients : plus de 2500 contrats au cours de l'exercice parmi lesquels 74 émanent des 100 premières entreprises industrielles et commerciales françaises, les derniers en date étant AIR FRANCE, COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE, IBM et MICHELIN ;

● Qualité de ses nouveaux collaborateurs : aux 550 jeunes diplômés embauchés par les Sociétés du Groupe (dont 330 par la Société-mère), se sont joints les 200 ingénieurs et techniciens que comprennent les 3 nouvelles filiales : D2S en Italie, GEIDE en Espagne et PRODUCTION SYSTEMES en France. Les prévisions d'embauche pour le nouvel exercice - 600 personnes au moins - placeront CGI au 3^e rang des entreprises championnes du recrutement en 1990 ;

● Qualité de son ingénierie et de ses nouveaux produits : CGI a enrichi son savoir-faire en architecture et en ingénierie de systèmes ainsi que sa maîtrise des logiciels d'une nouvelle compétence en gestion de production, grâce au progiciel TZAR II.

Quant au bilan financier, rendez-vous est donné au 29 novembre 1989, date à laquelle le Conseil d'administration arrêtera les comptes de l'exercice.

D'ores et déjà, la qualité des prévisions se confirme, le Groupe est en croissance de 30 %, le chiffre d'affaires consolidé dépasse 1 milliard 200 millions de francs, le taux de marge nette continue d'augmenter.

Le Conseil d'Administration de SOPAGRI, réuni le 6 septembre 1989 sur convocation de son Président M. Michel HORPS, a approuvé les comptes au 30 juin 1989.

Le premier semestre 1989 de SOPAGRI s'est déroulé dans de bonnes conditions, aussi bien pour son activité que ses résultats :

RÉSULTATS

Le résultat semestriel s'élève à 23 MF contre 35 MF au 30.06.88 (rappelons que ce dernier incluait un important résultat financier exceptionnel consécutif aux opérations d'arbitrage réalisées afin de protéger le portefeuille contre un effondrement des cours). Le résultat net pour l'exercice 1989 devrait être au moins équivalent à celui de l'exercice précédent.

ACTIVITÉ

Sur le premier semestre, les investissements réalisés de SOPAGRI ont représenté un total de 76,5 MF. Les engagements pris pour d'autres investissements au cours de la même période sont de l'ordre de 40 MF.

En particulier, SOPAGRI a acquis ou pris un engagement sur quatre participations à l'étranger : Coté au second marché de la Bourse de Londres, Hughes Food Group poursuit actuellement une politique de restructuration importante concernant une vingtaine de filiales articulées en trois divisions : Alimentaire, Services aux industries alimentaires, Equipement Ingénierie. (7,87 % du capital).

Bodegas Pataca, producteur de vin de Rioja, premier cru espagnol, produit tous les vins de la gamme mais se recentre sur les segments moyen et haut de gamme. SOPAGRI y a investi 160 millions de pesetas sous forme d'obligations convertibles.

Calfee, chaîne américaine de « convenience stores » (une centaine de magasins) en Géorgie et dans le Tennessee, est une société spécialisée dans les supérettes et les fast foods en zone semi-rurale, ainsi que dans la distribution d'essence (participation de 9,56 %).

Arts des Provinces de France : holding de contrôle de Pierre Deux est une entreprise de distribution de produits de luxe « French country style » implantée aux États-Unis : tissus provençaux (marque Souleido), filonnes de Moustiers et de Quimper, Verreries de Biot, etc. (10 %).

En France, SOPAGRI a décidé de participer à l'augmentation de capital de Valérien International, société spécialisée dans l'aménagement de l'environnement industriel, ce qui lui donnera une part de 5,73 % au capital de cette société.

SOPAGRI a pour objectif d'investir 200 MF durant l'exercice 1989.



Banque Française d'Investissement

46, rue Lauriston - 75116 PARIS - Tél. : 47 27 24 00

Le Conseil d'Administration de la BANQUE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT s'est réuni le 26 septembre 1989 sous la Présidence de M. Paul BEAULIER, avec pour ordre du jour l'examen des comptes au 30 juin 1989.

Les produits en formation à cette date s'établissent à F 16 843 000 contre F 10 291 000 pour le semestre correspondant de 1988.

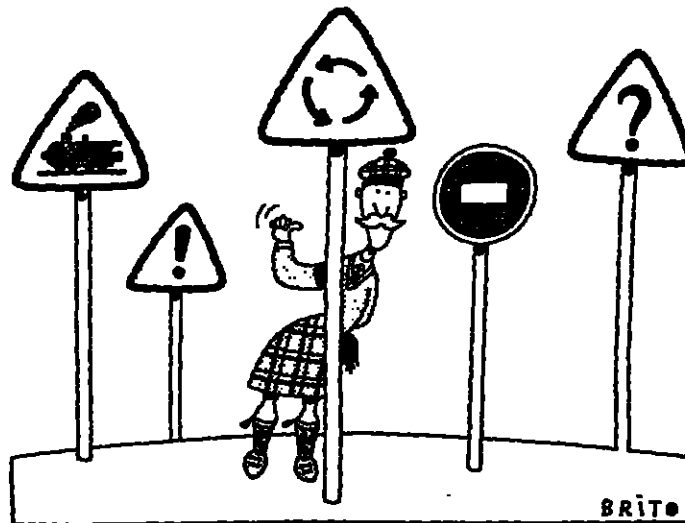
Les résultats de la BANQUE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT étant en hausse sensible dans tous les secteurs d'activité devraient permettre un résultat net de fin d'exercice 1989 plus élevé que l'année précédente.

AFFAIRES

CONSOMMATION ET HABITAT

Balade à Fontainebleau avec la SNCF

« On va au guichet. On fait la queue... On retourne au guichet »



dialogue, l'employé se met tout de suite à s'occuper d'un autre client sans doute beaucoup plus important. On essaie un autre bureau d'informations. Là, on nous écrit sur un bout de papier les heures des trains pour le lendemain (dimanche), car on a abandonné tout espoir pour aujourd'hui.

État de tempérament tenace...

État de tempérament tenace, on se présente encore le lendemain à la gare de Lyon. On va prendre le train qu'on avait manqué la veille. Puis on se rend compte qu'on avait réussi à composer deux des billets qu'on avait achetés samedi. On se demande s'ils sont encore valables. On va au guichet. On fait la queue. Le monsieur nous recommande de nous rendre au bureau d'informations. On y va. On fait la queue. Rien à faire, nous dit le monsieur, les billets ne valent plus rien. Nos efforts consciencieux nous avaient coûté près de 60 F. On retourne au guichet. On fait la queue. On prend deux nouveaux billets. On s'aventure dans le passage interdit, et on part enfin pour Fontainebleau, où l'on passe une journée très agréable.

C'est une histoire assez ridicule, qui rappelle un peu les films de Jacques Tati. Mais, si l'on compare tous ces petits ennuis stupides et inutiles avec la rapidité, le confort et l'équipement superbe des magnifiques trains français, on a bien le droit de se demander si la chose ne manque pas un peu d'équilibre.

Le dernier samedi de notre très agréable séjour dans la capitale française, j'ai décidé de passer l'après-midi à Fontainebleau avec ma famille. Une petite balade bien sûr, pas un voyage dans un TGV prestigieux et impressionnant, triomphe de la technologie française, mais, étant enthousiaste de chemins de fer tout aussi bien que francophile invétéré, j'ai persuadé le reste de ma famille qu'un petit voyage par le train serait plus intéressant qu'un voyage en car.

On arrive à la gare de Lyon après le déjeuner. On examine les petits horaires dans le bureau d'informations, on scrute le panneau indicateur, aucune mention de Fontainebleau nulle part ! On se rend au bureau d'informations. On fait la queue.

Enfin, un monsieur nous informe que nous venons de manquer un train, mais qu'il y en aura un autre à 14 h 50, destination Montreuil. On va au guichet. On fait la queue. On prend les billets, puis on essaie de les composer, ayant bien soin d'introduire les billets correctement. Mais la première machine est en panne. On essaie une autre. Même problème. Et encore pas de chance avec la troisième.

A qui demander des conseils ? Faire la queue encore une fois ? Ou

faire un dernier essai. La quatrième machine marche. Les billets des parents sont composés, mais pas ceux des jeunes qui sont allés chercher ailleurs. Il faut se dépêcher. Le temps passe vite. On se dirige vers les quais. On suit la flèche qui montre la direction qu'il faut prendre pour atteindre le quai n° 5. Mais on se trouve devant un panneau qui porte les mots « Accès interdit ». Étant des bourgeois britanniques bien disciplinés, on ne veut pas s'aventurer par là.

Mais où diable est le quai n° 5 ? Comment le savoir ? Faire la queue encore ? Enfin, on trouve un employé obligeant qui nous informe que nous aurions bien dû prendre le sens interdit pour atteindre notre train, lequel venait d'ailleurs de partir. On retourne au panneau indicateur. Le prochain train destination Montreuil ne part que vers 5 heures. On se demande s'il y a peut-être d'autres trains qui desservent Fontainebleau.

On va au bureau d'informations. On fait la queue. On demande un petit horaire, mais on nous informe que cela n'existe pas et on nous recommande d'aller au kiosque à l'autre côté de la gare pour acheter un horaire général pour 8 F. Fin du

Braderie approximative

Il n'étaient pas follement nombreux les clients et les clientes venus mardi soir en nocturne au Parc floral de Vincennes, pour acheter, à des « prix stocks » des articles encore griffés, à La Mode en direct, une braderie organisée deux fois par an par Expo Service Plus. Mais enfin il y avait du monde, des gens manifestement venus pour acheter, à prix cassés, des articles de prêt-à-porter de luxe, des chaussures du bon bottier, des bijoux, fantaisies, certes, mais très « mode ».

Les 100 étaient les stands de Ted Lapidus, Givenchy, Louis Feraud, Jean Patou, Valentino... annoncés dans la publicité ? Il y avait bien, dans un stand de tissus éponge, un unique peignoir de bain, orné d'une griffe célèbre... Il y avait bien un stand de chaussures de luxe, mais on n'y soldait pas la collection d'été, mais

des nanars indignes et fort chers.

Quant aux « griffes nouvelles », à « découvrir », elles semblaient moins des candidates au rang de commerce de luxe, que des fabrications courantes, aux produits vendus au prix normal du détail, mais qu'ils se pratiquent boulevard Saint-Michel ou sur les stands en plein vent des boulevards.

Perdue au milieu de tout ça, quelques vrais artisans (tricoteurs faits main : vêtements cuir, laine, métal, bois ; bijoux originaux) et quelques vrais fabricants (vêtements pour enfants et robes, combinaisons, ensembles en « offraïne », un non-tissé léger et doux à porter).

Clients et clientes étaient à juste titre déçus, déçus que le contenu ne tienne pas les promesses de l'emballage, et du prix d'entrée (27 F).

J. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION NEWTON Avenir

Association sans but lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
32, avenue d'Iéna, 75116 Paris

AVIS DE CONVOCATION

Les membres de l'Association Newton Avenir sont convoqués pour le jeudi 2 novembre 1989, à 9 h 30, à la Maison des ingénieurs des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75116 Paris, en assemblée générale ordinaire, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du rapport moral ;
- Approbation du rapport financier et des comptes de l'exercice 1988 ;
- Vote du budget ;
- Nomination de quatre administrateurs.

Les personnes souhaitant faire acte de candidature aux fonctions d'administrateur sont priées de retourner avant le vendredi 27 octobre 1989, au siège de l'Association, une lettre de candidature indiquant leurs nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et profession.

Le président

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 70 octobre

EN KIOSQUE **G. MINK**

« La Pologne 17 F peut s'en sortir »

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Maisons individuelles : revoir les « règles du jeu »

M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, souhaite que « une politique de qualité trouve toute sa dimension » sur le marché de la maison individuelle, qui « est une des réponses au besoin de construire où il faut les logements qu'il faut ». C'est ce qu'il a dit aux professionnels de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCM) réunis en journée technique le 3 octobre au Salon de la maison individuelle, porte de Versailles.

Dans les prochaines semaines, le ministre fera aux professionnels et aux consommateurs des propositions « visant à améliorer la protection de l'accédant et les « règles du jeu » entre les professionnels ». Il s'agit de définir précisément la maison que le candidat à l'accession souhaite acquérir, d'établir un plan de financement précis, faisant apparaître le montant des mensualités tout au long du prêt, d'organiser une procédure de règlement amiable des litiges, et, du côté des professionnels, de préparer une unification juridique autour du contrat de construction de maison individuelle, ainsi que de mieux prendre en compte la situation des sous-traitants.

Les professionnels, on l'imagine, restent réservés à l'égard de ces projets, soucieux que l'administration ne rajoute pas des obstacles supplémentaires à l'exercice de leur profession et inquiets de la relance de leur secteur : on ne devrait pas construire plus de 180 000 maisons individuelles en 1989, contre 188 400 en 1987 et 182 900 en 1988.

□ Téléphone : possibilité de facturation mensuelle. — L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUTT) est favorable à la possibilité de facturations mensuelles aux abonnés. Un arrêté du ministre des postes et télécommunications, publié au Journal officiel du 3 octobre, prévoit en effet l'émission de factures mensuelles « lorsque l'abonné le demande ou si l'importance des sommes dues ou le taux de croissance de la consommation par rapport à celle des trois factures précédentes le justifie ». L'AFUTT estime « qu'il s'agit d'une mesure positive » mais regrette que ce service soit facturé 90 F par demande à l'abonné. Elle souhaite également que les délais de paiement soient portés à un mois à compter du jour d'émission de la facture et que le tampon de la poste puisse faire foi lors du paiement, afin que l'usager ne soit pas pénalisé en cas de retards d'acheminement du courrier.

SUEZ, L'HARMONIE D'UN GROUPE INDUSTRIEL ET FINANCIER EUROPEEN.

Suez vient de prendre le contrôle de l'un des premiers groupes d'assurances européens, Victoire-Colonia. C'est une nouvelle étape décisive dans sa stratégie de croissance et de rentabilité.

Suez est aujourd'hui plus important, plus équilibré, plus diversifié et plus international.

Plus important: deux ans après sa privatisation, Suez

est l'un des plus puissants opérateurs industriels et financiers en Europe. La valeur de ses actifs nets est passée de 20 milliards à 65 milliards de francs.

Plus équilibré et plus diversifié: à la prépondérance traditionnelle du secteur bancaire, succède un bon équilibre entre la banque, l'assurance, l'industrie et l'immobilier. Suez est aujourd'hui

l'actionnaire majoritaire de la plupart des sociétés où il a investi: la Banque Indosuez et Crédisuez, la Générale de Belgique, le Groupe Victoire-Colonia...

Plus international: dans chacun de ses secteurs, Suez, par l'importance et la qualité de ses entreprises, est au premier rang européen et intervient dans le monde entier.

Conduits par la

Compagnie Financière de Suez, les hommes et les femmes de ces quatre secteurs jouent en toute harmonie leur partition et grâce aux synergies nées de leur rencontre, ils ont permis à Suez de devenir l'un des plus grands en Europe.

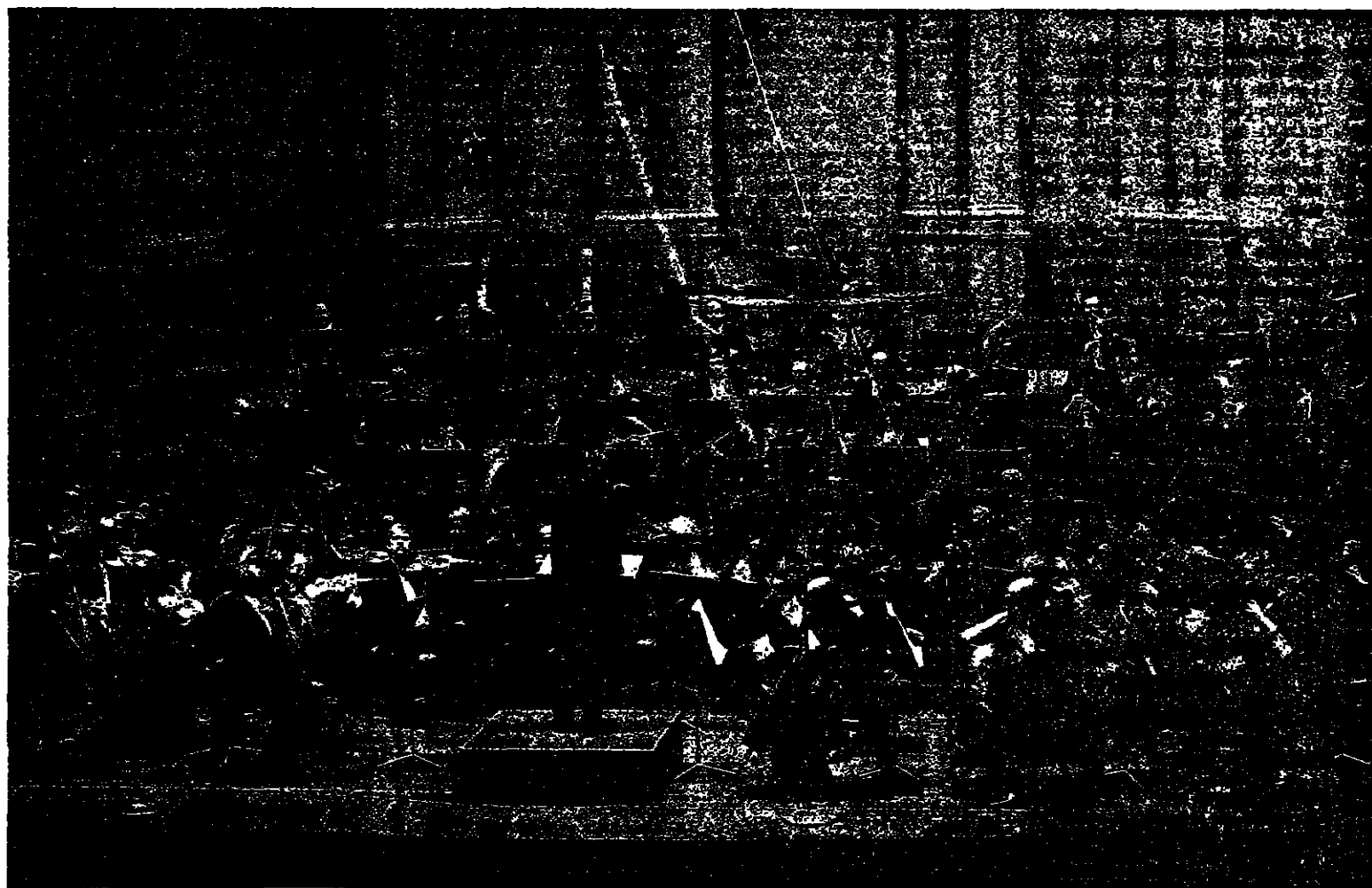


Photo: Gérard NEVEGELLE

Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1, rue d'Astorg 75008 Paris. Tél: 40.06.64.00. Minitel: 3615 Suez.

MARCHÉS FINANCIERS

Mal à l'aise face aux nouvelles orientations de son entreprise

M. Jacques Delmas-Marsalet
quitte la Caisse des dépôts
pour les Banques populaires

M. Jacques Delmas-Marsalet, conseiller d'Etat, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations, chargé des activités bancaires et financières depuis janvier 1983, quitte ses fonctions pour le groupe des Banques populaires, dont le président, M. Jean Martineau, l'a présenté pour devenir son conseiller. Selon toute vraisemblance, M. Delmas-Marsalet, après une période de probation d'un an, et si tout se passe bien, devrait être élu par le conseil syndical des Banques populaires au poste occupé par M. Martineau, qui a fait de la désignation de son successeur un objectif prioritaire. Son élection doit être ratifiée par l'assemblée générale du groupe. Pour le remplacer à la Caisse des dépôts, M. Helmut Fliet, actuellement représentant de la France au conseil d'administration du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, sera, vraisemblablement, désigné.

Pour M. Delmas-Marsalet, âgé de cinquante-trois ans, c'est un changement majeur dans une carrière de grand commis de l'Etat. Originaire du Sud-Ouest, il avait acquis ses diplômes universitaires à Bordeaux, à l'Institut d'études politiques, notamment, avant d'entrer à l'ENEA, puis au Conseil d'Etat en 1965. Il y exercera de 1969 à 1974 les fonctions de commissaire du gouvernement à l'Assemblée générale du contentieux pour les affaires fiscales, où il se spécialisa. Chef du service du financement du commissariat général du Plan en 1974, il quitta ce poste en 1977 pour diriger les services de la législation fiscale au ministère de l'Economie et des finances. Il y montrera un esprit de dialogue, présent, en matière de taxation des plus-values, un allègement des tarifs et une simplification des procédures, et défendant le principe général d'un impôt modéré sur une assiette élargie. En ce sens, il a inspiré le régime d'imposition des plus-values boursières de 1982, un des plus libéraux du monde.

Mauvais fonctionnement des lignes transatlantiques

La Compagnie générale maritime
rompt avec le consortium ACL

Le groupe public Compagnie générale maritime (CGM) a décidé, le vendredi 6 octobre, de rompre les accords qui le liaient depuis 1968 au Consortium Atlantic Containers Lines (ACL). Le Consortium réunit cinq armateurs britanniques, suédois, et français à travers la CGM, dont les navires porte-conteneurs assurent la desserte entre la Côte des Etats-Unis et l'Europe. ACL, après des années de vaches grasses, ne représente plus, sur ces lignes très fréquentées de l'Atlantique nord, que 15 % du trafic total et la CGM n'y figure qu'avec un seul grand navire. L'an dernier, l'armateur français a perdu au moins 30 millions de francs sur ces lignes.

La CGM met en cause le mauvais fonctionnement de cette alliance européenne d'armateurs. Elle critique notamment le fait qu'un navire français, par exemple, ne peut charger du fret allemand

On indique à la CGM que l'autre grand consortium, dont fait partie l'armateur français et qui dessert l'Extrême-Orient, dénommé Scandutch « pourrait connaître dans les prochains semaines des évolutions semblables à celles de ACL ».

F. GR.

Pour 7 milliards de dollars

Le promoteur Donald Trump
veut acquérir
American Airlines

La frénésie de rachats et d'OPA qui agite le transport aérien américain a connu, jeudi 5 octobre, un nouvel épisode avec la proposition formulée par le promoteur immobilier Donald Trump d'acquiescer pour 7 milliards de dollars (45 milliards de francs) la plus importante compagnie des Etats-Unis, American Airlines. M. Trump, qui a racheté au mois de juin la navette aérienne Washington - New York - Boston de Eastern Airlines, a déclaré être en mesure d'obtenir « dans un délai raisonnable » l'argent nécessaire au rachat de la totalité du capital de la holding AMR Corp.

Le porte-parole de la compagnie a déclaré que cette offre « unilatérale et non sollicitée » serait étudiée, mais que les intérêts d'AMR et de ses actionnaires seraient mieux défendus si la société demeurait indépendante. American Airlines a mis en place un système de défense destiné à rendre difficile une prise de contrôle inamicale.

NEW-YORK, 5 oct. ↑

Nouveau record

La Bourse de New-York vole de record en record. Jeudi, pour la troisième séance consécutive, elle a atteint un sommet, l'indice Dow Jones gagnant 2,46 points, à 2 773,55 points. Le marché a été assez actif avec quelque 179 millions de titres échangés. Hausse et baisses se sont à peu près équilibrées à raison de 736, contre 734. Le cours de 490 est resté inchangé.

La séance avait débuté sur une note plutôt faible, car les investisseurs craignent que le relèvement des taux directeurs en Europe, notamment en RFA, ne détourne les capitaux des Etats-Unis. Mais le marché a bien vite retrouvé sa forme, car le relèvement des taux était anticipé depuis plusieurs semaines. De plus, l'OPA lancée par le promoteur immobilier, M. Donald Trump sur AMR, a relancé la spéculation dans le secteur des compagnies aériennes (lire page 42). Delta Air Lines a sensiblement progressé bien que ce titre soit le seul dans le secteur aérien à ne pas avoir essuyé d'OPA. Farnam de Philip Morris, l'Hotel et de Chevron. Repli de Warner-Lambert et d'Alal.

VALEURS	Cours de 4 oct.	Cours de 5 oct.
Alcoa	70,37	70,50
AT&T	44,87	45
Boeing	44,50	44,75
Caterpillar	41	41,25
De Pont de Nemours	122,12	121,37
Eastman Kodak	48,62	48,75
Ford	53,12	53,25
General Electric	54,87	55,12
General Motors	62,25	62,50
IBM	104,12	104,50
Intel	57,87	58,12
Johnson & Johnson	61,25	61,50
Merck	51,75	52,12
Union Carbide	28,25	28,50
Walt Disney	38,62	38,75
Westinghouse	70	70,25
Yarn Corp.	85,87	86,12

LONDRES, 5 oct. ↓

Forte baisse

L'annonce d'un relèvement des taux directeurs de 15 % dans le sillage de la décision de la Bundesbank de relever ses taux directeurs a entraîné une chute des valeurs. L'indice Footsie a terminé en baisse de 30,5 points, à 2 281,6 points, après avoir progressé de 1,4 point avant ces décisions. Le volume d'activité est demeuré modéré avec 491,4 millions de titres échangés. La plupart des opérations se sont effectuées, notamment les actions, les pétroles, les électriques, les assurances, les banques et les aliments. Les titres de la distribution (Kluge, Fisher), du matériel (Bosch, Land) et de la construction (Redland) ont accusé des pertes sévères. La chute de la plupart des valeurs a entraîné une baisse de 100 points de l'indice de la bourse. Les fonds d'Etat ont terminé en léger progrès, soutenus par les gains de la livre sterling. Les mines d'or se sont également améliorées.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Le groupe des MD Foods des Etats-Unis a annoncé, mercredi 4 octobre, la création d'une société internationale MD Foods International A/S. Opérationnelle le 1^{er} janvier 1990, cette société est destinée à réaliser des acquisitions, notamment en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. MD Foods contribuera par 130,5 millions de francs au capital d'action de la nouvelle société, et les autres producteurs de viande apporteront 217,5 millions. Le reste du capital d'action, 278,4 millions de francs, sera fourni par des investisseurs locaux et français.

□ Victoire : hausse de 72,7 % du bénéfice par action de 1988-1989. — La Compagnie financière Victoire, société mère du groupe d'assurances, annonce, pour son exercice 1988-1989, un bénéfice net de 363 millions de francs, contre 210,2 millions de francs pour l'exercice précédent, soit une progression de 72,7 %. Le groupe va verser un dividende de 11 F, en hausse de 25,5 %. Victoire va continuer aux Pays-Bas un holding de droit hollandais qui recouvre les actions Colonia récemment acquises, ainsi que tous les titres des filiales belge, italienne et espagnole de Victoire. La banque Oppenheim, contrôlée par Victoire, détient une participation du holding. Ce holding, a déclaré M. Philippe Charney, PDG de Victoire, poursuit être la base de départ d'autres acquisitions en Europe, notamment en Grande-Bretagne.

PARIS, 5 octobre ==

Statu quo

Pendant une grande partie de la journée, la Bourse de Paris a observé le statu quo, en attendant les décisions de la Banque centrale allemande. L'annonce d'un relèvement des taux n'a pas entraîné de réactions défavorables des marchés.

En baisse de 0,06 % au cours des premières heures, l'indice Cote a instantanément gagné 14 heures 0,05 %. Il clôture la journée sur une avance de 0,45 %.

Sur tous les marchés, c'était la veille d'arriver. En effet, les investisseurs attendaient, avec une impatience non démentie, les décisions de la Bundesbank en matière de taux d'intérêt. En espérant que la hausse de ces taux ne serait pas supérieure à un demi-point. « Cette hausse a été prise en compte par les marchés », déclarent la plupart des experts.

La fermeture de Wall Street mercredi — l'indice Dow Jones a pu varier son record officiel la veille — a été bien accueillie à Paris, où les situations spéculatives sont, en fait, le véritable moteur du marché depuis quelques semaines. En effet, des titres comme Eurochemie étaient encore recherchés. Les excellents résultats publiés ces dernières heures par les sociétés — hausse de 73 % de la bénéfice semestrielle de Metrolab et de 72,7 % du résultat annuel du groupe Victoire — ont également contribué à la résistance de la cote, soulignant divers analystes.

Le MATIF était en légère baisse en début d'après-midi. L'action Peugeot n'a pas bougé quelques heures avant la fin de l'ultimatum lancé aux grévistes de Peugeot par le tribunal de commerce, l'échéance des termes de la médiation. Forte baisse du titre Eco (travail temporaire).

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré la crainte d'un relèvement des taux, les sociétés de crédit et certains titres de valeurs à forte cote ont progressé. Le volume d'échanges était, toutefois, réduit par rapport à la veille, avec 400 millions de titres échangés, contre 500 millions jeudi. Les sociétés bancaires ont accusé la réaction, le 21 octobre, de la société pharmaceutique américaine Squibb à la suite de la fusion de la firme avec l'Américain Bristol-Myers.

L'annonce sur les marchés du palais Brongniart du prix d'OPV d'Eurochemie (72 F par action) a entraîné la chute de la cote de la Bourse de Paris à 14 heures, vers 14,50, à la suite de l'annonce de la Bourse de Paris de relever d'un point ces taux directeurs. L'indice, en fin de matinée, perdait 41,66 points, pour terminer à 2 281,6 points, à 35 106,53 points. A l'issue de la journée, les pertes étaient amoindries à 313,64 points (-0,88 %) et le Nikkei clôture à 35 209,35 points. Malgré

Comptant (collection)

SICAV (collection) 5/10

Cote des changes

Marché libre de l'or

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Les centristes du Sénat punis

Vulgairement parlant, les sénateurs centristes sont en train de « mourir ». Que la contestation de M. Alain Poirer ait pris naissance en leur rang n'est pas le seul péché qui leur est reproché. On leur fait grief aussi de la dégradation de leurs relations avec leurs partenaires de la majorité sénatoriale. Selon le bon principe des petites rivières, les reproches accumulés à leur encontre font des requêtes sévères.

Alors que tous les présidents de commission ont été réélus (1), jeudi 5 octobre, le groupe de l'Union centriste a donc perdu le poste de rapporteur général de la commission des finances que détenait, depuis 1977, l'un des siens, M. Maurice Blin (Ardennes), qui avait succédé à un autre centriste, M. René Monory (Vienne). Rien n'y a fait, ni la démarche du président du groupe centriste, M. Daniel Hostiel, auprès de M. Alain Poirer, ni les menaces de tel ou tel autre président de commission, ni les tentatives auprès des autres présidents de groupe, ni les appels du pied aux socialistes. Ces derniers, privés d'une présidence de commission, avaient décidé de présenter des candidats à tous les postes.

Les tentatives de conciliation et d'intimidation ayant échoué, il ne restait plus qu'à voter après une longue suspension de séance. Le résultat a été sans appel : M. Roger Chénaut (RI, Paris) obtenait 22 voix, M. Blin les 9 de l'UC, et M. Paul Lorient (PS, Essonne) les 9 des commissaires de gauche présents. Le nouveau rapporteur général (2) a bénéficié non seulement des suffrages de ses amis RI, mais aussi de ceux des commissaires du RPR et du RDE.

Acrobaties et contorsions

La défaite de M. Blin a été indéniablement favorisée par deux facteurs. Le premier d'ordre personnel : le rapporteur général sortant ne cachait guère sa lassitude devant les contraintes imposées notamment des difficultés de la majorité sénatoriale à prendre des positions communes sur les projets de loi de finances. L'autre, plus technique, était la difficulté de la majorité sénatoriale à prendre des positions communes sur les projets de loi de finances. L'autre, plus technique, était la difficulté de la majorité sénatoriale à prendre des positions communes sur les projets de loi de finances.

Le second facteur relève des circonstances : les centristes avaient désigné pour siéger au sein de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes du Sénat M. Pierre Schiès (Haut-Rhin), qui s'était vu retirer au printemps dernier son poste de questeur en raison des soupçons qui pesaient sur sa gestion. Les autres membres de cette commission ont tout simplement refusé d'y siéger (elle ne se réunira que mercredi prochain) tant que les centristes n'auraient pas fait un autre choix. En outre, les RI réclamaient depuis longtemps une question.

Ils ne l'ont pas obtenue cette fois, mais ils se sont, si l'on ose

dire, vengés. Quant aux rumeurs selon lesquelles M. Chénaut se serait ainsi vu récompensé par le RPR des quelques voix qui ont manqué à M. Pierre-Christian Taftinger (RI, Paris) face à M. Alain Poirer dans l'élection au poste de questeur, elles sont à mettre au compte du climat ambiant. La lettre du Parti républicain écrit au lendemain de la réélection de M. Poirer : « Il n'y a plus de doute, l'UDF a trouvé sa devise : « Credo qui absurdum » (...). La réélection de M. Poirer n'est sans doute pas le point d'orgue de cette « stratégie » (on peut toujours faire plus) mais elle en constitue un moment privilégié ».

dont, dès 1966, il était secrétaire général adjoint puis, deux ans plus tard, secrétaire politique national. Député de Paris de 1973 à 1981, date à laquelle il avait été battu par M. Claude Estier (aujourd'hui président du groupe socialiste de Sénat), M. Chénaut a présidé le groupe des RI de l'Assemblée nationale de 1975 à 1978. Après la constitution de l'UDF à la veille des élections législatives de 1978, M. Chénaut en a été le groupe parlementaire, et ce pendant trois ans. Maire du dix-huitième arrondissement de Paris et adjoint territorial en cette qualité de M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville depuis 1983, il a été élu en 1984 au Parlement européen, le Stasbourg, et sénateur de Paris en 1986.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Prêt-à-manger

C'EST franchement tuant, le mode, ça change tout le temps, elles arrivent pas à suivre, mes copines. Hier, on fait du lèche-vitrines avec une collègue, on pousse le porte des boutiques, on décroche des frusques, on les essaye. Elle a l'air d'une baleine échouée dans la cabine. Elle a pris du poids. Rien ne lui va. La déprime :

— Ecoute, je comprends pas, je m'étais pourtant mise aux pâtes et...

— Mais t'es malade ! Tu sais très bien qu'il y a rien de plus...

— Absolument pas. T'es vu Navratilova, la ligne qu'elle se paye.

— Enfin, ma Mine, l'hiver dernier, ça se faisait encore beaucoup, les nouilles, tout ça. Maintenant, c'est complètement ringard, balayé par le retour du pain. En long, en court, en boule ou en toréador. Faut que ça soit coupé épais pour que ça tombe bien. C'est très chic, c'est de la fibre végétale, pas synthétique.

— Oui, mais moi, ça me grossit, ça me fait un ventre de huit mois.

— Et la viande ? Dans les nouvelles collections de prêt-à-manger, il y a plus que ça. En blanc ou en rouge sang. Tiens, comme cette veste de cuir, là...

— C'est un peu sport, non ? Le poisson, je dis pas, mais au prix du saumon, je préfère encore un vœu.

— T'es le sucre, alors ! On en mettrait plus, et puis là... C'est chouette, c'est vrai, c'est naturel. Ça fait paraître que ces jupes en laine, en coton ou en fineline. Rien à voir avec l'aspect du le torgal. Et le naturel, le style week-end, ça revient très fort, je te signale.

— Regarde ce pantalon, il devrait m'aller. Moutarde, c'est pas grossissant.

— T'en auras pas tellement l'usage. Trop piquant. Mademoiselle, s'il vous plaît, vous l'auriez pas en chocolat, ça modifie-t-il ? C'est la folie, cette saison, le chocolat. Surtout en tenue d'intérieur. Si ton mec se défile ou te plaque, tu t'en enfles une plaque et t'es pas gros c'est ça ou !

— Gros cœur, non, mais gros cul, ça ou !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Enseignement : niveau bac et niveau de dérogation », par Laurent Véron ; « Social : savoir patienter », par Jean-Marcel Jeanneney ... 2

Le congrès du PC hongrois

Un affrontement entre réformateurs, radicaux et centristes ... 3

M. Mitterrand en Italie

Après le sommet franco-italien (samedi 7 octobre), M. Mitterrand a lancé à Bologne un appel en faveur de l'Europe des universités 5

Un discours de M. Delors

Le président de la Commission européenne a estimé, à Bonn, que l'unité allemande se ferait par le truchement de la Communauté ... 5

La réunion de Taëf

Le baroud d'honneur des « durs » du camp chrétien ... 8

Comité directeur du PS

Réunis les 7 et 8 octobre, les dirigeants socialistes devaient examiner les différentes contributions pour le congrès de Rennes ... 10-11

Journal d'un amateur

« Liberté », par Philippe Boucher 11

Le financement de la vie politique

Le débat à l'Assemblée sur le projet de loi a été marqué par l'adoption de nombreux amendements dont l'un abaisse de 800 000 F à 500 000 F le plafond des dépenses de campagne électorale des députés ... 12

SECTION B

L'islam dans l'école de la République

Trois élèves ne sont plus admises dans leur collège parce qu'elles portent le voile ... 13

Audiovisuel public

Le projet de budget pour 1990 prévoit de donner la priorité, dans les dépenses, aux programmes ... 16

Rock et business

Les groupes de rock indépendants français ont pu jusqu'à présent

jouer et être diffusés sans passer par les grandes compagnies de disques. Mais la marginalité n'a qu'un temps ... 17

Cinéma d'auteur

Trois films d'auteur sortent cette semaine. Trois films fortement autobiographiques. Recherche des racines ou amours difficiles. Le cinéma, dit-on aussi, tue la vie... 18

Arts :

la plus grande foire

La FIAC, la grande foire d'art contemporain, ouvre ses portes au public le samedi 7 octobre, au Grand Palais. Les galeries allemandes y sont à l'honneur 19 à 23

SANS VISA

Chercheurs d'oiseaux en Amazonie

Comment se porte la forêt amazonienne ? Un petit groupe d'Anglais passionnés d'oiseaux ouvre la route pour nous faire pénétrer au cœur d'une Amazonie, ici périlleuse ... 25 à 28

SECTION C

La hausse des taux d'intérêt

Les Allemands veulent combattre les risques d'inflation, les Britanniques lutter contre la surchauffe, et les Français freiner le crédit à la consommation. Mais le dollar ne baisse pas pour autant ... 33

Le conflit Peugeot

Les syndicats sont sceptiques sur la capacité du conciliateur, M. Francis Blanchard, d'amener M. Jacques Calvet à négocier ... 34

Services

Abonnements ... 7
Annonces classées ... 38 et 39
Carnet ... 30
Jeux ... 28
Loto, Loto sportif ... 30
Marchés financiers ... 42 et 43
Météorologie ... 30
Philatélie ... 30
Radio-Télévision ... 31
Spectacles ... 24

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 6 octobre 1989
a été tiré à 573 170 exemplaires

Mort du cinéaste Jacques Doniol-Valcroze

Le cinéaste Jacques Doniol-Valcroze est mort subitement à Cannes, le vendredi 6 octobre. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Cofondateur des Cahiers du Cinéma, Jacques Doniol-Valcroze, l'un des initiateurs de la nouvelle vague, a été pris d'un malaise après l'inauguration du Festival international des programmes audiovisuels (FIPA), Transport d'urgence à l'hôpital, il devait décéder peu après.

Né en 1920, il était l'auteur de plusieurs films : « Eau à la bouche » (1960), « Le Cœur battant » (1961) et, plus récemment, « Le Malin des bords » (1970). On l'avait vu, acteur, dans certains films de Pierre Kast (« Le Bel Âge » et « Vacances portugaises ») et dans l'« Inconnue de Paris » de Robbe-Grillet.

MODE : ACHETEZ

"DÉCONTRACTÉE"

Zéro pour les prix élevés qui vous tapent sur les nerfs ! On demande à la création d'être séduisante, à la qualité d'être « top niveau ». Mais aux prix de se faire minuscules. Pour que la mode soit un plaisir, il faut que le « facteur-prix » soit presque négligeable. Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Fidèle...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU VIVAROIS Paris 16^e

VOLVIC

14 JUILLET - ODÉON

HISTOIRES D'AMÉRIQUE

food, family and philosophy

Un film de Chantal Akerman

SALVADOR : l'ambassade de Costa-Rica occupée par des parents de prisonniers politiques

Un groupe armé, composé d'une cinquantaine de personnes appartenant à une association de parents de prisonniers politiques et de « disparus », a occupé, jeudi 5 octobre, l'ambassade de Costa-Rica et retenu en otage, pendant plusieurs heures, l'ambassadeur. Les membres de ce commando, parmi lesquels se trouvaient plusieurs femmes, exigeaient « la dénonciation des violations des droits de l'homme » dont ils accusent le gouvernement du président salvadorien Alfredo Cristiani. Après l'intercession du gouvernement costaricien et la libération de l'ambassadeur, ils ont accepté, vendredi, de quitter les lieux. — (AFP)

ÉTATS-UNIS : 9 tonnes de cocaïne saisies au Texas. — D'une valeur estimée à 1 milliard de dollars, 9 tonnes de cocaïne ont été saisies dans une maison de Harlingen (Texas), à la frontière mexicaine, a-t-on annoncé, jeudi 5 octobre, de source officielle. — (AFP)

spécial "professions porteuses"

Les inscriptions pour la formation de :

• JOURNALISTE CULTUREL
• MANAGER D'ENTREPRISE CULTURELLE,
sont reçues jusqu'au 20 Oct.

Sont concernés :

• Étudiants avisés.
• Journalistes voulant se spécialiser.

• Professionnels de la communication prêts à évoluer.

Débouchés :

• Entreprises Leaders.

• Collectivités Publiques.

• Presse Ecrite et Audio-Visuelle.

• Métiers de l'Art, de la Culture et de la Communication.

DIPLOMES EUROPÉENS. STAGES PRATIQUES PERMANENTS. AIDE AU PLACEMENT.

LED.H.E.A.C.

Institut Européen des Hautes Etudes d'Art et de Communication

252, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

Téléphone (1) 42.58.22.38

Pour être mieux indemnisés après la sécheresse

Les paysans manifestent

Les mesures arrêtées récemment par le gouvernement pour remédier aux conséquences de la sécheresse de l'été sont insuffisantes aux yeux des agriculteurs et leurs organisations syndicales, la FNSEA et la CNJA, ont décidé de le faire savoir en organisant, vendredi 6 octobre, dans tous les départements des cortèges et des manifestations.

Début septembre, le gouvernement a distribué une aide globale de 580 millions de francs pour trente-quatre départements. M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a, à plusieurs reprises, affirmé que cette aide était « d'urgence » et pourrait être révisée à la hausse au fur et à mesure des besoins recensés. Mais pour la FNSEA, cette aide ne représente en fait qu'un coût supplémentaire pour l'Etat de 120 millions de francs, compte tenu de la part des prêts dans l'enveloppe générale.

Parmi les actions les plus significatives, figurent un grand meeting dans la Somme, le blocage des ponts de Brotonne et de Tancerville en Seine-Maritime et de Valence (Isère). Des rassemblements de tracteurs et des « opérations escargot » sur les autoroutes devaient également être organisés.

Le même jour on a appris à Bruxelles que la Commission européenne avait interdit à la France de verser une aide (remboursement de taxes fiscales et parafiscales) à ses éleveurs qui sont aussi producteurs de céréales.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 octobre

Mitigée

La Bourse, après avoir anticipé la hausse des taux jeudi et donc bien résisté à la nouvelle (+ 0,50 %), était mitigée vendredi matin devant le recul des places européennes et du Japon. L'indicateur instantané s'appréciait de 0,06 %. Parmi les hausses figuraient Jean Lefebvre (+ 5,9 %), Plastic Omnium (+ 4,2 %), Source Perrier (+ 3,9 %) et Eurotunnel (+ 2,1 %). En baisse on notait Rue Impériale (- 2,9 %) Cap Gemini Sogefi (- 2,3 %) et Thomson (- 2,3 %).

M. Roland Dumas invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 8 octobre, de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien député socialiste de la Dordogne répondra aux questions d'André Fassinetti et de Jacques Amélie, du Monde, et de Christian Ménaud et de Pierre-Marie Chiffolle, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Ménaud.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

TRÉLLE

Inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

31 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43.57.36.35 - MÉTRO PARMENTIER

Francis Javitt

HORLOGER - ORFÈVRE JOAILLIER - CADEAUX

VENTE D'EXCEPTION

sur la collection 1988/89

REMISES TRES IMPORTANTES

du 28 septembre au 14 octobre

Francis Javitt

Centre Commercial Maine Montparnasse 75015 Paris - Tél. 45.38.66.51